

**SON PLAN DE REDRESSEMENT ÉTANT REPON**

**M. Claude-Alain Sarre démissionne**

**de ses responsabilités à la tête de B...**

**ESPAGNOLS**

**INVITATION**

**FRANÇOIS**

**LA CHINE**

**DEMANDE À ÊTRE RECONNUE**

**PAR LE COMITÉ INTERNATIONAL**

**OLYMPIQUE**

**LE VILLAGE SUISSE**

**Antiquités - Décoration - Cadeaux**

**Plus de 100 marchands**

**Assurez-vous**

**de vous protéger des**

**intérêts**

**de 10 à 12,50%**

**SOCIÉTÉ DE BANQUE**

**ET D'INVESTISSEMENTS**

**Les décisions**

**du conseil interministériel**

**Vers la croissance zéro**

**pour la région parisienne**

**LIBRE PAGE 38**

**BULLETIN DE L'ÉTRANGER**

**UN CAMOUFLET**

**POUR LA JUNTE**

**CHILIENNE**

Le remaniement ministériel intervenu cette semaine à Santiago avait deux buts avoués : tenter de relancer une économie qui dix-neuf mois de gouvernement militaire despotique ont rendue plus défilée encore qu'à la veille du coup d'État de 1973 ; essayer d'élargir la « base politique », singulièrement réduite, de la régime Pinochet.

Nul ne se hasardera à prédire le succès de la nouvelle équipe économique, dont deux membres sur trois, MM. Canas et Saenz, étaient déjà en poste. Sa politique demeure, fondamentalement, la même : un néo-libéralisme débridé. Les Chiliens, du moins les plus modestes, étant simplement invités à servir d'un cran de plus leur ceinture.

Mais les maîtres de Santiago ont d'ores et déjà écarté dans leur second objectif. En dépit des apparences, ils n'ont pu en effet trouver de nouveaux soutiens politiques. L'ouverture qu'ils pratiquent est en trompe-l'œil : la nouvelle équipe compte sept civils, au lieu de trois dans la précédente. Aucun, sauf M. Sergio de Castro, titulaire de l'Économie, n'est une figure connue. Il s'agit, soit de sympathisants du Parti national, conservateur, qui collabore avec la junte depuis le premier jour, ou du groupe d'extrême droite Patria et Libertad, soit de technocrates « apolitiques ».

Un nouveau camouflet vient d'être infligé à la junte. Un congrès national du parti démocrate chrétien se serait tenu secrètement il y a quelques semaines au Chili. Il aurait confirmé la politique du « refus du compromis » observée par les principaux dirigeants de cette formation depuis qu'ils leur est apparu que le général Pinochet n'a pas tiré les marrons du feu à leur profit le 11 septembre 1973. Le parti a qualifié la junte de « dictature de droite avec certains caractères fascistes ».

C'est un pas de plus dans la rupture entre la junte et le parti et la junte que tout confirme malgré les rumeurs périodiques de rapprochement entre le général Pinochet et l'ancien président Eduardo Frei. En retour, la junte multiplie les actes hostiles au plus grand parti chilien, « suspendu » après le coup d'État. Les plus récents sont la nouvelle fermeture provisoire de la station de radio-émission de Valdivia, d'un ouvrage sur le fascisme européen, écrit par un ancien député de ce parti, M. Claudio Orrego, et la récente « sortie » du général Gustavo Leigh — un des quatre membres de la junte — contre l'ancien adversaire de Salvador Allende à la présidence, M. Radomiro Tomić.

Mais le récent défi de la démocratie chrétienne à l'ensemble de la junte ne facilite pas pour autant la recherche d'une solution politique. Le congrès du parti a, en effet, également dénié son refus de toute « union avec des organisations clandestines » — sous-entendu de l'Ex-Unité populaire — sans parler du MIR — n'ont toujours pas trouvé de terrain d'entente. On comprend dans ces conditions que certains, au Chili, ne voient plus d'autre solution que l'apparition d'un « deux ex machina ». L'éventualité de l'accession du cardinal-archevêque de Santiago, Mgr Raúl Silva Henríquez, dans dont l'Église est la plus populaire du pays, — à la magistrature suprême n'a-t-elle pas récemment été évoquée ?

**Le Monde**

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

**INVOQUANT UNE MENACE DE BOMBARDEMENTS AÉRIENS**

**Les Khmers rouges ordonnent aux civils d'évacuer Phnom-Penh**

**M. Kissinger juge sévèrement les alliés des Etats-Unis**

Une situation confuse régnait, vendredi 18 avril, à Phnom-Penh. Dans la nuit de jeudi à vendredi, les Khmers rouges ont en effet donné l'ordre à la population d'évacuer la capitale, menacée, selon eux, par des bombardements. Ces consignes ont semé la panique dans la population, qui a commencé à s'enfuir en désordre.

Les communications sont pratiquement instantanées entre Phnom-Penh et le monde extérieur. La compagnie britannique Cable and Wireless assure même qu'elles sont interrompues entre Pékin — où se trouve le prince Sihanouk — et la capitale cambodgienne.

Confusion dans la capitale cambodgienne

Qua se passe-t-il à Phnom-Penh ? Après l'enthousiasme populaire qui a accompagné la prise de la capitale, jeudi 17 avril, par les Khmers rouges, c'est la panique. Phnom-Penh se vide depuis la nuit dernière, indiquant, vendredi matin, l'A.F.P. l'agence, à Saigon et à Bangkok, avait pu entrer en contact par radio avec ses représentants dans la capitale cambodgienne. Toutes les communications normales avec le monde extérieur sont coupées et la radio locale a cessé ses émissions. Quelques heures après s'être rendus maîtres de la ville, les soldats du P.V.N.C ont demandé à la population de l'évacuer, de crainte qu'elle ne soit bombardée, et de se replier à une vingtaine de kilomètres.

Un millier de personnes à l'ambassade de France

Les ordres d'évacuation ont été donnés par des groupes de soldats parcourant les rues avec des porte-voix. Ils s'adressaient à tous les habitants de la ville, y compris aux étrangers. La population de Phnom-Penh, grossie au cours des quatre derniers mois de dizaines de milliers de réfugiés, atteindrait vraisemblablement deux millions d'habitants. Sa réaction à ces ordres donnés en pleine nuit a été la confusion et la panique. Les mouvements semblaient échaappés à tout contrôle, selon l'A.F.P. Dans le quartier nord de la capitale, où se trouvent l'hôtel Phnom, transformé par la Croix-Rouge internationale en « zone de sécurité » et en centre de secours.

le prince Sihanouk — et la capitale cambodgienne. De Bangkok, toutefois, l'Agence France-Presse apprend en fin de matinée (heure de Paris) qu'un retour à la normale s'ébauchait à Phnom-Penh, en dépit de l'absence, semble-t-il, de hauts représentants des nouvelles autorités.

● A SAIGON, l'inquiétude s'accroît au fur et à mesure que les combats se rapprochent. La position des forces gouvernementales paraît très précaire dans le secteur de Xuan Loc, dont dépend maintenant la défense de la capitale sud-vietnamienne. Des acco-

chages sont en outre signalés à proximité de cette dernière. Une partie du personnel de l'ambassade des Etats-Unis au Vietnam du Sud a déjà été évacuée.

● A WASHINGTON, M. Kissinger a sévèrement jugé dans un discours les alliés des Etats-Unis, notamment les Européens, pour avoir refusé d'intervenir auprès de Hanoi pour un arrêt des hostilités au Vietnam. Il se confirme que le Congrès n'a pas l'intention d'accorder au Vietnam du Sud les crédits d'assistance militaire demandés par le président Ford.

Les combats se rapprochent de Saigon

Une atmosphère de crainte s'installe à Saigon où la chute de Phnom-Penh a été ressentie comme un exemple de ce qui menace la capitale sud-vietnamienne. La détérioration du climat politique et du moral des populations est encore accélérée par les préparatifs visibles de départ des Américains qui, selon l'Agence France-Presse, ont depuis deux jours des dépêches et transportent par hélicoptères des tonnes d'archives loin de la capitale. Une partie du personnel de l'ambassade des Etats-Unis a d'ailleurs déjà été évacuée.

Le sentiment d'inquiétude, déjà justifié depuis que les troupes khmers rouges ont envahi le territoire de la capitale, a encore été accentué par la diffusion par les autorités de consignes de sécurité devant être appliquées en cas d'attaque de la capitale. Trois coups de sirène interviendront les automobilistes à ranger immédiatement leurs voitures contre les trottoirs ; piétons et cyclistes devront se plaquer contre les murs.

Commentant cette situation, qu'il n'estime « pas désespérée », le général Duong Van Minh, l'un des principaux auteurs du coup d'État qui renversa en 1963 le régime Diem, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, jeudi 7 avril, que « les

**La révolution économique portugaise**

Après avoir nationalisé les banques, les compagnies d'assurance et une trentaine d'entreprises liées aux secteurs de base, le gouvernement portugais a présenté un projet de réforme agraire, prudent et pragmatique, qui favorise la création des coopératives agricoles de production. Le gouvernement envisagerait aussi le contrôle total par l'Etat du groupe CUF, dirigé par la famille Melo (20 % de la production industrielle du Portugal). Dans certaines capitales occidentales, l'inqui-

tude grandit une semaine avant les élections à la Constituante du 25 avril. Radio-Vatican a demandé jeudi 17 avril aux croyants portugais de voter pour « les groupes politiques qui soutiennent la religion et la famille ». A Washington et à Bonn, on redoute une évolution « neutraliste » du Portugal, alors qu'à Strasbourg le comité des ministres du Conseil de l'Europe a adopté le principe d'une aide technique au gouvernement de Lisbonne.

actuellement ni légaliser son existence ni percevoir de cotisations : vivant encore sur ses ressources de 1974, elle reconnaît qu'elle n'existera peut-être plus demain.

**DES MONOPOLES AU MONOPOLE**

De notre envoyée spéciale

JACQUELINE GRAPIN

Lisbonne. « Je viens d'arriver », confie un industriel français descendant d'avion à son voisin. Visiblement, il est désarçonné : l'aéroport est calme, la ville aussi. Mais de son rose et blanc de toujours, elle vire au rouge à vue d'œil.

Plus on va vers le centre et plus les murs portent d'affiches électorales colorées, jusqu'à en être presque totalement recouverts. De nombreux taxis, Mercedes noires à toits verts, semblent encore ignorer le déficit croissant de la balance extérieure des paiements du pays. Sur l'avenue de la Liberté, les banques, récemment nationalisées, boitent pavillon haut, tandis que Bibendum

Les périodes électorales ne favorisent jamais l'équilibre économique. Les révolutions encore moins. D'autant qu'ici, c'est de plus en plus à travers un bouleversement des structures économiques que la révolution s'accomplit. Avec les banques et les compagnies d'assurance se sont trouvées nationalisées plus de la moitié de toutes les sociétés anonymes portugaises ; les autres se trouvent dans une situation politiquement difficile. En prenant le contrôle non seulement des « monopoles » critiques, mais aussi de ce qui n'en est pas, c'est un monopole nouveau qui est en voie d'organisation : celui de l'Etat, entend-on dire dans les milieux d'affaires.

La confédération de l'industrie portugaise, le C.N.I.P.P. portugais, n'a été créée qu'en 1974, et l'on ne sait plus exactement ce qu'elle représente. Est-ce bien, comme elle le dit, vingt-six mille entreprises (dont 85 % de petites et moyennes) sur un total de quarante-sept mille ? Le mouvement du 25 avril 1974 a rétabli le droit d'association patronal. Une loi permettant de l'exercer a été votée le 12 décembre dernier ; mais cette loi a été révoquée, de sorte que la CIP ne peut

**COLLOQUE A ARC-ET-SENANS**

**L'avenir tremblant du patrimoine**

La mode étant aux « scénarios » du futur, la réflexion sur l'avenir est manifestement mieux stimulée par l'hypothèse de la catastrophe que par celle d'un état heureux.

On dirait que nous ne pouvons plus concevoir que les modalités de la première session Pierre Chauvin, pour qui notre tendance à la déréliction solennelle d'interventions hâtives. Mais enfin, le choc de la peur nous fait avouer nos attachements et trahir notre inconstance. Il y a quelques années, en imitation du fameux scénario de la venue des Martiens monté par la radio de New-York, on a « joué » à Cologne la chute des flèches de la cathédrale : le public a vivement réagi. Faudrait-il inventer ainsi toute une choro de malheurs imaginaires pour démontrer que les citoyens sont plus attachés qu'on ne croit aux édifices grandioses et même aux configurations modestes d'autrefois, à cet ensemble difficile

**1,20 F**

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 8 sch. ; Belgique, 10 fr. ; Canada, 60 c. ; Espagne, 2,50 pt. ; Grèce, 200 dr. ; Grande-Bretagne, 14 p. ; Italie, 100 li. ; Israël, 40 n. ; Japon, 100 y. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 10 fr. ; Norvège, 2,50 kr. ; Pays-Bas, 0,85 fl. ; Portugal, 11 esc. ; Suède, 2 kr. ; Suisse, 5,00 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 5 d. din. Tarif des abonnements page 29

**5, RUE DES ITALIENS**

**75007 PARIS - CROIX ROUGE**

**C.C.P. 4297-23 Paris**

**Tél. Paris 66577**

**Tél. : 770-91-29**

**Pour tirer du marasme l'économie française**

**M. Fourcade met au point une relance des investissements**

Pour tirer l'économie française du marasme dans lequel elle s'enfonce progressivement, M. Fourcade met au point pendant le week-end les mesures de relance des investissements qu'il soumettra au président de la République avant de les présenter, mercredi 20 avril, au conseil des ministres. Il pourrait s'agir d'une augmentation de prêts publics du Fonds de développement économique et social, d'encouragements fiscaux aux dépenses d'équipement, d'un abaissement des taux d'intérêt à moyen et long termes, enfin, peut-être, d'un certain relâchement de prix industriels.

Presque à la même heure, jeudi, la Banque de France et le vice-président du patronat français, M. Jacques Chiffolleau, ont analysé avec un pessimisme semblable la situation de l'économie française (lire page 42). Selon l'Institut d'Études de l'Industrie, les « profits d'investissement » nouveaux demeurent rares et l'exécution des programmes antérieurs est souvent difficile. La production industrielle a fléchi depuis le début de l'année et l'état d'esprit des chefs d'entreprise conduit à redouter une continuation du phénomène. La dégradation de l'emploi continuera probablement en mai, les licenciements qui « ont pu être retardés » ne pouvant pas être indéfiniment différés.

De son côté, M. Ferry estime que la « baisse d'activité » de proche en proche tous les secteurs... La montée du chômage n'est pas encore terminée, car les entreprises ne ménagent pas indéfiniment se contenter de mettre les ouvriers en chômage partiel.

D'accord avec ses collègues du C.N.I.P.P., le leader de la sidérurgie française ne pense pas qu'il faille relancer l'économie en stimulant la consommation. C'est bien davantage par l'encouragement des investissements qu'il faut ramener l'activité industrielle, des mesures spécifiques en faveur des travaux publics, de l'automobile, du textile, des télécommunications, de l'industrie des appareils ménagers, sans compter des décisions générales sur le volume et le coût des investissements.

**G. M.**

**Lire la suite page 12**

**Lire page 12 l'enquête de THIERRY PFISTER :**

**LES COMMUNISTES**

**SIX MOIS**

**APRÈS LEUR XXI<sup>e</sup> CONGRÈS**

**AM**

**André Bergeron**

**Lettre ouverte**

**à un syndiqué**

**1 VOL. 19,50 F**

**ALBIN MICHEL**

مكتبة الأمل



# PROCHE-ORIENT

Pour rétablir l'ordre

## Un gouvernement de salut public pourrait être constitué au Liban

De notre correspondant

Beyrouth. — Conclu dans la soirée du mercredi 16 avril, l'accord de cessez-le-feu entre le parti des Phalanges et la résistance palestinienne n'a pas été respecté par le Front populaire de libération de la Palestine (commandement général) de M. Ahmed Jibril. Le retour à la normale a été retardé jeudi par des séries d'explosions de tirs à la roquette et des rafales de mitrailleuses qui ont secoué la capitale libanaise. Ces incidents auraient fait une quinzaine de morts — dont un touriste français — et une douzaine de blessés graves (1).

C'est ainsi que les souks, qui avaient commencé à ouvrir jeudi dans la matinée, ont été de nouveau désertés et que les quartiers résidentiels chrétiens, qui grouillaient de monde dans l'après-midi, se sont soulevés à une sorte de couvre-feu. Les miliciens phalangiens, qui s'étaient retirés de la plupart des points qu'ils contrôlaient depuis dimanche, ont fait leur réapparition.

Dans l'entourage du président de la République, qui a quitté l'hôpital après une intervention chirurgicale, on laisse entendre que le chef de l'Etat envisage de recourir à un gouvernement de salut public dans lequel figureraient les principaux dirigeants du pays : il serait présidé par M. Saeb Salam, proche tout autant des chrétiens que des musulmans et des Palestiniens. Face à une situation qui continue à se dégrader, le président François Bourdeau assure-t-on, associer les chefs des différents partis et

des grandes communautés religieuses au rétablissement de l'ordre. Le premier magistrat n'aurait plus alors à répondre seul des conséquences qui pourraient résulter d'un nouvel affrontement entre les Phalanges et la résistance, et il appartiendrait au gouvernement de décider de l'intervention de l'armée, sans que l'on puisse lui reprocher d'être de connivence avec une fraction de la population libanaise pour combattre les Palestiniens.

C'est sans doute pour essayer de sauver in extremis son cabinet que M. Rachid El Solh a demandé à la direction de la résistance de se conformer aux dispositions de l'accord sur le cessez-le-feu, faute de quoi il ferait appel à l'armée pour empêcher la reprise des hostilités.

Toutefois, nombre d'observateurs doutent que le cessez-le-feu puisse déboucher sur un accord définitif et durable entre Libanais et Palestiniens. Un tel arrangement ne peut intervenir qu'après de longues et sérieuses négociations, qui devraient se dérouler à l'étranger et non sous la pression des événements. Il semble que les Phalanges veuillent modifier l'emplacement des camps de réfugiés qui entourent Beyrouth, et qui sont situés dans des quartiers industriels ou habités par des chrétiens. — E. S.

(1) Selon l'A.P.P., le bilan des accrochages entre phalangiens et fedayin depuis dimanche dernier s'élevait à environ cent cinquante morts et trois cents blessés.

A L'ONU

## LE CONSEIL DE SÉCURITÉ PROROGÉ JUSQU'AU 24 JUILLET LE MANDAT DES « CASQUES BLEUS »

(De notre correspondant.)

New-York (Nations unies). — Le Conseil de sécurité a renouvelé, jeudi 17 avril, pour une période de trois mois, le mandat de la force des Nations unies dans le Sinaï. Treize des quinze membres du Conseil ont voté pour la résolution. L'Irak (hostile à tout cessez-le-feu) et l'Égypte (sioniste), la Chine (parce qu'elle est opposée par principe aux forces de l'ONU), n'ont pas pris part au vote.

La résolution exprime l'inquiétude du Conseil devant l'état de tension à Proche-Orient. Elle proroge jusqu'au 24 juillet prochain le mandat de l'ONU et demande à l'Égypte et à Israël d'appliquer immédiatement sa résolution de 1973, qui a mis fin à la guerre d'octobre. Le représentant israélien, M. Tekoah, a déclaré que le président Sadate, en acceptant que le mandat de la force de l'ONU soit renouvelé pour trois mois, au lieu de six, violait l'accord de désengagement des troupes, conclu en janvier 1973, et qui, selon le diplomate israélien, ne saurait être séparé de la présence des « casques bleus ».

Pour le représentant de l'Égypte, M. Meguid, le mandat des forces de l'ONU n'a rien à voir avec l'accord sur le désengagement des troupes. En outre, selon le représentant égyptien, le président Sadate a fait preuve d'une grande modération en ordonnant la prochaine ouverture du canal de Suez, malgré l'échec de la dernière mission de M. Kissinger. Alors que l'Égypte se servait de l'accord de désengagement pour perpétuer l'occupation des territoires arabes.

## La reprise de la conférence de Genève

Le représentant de l'Union soviétique a déclaré que la nouvelle prolongation du mandat de la force de l'ONU doit être mise à profit pour conclure un règlement d'ensemble. Ce nouveau délai de trois mois devrait permettre de reprendre la conférence de Genève et d'examiner toutes les questions du Proche-Orient. Le représentant des États-Unis, M. Scall, a dit que son pays avait prêté un mandat de la force des Nations unies plus long. « Mais, a-t-il ajouté, le mandat soit prolongé de trois, six mois ou davantage, nous estimons qu'il est urgent d'aller de l'avant pour parvenir à un règlement. » Malgré le récent échec de M. Kissinger, les États-Unis sont donc décidés à poursuivre leurs efforts de paix.

Pour la France, de Gaulle, même, a dit que, en raison d'une situation fondamentalement instable dans la région, la présence de la force d'urgence demeure un élément essentiel du respect du cessez-le-feu. Mais, a-t-il noté, cette présence n'est pas en elle-même un gage de succès ou un acquis sur la voie d'un règlement. Le représentant de la France a cité le communiqué publié à l'issue de la visite en Algérie du président de la République et préconisant la reprise, dans de bonnes conditions de préparation suffisante, de la conférence de Genève.

PHILIPPE BEN.

# AFRIQUE

Tchad

## Les militaires associent au pouvoir de nombreuses personnalités de l'ancien régime

Cinq jours après le coup d'État et la mort du président Tombalbaye, le Conseil supérieur militaire, dirigé par le général Félix Malloum, s'emploie à normaliser la situation. Les mesures prises sont le couvre-feu et la suspension du trafic aérien, routier et fluvial ont été levées. Quatre commissions ont été créées pour faire le bilan de la gestion du précédent régime et préparer l'avenir. Des responsables civils et militaires ont commencé aussi à lever la voile qui couvrait les activités de la Compagnie tchadienne de sécurité (C.T.S.) et de la garde présidentielle. Tortures et

atrocités de toutes sortes étaient, semble-t-il, monnaie courante. C'est ainsi que Mme Kallouma Guebmang, ancienne présidente des femmes du parti unique tchadien, avait été longtemps détenue dans le camp d'été de la C.T.S. Elle avait été condamnée trois semaines auparavant à sept années de travaux forcés pour complot contre le régime. Le commandant Kottiga, ex-adjoint du colonel Djimé, ancien commandant de la gendarmerie, avait été décapité par les forces armées, atrocement mutilé à la suite des tortures que lui auraient infligées des membres de la C.T.S.

De notre envoyé spécial

laine. Ce serait notamment le cas du fameux médecin haïtien Vikamar, réintégré au « yondo » (initiation traditionnelle), qui aurait réussi à s'échapper sans qu'on déplore un seul décès pour le rattraper. Encore que les appréciations soient contradictoires, quant à l'attitude de ce chef de l'ancien régime. Durant les derniers mois, et plus encore, durant les dernières heures de l'ancien régime, le commandant français Famille Gourvenec a été confirmé dans ses fonctions de commandant de la garde nationale et nomade. Seuls deux policiers, l'un tchadien, l'autre français, ont été officiellement vireux, de l'ancien régime ont jusqu'à présent été arrêtés, tout au moins si l'on s'en tient aux informations officielles. Parmi eux, figurent MM. Abo Nassour, ancien président de l'Assemblée nationale ; Ali Kossou, ancien vice-président du Conseil économique et social ; Mahamat Djama, ancien maire de N'Djamena ; et Abdoulaye Djoumoua, ancien ministre des travaux publics, chargés des problèmes de la sécheresse, et qui s'étaient beaucoup enrichis ces derniers temps en dissipant l'argent national au sein de la garde nationale.

## LE SORT DES OTAGES FRANÇAIS

N'Djamena (A.P.P.). — On ne connaît toujours pas, à N'Djamena, le sort du commandant Galopla, détenu avec deux autres otages français, Mme Claude et M. Combe, dans le Tibesti par les rebelles Toubous. Toutefois, indique-t-on de bonne source, il était toujours en vie, il y a une dizaine de jours, lors de la dernière mission des négociateurs français qui se sont rendus au Tibesti. Un certain nombre de rumeurs, non confirmées, font état de sa mort depuis plusieurs jours.

On estime dans les milieux autorisés de N'Djamena que le général Félix Malloum est le mieux placé pour poursuivre les négociations qui traînent en longueur depuis presque un an. En effet, le général dont la mère est originaire de Faya, préfecture du Bahr (Soudan-Tchad, nord du pays) paraît jouir d'un préjugé favorable auprès des rebelles Toubous. Au-delà des négociations pour la libération des otages français, l'engagement d'un dialogue avec le chef Elisse Bahre qui les commande pourrait permettre, souligne-t-on dans ces milieux de réintégrer ces rebelles dans la communauté nationale.

ler sans délai à la reconstitution de l'unité nationale.

Après les excès difficilement évitables des toutes premières heures, le principal souci des militaires a été, de toute évidence, d'éviter les règlements de comptes sommaires. Si le « grol » (sorte de troubadour de Tombalbaye) a bel et bien été égorgé sur le corps même, dit-on, de l'ancien président, les vrais maîtres de l'action psychologique du régime défunt ont pour la plupart échappé à la vindicte popula-

## Confusion dans la capitale cambodgienne

(Suite de la première page.)

Encore aussi l'information en provenance de Saigon est non confirmée, dont fait état l'U.P.I. — indiquant que deux anciens premiers ministres cambodgiens (deux des « sept frères »), MM. Sirik Matak et In Tam, se seraient rencontrés à Battambang, seconde ville du pays, et se prépareraient à y organiser la résistance aux Khmers rouges ou encore l'annonce que dix avions et un hélicoptère de l'armée de l'air républicain avaient atterri jeudi à la base américaine d'Udapa, en Thaïlande, qui expliquent cette subite décision ?

Un porte-parole militaire américain, rapporte-t-on, a déclaré à Bangkok que le premier ministre, M. Long Borei, n'était pas arrivé à la tombée de la nuit sur aucune des bases américaines de Thaïlande. Il aurait été arrêté alors qu'il montait en hélicoptère pour quitter le Cambodge, et le général Lon Nol, frère de l'ancien président Lon Nol et membre influent de l'ancien régime, se serait constitué prisonnier, indique A.P. Il en serait de même du général Chhin Chhin, commandant de la garnison de Phnom-Penh, et du général Mey Shichan, chef des opérations des forces républicaines. En revanche, une centaine de réfugiés étaient arrivés jeudi en Thaïlande, où trois nouveaux appareils de transport cambodgiens, avec soixante-dix-neuf réfugiés à leur bord, étaient arrivés, vendredi. Le général Sirik Matak, président du comité suprême et, en fait, chef du dernier carré de jusqu'auxboristes républicains, avait partie du premier groupe de réfugiés.

Des rumeurs invérifiables ont fait état d'un atterrissage forcé d'un hélicoptère au Cambodge, où ses occupants auraient été

capturés. Selon d'autres hypothèses, les dirigeants cambodgiens auraient rejoint un porte-avions au large de la côte, et le navire ferait actuellement route vers la Thaïlande.

Selon les meilleurs khmers de Bangkok, M. Kieu Samphan, vice-premier ministre du GRUNC et ministre de la défense nationale, est déjà à Phnom-Penh, parmi les personnalités khmers rouges qui prennent en charge l'administration de la capitale. On ignore si le prince Sihanouk envisage de retourner rapidement à Phnom-Penh.

## LE MILLION DU MARÉCHAL LON NOL

Selon un reporter du « New York Times » à Phnom-Penh relatant les dernières heures du régime déchu, la Banque nationale de Cambodge aurait donné ordre dès le 1<sup>er</sup> avril à son correspondant américain, Irving Trust Company, dont le siège est à New-York, de mettre 1 million de dollars à la disposition du maréchal Lon Nol. Dans la nuit du mardi 15, un câblegramme aurait été envoyé à New-York, de la capitale assésée, pour d'urgence que l'ordre avait été promptement exécuté. Le texte de la réponse n'est pas connu, mais la mise en cause de l'Irving Trust permettrait de remettre la filière des transactions financières opérées par les hommes au pouvoir depuis le coup d'État de mars 1970 en vue de s'assurer un confortable exil.

## < Le peuple prend le pouvoir : c'est là l'important >

déclare à Paris M. Chau Seng

« Le GRUNC et le FUNC ont pris en main le contrôle et la gestion de l'ensemble du pays. Lors de la dernière conférence de presse » qu'il a tenue — « sur ordre » de son gouvernement — à Paris, en cette « journée historique » du 17 avril, M. Chau Seng, membre du bureau politique du comité central du FUNC et envoyé spécial du prince Sihanouk en Europe, s'est montré visiblement satisfait que « tous les khmers » aient ainsi apporté un démenti aux journalistes qui, il y a quelques mois, doutaient encore des capacités des Khmers rouges de remporter une victoire militaire.

Il y avait en tout cas autant d'ironie, voire de malice, dans ses réponses, généralement précises, que de maladresse dans certaines des questions qui lui étaient posées. Il lui était difficile de ne pas marquer aussi un peu de passion en pareille circonstance. M. Chau Seng ne voulait cependant égarer son auditoire. « Une fois dans la capitale », dit-il, « il n'y a plus de problème ». Le GRUNC, qui n'a cessé d'administrer des « zones libérées », voit en quelque sorte sa légitimité restaurée. Le Cambodge a fait partie depuis sa création — et continuera de faire partie — de « la grande famille des pays non alignés ».

Quel sera le sort des membres du gouvernement républicain restés à Phnom-Penh ? M. Chau Seng évoque alors en comptant sur ses doigts les noms des « sept traités condamnés à mort ». « Les cas des autres seront examinés avec humanité », déclare-t-il. Il n'y a pas eu de bain de sang à Phnom-Penh. Le GRUNC et le FUNC s'en tiendront à la politique de large union de toute la nation, et de tout le peuple, sans distinction de classes sociales, de tendances politiques, de croyances religieuses, et sans tenir compte du passé de chacun, à l'exception des sept traités. La distinction sera faite entre les hauts fonctionnaires qui n'ont commis aucun crime ou acte répréhensible contre la résistance et les dirigeants du précédent régime.

L'antagonisme entre le prince Sihanouk et les Khmers rouges qui a conduit à la chute de Lon Nol, déclare-t-il, n'a rien de personnel. M. Chau Seng, qui est naguère directeur du cabinet du prince, parle en connaissance de cause : « Avant le coup d'État de 1970, Lon Nol était le ministre de la défense et responsable de la police et des services de renseignements. A ce titre, il préparait les dossiers pour le prince. C'est ainsi qu'il a affirmé, à l'aide de documents fabriqués, que Kieu Samphan avait été liquidé dans les prisons de l'État et président du FUNC. Il rentra à Phnom-Penh en chef de l'État, quand certaines conditions furent réunies ».

Quelle sera la nature (ou la

« couleur ») du nouveau régime ? « Tout ce qui est fait chez nous est réfléchi », explique M. Chau Seng. Ce n'est pas une seule personne qui réfléchit, mais tout un collège. Il y a des républiques démocratiques et des monarchies fascistes. Ce qui est essentiel, ce n'est pas la forme des institutions mais leur contenu. L'important est là. Le peuple prend le pouvoir. Puis le proche collaborateur du prince Sihanouk précise que « la société cambodgienne repose en grande partie sur le bouddhisme. C'est parce que le Front a choisi le bouddhisme que la clique Lon Nol a perdu son appui. Le bouddhisme cambodgien est très différent des autres bouddhismes. C'est un bouddhisme très social, pour ne pas dire socialiste ».

Peut-on raisonnablement se demander si le Cambodge ne va pas devenir un satellite de la Chine ? Question absurde semble penser M. Chau Seng. « Le Cambodge a toujours entretenu d'excellentes relations avec la Chine. La Chine nous apporte un soutien permanent et constant. Nous pensons que nous aurons des relations étroites et fraternelles avec la Chine. La Chine n'a jamais exprimé le désir de coloniser ses voisins. Aucun soldat chinois ne se trouve hors du territoire chinois. En revanche, il y a des soldats américains à Taiwan ».

Un journaliste sceptique se risque à demander si le Vietnam du Nord ne pourrait pas se montrer trop protecteur à l'égard du Cambodge. Un peu agacé, M. Chau Seng indique que si les peuples de l'ancienne Indochine se sont unis contre l'impérialisme américain, ils n'en sont pas moins bien différents les uns des autres. « Il n'y a jamais eu avant ou après le coup d'État de 1970 d'encadrement nord-vietnamien au Cambodge », affirme-t-il. Interrogé ensuite sur les relations qui pourraient entretenir le nouveau régime de Phnom-Penh et les États-Unis, il déclare : « Tout dépendra de l'attitude des États-Unis. La fin de l'agression et de l'intervention américaines ne signifie pas la fin de la subversion et des manœuvres qui continuent contre notre pays ». M. Chau Seng exprime cependant sa gratitude pour le soutien qu'a apporté au Cambodge le peuple américain — marquant la différence avec l'administration de Washington.

La même « vigilance » prévaudra en ce qui concerne la coopération culturelle, et tout ne sera sans doute pas comme « avant » à cet égard. M. Chau Seng porte, enfin, ce jugement sur l'attitude de la France, qui a reconnu le GRUNC après l'évacuation de l'ambassade des États-Unis, le 12 avril dernier : « La France n'a pas voulu accompagner Lon Nol dans son tombeau ». — G. V.

Au Vietnam du Sud

## Les combats se rapprochent de Saigon

(Suite de la première page.)

Sur la côte également, les forces révolutionnaires ont harcelé les troupes qui défendent le port de Phan-Thiet.

Entre Xuan-Loc et Saigon, la base aérienne de Bien-Hoa a de nouveau été bombardée par l'artillerie dans la nuit de jeudi à vendredi. L'aviation gouvernementale a néanmoins pu effectuer des sorties et, notamment, détruit trois canons de 120 mm des révolutionnaires à une trentaine de kilomètres de la base.

Selon les services américains de renseignement, trois nouvelles divi-

sions nord-vietnamiennes feraient actuellement mouvement vers la région de Saigon. Elles porteraient à dix le nombre des divisions engagées contre la capitale sud-vietnamienne, qui n'est défendue que par quatre divisions gouvernementales. Les analystes du Pentagone estiment, cependant, que les forces révolutionnaires pourraient ne pas attaquer directement la ville, mais l'encercler et l'isoler pour qu'elle tombe ensuite intacte entre leurs mains.

● A WASHINGTON, le sénateur Sparkman, président de la commission sénatoriale des affaires étrangères, a rapporté que le ministre sud-vietnamien des affaires étrangères, M. Vuong Van Ban, actuellement en visite aux États-Unis, lui avait affirmé que Saigon était prêt à négocier, sans conditions préalables, un règlement politique et militaire.

## Roland Eveline. La rigueur et le talent du Maître-tailleur.

Roland Eveline habille les hommes en respectant la personnalité de chacun. Il inspire la mode. Mais son inspiration reste toujours un peu classique, confortiste même. Ce qui ne l'empêche pas de se permettre d'extraordinaires fantaisies : coordonnés de fines rayures ou de discrets caneaux, mariages de couleurs, de tissus, mais toujours, de la plus rare élégance.

Les costumes sur mesure en soie sauvage (2.000 F) qui jouent adroitement bien avec la lumière du jour et de la nuit. Les costumes en laine et mohair (1.550 F) qui ont la douceur du printemps et toute la chaleur qu'il faut pour attendre l'été. Et pour l'été retour de la toile de laine de nos pays aussi légère (10 onces) que l'été sera chaud (1.650 F).

Et du côté du prêt-à-porter, vous trouverez les très classiques costumes non-déhoués en Dréira et mohair (850 F). Les ensembles pantalons-blousons en toile lavable (380 F) pour être élégant même décontracté.

Les andalousiens costumes en « jeans » ultra-léger (580 F). Et puis, il y a aussi le blazer en jersey St-Joseph (625 F). Raffiné, beige ou bleu. L'éternel blazer qui, malgré les années qui passent, a su rester à la mode.

R. Eveline  
13, rue des Pyramides - Paris 1<sup>re</sup>  
(entre l'Opéra et le Palais Royal)  
Tél. 260.47.26

## UN EVÊQUE VIETNAMIEN A ÉTÉ CONSACRÉ A BAN-ME-THUOT

Saigon (A.P.P.). — Un évêque vietnamien, tout récemment nommé par le pape Paul VI et resté dans la province de Ban-Me-Thuot, passe le mois de mai sous le contrôle du G.R.P., à la réouverture et recevoir la consécration épiscopale, appuyé-on auprès des autorités catholiques à Saigon.

Cet évêque, Mgr Nguyen Van Hiep, avait été choisi par le pape pour diriger le nouveau diocèse de Phan-Thiet, sur le littoral. Il se trouvait à Ban-Me-Thuot, au début du mois de mai, lorsque cette ville des Hauts-Plateaux tomba entre les mains des forces révolutionnaires. Sa consécration, qui devait avoir lieu le 22 mai à Ban-Me-Thuot même, n'a été remise que de quelques jours.



## APRÈS LA

**Le peuple prend le pouvoir, c'est là l'important**  
déclare à Paris M. Chau Seng

« La prise de pouvoir par le peuple khmer est le plus important », a déclaré à Paris M. Chau Seng, ministre de l'Intérieur du Cambodge, lors d'une conférence de presse. Il a souligné que le peuple khmer avait pris le pouvoir, ce qui était l'important, et que le régime des Khmers rouges était le résultat de la lutte du peuple pour la libération du pays. M. Chau Seng a également mentionné que le régime des Khmers rouges était le résultat de la lutte du peuple pour la libération du pays, et que le régime des Khmers rouges était le résultat de la lutte du peuple pour la libération du pays.

**Au Vietnam du Sud**  
Les combats se rapprochent de Saigon

Les combats se rapprochent de Saigon, où les forces du Nord-Vietnam ont lancé une offensive majeure. Les forces du Nord-Vietnam ont lancé une offensive majeure, et les combats se rapprochent de Saigon. Les forces du Nord-Vietnam ont lancé une offensive majeure, et les combats se rapprochent de Saigon.

**land Eveline.**  
pour et le talent  
Maurice Kotler.

Land Eveline, pour et le talent, Maurice Kotler. Land Eveline, pour et le talent, Maurice Kotler.

Land Eveline, pour et le talent, Maurice Kotler. Land Eveline, pour et le talent, Maurice Kotler.

Land Eveline, pour et le talent, Maurice Kotler. Land Eveline, pour et le talent, Maurice Kotler.

Land Eveline, pour et le talent, Maurice Kotler. Land Eveline, pour et le talent, Maurice Kotler.

Land Eveline, pour et le talent, Maurice Kotler. Land Eveline, pour et le talent, Maurice Kotler.

Land Eveline, pour et le talent, Maurice Kotler. Land Eveline, pour et le talent, Maurice Kotler.

Land Eveline, pour et le talent, Maurice Kotler. Land Eveline, pour et le talent, Maurice Kotler.

Land Eveline, pour et le talent, Maurice Kotler. Land Eveline, pour et le talent, Maurice Kotler.

Land Eveline, pour et le talent, Maurice Kotler. Land Eveline, pour et le talent, Maurice Kotler.

Land Eveline, pour et le talent, Maurice Kotler. Land Eveline, pour et le talent, Maurice Kotler.

## CHUTE DE PHNOM-PENH

**« Les Khmers rouges tiennent à ce que je reste chef d'Etat à vie »**  
déclare le prince Sihanouk

Pékin (A.F.P.). — « Quand la joie et le bonheur sont si profonds, on ne peut plus rien dire », a déclaré le prince Sihanouk, jeudi soir 17 avril à Pékin, en commentant la victoire des Khmers rouges. « Mon sort pour le lendemain, cela ne m'intéresse plus. Ce qui m'intéresse, c'est l'homme, c'est le fait que je visais pour mon pays. Or cela a dépassé mes espérances, parce que nous avons battu sans bavure les Américains », a-t-il poursuivi.

Le prince a fait cette déclaration après une réception qu'il avait offerte dans sa résidence à l'ambassade de France à Pékin à quelques centaines de pays qui ont déjà reconnu le gouvernement royal d'Union nationale du Cambodge (GRUNC).

Le prince Sihanouk n'a pas précisé à quelle date il pensait rentrer au Cambodge, indiquant seulement que l'état de sa mère, la reine Sihanouk, était très grave, qu'elle allait probablement mourir très bientôt, et qu'il procéderait à ses funérailles à Pékin avant de regagner le Cambodge.

Il a déclaré encore qu'à son retour il aurait un rôle d'union nationale.

Les Khmers rouges, a poursuivi le prince Sihanouk, « me disent qu'ils ne sont pas communistes (...). Ils veulent une démocratie populaire, c'est-à-dire qu'ils veulent que les affaires soient gérées par le peuple, et sont certainement très à gauche, mais ils ne disent pas qu'ils veulent instaurer leur régime communiste ».

« Nous ne voulons pas imposer notre système à d'autres », a-t-il ajouté. « Nous sommes américains, qui avaient parlé d'un bain de sang, a encore déclaré le prince. (...) Nous avons prouvé que nous avons la maîtrise politique voulue (...). Nous avons permis à nos adversaires de survivre après qu'ils eurent déposé les armes. Alors, cela veut dire que nous nous conduisons à l'avenir aussi en peuple ayant la maîtrise voulue... ».

« Cambodge, a encore dit le prince, pratiquera la coexistence pacifique, mais, a-t-il ajouté, « nous lutterons toujours contre toutes les tentatives de subordination de notre indépendance à d'autres intérêts ».

Le prince a conclu : « Nous sommes d'autant plus fiers que nous aurons été une brève période dans le rempart de l'impérialisme américain. Eh bien ! ça veut dire que nous aurons été une brève période dans le rempart de l'impérialisme américain ».

Un message du président Mao

Le président Mao Tse-toung, M. Chu Teh, président du Congrès du peuple, et M. Chen Yi, premier ministre chinois, ont adressé un message au prince Sihanouk, au premier ministre du GRUNC, M. Penn Nouth, et au vice-premier ministre, M. Chhel Samphan, les félicitant chaleureusement pour la libération complète de Phnom-Penh.

« L'héroïsme et le courage du peuple cambodgien, déclare notamment ce message, ont fait l'admiration du monde entier et servent d'exemple aux peuples et aux nations opprimés (...). Le peuple chinois se réjouit de la victoire du peuple cambodgien comme si c'était la sienne, et le peuple cambodgien peut être assuré de l'appui étal du peuple chinois... ».

Le prince a conclu : « Nous sommes d'autant plus fiers que nous aurons été une brève période dans le rempart de l'impérialisme américain. Eh bien ! ça veut dire que nous aurons été une brève période dans le rempart de l'impérialisme américain ».

Le prince a conclu : « Nous sommes d'autant plus fiers que nous aurons été une brève période dans le rempart de l'impérialisme américain. Eh bien ! ça veut dire que nous aurons été une brève période dans le rempart de l'impérialisme américain ».

Le prince a conclu : « Nous sommes d'autant plus fiers que nous aurons été une brève période dans le rempart de l'impérialisme américain. Eh bien ! ça veut dire que nous aurons été une brève période dans le rempart de l'impérialisme américain ».

Le prince a conclu : « Nous sommes d'autant plus fiers que nous aurons été une brève période dans le rempart de l'impérialisme américain. Eh bien ! ça veut dire que nous aurons été une brève période dans le rempart de l'impérialisme américain ».

Le prince a conclu : « Nous sommes d'autant plus fiers que nous aurons été une brève période dans le rempart de l'impérialisme américain. Eh bien ! ça veut dire que nous aurons été une brève période dans le rempart de l'impérialisme américain ».

Le prince a conclu : « Nous sommes d'autant plus fiers que nous aurons été une brève période dans le rempart de l'impérialisme américain. Eh bien ! ça veut dire que nous aurons été une brève période dans le rempart de l'impérialisme américain ».

Le prince a conclu : « Nous sommes d'autant plus fiers que nous aurons été une brève période dans le rempart de l'impérialisme américain. Eh bien ! ça veut dire que nous aurons été une brève période dans le rempart de l'impérialisme américain ».

Le prince a conclu : « Nous sommes d'autant plus fiers que nous aurons été une brève période dans le rempart de l'impérialisme américain. Eh bien ! ça veut dire que nous aurons été une brève période dans le rempart de l'impérialisme américain ».

Le prince a conclu : « Nous sommes d'autant plus fiers que nous aurons été une brève période dans le rempart de l'impérialisme américain. Eh bien ! ça veut dire que nous aurons été une brève période dans le rempart de l'impérialisme américain ».

Le prince a conclu : « Nous sommes d'autant plus fiers que nous aurons été une brève période dans le rempart de l'impérialisme américain. Eh bien ! ça veut dire que nous aurons été une brève période dans le rempart de l'impérialisme américain ».

Le prince a conclu : « Nous sommes d'autant plus fiers que nous aurons été une brève période dans le rempart de l'impérialisme américain. Eh bien ! ça veut dire que nous aurons été une brève période dans le rempart de l'impérialisme américain ».

Le prince a conclu : « Nous sommes d'autant plus fiers que nous aurons été une brève période dans le rempart de l'impérialisme américain. Eh bien ! ça veut dire que nous aurons été une brève période dans le rempart de l'impérialisme américain ».

Le prince a conclu : « Nous sommes d'autant plus fiers que nous aurons été une brève période dans le rempart de l'impérialisme américain. Eh bien ! ça veut dire que nous aurons été une brève période dans le rempart de l'impérialisme américain ».

**PÉKIN : les superpuissances ont surestimé leur pouvoir.**

(De notre correspondant.)

Pékin. — Alors que les Cambodgiens de Pékin fêtaient la victoire dans leur ambassade en compagnie de leurs amis, et que haut-parleurs, grosses caisses et clairons remplissaient de fierté la capitale en attendant la venue du président nord-coréen, le parti chinois exaltait, en termes enthousiastes, l'ouverture d'une nouvelle phase de l'histoire du Cambodge.

Il va de soi que le gouvernement, qui avait décidé de soutenir Sihanouk avant même l'arrivée à Pékin du prince destitué, a toutes raisons de se réjouir d'une victoire qui change la face de l'Asie orientale.

Dans un long éditorial, le Quotidien du peuple, journal du comité central, affirme la solidarité de la Chine avec le nouveau Cambodge et en célèbre la glorieuse victoire, qu'il présente comme l'un des grands événements de l'après-guerre. Parce que les Cambodgiens sont restés étroitement unis autour du FUNK et du GRUNC, parce qu'ils ont entrepris la guerre populaire et n'ont pas reculé devant les plus grands sacrifices, ils ont pu mettre fin à la super-puissance américaine et ils ont contraint la super-puissance soviétique à changer de méthode.

Washington et Moscou ont l'un et l'autre surestimé leur pouvoir et sous-estimé la puissance de la guerre populaire.

La victoire des maquisards khmers, poursuit l'éditorial, obtenue au bout de cinq années glorieuses, est aussi une victoire des peuples du tiers-monde, une victoire de tous les peuples. Elle marque une nouvelle période historique, celle où l'on voit que les grands ne sont pas à craindre pour qui ont les combats.

L'article cite tout naturellement à cette occasion des passages de la déclaration fameuse du 20 mai 1970 faite par M. Mao Tse-toung quelques jours après la formation du GRUNC et qui constituait un engagement solennel de la Chine aux côtés des maquis khmers.

Pour comprendre la tranquille assurance dans la victoire des officiels ou des simples citoyens chinois, il faut savoir que depuis près de cinq ans, le prince autonome 1970, la Chine a défini sa politique extérieure en fonction des défaites américaines attendues en Asie et qui surviennent aujourd'hui. Dans son éditorial du 15 décembre 1970 avec Edgar Snow, M. Mao Tse-toung expliquait que le gouvernement chinois a acquis la certitude que les tentatives de l'impérialisme américain pour l'Asie. Rien, depuis, ne devait entamer cette conviction.

ALAIN BOUC.

**Plusieurs gouvernements occidentaux et le Japon reconnaissent le nouveau régime**

**lorsqu'il aura le « contrôle réel » du pays**

Les dirigeants nord-vietnamiens ont envoyé leurs félicitations au prince Norodom Sihanouk et au chef des Khmers rouges, M. Kien Samphan, dont la victoire inaugure une ère nouvelle de « véritable indépendance, de souveraineté et de neutralité » pour le Cambodge.

Des messages de félicitations au prince Norodom Sihanouk et au chef des Khmers rouges, M. Kien Samphan, dont la victoire inaugure une ère nouvelle de « véritable indépendance, de souveraineté et de neutralité » pour le Cambodge.

Des messages de félicitations au prince Norodom Sihanouk et au chef des Khmers rouges, M. Kien Samphan, dont la victoire inaugure une ère nouvelle de « véritable indépendance, de souveraineté et de neutralité » pour le Cambodge.

Des messages de félicitations au prince Norodom Sihanouk et au chef des Khmers rouges, M. Kien Samphan, dont la victoire inaugure une ère nouvelle de « véritable indépendance, de souveraineté et de neutralité » pour le Cambodge.

**M. Kissinger critique l'attitude des Soviétiques, des Chinois et des alliés des États-Unis**

De notre correspondant

Washington. — Le discours prononcé, jeudi 17 avril, par M. Kissinger devant la société des directeurs de journaux avait été prévu depuis longtemps, mais les circonstances lui donnaient un caractère d'actualité. Au lendemain de la défaite des forces gouvernementales au Cambodge, le secrétaire d'État a, en effet, dressé un bilan très lucide, qui est aussi un constat d'échec très amer de la politique américaine.

« Nous continuerons à chercher à diminuer les tensions, a-t-il dit, mais nous insistons sur la nécessité de la coopération internationale », a-t-il dit.

« La politique de détente n'est pas remise en cause pour autant, mais, après le président, M. Kissinger a jugé nécessaire de souligner qu'elle ne pouvait être sans une coopération internationale », a-t-il dit.

« Nous continuerons à chercher à diminuer les tensions, a-t-il dit, mais nous insistons sur la nécessité de la coopération internationale », a-t-il dit.

« Nous continuerons à chercher à diminuer les tensions, a-t-il dit, mais nous insistons sur la nécessité de la coopération internationale », a-t-il dit.

« Nous continuerons à chercher à diminuer les tensions, a-t-il dit, mais nous insistons sur la nécessité de la coopération internationale », a-t-il dit.

« Nous continuerons à chercher à diminuer les tensions, a-t-il dit, mais nous insistons sur la nécessité de la coopération internationale », a-t-il dit.

« Nous continuerons à chercher à diminuer les tensions, a-t-il dit, mais nous insistons sur la nécessité de la coopération internationale », a-t-il dit.

« Nous continuerons à chercher à diminuer les tensions, a-t-il dit, mais nous insistons sur la nécessité de la coopération internationale », a-t-il dit.

« Nous continuerons à chercher à diminuer les tensions, a-t-il dit, mais nous insistons sur la nécessité de la coopération internationale », a-t-il dit.

« Nous continuerons à chercher à diminuer les tensions, a-t-il dit, mais nous insistons sur la nécessité de la coopération internationale », a-t-il dit.

« Nous continuerons à chercher à diminuer les tensions, a-t-il dit, mais nous insistons sur la nécessité de la coopération internationale », a-t-il dit.

De notre correspondant

« Nous continuerons à chercher à diminuer les tensions, a-t-il dit, mais nous insistons sur la nécessité de la coopération internationale », a-t-il dit.

« Nous continuerons à chercher à diminuer les tensions, a-t-il dit, mais nous insistons sur la nécessité de la coopération internationale », a-t-il dit.

« Nous continuerons à chercher à diminuer les tensions, a-t-il dit, mais nous insistons sur la nécessité de la coopération internationale », a-t-il dit.

« Nous continuerons à chercher à diminuer les tensions, a-t-il dit, mais nous insistons sur la nécessité de la coopération internationale », a-t-il dit.

« Nous continuerons à chercher à diminuer les tensions, a-t-il dit, mais nous insistons sur la nécessité de la coopération internationale », a-t-il dit.

« Nous continuerons à chercher à diminuer les tensions, a-t-il dit, mais nous insistons sur la nécessité de la coopération internationale », a-t-il dit.

« Nous continuerons à chercher à diminuer les tensions, a-t-il dit, mais nous insistons sur la nécessité de la coopération internationale », a-t-il dit.

« Nous continuerons à chercher à diminuer les tensions, a-t-il dit, mais nous insistons sur la nécessité de la coopération internationale », a-t-il dit.

« Nous continuerons à chercher à diminuer les tensions, a-t-il dit, mais nous insistons sur la nécessité de la coopération internationale », a-t-il dit.

« Nous continuerons à chercher à diminuer les tensions, a-t-il dit, mais nous insistons sur la nécessité de la coopération internationale », a-t-il dit.

« Nous continuerons à chercher à diminuer les tensions, a-t-il dit, mais nous insistons sur la nécessité de la coopération internationale », a-t-il dit.

« Nous continuerons à chercher à diminuer les tensions, a-t-il dit, mais nous insistons sur la nécessité de la coopération internationale », a-t-il dit.

« Nous continuerons à chercher à diminuer les tensions, a-t-il dit, mais nous insistons sur la nécessité de la coopération internationale », a-t-il dit.

« Nous continuerons à chercher à diminuer les tensions, a-t-il dit, mais nous insistons sur la nécessité de la coopération internationale », a-t-il dit.

« Nous continuerons à chercher à diminuer les tensions, a-t-il dit, mais nous insistons sur la nécessité de la coopération internationale », a-t-il dit.

« Nous continuerons à chercher à diminuer les tensions, a-t-il dit, mais nous insistons sur la nécessité de la coopération internationale », a-t-il dit.

« Nous continuerons à chercher à diminuer les tensions, a-t-il dit, mais nous insistons sur la nécessité de la coopération internationale », a-t-il dit.

« Nous continuerons à chercher à diminuer les tensions, a-t-il dit, mais nous insistons sur la nécessité de la coopération internationale », a-t-il dit.

« Nous continuerons à chercher à diminuer les tensions, a-t-il dit, mais nous insistons sur la nécessité de la coopération internationale », a-t-il dit.

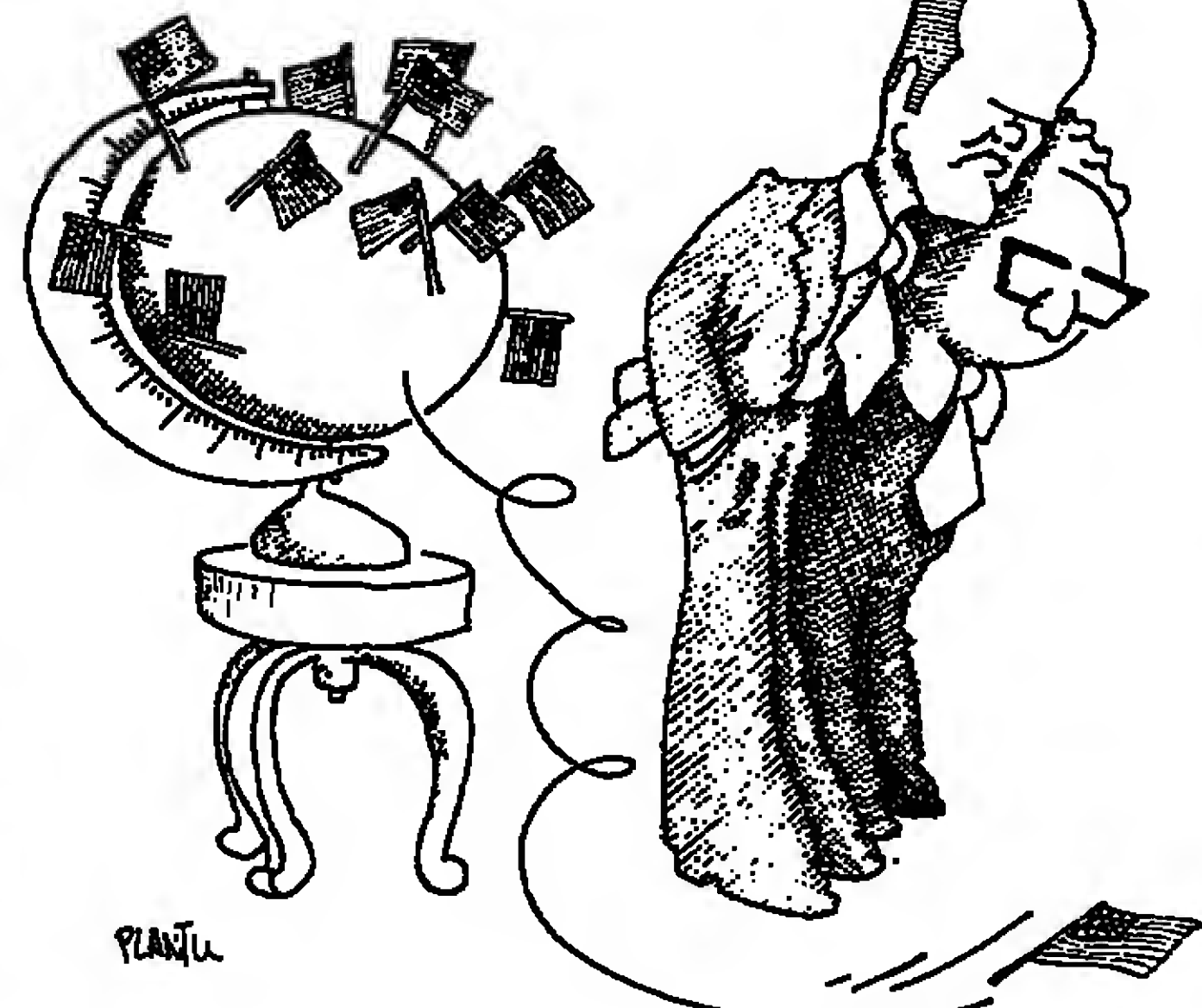
« Nous continuerons à chercher à diminuer les tensions, a-t-il dit, mais nous insistons sur la nécessité de la coopération internationale », a-t-il dit.

« Nous continuerons à chercher à diminuer les tensions, a-t-il dit, mais nous insistons sur la nécessité de la coopération internationale », a-t-il dit.

« Nous continuerons à chercher à diminuer les tensions, a-t-il dit, mais nous insistons sur la nécessité de la coopération internationale », a-t-il dit.

« Nous continuerons à chercher à diminuer les tensions, a-t-il dit, mais nous insistons sur la nécessité de la coopération internationale », a-t-il dit.

« Nous continuerons à chercher à diminuer les tensions, a-t-il dit, mais nous insistons sur la nécessité de la coopération internationale », a-t-il dit.



(Dessin de PLANTU.)

**Le verdict du Congrès**

Au sujet des relations avec les parlementaires, M. Kissinger a déclaré qu'il s'agissait de savoir si le Congrès voulait non seulement fixer les directives d'application mais encore prendre en charge la conduite des affaires étrangères. Tout en soulignant qu'il fallait mettre un terme au débat sur le Vietnam, accepter le verdict du Congrès sans récrimination, le secrétaire d'État a ajouté que la leçon à tirer du Vietnam était que, désormais, « les nouveaux engagements de notre nation, son honneur et son prestige, devaient être soigneusement pesés (...). A la lumière de notre expérience récente, nous avons une obligation spéciale de faire en sorte que nos engagements soient rigoureusement observés ». Auparavant, il avait déclaré : « Aucun de nos alliés ne doit douter de nos intentions (...). Aucune nation ne doit plus jamais penser qu'elle puisse impunément déchoir un accord solennel signé avec les États-Unis ».

Le verdict du Congrès sur le Vietnam est apparu très clairement dans les décisions prises jeudi par plusieurs des commissions. Par une série de votes, et à la majorité de 8 contre 7, la commission des forces armées du Sénat a refusé d'augmenter le plafond de l'aide militaire au Vietnam ; elle a pratiquement rejeté la demande présidentielle de 723 millions de dollars de crédits supplémentaires pour la mission des affaires étrangères de la Chambre a approuvé 327 millions de dollars de crédits — soit 77 millions de plus que ce que le président avait demandé — pour l'aide « humanitaire », ainsi que pour l'évacuation de Saïgon des Américains et d'un certain nombre de réfugiés vietnamiens. La commission des affaires étrangères de la Chambre a levé les restrictions légales à l'emploi des troupes américaines pour assurer cette mission d'évacuation, mais a fixé un plafond aux effectifs sur une évacuation plus rapide des Américains de Saïgon.

HENRI PIERRE.

**Le « cœur brisé » du président Ford**

Phnom-Penh tombée, Saïgon, d'où l'on évacue en hâte les derniers Américains, n'y sont pas indifférents, et de panique ; tant d'événements qui « brisent le cœur » de chaque Américain, et qui font de la responsabilité internationale... Mais l'amerlume de M. Kissinger ne concernait pas seulement les alliés des États-Unis, et plus particulièrement les Européens (en privé, les officiels n'hésitent pas à dénoncer le défaitisme, l'« esprit de Munich » de la Communauté européenne, et même simplement d'émettre la moindre critique à l'égard du Vietnam du Nord). Le secrétaire d'État a

refusé d'entendre raison sur les 723 millions de dollars d'assistance militaire extraordinaire sollicités avec une impatience croissante par l'administration. M. Kissinger et Schlesinger ont, ces derniers jours, tenté, en vain, de convaincre les commissions compétentes du Congrès à ce propos. Mercredi soir, c'était M. Ford de se montrer particulièrement contrarié par le résultat de ces commissions, et les munitions qui seraient livrées à Saïgon sur ces fonds disputés entraîneraient « stabiliser la situation » et donc à favoriser une « solution négociée » entre les adversaires aux prises sur le terrain.

A l'arrière-plan de cet optimisme se profile l'ombre du compromis idéal dont rêve sans doute la Maison Blanche : obtenir de la Maison d'Assurance que les « collaborateurs » sud-vietnamiens aient la vie sauve, ce qui dispenserait d'organiser leur évacuation, et leur faire un « pont aérien » aux proportions et aux coûts énormes. M. Kissinger, qui doit sa position à une longue expérience du Vietnam — déclare que le gouvernement ne peut se contenter de cette somme, jugée insuffisante (M. Ford avait initialement demandé 50 millions de dollars de plus) ni accepter les restrictions que le Congrès s'apprête à imposer à la liberté d'action des états-majors militaires chargés d'assurer le bon ordre de ces évacuations. En outre — peut-être faudrait-il écrire : en réalité — la Maison Blanche ne se résigne pas à ce que le Congrès sonde sa conscience par un vote « humanitaire » tandis qu'il

refusé d'entendre raison sur les 723 millions de dollars d'assistance militaire extraordinaire sollicités avec une impatience croissante par l'administration. M. Kissinger et Schlesinger ont, ces derniers jours, tenté, en vain, de convaincre les commissions compétentes du Congrès à ce propos. Mercredi soir, c'était M. Ford de se montrer particulièrement contrarié par le résultat de ces commissions, et les munitions qui seraient livrées à Saïgon sur ces fonds disputés entraîneraient « stabiliser la situation » et donc à favoriser une « solution négociée » entre les adversaires aux prises sur le terrain.

A l'arrière-plan de cet optimisme se profile l'ombre du compromis idéal dont rêve sans doute la Maison Blanche : obtenir de la Maison d'Assurance que les « collaborateurs » sud-vietnamiens aient la vie sauve, ce qui dispenserait d'organiser leur évacuation, et leur faire un « pont aérien » aux proportions et aux coûts énormes. M. Kissinger, qui doit sa position à une longue expérience du Vietnam — déclare que le gouvernement ne peut se contenter de cette somme, jugée insuffisante (M. Ford avait initialement demandé 50 millions de dollars de plus) ni accepter les restrictions que le Congrès s'apprête à imposer à la liberté d'action des états-majors militaires chargés d'assurer le bon ordre de ces évacuations. En outre — peut-être faudrait-il écrire : en réalité — la Maison Blanche ne se résigne pas à ce que le Congrès sonde sa conscience par un vote « humanitaire » tandis qu'il

refusé d'entendre raison sur les 723 millions de dollars d'assistance militaire extraordinaire sollicités avec une impatience croissante par l'administration. M. Kissinger et Schlesinger ont, ces derniers jours, tenté, en vain, de convaincre les commissions compétentes du Congrès à ce propos. Mercredi soir, c'était M. Ford de se montrer particulièrement contrarié par le résultat de ces commissions, et les munitions qui seraient livrées à Saïgon sur ces fonds disputés entraîneraient « stabiliser la situation » et donc à favoriser une « solution négociée » entre les adversaires aux prises sur le terrain.

A l'arrière-plan de cet optimisme se profile l'ombre du compromis idéal dont rêve sans doute la Maison Blanche : obtenir de la Maison d'Assurance que les « collaborateurs » sud-vietnamiens aient la vie sauve, ce qui dispenserait d'organiser leur évacuation, et leur faire un « pont aérien » aux proportions et aux coûts énormes. M. Kissinger, qui doit sa position à une longue expérience du Vietnam — déclare que le gouvernement ne peut se contenter de cette somme, jugée insuffisante (M. Ford avait initialement demandé 50 millions de dollars de plus) ni accepter les restrictions que le Congrès s'apprête à imposer à la liberté d'action des états-majors militaires chargés d'assurer le bon ordre de ces évacuations. En outre — peut-être faudrait-il écrire : en réalité — la Maison Blanche ne se résigne pas à ce que le Congrès sonde sa conscience par un vote « humanitaire » tandis qu'il

offrez un vison Maurice Kotler

Paris - 10 rue la Boétie ouvert le samedi

مركز الفن الحديث



سكزامن الأصل

BMW:GAP

CONCESSIONNAIRE EXCLUSIF

25, rue Cardinet - Paris 17 - 267-31-00

Leasing - Location longue durée

LA PUGLIA ITALIE

UN NOM NOUVEAU POUR VOS VACANCES

Une province baignée d'adriatique et de soleil d'Italie. Des côtes rocheuses et des plages. Un arrière pays riche et étonnant. Des paysages jamais vus.

La PUGLIA, le nouveau paradis des vacances s'ouvre à vous pour la première fois cette année. Jusqu'à présent seuls de rares privilégiés y auraient goûté la douceur d'un séjour.

Mais ce pays oublié s'est équipé, des hôtels se sont construits, des circuits organisés. Et maintenant LA PUGLIA est prête à vous accueillir.

A 2 heures de vol seulement de Paris ou par autoroute (sans frais de péage de Paris à Lecce). Pour 1 semaine passée dans le même hôtel 10 000 Lires vous seront remises, c'est notre participation à vos frais de péage.

Ne perdez pas de temps pour consulter votre agent de voyages ou renvoyez-nous le coupon réponse ci-joint : LA PUGLIA ne restera pas longtemps inconnue.

LA PUGLIA

OU LA NATURE

N'EST

QUE

COULEUR

ENIT, 23 rue de la Paix 75002 - Tél. 073-09-54

Il désire en savoir plus sur « LA PUGLIA ».

Veuillez m'envoyer votre documentation en couleur.

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

GRIFFSOLDE DEGRIFFE  
LES GRANDS  
DU PRETA-PORTER

pour elle, spécialement  
les imperméables  
les robes bottines  
les robes housses...

5 BOUTIQUES A PARIS :

POUR ELLE : 1, rue de la Plaine/Nation

- 2, rue du Renard/Hôtel de Ville

- 3, rue de Lagny/Nation

POUR LUI : 3, bd Montmartre/Montmartre

- 3, rue de la Plaine/Nation

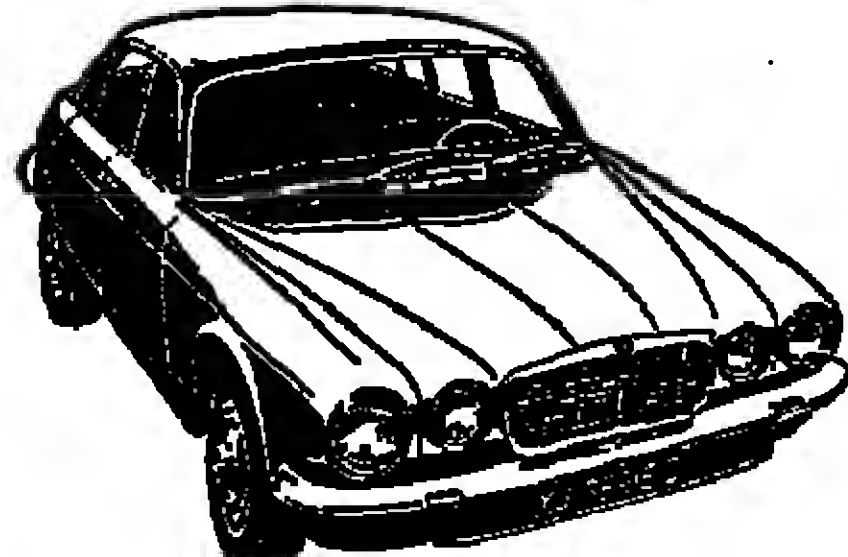
Un confort et une élégance typiquement britanniques



Rover



Préférence TOTAL



Jaguar

PARIS  
9<sup>e</sup> - Paris France Garage  
10-12, rue de Belleville - 878.26.54  
16<sup>e</sup> - Garage Foch  
39, rue Pasteur - 727.31.02  
16<sup>e</sup> - Franco-Britannic Autos  
21, avenue Kléber - 553.37.43  
17<sup>e</sup> - Elia J. Savoye  
237, bd Pécire - 380.61.14  
17<sup>e</sup> - Voltures Paris Monceau  
114, rue Cardinet - 227.06.60  
19<sup>e</sup> - Garage des Ardenes  
55, rue des Ardenes - 206.01.80  
PONTAINEBLEAU  
Garage St-Antoine  
97-91, rue de France - 422.72.31  
BOULOGNE-S/S-SEINE  
846 Garabedian  
77, avenue Foch - 600-15-22  
ROVER : à partir de 31.490 F  
POUR LES CONCESSIONNAIRES PROVINCE : s'adresser à British Leyland France - B.P. n° 521 - 92101 Argenteuil - 962.09.22  
Prix TTC + transport et livraison 990 F TTC, carte CGL, Leasing CGL

PARIS  
9<sup>e</sup> - Paris France Garage  
10-12, rue de Belleville - 878.26.54  
12<sup>e</sup> - Grand Garage d'Alsace  
23, rue Racine - 345.53.00  
16<sup>e</sup> - Garage Foch  
39, rue Pasteur - 727.31.02  
16<sup>e</sup> - Alfa  
41, avenue Kléber - 553-44-99  
19<sup>e</sup> - Garage des Ardenes  
55, rue des Ardenes - 206.01.80  
PONTAINEBLEAU  
Ille-de-France Auto  
84, rue de France - 422.72.31  
BOULOGNE-S/S-SEINE  
Central Garage  
110, avenue Victor-Hugo - 604.61.14  
LA GARENNE-COLOMBES  
Ets Baral S.A.  
49, bd de la République - 242.24.68  
JAGUAR : à partir de 60.500 F

LEVALLOIS-PERRET  
S.A. Bretagne  
3, rue de Bretagne - 737.64.40  
LEVALLOIS  
Franco-Britannic Autos  
25, rue P.V. Contancier - 739.50.24  
LEVALLOIS-PERRET  
Garage Wilson  
116, rue du Président Wilson - 737.62.82  
NEUILLY  
Alfa  
15, avenue de Madrid - 464.71.40  
DRANCY  
Garage Maggi  
64, avenue Jean-Jacques - 284.18.48  
LA VARENNE  
Garage du Château  
4, avenue du Château - 883.15.68

## APRÈS LA CHUTE DE PHNOM-PENH

### Les nouveaux dirigeants du Cambodge

Les dirigeants du régime républicain ayant quitté Phnom-Penh, le pouvoir revient désormais normalement au Cambodge aux autorités politiques des Khmers rouges. Deux organismes doivent être distingués : le Front uni national du Cambodge (FUNC), qui est un parti, et le Gouvernement royal d'union nationale du Cambodge (GRUNC) qui, comme son nom l'indique, doit remplir des fonctions gouvernementales.

Le prince Sihanouk, pour sa part, exerce les fonctions de chef de l'Etat du Cambodge et de président du FUNC.

#### La composition du GRUNC

Le 15 novembre 1974, les ministres du GRUNC (Gouvernement royal d'union nationale du Cambodge) — le premier excepté — ne résident pas au Cambodge ont été déchargés de leurs fonctions gouvernementales, tout en demeurant pour certains d'entre-eux dans les instances dirigeantes du FUNC. En janvier 1975, la nouvelle composition du gouvernement royal a été publiée. Voici la liste de ces ministres :

Premier ministre : M. Penn Nouth ;  
Vice-premier ministre, ministre de la défense et commandant en chef des forces de libération : M. Khieu Samphan ;  
Ministre de l'intérieur, des coopérations et de la réforme communale : M. Eou Yuen ;  
Ministre de l'information et de la propagande : M. Hu Nim ;  
Ministre des affaires étrangères : M. Sarin Chhak ;  
Ministre de la justice et des réformes judiciaires : prince Norodom Phummar ;  
Ministre de la santé publique : M. Thionnn Thionnn ;  
Ministre des transports publics, des télécommunications et de la

reconstruction : M. Toch Phoeun ;  
Ministre des affaires religieuses et sociales : M. Chou Chet ;  
Ministre de l'économie nationale et des finances : M. Koy Thoun ;  
Ministre des armements et des équipements militaires : M. Men Sam ;  
Vice-ministre de l'intérieur et de la sécurité : M. Sok Thuk ;  
Vice-ministre de la défense nationale : M. Kong Sopha ;  
Vice-ministre de l'information et de la propagande : M. Tiv Ol ;  
Vice-ministres des affaires étrangères : M. Ros Chethor ; M. Van Piny.

#### Le bureau politique du FUNC

Voici la liste des membres du bureau politique du Front national du Cambodge (FUNC) :

Président : M. Penn Nouth ;

Membres : M. Chan Seng, le général Duong Sam Ol, MM. Chan Yuran, Chou San, Hou Yuen, Hu Nim, Huot Sambath, Khieu Samphan, Sarin Chhak et Thionnn Mounn.

#### M. Penn Nouth

Né en 1906, M. Penn Nouth est un des plus anciens collaborateurs du prince Sihanouk. Il était en 1938 fonctionnaire au ministère des colonies, à Paris. Il regagna son pays en 1940 et devint l'adjoint du ministre du palais peu avant la mort du roi Sisowath Monivong. Il fut ministre des finances en 1945, puis gouverneur de Phnom-Penh (1946-1948). Il présida ensuite plusieurs gouvernements de 1949 à 1955, à son vœu en 1958, de janvier 1961 à juillet 1962 et du 12 septembre 1967 au 13 août 1969. Il est alors remplacé au pouvoir par le général Lon Nol.

M. Penn Nouth, qui a aussi représenté le Cambodge en France de 1958 à 1960, était conseiller

privé du prince depuis août 1969. Il l'a suivi en 1970 en France, puis en U.R.S.S. et enfin en Chine. Il a été l'un des membres du mouvement révolutionnaire et est nommé chef du gouvernement royal d'union nationale, poste qu'il n'a jamais quitté. Président du bureau politique du Front national du Cambodge, il a souvent pris la parole à la radio pour exhorter ses compatriotes à la résistance. Mais il est depuis longtemps affaibli par la maladie et ne semble pas jouer un rôle politique très actif. La force de M. Penn Nouth est, d'une part, de n'avoir jamais trahi le prince et, d'autre part, de n'avoir pas trahi dans les trafics qui ont tant marqué la vie politique et sociale de Phnom-Penh.

### La « troika rouge »

Parmi les dirigeants révolutionnaires khmers, trois sont particulièrement connus : MM. Khieu Samphan, Hou Yuen et Hu Nim. Agé de quarante-cinq ans, M. Khieu Samphan est sans nul doute un des fleurons de l'intelligentsia khmère. Il fait aussi partie de ce groupe de jeunes dont Norodom Sihanouk parla souvent disant qu'ils revenaient anti-communistes de leurs études dans les pays socialistes, et marxistes de leurs études au quartier Latin.

M. Khieu Samphan étudia au quartier Latin. Il y a rédigé en 1959 la thèse de droit sur « L'économie du Cambodge et ses problèmes d'industrialisation » dans laquelle les problèmes ruraux figuraient en bonne place ; le progressisme de l'étudiant était déjà évident. En 1960, il rentre à Phnom-Penh, et fonde un journal, l'Observateur, qui a une audience considérable dans les milieux intellectuels. En 1962, le prince Sihanouk, qui ne cesse de vilipender ce « journal de gauche », déclenche une campagne contre les progressistes, en particulier contre le Franchéon (Parti du peuple en fait le P.O. khmer), arrêtant plusieurs militants. Cependant, pour éviter un trop fort coup de barre à droite, il fait entrer dans le gouvernement des hommes de gauche. C'est ainsi que M. Khieu Samphan devient le porte-parole du commerce dans un cabinet dont le général Lon Nol est ministre de la défense.

La crise politique et économique au Cambodge s'accroissant à partir de 1967, le temps parait venu à certains intellectuels de renforcer les rangs de la clandestinité. M. Khieu Samphan, qui était député, prend le maquis en 1967. Le bruit court alors qu'il a été liquidé par la police — et M. Sorhainc, Bernardes, alors colonel et responsable de la police, parlait ouvertement de sa mort. M. Khieu Samphan n'est pas le seul à disparaître alors. Deux autres jeunes députés s'entraînent eux aussi : MM. Hou Yuen et Hu Nim. Le premier, qui a aujourd'hui quarante-sept ans, a soutenu en 1965 une thèse sur « La paysannerie du Cambodge et ses projets de modernisation ». Dès 1963, le prince Sihanouk le range dans « la poignée des Khmers rouges » dont la présence le gêne. Il lui reproche publiquement d'être un ennemi de la couronne et un administrateur des Chinois : n'a-t-il pas, en mai 1968, lors

d'une visite du président Liu Shao-chi, refusé d'applaudir des danseurs khmers « pour la seule raison que le corps de ballet était un corps de ballet royal ? » « C'est à croire que M. Hou Yuen est plus communiste que nos hôtes chinois », déclare, le 10 mai, le prince, qui avait pourtant donné en 1962 le portefeuille du plan au jeune homme de gauche. Celui-ci donne d'ailleurs sa démission en juin 1963.

L'autre membre de la « troika », est M. Hu Nim, qui est âgé de quarante-six ans et est avocat. Comme ce fut le cas de ses amis Khieu Samphan et Hou Yuen, on le tiendra longtemps pour mort. En fait, à partir de la fin de 1967, ces députés se sont organisés dans les maquis et ont entamé leur longue marche vers le pouvoir.

Les trois noms réapparaissent soudain dès le 26 mars 1970 dans un document issu des zones de guérilla : il s'agit d'un texte approuvant le total soutien des trois anciens députés à la lutte engagée depuis Pékin par le prince Sihanouk. La jonction est faite — tout de suite après le coup d'Etat — entre la légitimité royale et la résistance progressiste. Elle ne se démentira pas, en dépit de frictions passagères. On retrouve très rapidement les trois hommes au bureau politique du FUNC et dans le GRUNC.

Mais ne s'agit-il pas de fantômes ? On le dit, à Washington et à Phnom-Penh, où, pourtant, en 1971 et au début de 1972, certains responsables « républicains » admettent en privé avoir reconnu la voix des trois hommes sur les ondes de Radio-GRUNC. Peu de temps après, le GRUNC publie des photographies de Khieu Samphan, Hu Nim et Hou Yuen dans les maquis en compagnie de plusieurs de leurs camarades, venus du pyjama noir rendu fameux par les révolutionnaires vietnamiens. Du trio, c'est M. Khieu Samphan qui se détache : il devient rapidement le chef de la résistance intérieure. Il sort des maquis en 1974, est reçu en véritable homme d'Etat à Pékin en avril, contre avec M. Mao Tsé-toung, se rend à Bucarest et à Belgrade, à Alger, à Nouakchott, à Yaoundé, avant de regagner le Cambodge via l'Indonésie et de préparer en tant que commandant en chef de l'armée révolutionnaire l'offensive de la saison sèche de 1975 qui va lui ouvrir les portes de Phnom-Penh. — J. D.

NE  
ordonne  
trois  
5  
jus

LIVIER GUICHARD  
SEMIN TRANQU

MATELAS  
SOMMIERS ENSEMBLES  
**TRECA**  
EPEDA • SIMMONS  
LIVRAISON GRATUITE DANS LA JOURNÉE  
EXPOSITION  
ET VENTE  
37, Av. de la République PARIS 10<sup>e</sup>  
Métro PARMENTIER  
Tél. 357 46 35

Votre exposé plus "coloré" ?

— tête de projection pour grand écran en pleine lumière —  
— plage de travail pour documents transparents noir ou couleur —

La RÉTROPROJECTION 3M  
Je désire recevoir une documentation complète sur la RÉTROPROJECTION qui permet de projeter en restant face au public et de suivre ses réactions. Les transparents, noir ou couleur, peuvent être obtenus en 4 secondes.

Nom et fonction : \_\_\_\_\_  
Société : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
3M vous propose deux autres systèmes audio-visuels : le "SOUND - PAGE" ou "page qui parle" et le "SOUND-ON-SLIDE" ou "dispositif qui parle".  
3M France - B.P. 120 - 75019 Paris - Tél. 202.80.80 - Poste 637  
3M AUDIO-VISUEL  
Former, Informer, Communiquer.









# EUROPE

## La révolution économique portugaise

(Suite de la première page.)

Toutes ses déclarations se concluent pourtant par un rappel de son soutien au Mouvement des forces armées et au gouvernement. Pour les dirigeants de la CIP, le mouvement du 25 avril s'explique logiquement par les divergences sur la politique coloniale mais aussi par les tensions politiques internes au Portugal et par la situation économique et sociale, non conforme aux standards européens et aux règles morales du pays (notamment à celles de l'Eglise). Pour les responsables patronaux, le mouvement d'avril a trouvé sa légitimité dans le soutien populaire quasi unanime qu'il a rencontré. Des lors l'industrie portugaise veut « se situer en dehors des partis, raisonner sur des réalités, ne pas imputer à la révolution ce dont elle n'est pas la cause, et ne pas profiter de difficultés localisées et solubles pour dire que le pays est dans le chaos ».

Pour son comité directeur, les problèmes rencontrés jusqu'en mars n'ont pas dépassé la gravité de certains autres qu'il a fallu régler dans le passé. La « reconversion de l'industrie » s'impose autant que « la maîtrise du pouvoir économique par le pouvoir politique, dans le cadre d'une démocratie pluraliste ». Admettant

la nationalisation progressive des « monopoles » et celle de quelques « secteurs de base », les membres de la CIP estiment toutefois que la situation « a été maintenant rendue inutilement difficile ».

La nationalisation des banques et des compagnies d'assurances, qui a suivi de deux jours les événements du 11 mars, marque le virage. Dans un communiqué officiel, la Confédération de l'industrie portugaise relève qu'il s'agit d'un changement introduit par le Conseil de la révolution dans le programme économique et social établi par le gouvernement provisoire : elle réclame la définition d'une politique économique connue de tous, et suivie ; elle propose la vente des actions des sociétés indirectement nationalisées sans motif, dans le cadre d'un « programme national de promotion de la propriété individuelle » qui pourrait permettre de recueillir les fonds nécessaires à un « programme national d'investissement ». Peine perdue puisque l'institut des participations d'Etat vient d'être créé au ministère du Plan, pour nommer des dirigeants en remplacement de ceux qui ont été éliminés, réexaminer les programmes d'investissements et amorcer une nouvelle gestion.

« Si la banque n'a pas de critères de travail assez solides et assez économiques, c'est la fin de la liberté d'entreprendre », nous a dit un banquier français de la

### Relancer la production

Pour M. Murteira, la politique d'investissements des entreprises devra désormais être définie par le Plan. Plus de la moitié d'entre elles sont déjà sous contrôle de l'Etat, mais les autres se débattaient dans des difficultés telles qu'elles ne sauraient tarder à tomber dans l'orbite bancaire en raison de leurs demandes de crédit. On n'en veut pour preuve que la situation de la presse. La plupart de ses organes sont désormais sous la tutelle de l'Etat à travers les banques, ou contrôlés par le parti communiste à travers les commissions de travailleurs. Les deux seuls journaux qui échappent à ce sort doivent faire face, malgré l'augmentation de leurs ventes, à la baisse des ordres de publicité (les banques et les compagnies d'assurances ayant récemment arrêté la leur), aux retards des paiements accumulés par leurs clients, et ils craignent de se voir couper des lignes de crédit.

Dans l'industrie, qui représente environ les deux cinquièmes de la production nationale portugaise, les bons résultats de 1972 et 1973 permettent à de nombreuses entreprises de résister

capitale, pour qui « aucune administration ne pourra empêcher le parti communiste d'exercer son influence dans les circuits à travers l'intersyndicale ».

tant bien que mal à la tourmente. La Banque du Portugal a pourtant déjà dû venir au secours de plusieurs d'entre elles en 1974, en multipliant le rattachement des traites. Le fait de vivre sur leur capital et sur leurs réserves ne suffit pas à empêcher nombre de sociétés d'avoir des difficultés de trésorerie croissantes. Pour beaucoup d'entre elles, le paiement des salaires est devenu le problème numéro un, d'autant plus que les travailleurs menacent — à défaut — de se mettre en autogestion.

Les rémunérations ont augmenté en moyenne de 30 % en 1974 et un minimum garanti a été fixé pour la première fois dans l'histoire du pays, juste réparation de l'inflation et de la mauvaise répartition des revenus. La part des salariés portugais dans le revenu national du pays était en effet inférieure de 28 % environ à celle de la moyenne des pays de l'O.C.D.E.

Mais pour les économistes de certaines entreprises rien n'est résolu pour autant : c'est le niveau de la production qui est en cause. Alors que le P.N.B. par habitant est de plus de 5 000 F en moyenne dans l'O.C.D.E. (plus de 6 000 F en

France), il n'est que de quelque 1 650 F au Portugal. La production, qui est inférieure de plus de moitié à celle de la moyenne des pays de l'O.C.D.E., diminue. Les salariés portugais chercheront donc à acquiescer à une plus grosse tranche d'un gâteau nettement plus petit, si la priorité n'est pas donnée à la relance de l'activité économique.

Le nouveau ministre de l'Industrie, M. João Cravinho, ne cache pas que l'une de ses missions prioritaires consiste à « re-

lancer l'utilisation des capacités de productivité », avant même de songer à une augmentation. De fait, les firmes sont paralysées non seulement par la mauvaise conjoncture et par l'augmentation de leurs charges, mais aussi par les nombreuses incertitudes qui les obligent à se contenter d'expédier les affaires courantes, par la destruction de l'organisation existante qui n'a pas encore été remplacée, par l'abolition des règles d'autorité et par l'élimination des principaux dirigeants et cadres qui les a décapités.

### L'« assainissement » des cadres

Officiellement, la Confédération de l'industrie portugaise a recensé trois cent quatre-vingts conflits entre octobre et février derniers chez ses seuls adhérents : grèves, occupations d'usines, « assainissement » des dirigeants et des cadres par les commissions de travailleurs, séquestres, suspension d'administrateurs, mise en autogestion, parfois tout en même temps. Un administrateur français s'est retrouvé momentanément seul au conseil de l'entreprise, où il ne représente pourtant qu'un groupe minoritaire, les quatre administrateurs et le président portugais, ses partenaires, ayant été « assainis ».

Le directeur d'une filiale de l'Air liquide a dû quitter ses fonctions. Siemens s'est exposé à un conflit grave pour avoir voulu licencier plusieurs dizaines de

personnes. Les syndicats étant largement dominés par le parti communiste, les grèves sont limitées mais la procédure d'« assainissement » semble se développer. Elle en vient maintenant à toucher les échelons intermédiaires.

Certains cadres quittent le pays en direction du Brésil et de la France ou s'apprêtent à le faire, devant la baisse de leur salaire (lié désormais à celui des fonctionnaires), l'augmentation de leurs impôts, la perte de leur autorité, parfois celle de leur emploi. « S'ils restaient ils seraient utilisables », nous a dit le ministre d'Etat, M. Pereira de Moura, « mais ils ne sont pas capables d'adapter leurs structures mentales. Ils sont trop liés à l'ancienne société ».

### Inflation galopante

Au total, on estime que la diminution de la durée du travail, quelle qu'en soit la raison (grève, réunions de commissions, négociations, etc.), compromettait au rythme actuel, environ 10 % du produit national. On admet, en outre, officiellement que 6 % environ de la population active sont actuellement au chômage. Le taux de croissance qui était, en 1974, de 4 à 5 %, pourra-t-il être maintenu ?

L'année dernière, l'inflation était officiellement de 30 % environ, mais l'évaluation est faussée par celle du prix du logement qui avait baissé de 7,2 %. En réalité, ne sont comptabilisés que les loyers des seuls appartements nouvellement loués ; or, depuis la loi sur les loyers, les propriétaires ont cessé de louer les locaux vacants à des prix qu'ils estiment peu rémunérateurs, de sorte que les appartements offerts sont de qualité médiocre et peu représentatifs du marché.

Les prix des produits alimentaires, dont un quart sont importés, ont, eux, augmenté de plus de 50 % : 79 % pour les graisses, 80 % pour le sucre et le café, 62 % pour les céréales, 78 % pour les fruits, 53 % pour le poisson. En mars, le prix du sucre est encore passé de 12,5 à 23,5 escudos le kilo. Ceux de la morue, du gaz, de l'électricité, ont suivi le mouvement.

L'inflation galopante est dénoncée par le ministre du Plan et de la coordination économique comme l'un des dangers les plus menaçants pour l'économie portugaise. Sans doute la révolution portugaise n'est-elle pas favorisée par la mauvaise conjoncture mondiale ; mais elle patisse ostensiblement dans une transition radicale. « Sans doute aurait-il été plus facile, disent les industriels qui baissent les bras, d'inventer au Portugal un mécanisme d'immigration privée, nous que de mettre en place un capitalisme d'Etat original. »

JACQUELINE GRAPIN.

Prochain article :

### AU JOUR LE JOUR

(PubliMéd)  
A L'OCCASION DU 57<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE L'ETAT D'ISRAEL, L'Association France-Israël de Juristes (section étudiant) et le Comité de soutien à Israël Asses vous invitent à assister à la projection du film « Kippour », document exceptionnel sur la guerre d'octobre 1973, sous la présidence de M. Maurice ROLLAND, président honoraire de la Chambre criminelle de la Cour de cassation, avec la participation de :  
Mme BEATrice STARSFIELD  
M. David SUZIE  
M. Mordechai DEBORI (ministre conseiller attaché à l'ambassade d'Israël)  
M. Alain KELLER  
MARDI 22 AVRIL 1975 à 20 h 30 Faculté de Droit d'ASSAS 82, rue d'Assas, 75006 PARIS Métro Vavin - N.-D.-des-Champs

### Comment s'est opérée la nationalisation des banques

Le souci de « démocratiser » la propriété, comme le reste, semble, aux yeux de la plupart des observateurs, largement dépassé par l'idéologie transformatrice du système. L'analyse des circonstances dans lesquelles a été prise la décision de nationaliser les banques et les compagnies d'assurances donne à penser qu'elle résulte d'une forte pression de l'intersyndicale, où l'influence communiste est prépondérante. Selon plusieurs récits, les banques auraient en effet été fermées par ordre des délégués syndicaux, leur réouverture ne devant intervenir qu'après une « restructuration » concertée par le Conseil révolutionnaire. Le ministre des finances aurait reçu des représentants syndicaux qui se préparaient à organiser l'autogestion des établissements ; la nationalisation lui serait alors apparue comme une porte de sortie.

Les arrestations de dirigeants des banques, intervenues après, n'auraient d'ailleurs pas été opérées par la police de l'Etat, mais par la cinquième division de l'état-major des forces armées, commandée par le colonel Varela Gomes, qui passe pour un sympathisant du parti communiste, agissant sans mandat. Les décrets ont été ensuite libérés avant d'être, pour certains, réincarcérés par la suite avec un mandat

régulier. Le rôle du parti communiste lui-même dans cette affaire n'est pas clair : alors que M. Alvaro Cunhal s'est déclaré à plusieurs reprises défavorable à cette nationalisation, son parti affichait sur les murs des banques, le lendemain du jour où elle a eu lieu : « Victoire, le P.C.P. obtient la nationalisation des banques ! »

M. Mario Murteira, actuel ministre du Plan et de la coordination économique, qui était sous-gouverneur de la Banque du Portugal entre le 11 mars et la formation de l'actuel gouvernement, se félicite d'avoir pu, en trois jours, trouver suffisamment de personnes — parfois très jeunes — pour remplacer les dirigeants et les cadres renvoyés. De son côté M. Pereira de Moura, ministre d'Etat, affirme qu'il va falloir mettre en place un système de gestion nouveau répondant au double souci d'assurer l'efficacité des banques, sans qu'elles soient trop bureaucratiques, et d'amorcer le socialisme sans trop de centralisme. Pour cela, il suggère « une grande participation de la base ; le choix des dirigeants sur indication de l'intersyndicale et des représentants des travailleurs ; la définition de la politique de crédit à l'échelon de l'Etat, mais son application cas par cas dans chaque établissement ».

### Les nationalisations

## « UNE TRANSITION VERS LE SOCIALISME »

Lisbonne. — Nationalisation de quelques entreprises de base de l'industrie et des transports, début d'une réforme agraire, annonce d'un plan d'austérité : telles sont les principales mesures prises par le nouveau gouvernement provisoire (« le Monde » des 17 et 18 avril). C'est un pas décisif pour l'instauration de l'économie portugaise « en transition vers le socialisme ».

On est loin du limide « programme économique » qui avait exigé trois mois de négociations difficiles pour concilier des points de vue divergents, aussi bien dans les forces armées que dans la coalition gouvernementale. Le nouveau rapport de forces depuis le 11 mars fait apparaître un M.F.A. radicalisé, dominateur, plus décidé que jamais à intervenir comme « moteur » de la révolution, suivant une voie qui n'est plus « socialisante » mais résolument « socialiste », institutionnalisée, appuyée sur un « gouvernement de combat », le M.F.A. brise les étapes.

### De notre correspondant

L'agriculture est caractérisée au nord du pays par la petite exploitation familiale. Au sud, prédomine la grande propriété, où les salariés travaillent pour un patron qu'ils ne connaissent pas. Les résolutions adoptées au conseil des ministres tiennent compte de cette diversité. Au nord, l'objectif prioritaire a été d'appuyer directement la petite et la moyenne agriculture. Ainsi, le gouvernement doit intervenir pour « augmenter le prix d'achat et la production de certains articles comme le maïs, la viande de bœuf et le lait, faciliter l'accès au crédit, créer un service national de la promotion agricole chargé de fournir une aide technique et juridique ».

La reconversion des structures agraires ne se fera que graduellement : elle traduira la volonté des exploitants agricoles de se regrouper au sein de coopératives de production, dont la formation sera toujours animée par l'Etat. Celui-ci défendra les avantages du travail collectif. La

restitution aux communautés rurales des terres dites « baldios » peut avoir à cet égard une influence déterminante. Ces terres étaient, au début, la propriété collective des habitants du village. Dans le régime précédent, beaucoup de ces terrains ont été appropriés ou utilisés par des personnes privées, sous la protection des autorités. Le gouvernement entend permettre aux petits paysans l'utilisation en commun des surfaces adaptées, par exemple, à l'élevage du bétail. Les mesures envisagées permettront en outre aux administrations locales de créer des fonds pour la rentabilisation des terres situées dans les « baldios ».

Au sud du pays, les décisions prises concernant la propriété des sols. La dimension des propriétés sera limitée à 500 hectares, à l'exception des terrains irrigués ou proches des canaux d'irrigation publics, et qui, dans ce cas, ne pourront pas dépasser 50 hectares. D'autre part, il sera interdit d'utiliser abusivement les régions entières pour la chasse.

### Dispositions particulières

Dans l'industrie, les dispositions les plus spectaculaires concernent :

- La nationalisation des quatorze entreprises de production, de transport et de distribution d'énergie électrique ;
- Des sociétés pétrolières et de dérivés du pétrole SACOP, PETROSUL, SONAP, CIDLA, SOPONATA ;
- De la seule sidérurgie existant au Portugal.

La nationalisation d'entreprises appartenant aux secteurs suivants : mécanique, mécanique, construction navale, pétrochimie, ciment, tabac, engrais, brasseries, est à l'étude. Cette « nouvelle politique d'indépen-

### Un plan d'austérité

L'annonce de ces différentes mesures concernant la limitation des prix aura un impact certain dans cette période pré-électorale. Un plan d'austérité sera divulgué dans quelques jours. Il cherchera à limiter la consommation d'énergie et à éviter les « dépenses superflues ». Il établira aussi des salaires maxima.

Des mouvements de base, contrôlés tant bien que mal par les syndicats, les autres partiellement autonomes, sont apparus. Des revendications de salaire et d'amélioration des conditions de travail ont vite dépassé les possibilités d'une économie très faible, où 85 % des entreprises emploient moins d'une centaine de personnes. En raison de l'augmentation très sensible du prix des matières premières, de la pression constante sur les salaires et de l'annulation d'une grande partie des contrats d'exportation par les sociétés étrangères, le nombre des petites et moyennes entreprises en faillite ne cesse d'croître. Dans les secteurs du textile et de la chaussure, les conséquences d'une gestion archaïque et de l'incapacité de s'adapter aux nouvelles conditions politi-

### Venez habiter le Jardin des Gobelins: les vieux monuments sont des voisins très silencieux.

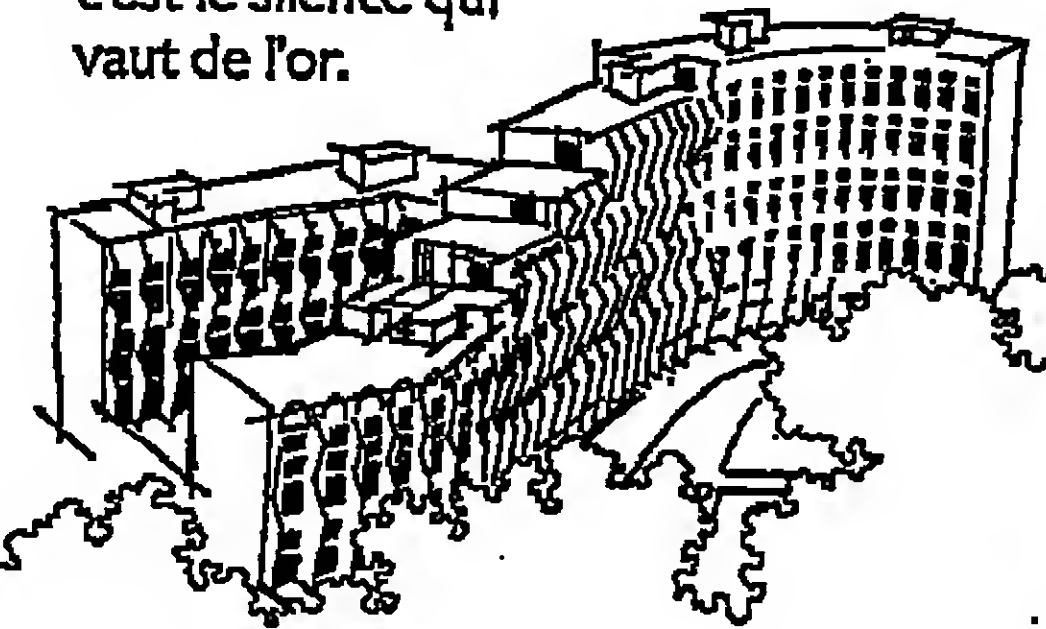
Au Jardin des Gobelins, votre seul vis-à-vis sera le Garde-Meuble National (monument classé), et la Manufacture des Gobelins (site protégé).

Et quand on sait de nos jours ce que valent les vieilles pierres, on n'est pas prêt de les détruire. Quel que soit l'appartement que vous choisirez, de votre balcon ou de votre baie vitrée, vous profiterez de 35.000 m<sup>2</sup> d'espace vert.

Au Jardin des Gobelins, vous choisirez entre des appartements classiques où

les pièces sont indépendantes des unes des autres, et des appartements nouveaux où vous pourrez transformer les structures de votre univers quotidien.

Venez habiter le Jardin des Gobelins : aujourd'hui, c'est le silence qui vaut de l'or.



### Le Jardin des Gobelins.

17 à 27, rue des Cordillères, 75013 Paris. Tél. : ALM 98 98. Bureau de vente sur place. Ouvert lun., jeu., ven., 14 h-19 h - Sam., dim., 10 h-19 h. Du studio au 6 pièces, livraison fin 1976 - Prix moyen : 5100 le m<sup>2</sup> (prix révisables).



**librairie portugaise et brésilienne**  
Livres, revues, disques, guides, posters, audio-visuels. Les principaux écrivains et traducteurs du Portugal et du Brésil, ainsi que du Brésil, Argentine, Uruguay et Espagne.  
33, rue Gay Lussac, Paris 6<sup>e</sup>, tél. 003-4616. autobus 21 et 27 Métro et tramway, 20-25h et 14-19h - Service par correspondance



# ue portugaise

**Le Portugal, le pays qui ne se rend pas.** C'est le titre d'un livre de José Saramago, paru récemment. L'auteur, portugais, décrit dans ce livre le Portugal tel qu'il est, un pays qui ne se rend pas, un pays qui ne veut pas se rendre. C'est un livre qui est une critique de la situation politique et sociale du Portugal, mais aussi une critique de la situation internationale. Saramago, qui est un écrivain très connu, a écrit ce livre avec beaucoup de talent et de conviction. C'est un livre qui mérite d'être lu par tous ceux qui s'intéressent à la politique et à la société portugaise.

## LE SOCIALISME

**Le socialisme, c'est la justice.** C'est le slogan de la gauche. Mais qu'est-ce que le socialisme ? C'est une doctrine politique qui vise à l'établissement d'une société plus juste et plus équitable. C'est une doctrine qui a inspiré de nombreux mouvements sociaux et politiques à travers le monde. Le socialisme est une doctrine qui a évolué au fil du temps, mais qui reste toujours d'actualité. C'est une doctrine qui nous rappelle que nous sommes tous égaux et que nous devons tous travailler pour une société meilleure.

## Particularités

**Particularités de la situation portugaise.** Le Portugal est un pays très particulier. C'est un pays qui a une longue histoire et une culture très riche. C'est un pays qui a subi de nombreuses épreuves, mais qui est toujours resté debout. C'est un pays qui a une situation politique et sociale très particulière. C'est un pays qui a une population très attachée à ses traditions, mais qui est aussi très ouverte à la modernité. C'est un pays qui a une situation très particulière et qui mérite d'être étudiée de près.

## Le jour le jour

**Le jour le jour de la situation portugaise.** La situation portugaise est très complexe. C'est une situation qui évolue rapidement. C'est une situation qui a de nombreuses particularités. C'est une situation qui mérite d'être suivie de près. C'est une situation qui a de nombreuses implications pour l'avenir du Portugal et de l'Europe. C'est une situation qui a de nombreuses questions à se poser.

## Librairie portugaise et brésilienne

**Librairie portugaise et brésilienne.** Cette librairie propose une sélection de livres portugais et brésiliens. C'est une librairie qui a une très bonne réputation et qui propose des livres de très grande qualité. C'est une librairie qui a une très large gamme de livres et qui peut répondre à toutes les demandes. C'est une librairie qui a une très bonne équipe et qui est très accueillante. C'est une librairie qui a une très bonne adresse et qui est très facile à trouver.

### APRÈS LA PUBLICATION DE LA LETTRE DE M. DUBCEK

#### M. Marchais : j'en aime pas les donneurs de conseils

Au cours d'une interview diffusée jeudi 17 avril par Europe 1, M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste, a déclaré n'avoir aucune information particulière sur l'événement de M. Chelepine du bureau politique du P.C.F.S. Interrogé sur la lettre de M. Dubcek, M. Marchais s'est demandé si c'était le grand événement du jour. Il a rappelé que l'on venait de perdre « huit démocrates » à Séoul et que l'avocat chilien Luis Corvalan avait été jeté en prison. Dubcek n'est pas pendu et n'est pas en prison, a-t-il fait observer. Il a ajouté :

#### Italie

#### LES VIOLENTS AFFRONTEMENTS DE MILAN ONT FAIT DEUX MORTS ET PRÈS DE CENT BLESSÉS

(De notre correspondant.)

Rome. — L'Italie est entrée dans une campagne électorale qui promet d'être tendue, étonnante. Le scrutin régional du 15 juin prochain n'est sans doute pas étranger, en effet, aux graves incidents survenus à Milan mercredi 16 et jeudi 17 avril, malgré le caractère, apparemment spontané, de ces affrontements entre néo-fascistes, gauchistes et policiers. Le bilan — deux morts et près d'une centaine de blessés — inquiète les partis politiques, convaincus que d'autres villes d'Italie ne sont pas à l'abri de telles bagarres, le plus souvent, d'une provocation d'extrême droite et qui dégénèrent facilement en combats de rue.

Le caractère fasciste de ces incidents de Milan a été dénoncé par les trois confédérations syndicales qui ont organisé vendredi matin, dans tout le pays, une grève générale d'une heure. Le ministre de l'Intérieur a condamné, pour sa part, « la provocation typiquement fasciste » de mercredi, qui devait coûter la vie à un étudiant de gauche, tué par balles. Il a déploré aussi « l'incalculable vendetta » des amis de la victime qui ont profité d'une manifestation de protestation, le lendemain, pour s'en prendre à divers établissements de la ville et à des policiers. C'est au cours de cette flambée de violence qu'un boulangier de vingt-six ans a trouvé la mort, après avoir été renversé par une jeep des carabinieri. Attaqués dans leur propre caserne, ceux-ci ont réagi avec une grande vigueur et peut-être quelque acharnement. Les forces de l'ordre sont autant estimées, dans les milieux de gauche, pour cette énergie excessive que pour la mollesse avec laquelle elles cherchent à prévenir de tels incidents.

● **Nouvel enlèvement à Turin.** — Une femme, âgée de cinquante-trois ans, Mme Emilia Bosco, propriétaire d'une importante usine traitant la viande importée en Italie, a été enlevée dans la soirée du 16 avril à Turin. C'est le deuxième enlèvement pour extorsion de rançon qui a lieu en une semaine dans cette ville. — (A.F.P.)

#### « Que peuvent penser les Français de Soljenitsyne ?... »

Au sujet de Soljenitsyne, M. Marchais a déclaré : « Je ne suis pas contre le fait qu'on lui donne accès à la télévision ; je souhaiterais même qu'on le lui donne un peu plus. »

« Je me demande, en effet, ce que pensent les Français solidaires des combattants du Vietnam, depuis le début, de sa position sur le Vietnam. L'important est de connaître ce que pensent les travailleurs de nos entreprises, de nos quartiers, qui connaissent la misère, qui connaissent des difficultés pour vivre, lorsqu'ils entendent cet homme dire : « Pourquoi lutte-t-on en Occident, alors que c'est l'abondance partout ? »

### M. CARAMANLIS REÇU A L'ÉLYSÉE

#### La France est disposée à parrainer la candidature de la Grèce à la Communauté

Le président Giscard d'Estaing, après un entretien avec M. Caramanlis, premier ministre grec, offre, ce vendredi 18 avril, un déjeuner en son honneur.

MM. Chirac et Caramanlis ont eu jeudi un entretien de deux heures, dont une partie en tête à tête et une autre avec la participation des ministres des affaires étrangères, MM. Sauvagnargues et Biscus, qui, de leur côté, avaient également un entretien. Les conversations ont surtout porté sur les relations entre la Grèce et la Communauté européenne, Chypre et les relations bilatérales. Il se confirme que la France est disposée à parrainer la candidature de la Grèce à la Communauté.

En ce qui concerne Chypre, on déclarait dans l'entourage de M. Chirac que la France recherchait toute solution respectant l'indépendance et l'intégrité de l'Etat chypriote avec l'accord des communautés de l'île et excluant le recours à la force. On ajoute, dans les mêmes milieux, que le gouvernement français apprécie les efforts de la Grèce pour une solution pacifique.

Enfin, au cours du dîner qu'offrait jeudi M. Caramanlis, M. Chirac a :

● **MISE AU POINT.** — Contrairement à ce que nous rapportent les médias du 9 avril concernant le résultat des élections municipales à Kaisariani, dans la banlieue d'Athènes, ce n'est pas la liste du parti communiste dit de l'intérieur qui l'a emporté mais celle du parti communiste dit de l'extérieur et son candidat, M. Makris. Ce dernier a obtenu 115 voix de plus que son concurrent M. Makropoulos, soutenu par le P.C. de l'intérieur, l'EDA et le Pasok.

#### l'école et la nation

168, rue du Temple 75003 277-35-22

N° 250 - Avril 1975 - 8 F

● les communistes et les projets Haby :

#### UNE REFORME DE CLASSE

● le dossier du mois LES FEMMES ENSEIGNANTES

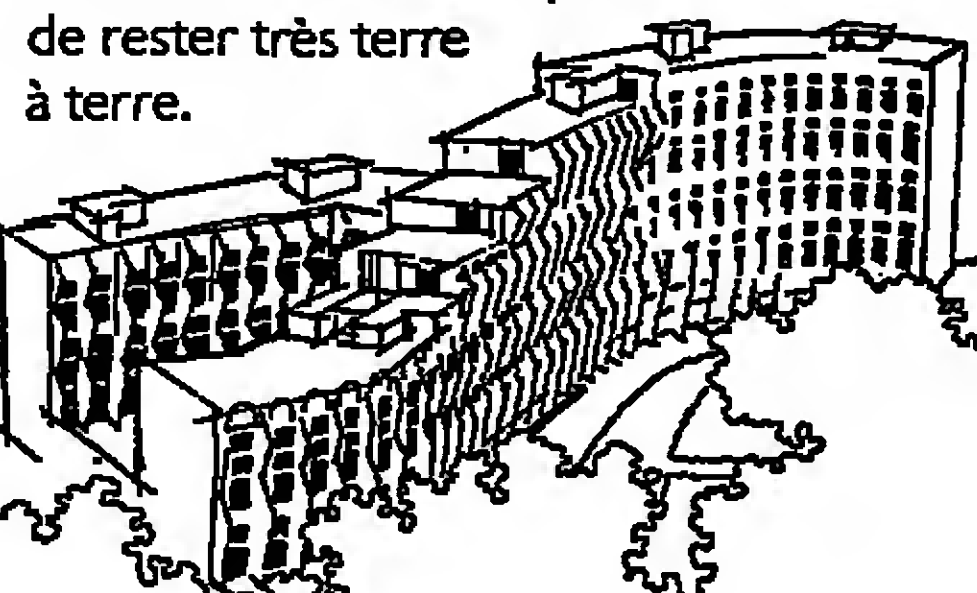
#### Le Jardin des Gobelins. Pour dominer les arbres, il n'est pas besoin d'habiter très haut.

La résidence du Jardin des Gobelins n'a que 9 étages. Quand on a 35.000 m<sup>2</sup> d'espace vert autour de soi, on a mieux à offrir qu'une vue panoramique d'un trentième étage.

Demain, au Jardin des Gobelins, vous n'aurez plus à chercher loin ce qui est à votre porte. Votre balcon ou votre baie vitrée donnera sur les jardins du square René-Le-Gall où vos enfants pourront jouer en toute sécurité.

Mais vous n'en serez pas pour autant isolé des autres

parisiens : le 5<sup>e</sup> arrondissement sera tout près de chez vous. Demain, au Jardin des Gobelins, quel que soit l'appartement que vous choisirez, de votre balcon ou de votre baie vitrée, vous profiterez des arbres centenaires. C'est bon parfois de rester très terre à terre.



#### Le Jardin des Gobelins.

17 à 27, rue des Cordeliers, 75013 Paris. Tél. : ALM 98.96. Bureau de vente sur place. Ouvert lun., ven., 14 h-19 h - Sam., dim., 10 h-19 h. Du studio au 6 pièces, livraison fin 1976 - Prix moyen : 5100 le m<sup>2</sup> (prix révisibles).



## Le nouveau carnet d'adresses de Christofle dans votre ville

Pour que vous soyez conseillés et servis de façon irréprochable et que vous puissiez, à tout moment, compléter ou réassortir votre service d'orfèvrerie Christofle

- |   |  |  |  |  |  |
|---|--|--|--|--|--|
| <b>A PARIS</b><br>PAVILLON ROYAL<br>12, rue Royale<br>PAVILLON HANOIRE<br>31, boulevard des Italiens<br>PAVILLON MUETTE<br>95, rue de Passy<br>PAVILLON NATION<br>17, cours de Vincennes<br>GALERIES LAFAYETTE<br>40, boulevard Haussmann<br>GALERIES LAFAYETTE<br>Centre Maine Montparnasse<br>22, rue du Départ<br>Guy GRENIER<br>205, rue Saint-Martin | <b>A PARIS</b><br>LA REINE BLANCHE<br>35, avenue des Gobelins<br>ORFÈVRE DES TERNES<br>49, avenue des Ternes<br>PORCELAJOUR<br>31, rue de Paradis<br>A ARGENTEUIL<br>Bijouterie VENDOME<br>15, place de la Commune de Paris<br>A BOULOGNE<br>ROUSSEAU<br>108, avenue E. Vaillant<br>A CERGY<br>M. LAMY AU ROUSSEAU<br>Centre des Trois Fontaines | <b>A COURBEVOIE</b><br>UTILUX<br>"La boutique des cadeaux"<br>77, rue de Bezons<br>A CRÉTEIL<br>LA REINE BLANCHE<br>Centre Commercial<br>A FONTAINEBLEAU<br>François AUCHÈRE<br>114, rue Grande<br>A JUVISY S/ORGE<br>GUERRAULT<br>15, Grande Rue<br>A LA GARENNE-COLOMBES<br>DUBREUIL<br>14, rue Voltaire | <b>A LAGNY</b><br>LA COUPE D'OR<br>10, rue des Marches<br>A LA VARENNE ST-HILAIRE<br>MILHAU<br>91, rue du Boc<br>AU CHESNAY PARLY II<br>PAVILLON PARLY II<br>Avenue de la Bretèche<br>AU VÉSINET<br>DUBREUIL<br>18, rue du Maréchal Foch<br>A MEAUX<br>TOURAULT-CHÉREAU<br>Angle rue du Grand Cerf | <b>A MELUN</b><br>L'ART DU TEMPS<br>2, rue R. Pouteau<br>A MELUN<br>Jean TROUVÉ & Fils<br>6, rue du Presbytère<br>A RUEIL-MALMAISON<br>JAHAN<br>6, rue Hervet<br>A SAINT-DENIS<br>André HECK<br>42, boulevard Jules-Guesde<br>A ST-GERMAIN-EN-LAYE<br>Jacques DECAN<br>38, rue Au-Pain | <b>A SARTROUVILLE</b><br>Jacques PARRENIN<br>53, avenue Jean-Jaurès<br>A TAVERNY<br>CHARVILLE<br>o, avenue de Verdun<br>A THIAIS<br>GALERIES LAFAYETTE<br>Centre Commercial Belle Épine<br>A VÉLIZY VILLACOUBLAY<br>PAVILLON CHRISTOFLE<br>Centre Commercial Vélizy II<br>A VERSAILLES<br>BEHLE 15, rue Camot<br>A VINCENNES<br>Jacques DECAN 129, rue du Midi |
|---|--|--|--|--|--|

Pavillons Christofle et Concessionnaires exclusifs.

Pour vous servir et vous conseiller avec compétence.

مكتبة الأمل



## ANNIVERSAIRE

BANDOUNG, VINGT ANS APRÈS

# « La mort du complexe d'infériorité »

par JEAN LACOUTURE

Quand, le 18 avril 1955, les délégués de vingt-neuf pays d'Asie et d'Afrique se rassemblèrent à Bandoung, en Indonésie, ils ont une conscience étonnamment aiguë de parler et d'agir pour l'histoire, de prendre part à la naissance d'un monde : ils croient « ouvrir une ère nouvelle pour les deux-tiers de la race humaine », écrit alors Richard Wright. On a soutenu depuis lors que la première conférence afro-asiatique fut moins un commencement qu'une fin. « La mort du complexe d'infériorité », pour reprendre le mot fameux de Léopold Senghor. Elle n'en a pas moins joué, dans le cadre planétaire, le rôle d'une sorte d'assemblée des états généraux. Les cahiers de doléances qui y furent présentés par le tiers — ou, presque sans jeu de mots, par les « deux tiers » — n'ont pas fini de compter dans la vie de la communauté internationale, annonçant ce que l'écrivain algérien Malek Bennabi a nommé « une ère céraménique », et ce qu'on appelle aujourd'hui la « mondialisation ».

La conférence de Bandoung se situa, au printemps 1955, à l'heure où Alfred Sauvy et Georges Bandelier inventèrent la formule de « tiers monde », dans un contexte mondial dominé par trois données essentielles. La première est la lutte d'émancipation coloniale, qui

bat alors son plein. En Asie, presque entièrement émancipée, la guerre d'Indochine a pris fin neuf mois plus tôt, mais la tension reste vive entre les deux « zones » vietnamiennes, et à propos de Taïwan, les menaces s'échangent à nouveau entre Pékin et Taipei. En Afrique, seul un pays au sud du Sahara, la Gold-Coast (futur Ghana), est clairement doté de l'autodétermination. Un accord vient d'être signé entre M. Bourguiba et Paris sur le thème de l'autonomie tunisienne, contesté par un courant extrême influent (et représenté à Bandoung). Le sultan du Maroc est toujours en exil et la « rébellion algérienne » est en train de se muer en guerre. Si bien que, dans ce contexte anticolonialiste, la France fera figure d'accusé principal.

Seconde donnée de la situation à l'heure de Bandoung : la détente compétitive. Pour les observateurs internationaux qui avaient reçu de près les péripéties années 1947-1954, jusqu'à la mort de Staline, l'armistice coréen et la trêve indochinoise, ce printemps 1955 faisait figure d'ère de paix. Mais outre que les États-Unis et la Chine continuaient d'entretenir des rapports d'hostilité bruyante, J.F. Dulles, le secrétaire d'État de Washington, multipliait les ini-

tatives visant à encercler l'U.R.S.S. d'un « cordon sanitaire » dont les États d'Asie, après ceux de l'Europe en 1949, devaient fournir la masse de manœuvre : après l'OTAN, en Asie du Sud-Est, le CENTO, au Proche-Orient, allait constituer un autre maillon de cette chaîne, mieux faite pour aviver le ressentiment que pour freiner les ambitions des héritiers de Staline et de leurs alliés. D'autant que l'unité du camp socialiste était le troisième élément fondamental de la partie qui se jouait alors. Depuis cinq ans, et en dépit des tiraillements provoqués entre eux par la guerre de

Corée, Moscou et Pékin développaient les conséquences d'une alliance fondée à la fois sur l'idéologie et les intérêts d'État. Et, lors des réunions préparatoires de la conférence indonésienne, la délégation chinoise — dont Nehru avait personnellement exigé la présence, en dépit des résistances du Pakistan — avait ardemment combattu pour obtenir l'invitation de l'U.R.S.S., « qui est une puissance asiatique », rappelait le porte-parole du président Mao.

Que de paradoxes, pour qui lit aujourd'hui ces textes et rappelle un fait...

### « Un quelconque La Bourboule »

Préparée lors des rencontres inter-asiatiques de Colombo et de Bogor (avril et décembre 1954), la conférence s'ouvrit le 18 avril 1955, dans le cadre aimable de Bandoung, station balnéaire qui, avec son horizon de volcans usés par les siècles, ses hôtels et ses pensions propres et ses rues commerçantes, évoque un quelconque La Bourboule (Jean Baumer, la Route de Bandoung). Personne ne semblait se préoccuper de la

menace que faisaient peser sur les délégations les bandes d'insurgés du Dar-El-Islam, qui tenaient le maquis absolu. On a souvent confondu, notamment à l'occasion de la conférence d'Alger de 1973, les concepts auxquels se référaient les participants du concile d'avril 1955 et ceux qui ont animé les conférences ultérieures du tiers-monde. A Bandoung, on ne parle guère de « neutralisme », moins encore de « non-alignement ». On parle d'« afro-asiatisme », concept géopolitique fondé à la fois sur l'appartenance à une autre géographie (l'hémisphère Sud pour l'essentiel), à une période historique, celle de la colonisation directe ou indirecte, et à une situation économique, le sous-développement. Ces liens paraissent suffisants aux organisateurs de ce congrès des oubliés de l'histoire pour leur permettre de tenir médiocrement compte des contradictions idéologiques, diplomatiques et stratégiques : ils accusent aussi bien la Turquie inconditionnellement pro-américaine de l'époque que la Chine populaire et le Vietnam socialiste de Ngu Dinh Diem que M. Pham Van Dong et la délégation de Hanoï. Ce qui ne manque pas d'imprimer parfois aux débats une violence idéologique que ne rappelle que de très loin l'adoption, en septembre 1973 à Alger, entre Fidel Castro et Mouammar Kadhafi.

Le rendez-vous de Bandoung était l'œuvre de cinq hommes et le reflet de cinq principes. Les

cinq hommes, c'étaient ceux qui, un an plus tôt, à Colombo, avaient lancé l'idée de la conférence : l'indien Nehru, le Birman Nu, le Ceylanais Koférawala, le Pakistanaï Mohamed Ali et l'indonésien Sukarno. Les cinq principes, ou Pan-Shila, étaient eux, inspirés de la sagesse bouddhique, qu'ils avaient déclaré à l'ouverture en commun, l'année précédente, Pékin et New-Delhi : non-agression, respect mutuel des souverainetés, non-ingérence dans les affaires intérieures, réciprocité des avantages dans les contacts, coexistence pacifique. Il se trouve des observateurs cyniques pour y voir surtout le résultat de diverses opérations. L'une, de Nehru, tentant d'endiguer ou d'amadouer la puissance chinoise en attirant M. Chou En-lai dans un cadre unanime et ambigu. La seconde, de Sukarno, cherchant à assombrer les difficultés intérieures où se débattait son régime dans les fastes d'une immense kermesse anticolonialiste. La troisième, de Londres (qui ne manquait pas d'amis parmi les promoteurs) pour détourner la colère des Afro-Asiatiques vers d'autres puissances alors coloniales, France et Pays-Bas notamment, et pour isoler l'Union soviétique de ses alliés potentiels du tiers-monde.

Ces arrière-pensées ne peuvent être négées. Mais ce qui frappa surtout les témoins, ce fut la maîtrise de soi et la maturité dont firent preuve la plupart des porte-parole de ce concile des peuples. Ce que craignaient bien des responsables et observateurs occidentaux, à commencer par le chef de la diplomatie américaine, John Foster Dulles, l'explosion d'une colère longtemps bâillonnée ou contenue, n'eut pas lieu. Le mieux informé et le plus profond des

témoins du rendez-vous de Bandoung, Jean Rous, qui y représentait le « congrès des peuples contre l'impérialisme », put à bon droit relever que la conférence ne se donna jamais les allures d'une « grande foire de l'anticolonialisme » et que si les porte-parole de régimes féodaux comme l'était alors celui de l'Irak, ou néo-colonialistes comme le restait celui de Ceylan, firent assaut de dénigrement nationaliste, les représentants de régimes révolutionnaires comme ceux de Pékin et de Hanoï, et aussi peu suspects de complaisance à l'égard du colonialisme que ceux du Caire et d'Accra, tinrent un langage empreint du sens des responsabilités.

Mieux que ceux dont on attendait qu'ils fussent les meneurs de jeu du grand « Jamboree » afro-asiatique, son inspirateur, Nehru, ou son hôte, Sukarno, deux hommes marquèrent l'ensemble des travaux de leur présence et de leurs propos : les premiers ministres de la Chine et de l'Égypte. M. Chou En-lai avait déjà, l'année précédente, lors des négociations de Genève sur l'Indochine, administré la preuve de son talent et de son sens du compromis. A Bandoung, il alla bien plus loin. Ses interventions et ses démarches manifestèrent la naissance d'une alliance avec le tiers-monde, beaucoup plus forte et prometteuse que celle, « objective », déjà nouée par l'U.R.S.S. avec certains États asiatiques. Du succès de cette opération devait découler l'évolution de la diplomatie chinoise vers une indépendance et une différenciation de plus en plus marquées par rapport à Moscou. Le grand schisme sino-soviétique du début des années 60 est déjà en germe à Bandoung.

### Naissance du « neutralisme positif »

Quant à Gamal Abdel Nasser, il faut avoir été témoin de son départ du Caire, comme de son retour en Égypte, pour mesurer à quel point l'entreprise transformait aussi bien sa propre vision du monde que ses rapports avec les « forces progressistes » du monde arabe. C'est à Bandoung que naît, en tant que concept, le « neutralisme positif ». C'est à partir de Bandoung que la grande majorité de la gauche arabe et arabe soutient ardemment Nasser. C'est de Bandoung que date l'emprise exercée par les porte-parole de l'arabisme — à

commencer par le Rals égyptien — sur les assemblées et les masses du monde « sous-développé ». Ainsi Bandoung marqua-t-il à la fois la soudure entre les ambitions d'une Asie déjà émancipée, mais encore engourdie de misère et cisailée de rivalités, et les aspirations de l'Afrique encore colonisée ; et la convergence des intérêts, peut-être même des réflexes, entre le tiers-monde encore en quête d'une doctrine et le communisme rustique, celui de Pékin où les idéologues et les stratèges allaient bientôt élaborer les théories de la contradiction principale entre hémisphères Nord et Sud et de l'encerclement progressif des villes par les campagnes, de l'univers industriel par le monde rural.

Que les germes ainsi contenus dans le grand concile géo-politique d'avril 1955 n'aient pas tous fleuri, qu'ils aient été divers, Nehru et Nasser, Sukarno et Lin Piao (ou ce qu'il parut représenter entre 1965 et 1971) aient été vaincus ou éliminés dans les années qui suivirent, ne doit pas conduire à minimiser aujourd'hui les apports de Bandoung. Déjà étaient esquissées dans la première section du communiqué final du 24 avril 1955 les idées qui, de la réunion de la CNUCED de 1964 aux conférences d'Alger de 1967 et 1973, puis de 1976, allaient inspirer la lutte du monde en quête de développement : stabilisation du commerce, industrialisation, caractère multilatéral de l'aide, droit de regard sur les activités de la Banque internationale.

La conférence de Bandoung ne fut peut-être pas « l'événement le plus important depuis la Renaissance » qu'y a vu Léopold Senghor. Dans les décennies précédentes avaient eu lieu la révolution russe, la chinoise, l'explosion de la première bombe atomique... Mais cette première rencontre des représentants des nations prolétaires signifiait au monde des naissances et des puissances que l'ère du monopole de l'initiative historique s'achevait, que l'univers entier entendait désormais avoir voix au chapitre. De la guerre sino-indienne de 1962 à la mort d'Ernesto Guevara, de l'avortement du « second Bandoung » à Alger en 1965 à la contre-révolution chilienne, le tiers-monde a connu depuis lors bien des déboires et mesuré les limites de son alliance avec les divers courants du camp socialiste aussi bien que la nature des libéralités de l'Occident.

Mais, en dépit des contradictions qui l'agitent et des impérialismes sectoriels qui se développent en son sein, le monde sorti à Bandoung de sa longue apathie et passé de l'ère du peuple-objet à celle des nations « sujets de l'histoire » démontre sa vitalité et une relative cohésion. Ainsi les états généraux d'avril 1955 apparaissent-ils, vingt ans après, conformes à la description qu'en donnait alors Jean Rous dans un article d'*Esprit* : « Une sorte de répétition générale de l'histoire future ».

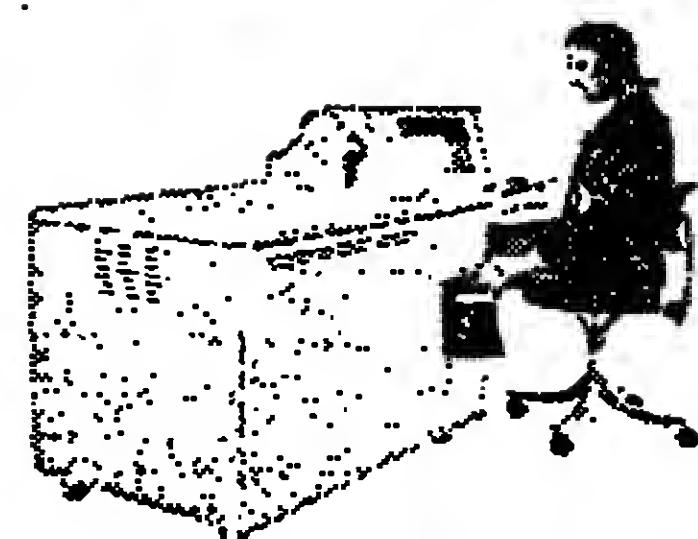
## INVESTIR DANS LA PIERRE

PRÈS DU PARC MONCEAU

dans 20 immeubles pierre de taille-ascenseur  
13 appartements occupés de 4 et 5 pièces  
de 2.300 à 2.600 F. le m<sup>2</sup>  
appartements libres 4.000 à 4.500 F. le m<sup>2</sup>

bureau de vente 9 rue Léon Cogniet 75017 Paris  
téléphone : 924 04 49 - 924 14 16

# le nouvel IBM 32...



... un véritable ordinateur à partir de 4746 F (ht)\* par mois.

L'ordinateur IBM 32... Le voici.

Il réunit, en une seule machine compacte, la puissance de l'ordinateur et la simplicité de la machine comptable.

C'est un ordinateur à part entière, doté de toutes les fonctions nécessaires à une gestion cohérente de l'information.

Priorité a été donnée à sa facilité d'emploi : son langage de programmation est simple, son mode d'utilisation est aussi. Son installation est facile.

Qui, le 32 peut être l'instrument de votre progression : il vous aidera à gérer plus rigoureusement vos affaires, à réagir plus rapidement aux fluctuations du marché, et surtout à avoir une vue d'ensemble sur la marche de votre entreprise.



Téléphonez au centre régional IBM le plus proche :  
- PARIS et région parisienne - M. Gauffre - Tél. 776.43.43 poste 6000  
- BORDEAUX (Limoges, Pau, Perpignan, Toulouse) - M. Farré - Tél. (58) 08.84.85  
- LILLE (Lyon, Calais, Rouen, Valenciennes) - M. Boulet - Tél. (20) 51.92.54  
- LYON-ECULLY (Annecy, Besançon, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Saint-Etienne) - M. Du Fayet de la Tour - Tél. (78) 33.81.70  
- MARSEILLE (Ajaccio, Avignon, Montpellier, Nice, Nîmes, Toulon, Valence) - M. Stern - Tél. (91) 75.07.27  
- NANTES (Angers, Brest, La Mans, Niort, Orléans, Rennes, Tours) - M. Villette - Tél. (40) 47.39.00  
- STRASBOURG (Metz, Mulhouse, Nancy, Reims, Troyes) - M. Franck - Tél. (88) 61.48.15

\* Prix de location mensuelle : à partir de 5 695 F TTC  
Prix de vente : à partir de 218 249 F TTC

IBM pour les petites entreprises  
comme pour les grandes

Division des Systèmes de Grande Diffusion  
Soc 2007 M - BP 82 - 75021 PARIS CEDEX 01



« AU CARRÉ D'AGNEAU »  
**CHEZ ALBERT**  
122, av. de Maine, 97-82 (F. 1960)  
TERRASSE COUVERTE  
Ses démoiselles en brochette  
Son homard poché vivant  
Son célèbre carré d'agneau  
Ses bécanes et sarcelles flamantes  
Sa cave, l'une des meilleures de Paris



A l'Assemblée nationale

Le projet de loi renforçant le contrôle de la pharmacie vétérinaire est adopté à l'unanimité

Judi 17 avril, sous la présidence de M. Anthoine, les députés ont examiné le projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire, modifiée par le décret du 11 novembre 1974. Ce projet, inscrit à l'ordre du jour du vendredi 4 avril, avait été

retiré au dernier moment à la demande du gouvernement. Le projet de loi, qui avait provoqué le vif mécontentement du rapporteur, M. Julien Schwartz, (« Le Monde », daté du 6-7 avril).

Après avoir énuméré les modifications apportées par le Sénat, « modifications qui renforcent les garanties pour la santé publique », le député U.D.R. annonce que sa commission a adopté à l'unanimité un amendement qui donne satisfaction à des groupements de producteurs sérieux sans nuire en danger la santé publique.

Pour Mme VEIL, ministre de la santé, il s'agit, « d'une part, de protéger la santé de la population qui consomme des denrées d'origine animale et, d'autre part, d'améliorer la qualité mais aussi le prix de revient du bétail et la rentabilité de l'élevage ». Rappelant que « l'opinion s'est inquiétée à juste titre des dangers de la présence de quantités appréciables d'hormones naturelles ou synthétiques dans les produits d'origine animale », elle estime que « la menace que fait peser sur la santé humaine la diffusion incontrôlée des médicaments vétérinaires est aujourd'hui largement reconnue ».

« Il s'agit donc, indique Mme VEIL, d'élaborer un texte qui permette aux éleveurs de pro-

téger davantage leur cheptel et qui offre aux consommateurs la sécurité ». Elle rappelle notamment que le gouvernement s'était engagé à mettre rapidement à l'étude un projet de loi portant création d'un corps d'auxiliaires chargés d'exécuter certaines tâches sanitaires sous le contrôle des vétérinaires.

Dans la discussion générale, M. MORELLON (R.I. Puy-de-Dôme) rapporteur pour avis, présente un amendement adopté par la commission des affaires culturelles et se déclare favorable à la création d'un corps auxiliaire vétérinaire.

M. DARINOT (P.S. Manche) dénonce les pressions exercées sur les députés et estime prioritaire l'intérêt du consommateur. Aussi réclame-t-il que les contrôles sur la fabrication et la distribution des médicaments soient assortis d'une inspection des denrées alimentaires d'origine animale.

« Tel qu'il est, estime M. Darinot, le projet ne protège pas les consommateurs de façon assez efficace. Or la situation actuelle ne peut pas durer : certains animaux montrent que sur deux cent-vingt-cinq, vingt-trois comportent de la pénicilline. » Favorable à une automatisation de mise sur le marché et précon-

sant la création d'un laboratoire national de contrôle, il reconnaît que « le colportage incontrôlé est responsable de la surconsommation de produits vétérinaires », mais estime qu'il serait irréaliste, face aux besoins actuels, de donner un monopole aux pharmaciens et aux vétérinaires.

M. RIGOUT (P.C. Haute-Vienne) juge lui aussi le projet présenté « insuffisant » et réclame une incrimination de la production qui passe, à son avis, par la nationalisation de la grande production pharmaceutique. Évoquant les intérêts des agriculteurs, il estime qu'il serait « imprudent de créer un quasi-monopole de la distribution au risque d'augmenter les charges des producteurs, sans aucun avantage pour les consommateurs ni pour la santé publique ».

Puis M. DAILLET (Réformateur, Manche) se déclare favorable à l'interdiction de l'usage de toutes les hormones et M. LA-COMBE (U.D.R. Maine-et-Loire) attire l'attention sur les dix mille colporteurs « afin qu'ils ne soient pas complètement abandonnés ». Dans la discussion des articles, les députés adoptent un amendement donnant aux groupements des producteurs la possibilité d'acquiescer et de détenir les médica-

ments nécessaires à la mise en œuvre du programme sanitaire d'élevage agréé, possibilité limitée cependant, dans la mesure où ces médicaments devront figurer sur une liste arrêtée conjointement par le ministère de la santé et de l'agriculture. La délivrance ne pourra se faire que sur ordonnance du vétérinaire du groupement et elle sera accompagnée d'un mode d'emploi détaillé et adapté à chaque élevage.

Les députés adoptent également un amendement de M. BERTRAND DENIS, combattant par la gauche, et qui précise que « lorsqu'un docteur vétérinaire est conduit à prescrire des médicaments à usage humain, le pharmacien qui les délivrera devra signaler sur l'emballage qu'ils deviennent des produits vétérinaires et rendre inutilisables les vignettes qui pourraient accompagner ces médicaments ».

L'Assemblée repousse en revanche un amendement de MM. FALALA (U.D.R.) et RIGOUT (P.C.) qui voulait porter de cinq à dix ans le délai laissé aux laboratoires-distributeurs pour convertir leur organisation commerciale de vente aux éleveurs en organisation de vente aux pharmaciens et vétérinaires.

Mme Veil devait préciser qu'il est rare que les colporteurs distribuent uniquement des produits vétérinaires et rappelle que le gouvernement s'emploiera à faciliter leur réinsertion. De son côté, M. FOYER (U.D.R., Maine-et-Loire) avait estimé normal qu'on indemnise les colporteurs. L'ensemble du projet ainsi modifié est adopté à l'unanimité par l'Assemblée.

(Lire page 10 la suite des comptes rendus des travaux de l'Assemblée.)

● Le Palais du Congrès du Parlement, à Versailles, sera ouvert au public à partir du 3 mai. Les visites de la salle du Congrès, des salons Empire et de la Galerie des bustes auront lieu les lundis, mercredis et samedis après-midi sous la conduite de conférenciers des musées nationaux. Cette décision a été prise par la questure du Palais-Bourbon, qui gère administrativement le Palais du Congrès du Parlement à Versailles, sur la proposition de la commission spéciale chargée de vérifier et d'appurer les comptes de l'Assemblée nationale, présidée par M. Pierre Bas, député U.D.R. de Paris.

A QUEL PRIX ?

« Les médicaments vétérinaires fabriqués ou les spécialités pharmaceutiques vétérinaires existant avant la promulgation de la loi feront l'objet d'un simple enregistrement, qui vaut autorisation sous une forme entièrement gratuite auprès des deux ministères intéressés. Les médicaments vétérinaires sont dispensés de l'autorisation de mise sur le marché s'ils sont inscrits à la Pharmacopée. » Selon l'auteur de cet amendement, M. Falala, député U.D.R. de la Manche, « pour tous les médicaments anciens, dont on connaît parfaitement les effets et l'absence des rémanences nocives pour la santé publique », les laboratoires devraient être dispensés de déposer des demandes d'autorisation de mise sur le marché — point capital du projet — en raison du coût de cette opération.

Mme Veil, ministre de la santé, et M. Schwartz, rapporteur du projet, ont dû souligner que l'amendement supprime en fait tout contrôle sur les médicaments existant avant la promulgation de la loi. « Quand on sait combien certains d'entre eux sont dangereux, on ne peut faire qu'un frémissement de telle disposition », a déclaré M. Schwartz.

Toutefois, pour que M. Falala retire son amendement, Mme Veil lui a donné l'assurance que le décret en préparation « envisage de dispenser les médicaments [en cours d'exploitation ou inscrits à la Pharmacopée] des expertises ou essais chimiques, qui représentent les frais les plus élevés ».

QUAND ?

La loi sur le contrôle de la pharmacie vétérinaire ne s'appliquera que cinq ans après son vote définitif. L'affaire traîne depuis vingt ans, mais ce délai — de grâce — a paru insuffisant à certains députés qui ont demandé son allongement à dix ans.

Pour les uns, notamment des élus communistes, il s'agissait de préserver le sort des quelque dix mille colporteurs qui vendent sans contrôle les produits vétérinaires dans les fermes et les foires. Au fil du débat sur l'amendement, on a appris que ce système de vente est illégal puisque les colporteurs, conseillant les médicaments, exercent la médecine sans titre.

Pour les autres, notamment M. Falala, député U.D.R. de la Manche, il convenait de laisser plus de temps aux laboratoires pour convertir leur organisation commerciale de vente aux éleveurs en organisation de vente aux pharmaciens et vétérinaires. La suppression des représentants de vente directe, autrement dit les colporteurs, accablant à la fois les petites et moyennes entreprises contraintes de verser des indemnités.

Finalement, l'Assemblée a estimé qu'un délai supplémentaire de cinq ans était suffisant, en dépit des remarques de M. Jean Foyer, le député U.D.R. de Maine-et-Loire, qui soulignait qu'une application immédiate avec indemnisation des colporteurs serait préférable à une phase de transition dont on ne manquerait pas de demander l'allongement.

L'A.R.E.F. (Association pour développer la Rencontre, l'Expression et la Formation en sciences humaines) communique : Afin de découvrir nos potentialités, nous vous proposons un week-end de rencontre et de bio-énergétique les 26 et 27 avril prochains. Rens. : 22, rue Léon-Prost, 75011 PARIS. T. 730-34-09 ou 647-82-80 ou 506-65-45.

Publicité

On n'étouffera pas ce livre !

Après saisie, de nouveau en vente  
"SANS PATRIE NI FRONTIÈRES"  
de Jan Valtin

"Voilà pourquoi ce livre fait toujours scandale : il lève en permanence un voile que d'autres s'appliquent en permanence à maintenir."  
(Paul Gillet - Le Monde)

"Le Papillon du communisme".  
(CFL)

"Je l'attendais depuis longtemps, cet énorme bouquin..."  
(Cavanna-Charlie Hebdo)

Demandez-le à votre libraire.

JO Clotès

**tielsa**  
technique internationale de la cuisine

Pour choisir il faut avoir le choix

21 cuisines témoins exposées  
Audaces techniques, astuces pratiques, lignes et coloris étonnants.

Nocturne : Vendredi jusqu'à 22 h 30  
Ouvert Samedi sans interruption jusqu'à 20 h.

**inter-design CUISINES**  
281, rue du Fg-St-Antoine 75011 PARIS  
Tél. 628.46.27 et 345.66.63

**Ne regrettez pas le 16<sup>e</sup> devenu inaccessible**

**puisqu'il y a mieux à Parly 2 pour beaucoup moins cher**

Appartements de 3 à 6 pièces entièrement équipés, avec une ou même deux terrasses, dans des petits immeubles de 2 ou 4 étages.

Parly 2 tout proche de Paris par l'autoroute est la résidence la plus prestigieuse et la mieux organisée de la région parisienne avec : le célèbre centre commercial, huit piscines-clubs, des tennis, un centre culturel avec bibliothèque et discothèque, des écoles et collèges et une église.

**PARLY 2**

Envoyez ce bon ou votre carte de visite au C.F.R. avenue Charles de Gaulle 92150 Le Chesnay, qui vous adressera, sans engagement de votre part, une documentation **PARLY 2**

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_ Nombre de pièces recherchées \_\_\_\_\_

A titre de résidence personnelle ☐ ou d'investissement ☐

**TÉLÉPHONE 954.54.54**

**AUTOROUTE DE L'OUEST, DEUXIÈME SORTIE ET A GAUCHE SUR LA N 184.**

Livraisons 3<sup>e</sup> trimestre 1975.

مكتبة الأمل



## POLITIQUE

## A l'Assemblée nationale

### La gauche refuse le contrôle autoritaire de l'Etat sur les institutions sociales et médico-sociales nées de l'initiative privée

L'Assemblée a entrepris jeudi l'examen du projet de loi, adopté par le Sénat le 8 novembre 1974, relatif aux institutions sociales et médico-sociales (« le Monde » du 18 avril).

Pour M. PIERRE WEBER (apparenté R.I.), rapporteur du projet, il ne convient pas d'imposer « des contraintes abusives ni une tutelle excessive à un secteur qui est à plus de 80 % le fruit de la charité et des initiatives privées ». Aussi les amendements de sa commission vont-ils dans le sens d'un assouplissement du texte et d'une meilleure protection des organismes sociaux.

M. RENE LENOIR, secrétaire d'Etat à l'action sociale, explique d'abord que le principe de la coordination est destiné à éviter les doubles emplois et à satisfaire les usagers, dans une autre géographie donnée. Le gouvernement poursuit M. Lenoir, a estimé qu'il fallait simplifier les formalités imposées aux promoteurs : « Si un projet répond à un besoin, l'accord donné à cette création suppose le respect par le promoteur des normes imposées dans l'intérêt des personnes hébergées, et entraîne l'agrément des organismes payeurs. Une telle contrac-

tion des procédures, précise-t-il, suppose la présence, dans les commissions, des représentants de la Sécurité sociale et de ceux de l'Aide sociale ».

Evolution le statut des institutions relevant des collectivités publiques, il déclare que le texte favorise l'autonomie à deux exceptions près : les foyers départementaux de l'enfance et les établissements hébergeant des personnes âgées valides dans les hôpitaux.

M. Lenoir insiste ensuite sur l'amélioration des conditions d'hébergement et de soins pour personnes âgées, qui résultera de la suppression des hospices, de la création dans les établissements d'hébergement de sections destinées à recevoir des pensionnaires invalides, enfin, de l'amélioration de la surveillance médicale. Quant à la normalisation des conditions de fonctionnement et de financement des institutions sociales et médico-sociales, elle sera atteinte par des modalités de financement adaptées à leurs besoins propres et par une concertation, au sein des établissements, pour tout ce qui a trait à leur marche quotidienne. Enfin les conventions collectives devront être agréées par le ou les ministères intéressés.

Dans la discussion générale,

M. Gau (P.S., Isère) dénonce « les carences manifestes de la puissance publique », et relève deux secteurs « particulièrement délaissés », celui des handicapés adultes et celui des personnes âgées. S'il reconnaît la nécessité « de mettre de l'ordre dans un domaine trop longtemps laissé à la discrétion des seules bonnes volontés », il critique l'institution « d'un contrôle étatique, autoritaire, tatillon », et réclame, en revanche, une planification démocratique.

« Dans un domaine où s'impose une mise en ordre, c'est une mise au pas que vous nous proposez. Tout indique que le gouvernement a choisi, par le biais d'un contrôle autoritaire, la voie d'une limitation des libertés individuelles en dehors de lui. Notre groupe ne peut souscrire à un tel dessein », conclut-il.

M. DELANEAU (R.I., Indre-et-Loire) estime « piquant » de voir les signataires du programme commun dénoncer aujourd'hui la mainmise de l'Etat sur les établissements privés. « En réalité, conclut-il, la proposition, qui veut élargir les chances de « mixité » de pouvoirs, ne songe plus qu'à démolir. Les républicains indépendants, eux, veulent édifier une société libérale avancée ; ils voteront donc ce projet. »

M. PIERRE JUQUIN (P.C., Essonne) dénonce « les profiteurs de la maladie qui font fortune sur la maladie des nerfs, du cœur et le langage ». Le projet, du gouvernement, estime l'orateur, « freine, voire paralyse les meilleures initiatives en renforçant la tutelle autoritaire du pouvoir et se montre désinvolte à l'égard de la formation du personnel spécialisé ». Il conclut : « Votre projet est arriéré et inadapté. Nous le repousserons. »

M. JACQUES BLANC (R.I., Lozère) admet que l'Etat se doit de « poser des barrières et des garde-fous, sans pour autant laisser le jeu de l'initiative privée ». « Ce projet, conclut-il, tient compte de la réalité de l'action sociale qui ne doit en aucun cas être enserrée dans un carcan administratif. »

En séance de nuit, M. LENOIR, répondant aux orateurs, qualifie l'intervention de M. GAU de procès d'intention, et celle de M. JUQUIN de « discours de propagande », puis il ajoute : « L'Etat n'a pas le monopole du bien commun. Même lorsque certaines associations font appel aux deniers publics, il est indispensable qu'elles se soumettent à des obligations comparables à celles des services publics, à un minimum de règles visant à les coordonner

entre elles. Tel est l'esprit du projet. »

Au cours de la discussion des articles, les députés adoptent de très nombreux amendements rédactionnels clarifiant et précisant le texte du projet. A l'article 5, un amendement précise que les commissions des institutions sociales et médico-sociales comprendront des représentants de l'Etat, des collectivités locales, les organismes de sécurité sociale, des institutions sociales publiques et privées, des médecins, des travailleurs sociaux et des collaborateurs techniques de ces institutions, ainsi que des usagers.

Afin d'atténuer la rigueur de l'article 24 qui, « en imposant l'agrément administratif a priori des conventions collectives, porte atteinte à la liberté contractuelle », un amendement de la commission propose une formule de discussion tripartite qui associe légitimement l'Etat payeur, tout en sauvegardant les responsabilités des employeurs et des employés dans la négociation. Cet amendement est combattu par M. Gau qui y voit « une atteinte directe et inacceptable » au principe de la liberté de négociation des conventions collectives reconnu par la loi du 11 février 1950.

Opinion partagée par le groupe communiste. M. Lenoir préfère

quant à lui revenir au texte du gouvernement, qui prévoit que l'agrément administratif s'exercera selon des modalités fixées par voie réglementaire. L'Assemblée adopte finalement ce texte au scrutin public par 300 voix contre 182.

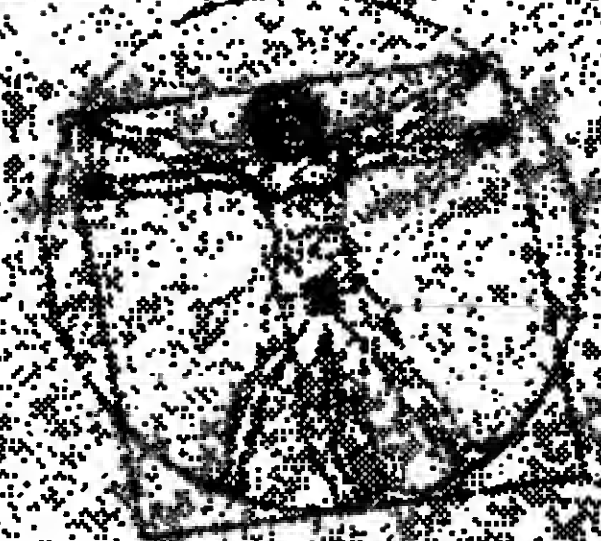
A l'article 17, l'Assemblée adopte un amendement de la commission qui précise que le conseil d'administration des établissements publics devra comprendre obligatoirement des représentants des usagers, puis elle repousse, au scrutin public, par 299 voix contre 182, un amendement de la gauche et de la commission des affaires sociales, combattue par M. Lenoir, précisant que la formation des travailleurs sociaux n'entre pas dans le cadre du présent projet de loi.

Après les explications de vote de MM. PIERRE BAS (U.D.R.), JACQUES BLANC (R.I.) et Mme CREPIN (Réf.), favorables au projet et de MM. ROBERT VIZET (P.C.) et LOUIS BES-SON (ap. P.S.), hostiles au texte, l'ensemble du projet de loi, ainsi modifié, est adopté par l'Assemblée au scrutin public par 299 voix contre 183.

La séance est levée à 1 h. 05, vendredi.

PATRICK FRANCÉS.

## LES CLES DU TRAVAIL TEMPORAIRE EN 1975

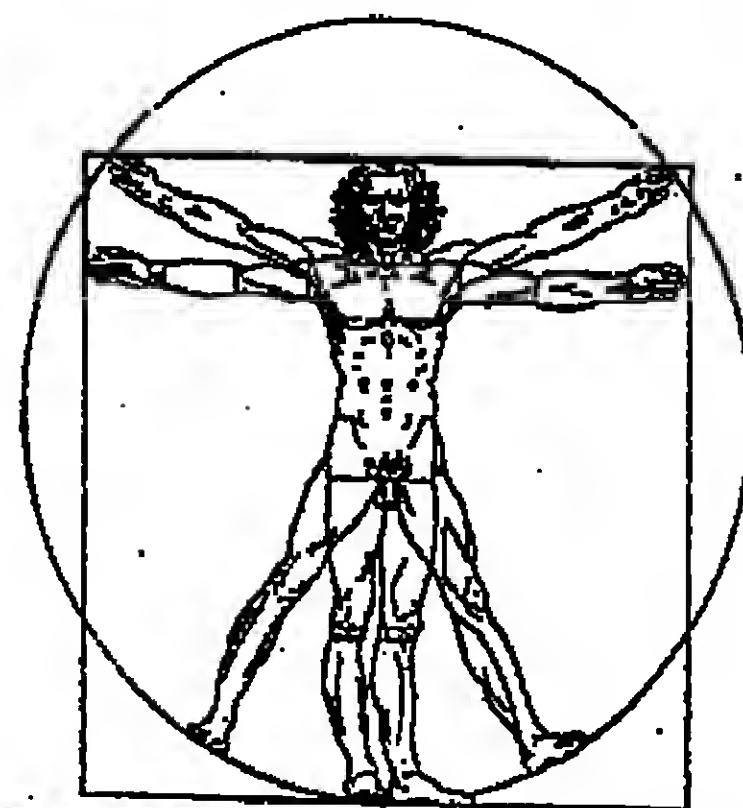


Lisez cette brochure  
... Et si votre entreprise de travail temporaire  
offre des garanties comparables, gardez-la.  
C'est un bon partenaire.

Veillez m'envoyer gratuitement votre brochure  
"Les clés du travail temporaire en 1975"

Nom \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_  
Société \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Bon à renvoyer à Manpower - 88, rue La Fayette - 75009 Paris



MANPOWER

Membre du **MANUT**



## POLITIQUE

### A LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

#### Dialogue entre M. Sauvagnargues et M. Mitterrand

Devant la commission des affaires étrangères, réunie à l'Assemblée nationale jeudi 17 avril, M. Jean Sauvagnargues, ministre des affaires étrangères, après un large exposé sur les problèmes d'actualité, a répondu aux questions des députés qui ont porté principalement sur la situation en Indochine et les résultats de la réunion préparatoire à la conférence de l'énergie.

M. Maurice Couve de Murville, président de la commission, a fait part au ministre de « l'émotion des députés devant les souffrances des populations du Vietnam du Sud et du Cambodge » et de leur « déception devant le silence trop longtemps maintenu du gouvernement », puis il a souhaité que la France prenne position en faveur d'une solution politique. Dans sa réponse, M. Sauvagnargues a estimé que les décisions prises récemment par « les plus hautes autorités du pays, concernant aussi bien l'aide humanitaire aux populations que le rappel d'une nécessaire solution politique, ont répondu à l'attente des Français ».

Soulignant que le gouvernement français ne saurait sous-estimer la nécessité d'un règlement politique fondé sur les accords de Paris, il a indiqué que sur ce point « la France avait, dans une très large mesure, l'accord de ses partenaires européens ». A la suite de ces explications, M. Couve de Murville s'est déclaré satisfait des réponses du gouvernement.

Concernant la réunion préparatoire qui vient de se tenir à Paris, destinée à ouvrir la voie à la conférence mondiale proposée par la présidence de la République, le ministre des affaires étrangères a déclaré : « Si le gouvernement français regrette que l'on n'ait pas pu aboutir à la fixation d'un ordre du jour de la conférence, il n'en pense pas moins qu'un pas important a été réalisé vers l'établissement d'une structure de dialogue entre les pays industrialisés et ceux en voie de développement, dialogue qui lui paraissait plus que jamais nécessaire et urgent. »

Pour le ministre, cette réunion est « intervenue à son heure » et son « échec n'a pas été provoqué par une erreur d'interprétation, mais, au contraire, par l'impossibilité de parvenir à rapprocher suffisamment les thèses extrêmes qui s'étaient manifestées ». Constatant,

en effet, que tous les participants ont été d'accord pour que la conférence soit organisée dans un cadre restreint, M. Sauvagnargues a poursuivi : « La réunion préparatoire n'a pas débattu sur des questions de procédure, et les échanges de vues qui ont eu lieu ont permis de mieux cerner les difficultés et de définir avec plus de précision les sujets qui devraient être abordés à la conférence. »

A M. François Mitterrand, estimant que le moment choisi n'avait peut-être pas été « opportun », le ministre a répondu qu'il était « urgent et inéluctable qu'on en vienne à ce dialogue qui avait déjà été amorcé par la réunion ». Aux députés qui l'interrogeaient sur les responsabilités encourues par les uns et les autres dans les résultats de cette réunion, le ministre a estimé que « ce n'était pas le moment d'établir des responsabilités tant qu'on voulait maintenir la possibilité du dialogue et que, précisément, personne n'en avait abandonné l'idée ».

M. Mitterrand est intervenu alors pour affirmer : « Nous ne pensons pas qu'il soit juste de faire du catastrophisme face aux résultats de cette réunion. (...) C'était une bonne conception, une bonne vue historique, a-t-il ajouté, mais peut-être était-ce une erreur de croire qu'on pouvait dégelier la situation compte tenu des positions des uns et des autres. » M. Sauvagnargues lui a répondu que, « au contraire, c'était devant la gravité des divergences que le gouvernement avait pensé utile de consacrer l'événement et les risques de confrontation en invitant les uns et les autres au dialogue (...) ».

La réunion, préparatoire, a-t-il conclu, a peut-être marqué un coup d'arrêt à cette dérive vers la confrontation. Après que le ministre ait noté que « quelles que soient les difficultés d'établir une position commune dans le cadre de la C.E.E., l'établissement d'une position équilibrée communautaire reste essentiel », M. Couve de Murville a fait remarquer que « l'Agence internationale de l'énergie à laquelle appartiennent huit membres de la Communauté avait malheureusement défini elle-même une politique énergétique qui risquait d'empêcher une politique européenne de l'énergie ».

A l'issue de cette réunion, les députés du groupe communiste ont déclaré que « les décisions récentes prises par le pouvoir ont été sous la pression des faits, et toujours dans le sillage de la politique de l'impérialisme américain. C'est le cas de la reconnaissance tardive du GRUNC (...), au Vietnam du Sud, où l'initiative française a pour but de sauver, si possible le prestige américain. »

Pour les députés communistes, le gouvernement, lors de la réunion préparatoire à la conférence de l'énergie, « s'est volontairement attiré dans le cadre de l'Europe des Neuf, dominée par les États-Unis, ce qui ne pouvait conduire qu'à un échec ». Aussi réaffirment-ils « leur opposition à la politique extérieure du président de la République, de plus en plus dépendante des États-Unis », il faut, concluent-ils, à notre pays une autre politique étrangère, basée sur l'indépendance, l'intérêt national, la coopération internationale, et assurant la grandeur de la France. »

### AU SÉNAT

#### Renforcement des tribunaux administratifs

Le Sénat a adopté, jeudi 17 avril, le projet de loi tendant à simplifier la procédure des tribunaux administratifs, dont le rapporteur était M. PEXAUX (Ind.). Ce projet tire les conséquences du décret du 12 mars dernier qui a créé une vice-présidence de tribunal administratif et prévu des détachements dans ces juridictions. « Il renforce les effectifs de ces tribunaux », a précisé M. MICHEL PONLATOWSKI, ministre d'État, ministre de l'Intérieur. Onze postes ont été créés l'an dernier, onze cette année, ce qui donne un effectif de deux cent sept membres, qui sera porté à deux cent trente par tranches annuelles de dix postes. »

Dans la discussion générale, M. MARCILHACY (non-inscrit) a déploré que l'on demande au Parlement de donner force de loi à une décision réglementaire prise antérieurement, et M. DAILLY (Gauche dém.) a regretté que le tribunal administratif de Versailles ait causé la mesure d'expulsion qui avait été prise contre le pasteur Parker, accusé par le maire de Nemours d'avoir animé « un véritable foyer d'insurrection » (le Monde du 8 mars).

« Je croyais l'expulsion effective », a répondu le ministre de l'Intérieur, je vais examiner l'affaire. » Les sénateurs ont ensuite adopté en seconde lecture le projet de loi modifiant le statut des navires (rapporteur : M. MARCILHACY) et le projet tendant à abroger les articles du code pénal relatifs à la responsabilité des hôteliers du fait de la tenue des registres d'hôtel. Le ministre de l'Intérieur, on le sait, a supprimé l'an dernier l'obligation de tenir ces registres. — A. G.

### LES ASSISES NATIONALES PRÉCISERONT LES OBJECTIFS DE L'U.D.R.

Les assises nationales de l'U.D.R., réunies les 14 et 15 juin à Nice, devront « définir les objectifs du mouvement face à la transformation de la société et affirmer les ambitions de l'U.D.R. pour la France ». C'est ce qu'a indiqué M. Jacques Chirac, jeudi 17 avril, devant les membres du bureau exécutif de la formation gaulliste.

Around de leur secrétaire général, les dirigeants de l'U.D.R. ont préparé la réunion du comité central, qui doit se tenir dimanche 20 avril à Paris, pour mettre au point l'ordre du jour des assises. M. Yves Guéna y présentera la synthèse des travaux des groupes d'études créés depuis l'accession de M. Chirac au secrétariat général pour l'examen des problèmes d'actualité. Les fédérations départementales les examineront ensuite et, avant la fin mai, renverront ces rapports accompagnés de leurs critiques et de leurs suggestions au siège du mouvement. Ainsi amendés, ces rapports seront enfin présentés aux assises.

(Publié)

Recherches

#### REPRÉSENTANT-DISTRIBUTEUR

pour :

Calques enregistreurs électroniques reliables à microcomputers  
Machines comptables électroniques reliables à microcomputers  
Microcomputers électroniques Mini-computers électroniques Fac-simils coupleurs.

Écrire à : Federaven, 9, rue Neyer, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, tél. 44-11.

# Enfin en France, une cigarette douce que l'on aime pour son goût.

Rares sont les fumeurs qui, à un moment donné, ne recherchent pas une cigarette plus légère, que celle qu'ils fument d'habitude. Rares sont ceux qui y ont trouvé une satisfaction car, jusqu'à maintenant, aucune cigarette n'avait réussi à gagner en légèreté sans perdre en goût.

C'est parce que Silk Cut a réussi à concilier goût et légèreté qu'elle a connu un immense succès en Angleterre (4 fumeurs sur 5 de cigarettes légères!).

Pour réussir Silk Cut, il ne suffisait pas d'en avoir l'idée, il fallait encore pouvoir trouver la bonne formule compte tenu de la variété des tabacs et de la multiplicité des combinaisons possibles.

#### Le premier atout de Silk Cut: le choix du tabac.

Il en va des tabacs comme des vins. Il y a de bonnes et de mauvaises années. Il y a des dizaines de variétés aux caractéristiques différentes. Nous avons réussi à trouver celle qui était à la fois douce et parfumée.

Le goût provient des feuilles du haut.

La douceur, de celles du bas.

Par ailleurs, sachant que dans le tabac les feuilles du haut exposées au soleil ont un goût plus fort que celles du bas protégées du soleil, nous avons opéré un dosage entre les deux. Pour atteindre à un équilibre parfait.

**Silk Cut.**  
"The mild cigarette." L'anglaise douce.

#### Le deuxième atout de Silk Cut: la qualité du filtre.

Pour obtenir une cigarette légère, un seul filtre ne suffit pas. Nous avons donc mis un filtre de granules de carbone à l'intérieur du filtre.

Et comme nous voulions que Silk Cut soit vraiment la cigarette la plus douce, nous avons inventé pour ce filtre un nouveau système d'aération.

Regardez le dessin ci-dessous. Sur le filtre, il y a des petits trous. En réalité ils sont plus petits qu'une tête d'épingle.

Fumée  
Air froid

Quand on aspire la fumée, de l'air frais passe au travers de ces trous et se mélange à l'air qui a traversé la cigarette.

Pour compléter le tout, nous avons choisi un nouveau papier très poreux. Le résultat, c'est Silk Cut : une cigarette douce que l'on aime pour son goût.

Vous pouvez le vérifier tout de suite car les cigarettes Silk Cut sont désormais en vente en France.



#### Le « Club de Paris » créé par M. Fontanet a traité de la réforme de l'entreprise

Le Club de Paris, dont l'« animation » et l'« orientation » sont assumées par son fondateur, M. Joseph Fontanet (batu aux élections législatives partielles de septembre 1974, élu député de Savoie), a tenu mercredi 16 avril sa première réunion publique sous la forme d'un dîner-débat sur la réforme de l'entreprise.

Devant une assistance d'environ deux cents personnes, composée de représentants socio-professionnels, d'universitaires, de membres de l'administration et de

parlementaires, dont MM. Pierre Bernard-Raymond, député des Hautes-Alpes (réf.), Jean Collety, sénateur de la Marne (Un. cent.), Henri Prévillé, sénateur de l'Ille-et-Vilaine (Un. cent.), René Honnet, député de l'Aube (non-insc.), Rémy Montagne, député de l'Eure (réf.), et Jean Seitzinger, député de la Moselle (réf.), M. Joseph Fontanet a ainsi posé le problème de la réforme de l'entreprise : « Savoir comment aménager au mieux l'ensemble des relations, tantôt conflictuelles, tantôt coopératives, qui découlent de ce nombre d'intérêts liés mais distincts », qui coexistent au sein de l'entreprise. Estimant qu'il « est vain de vouloir reculer la date de la réforme », il a déclaré que « le contenu même du concept d'entreprise », M. Fontanet croit possible « un accordement mutuel sur certaines règles d'organisation », d'où il a tiré la partie la chance de défendre ses intérêts et ses aspirations à condition de reconnaître ceux des autres ».

M. Jacques Dumont, directeur de l'Institut de gestion de Rennes et président du groupe de travail du club de Paris, responsable des études sur la réforme de l'entreprise, se déclare « favorable » à nombre de propositions contenues dans le rapport Sudreau. En revanche, il émet quelques critiques notamment sur la co-surveillance des travailleurs eux-mêmes. Pour M. Dumont, « la co-surveillance vise à réunir (ces deux catégories) dans un même organe de direction, donc à confondre leur rôle et leurs intérêts ».

M. François Lagrange, rapporteur général du comité Sudreau, invité de ce débat, a précisé alors que « la co-surveillance n'est pas cooptation ». En effet, « la liberté de décider, pour la direction, reste entière. Il s'agit d'une participation des salariés au niveau du contrôle et des réformes ». Pour M. Lagrange, cette notion ne doit pas précéder les autres réformes préconisées par le rapport mais au contraire être expérimentée progressivement. « Si l'on voulait réduire la réforme de l'entreprise à la co-surveillance, ce serait un échec », a-t-il conclu.

Parallèlement au groupe de travail consacré à la réforme de l'entreprise, dont les premières réflexions faisaient l'objet de ce débat, trois autres groupes ont déjà été constitués pour étudier : la réduction des inégalités sociales, les conséquences de la crise de l'énergie, et un projet de système économique et social pour une démocratie de progrès.

#### KOK GROUP CONSEILS INDÉPENDANTS en investissements touristiques.

Ni promoteur, ni financier, KOK GROUP sélectionne pour vous, en toute indépendance, d'excellents placements dans les complexes touristiques en Espagne, aux Bahamas, aux Canaries, en Floride...

Par exemple : aux Canaries, dans une île vierge, garantissant un avenir touristique évident, des terrains totalement urbanisés face à l'océan.

En fonction de vos objectifs, KOK GROUP vous conseillera le meilleur investissement.

KOK GROUP INTERNATIONAL PROPERTY CONSULTANTS S.A.

Siège social à Luxembourg, bureaux à Rotterdam, Bruxelles, Düsseldorf et Paris.

Pour toutes informations, téléphonez au 723.97.20 ou envoyez ce coupon-réponse à KOK GROUP, 76, Champs-Élysées, 75008 Paris ou au siège social.

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Tél. \_\_\_\_\_

A l'Assemblée nationale  
es et médico-sociales nées de l'initiative privée

MANPOWER

مركز الأمل



## POLITIQUE

# LES COMMUNISTES SIX MOIS APRÈS LEUR XXI<sup>e</sup> CONGRÈS

## I. — Un jeu complexe entre le P.C., la C.G.T. et le P.S.

par THIERRY PFISTER

Tout au long de la polémique engagée depuis les élections législatives partielles de septembre entre le parti communiste et le parti socialiste, la C.G.T. s'est abstenue de prendre parti. Elle s'est bornée à rencontrer les intéressés en prenant acte de leurs positions sans même chercher à jouer les intermédiaires.

Cette discrétion remarquable correspond à la volonté de M. Séguy de poursuivre l'élargissement de sa centrale et donc la politique d'ouverture notamment en direction des socialistes. La C.G.T. paraît d'autant moins prête à renoncer à cette démarche qu'après coup le rapprochement entre le P.S. et la C.F.D.T., marqué par les assises du socialisme des 12 et 13 octobre 1974, n'a pas eu les prolongements escomptés par ses initiateurs. Bien que réalisée dans de très mauvaises conditions, l'arrivée au P.S. de M. Michel Rocard et de ses partisans au P.S.U. a apporté à la formation de M. Mitterrand l'avantage de cadres de la C.F.D.T.

Les militants syndicalistes, qui sont souvent venus en ordre dispersé, se trouvent mal à l'aise face aux luttes de tendances au sein du P.S. et une part sensible d'entre eux a préféré rejoindre avec le C.E.R.E.S. l'opposition de M. Mitterrand.

En conséquence les dirigeants socialistes, qui ont toujours adopté une démarche prudente dans leurs relations avec les centrales syndicales, compte tenu de la diversité des appartenances syndicales de leurs militants, sont amenés à réexaminer certaines de leurs analyses.

Il leur faut en particulier constater que lorsque la situation politique se durcit, comme c'est le cas depuis quelques mois, la C.F.D.T. se trouve quelque peu « marginalisée », le débat se limitant pour l'essentiel au P.S. et au P.C.F. et à la C.G.T. Théoriquement les communistes sont très satisfaits de cette situation puisqu'ils récusent dans leurs relations avec la C.G.T. la notion ténieuse de « courroie de transmission ». Il y a deux ans déjà, le bureau politique du P.C.F. avait même estimé qu'un trop grand nombre de cadres communistes militaient au sein de la C.G.T. Il avait souhaité que certains d'entre eux quittent leurs responsabilités syndicales pour travailler à l'implantation du parti dans les entreprises, secteur où il s'agit pour les communistes de faire face aux ambitions du P.S.

Cette option n'a pas été remise en cause lors du vingt et unième congrès d'octobre 1974. D'une part, le P.C.F. pour la première fois, a lancé un appel à l'adhésion aux syndicalistes C.F.D.T.

officiant ainsi dans ses propres rangs le pluralisme syndical. D'autre part, M. Georges Séguy a confié au bureau politique du P.C.F. son accord pour que certains cadres communistes abandonnent leurs responsabilités syndicales pour réactiver le parti. Dans la pratique, pourtant, le maintien par la C.G.T. d'une politique d'ouverture au moment où le P.C.F. raidit son attitude ne va pas sans poser quelques problèmes. Déjà, lors des élections législatives de 1973, quand la rivalité entre socialistes et communistes s'était faite particulièrement vive, les dirigeants communistes auraient souhaité trouver un plus grand soutien auprès de la C.G.T. Ils s'étaient par exemple émus de voir la centrale publier à l'époque une affiche sur le thème « voter pour les candidats du programme commun, c'est prolonger l'action syndicale » et auraient souhaité qu'une distinction fût faite entre socialistes et communistes.

Face à cette concurrence du P.S. les communistes auraient certes pu, comme ils en ont d'abord été tentés, riposter par une ouverture plus large encore. Mais une telle politique nécessiterait d'offrir des « garanties démocratiques » comparables à celles qu'apporte le P.S. Un tel résultat ne peut être atteint sans que le P.C.F. s'interroge sur lui-même, sur son passé. Or, s'il applique volontiers à ses alliés à ses adversaires et à la société dans laquelle il vit les règles d'analyse marxistes, le P.C.F. répugne à en user à son propre endroit. Il est d'ailleurs probable qu'une telle option aurait provoqué au moins autant de secousses au sein du parti qu'en a fait naître au sein du P.C. l'adoption de la critique du stalinisme.

Les dirigeants du P.C.F. ont donc jugé plus simple de mobiliser le parti dans une réflexion d'autodéfense et de susciter de multiples activités qui ont d'abord pour but de reconstruire la confiance aux militants et de resserrer leurs rangs. Dans la mise en œuvre de cette politique, les membres du bureau politique pouvaient à juste titre compter sur les cadres internes médiateurs du parti marqués par les luttes contre la S.F.I.O. et moins « unitaires » que les adhérents venus au cours des dix dernières années. De ce fait, le renouvellement des cadres qui était prévu et qui avait été sérieusement engagé au niveau local avant le vingt et unième congrès s'est trouvé ralenti. Comme le montre, par exemple, l'étude faite dans l'Isère par Jacques Derville (1), le renouvellement d'ensemble reste « prudent et lent, laissant aux militants des générations de l'après-guerre et des années 50 l'essentiel des postes de responsabilité ».

Les différences de sensibilité qui existent entre les diverses « couches » de militants communistes interfèrent également dans les relations entre le P.C.F. et la C.G.T. Le dernier conflit chez Renault vient d'en offrir l'illustration. A l'occasion de cette grève, en effet, on a pu constater des divergences entre les syndicats C.G.T. de l'entreprise et celui de l'usine du Mans, plus combattif, décidé à durcir le conflit. Cette situation s'explique en grande partie par la composition sociologique particulière de cette unité où il n'y a pratiquement pas d'immigrés et où les ouvriers entrent pour faire carrière, ce qui provoque une grande stabilité de la main-d'œuvre et dès lors une meilleure pénétration syndicale. Force est néanmoins

de constater qu'au Mans le syndicat C.G.T. est tenu par les anciens dirigeants de la section communiste de l'usine. Or, entre la section actuelle, dont les animateurs sont jeunes, et leurs prédécesseurs, des divergences d'appréciations s'étaient manifestées lors de la préparation du vingt et unième congrès. Les plus jeunes étaient les plus unitaires, les plus anciens se montrant au contraire partisans du raidissement. Sans doute n'ont-ils pas été mécontents, lors du récent conflit, de montrer à la direction confédérale de la C.G.T. ce que, selon eux, devait être l'attitude de syndicalistes communistes.

D'innévitables bavures ont ainsi, durant plusieurs mois, marqué la mise en place de la nouvelle tactique, qui n'est en fait que le retour à la traditionnelle « unité d'action ». Ce recul par rapport à l'unité stratégique réalisée lors de la signature du programme commun a désarçonné certains militants, mais avec le temps et la mobilisation à laquelle est convié le parti une nouvelle homogénéisation s'est faite. Du haut en bas du parti, la plupart des divergences apparues lors du vingt et unième congrès se sont estompées.

Les socialistes ont, par exemple, pu constater que lors des négociations destinées à préparer, département par département, les meetings communs, les changements d'attitude du P.C.F. se produisaient d'un coup, en bloc. Ainsi, après avoir, dans un premier temps, refusé d'appeler par tracts et affiches communs aux meetings prévus par le comité de liaison de la gauche, les fédérations communistes ont cédé sur ce point toutes ensemble.

Cette remise en ordre a pu s'opérer d'autant plus facilement que les dirigeants communistes ont su recréer un paysage politique familier aux militants de leur formation. En engageant avec M. Chirac un duel singulier ou en relançant la bataille sur le problème de l'O.T.A.N., M. Georges Marchais revient à la dialectique traditionnelle sous la V<sup>e</sup> République : P.C.F.-gouvernement, qui a l'avantage pour les deux antagonistes de placer le P.S. hors jeu. En outre, les communistes se sont trouvés aidés par le fait que, en dépit de sa progression, le P.S. reste incapable de répondre au reste de l'ensemble des terrains que celui-ci occupe. On peut, en particulier, s'en rendre compte dans le domaine des conflits sociaux.

Si, pour l'essentiel, les divergences apparues lors du vingt et unième congrès sont résorbées, le P.C.F. n'en est pas quitte pour autant avec le débat qui s'était amorcé à cette occasion. Non seulement l'attitude de la C.G.T. l'amènera un jour à repenser la question de la nature de l'unité à réaliser avec les socialistes, mais, en outre, sa nouvelle attitude pose déjà le problème de ses relations avec les autres partis communistes occidentaux.

Prochain article :

UN NOUVEL ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

## MEETING INTERNATIONAL DU M. L. A. C.

19 AVRIL 14 H. — 19 H.

BATACLAN - 50, boulevard Voltaire (Métro Oberkampf)

Avec la participation de camarades d'Italie, du Portugal, d'Allemagne, de Belgique, d'Espagne, d'Angleterre, de Suisse, de Hollande, du Chili...

INCROYABLE Canon 1290<sup>F</sup>

Canon reflex 24 x 36. Objectif Canon 1:8. Cellule derrière l'objectif, avec sac. Expédition franco. quantité limitée

PARIS 7 rue La Fayette 874.33.21 20 r. de Châteaudun 878.54.25

45 La Croix (Résidence du Gd Hôtel) 38.29.55 DOCUMENTATION SUR DEMANDE

MEME SI VOUS MESUREZ 2 METRES NOUS VOUS HABILLONS EN PRET-A-PORTER.

Blazer serge marine marron camel vert anglais

Pantawool un pantalon qui se lave en machine pli permanent

78 AV. DES TERNES. 75017 PARIS. TEL. 380 35.13 PARKING GRATUIT



islande: une île à nulle autre pareille

une île si lointaine et pourtant si proche ! Est-il possible de comparer l'Islande à quelque chose de connu ? Nous pouvons en douter. Jules Verne y situe le départ de son "Voyage au centre de la terre" et presque rien n'a changé depuis... Glaciers, geysers, cascades, rivières cristallines... sont les atouts incontestés de ce pays où l'esprit est vivant.

Que vous découvriez l'Islande par un voyage classique ou par une aventure à travers l'île, il est certain que vous serez conquis par son magnétisme. Voulez-vous en savoir plus ? Demandez la brochure "Islande 1975" à votre agent de voyages ou à L'OFFLEIDIR.

ICELANDAIR OFFLEIDIR ICELANDIC

## Pré Saint Nom à Saint Nom la Bretèche.

### Une adresse. Un placement.

BACCARA

GENTIANE

Avenue des Platanes 78860 St-Nom-la-Bretèche. Tél. 460.89.70

BACCARA : 8 pièces : 5 chambres + séjour + salle à manger + salon + bibliothèque + 3 bains : 499.000 F. Réservez avec 24.900 F.

GENTIANE : 5 pièces : 3 chambres + séjour + salle à manger + 2 bains + garage 2 voitures : 383.000 F. Réservez avec 19.200 F.

Prix fermes et définitifs - Terrain compris.

**Xauiman & Broad : la sécurité en plus**

2 autres modèles à voir tous les jours de 10 h à 20 heures (dimanche compris).

## EUROFRANCE

### attent la HIFI à la

de tous les Budgets

2000  
3000  
4000



# ES LEUR XXI<sup>e</sup> CONGRÈS

## la C.G.T. et le P.S.

Le parti communiste a rendu public, jeudi 17 avril, la composition de la délégation qui se rendra en Union soviétique du 23 au 30 avril.

Cette délégation de douze personnes comprendra : MM. Mitterrand, premier secrétaire du P.S.; Claude Estier, Lionel Jospin, Emile Loe, Pierre Mauroy et Robert Pontillon, membres du secrétariat national; Gaston Defferre, président du groupe du P.S. et des radicaux de gauche de l'Assemblée nationale; Jean-Pierre Chevènement, Didier Motchane et Michel Rocard, membres du bureau exécutif; Alain Savary et Michel Thérivault, respectivement membre et suppléant du comité directeur. M. Thérivault doit assurer le secrétariat de la délégation.

Le secrétariat se trouve ainsi représenté par six de ses treize membres. M. Gaston Defferre a indiqué qu'il devrait regagner la région avant le reste de la délégation, en raison de ses obligations municipales.

### PROJET SUR SOI-MÊME

Le projet de loi sur l'environnement, présenté par le gouvernement, a été adopté par l'Assemblée nationale. Ce texte vise à renforcer la protection de l'environnement et à promouvoir le développement durable.

Le projet de loi prévoit notamment des mesures pour améliorer la qualité de l'air, protéger les espaces naturels et encourager l'utilisation des énergies renouvelables.

Le gouvernement s'engage à poursuivre ses efforts pour lutter contre la pollution et à promouvoir une politique de développement durable.

### UN NOUVEAU ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Le monde s'ouvre à de nouvelles perspectives. Les relations internationales évoluent rapidement, et de nouveaux défis se posent à l'humanité.

Il est essentiel de renforcer la coopération internationale et de promouvoir le dialogue entre les peuples.

Le monde a besoin d'un nouveau cadre de relations internationales, basé sur la justice, l'équité et le respect des droits de l'homme.

### MEETING INTERNATIONAL

# M. L. A. C.

19 AVRIL 14 H. — 19 H.

SATAICAL 50 Boulevard Voltaire

Avec la participation de nombreux artistes.

Portugal, d'Allemagne, d'Italie, du Japon, d'Angleterre, du Canada, des États-Unis, etc.

### Canon

## 1290 F

quantité limitée

### Camera 7

Le meilleur rapport qualité/prix.

Des approvisionnements massifs, la rotation rapide de stocks, le choix d'appareils offrant le meilleur rapport Qualité/Prix dans les plus grandes marques.

**NOUS REMBOURSONS LA DIFFÉRENCE**

Vous ne trouverez pas mieux que ces trois chaînes choisies. Si vous trouvez moins cher, nous vous remboursons la différence.

**11 points de vente spécialisés - 21 auditoriums - Crédit immédiat**

#### Eurofrance VOLTAIRE

74-76, boulevard Voltaire  
75011 Paris  
(métro : St-Ambroise)  
Tél. : 357-88-88  
6 auditoriums

#### EAF VAUGIRARD

273 à 277, rue de Vaugirard  
75015 Paris  
(près de la Pte de Versailles, métro Vaugirard)  
Tél. : 533-81-81  
5 auditoriums

#### EAF CLICHY

137-139, avenue de Clichy  
75017 Paris  
(métro : Brochant)  
Tél. : 229-01-01  
3 auditoriums

Ouverture non-stop de 9 h 30 à 19 h 30 du mardi au samedi et nocturnes le mercredi (Eurofrance) et le jeudi (EAF) jusqu'à 21 h 30

**Le réseau de points HiFi le plus important de Paris (Parking gratuit)**

## POLITIQUE

### LE VOYAGE DE M. MITTERRAND EN UNION SOVIÉTIQUE

#### LA COMPOSITION DE LA DÉLÉGATION

Le parti communiste a rendu public, jeudi 17 avril, la composition de la délégation qui se rendra en Union soviétique du 23 au 30 avril.

Cette délégation de douze personnes comprendra : MM. Mitterrand, premier secrétaire du P.S.; Claude Estier, Lionel Jospin, Emile Loe, Pierre Mauroy et Robert Pontillon, membres du secrétariat national; Gaston Defferre, président du groupe du P.S. et des radicaux de gauche de l'Assemblée nationale; Jean-Pierre Chevènement, Didier Motchane et Michel Rocard, membres du bureau exécutif; Alain Savary et Michel Thérivault, respectivement membre et suppléant du comité directeur. M. Thérivault doit assurer le secrétariat de la délégation.

Le secrétariat se trouve ainsi représenté par six de ses treize membres. M. Gaston Defferre a indiqué qu'il devrait regagner la région avant le reste de la délégation, en raison de ses obligations municipales.

#### LES « IZVESTIA » : l'orientation des socialistes rencontre compréhension et sympathie.

L'agence Tass a annoncé officiellement pour la première fois, jeudi 17 avril, les nouvelles dates du voyage de M. François Mitterrand en U.R.S.S. Les Izvestia datées du 16 avril ont publié un article sur les meetings communs de la gauche, qui ont une importante résonance politique.

Ces meetings communs des partis de la gauche, écrit l'organe soviétique, constituent une des formes actives de la lutte politique des travailleurs de la France contemporaine. Elle contribue à renforcer et à développer l'unité des forces ouvrières du pays, qui luttent pour la défense des intérêts des travailleurs, contre le joug des monopoles, pour des transformations démocratiques profondes.

Les Izvestia ajoutent : « Le développement de l'union des forces de la gauche de France retient l'attention de l'opinion progressiste de nombreux pays. C'est compréhensible : pour la première fois depuis des décennies, une action concertée des deux partis de gauche les plus importants — communiste et socialiste — a lieu sur la base du programme commun de lutte pour la démocratie et le progrès en France. De la façon conséquente dont ce programme sera réalisé dépendra d'une manière considérable tant l'atmosphère dans le pays que les perspectives de coopération entre communistes et socialistes à l'échelle européenne. A ce propos, il faut remarquer les aspirations des partis de la gauche en France, dont le parti socialiste, à développer les relations avec les partis communistes et ouvriers d'autres pays d'Europe, dont les pays socialistes. Dans notre pays, ces aspirations rencontrent compréhension et sympathie. »

#### M. ESTIER : pourquoi le P.C. serait-il intervenu à Moscou ?

M. Claude Estier, membre du secrétariat national du P.S., s'exprime dans le dernier numéro de l'Unité, hebdomadaire du parti socialiste, des commentaires qu'a suscités dans certains organes de presse le récent séjour en Union soviétique de M. François Mitterrand.

M. Estier écrit : « On voit mal comment et pourquoi le P.C.F. serait intervenu à Moscou pour que François Mitterrand n'y soit pas reçu. Un examen attentif fait, au contraire, apparaître depuis quelque temps une certaine distension entre les communistes français et socialistes, notamment dans l'appréhension qu'ils portent de la politique étrangère du gouvernement français, accusé par le P.C.F. de vouloir réintégrer l'O.T.A.N., alors que la diplomatie de Valéry Giscard d'Estaing paraît convenir parfaitement au Krenin. »

#### M. DEFFERRE : nous promettons un socialisme très différent de celui de l'U.R.S.S.

M. Gaston Defferre a indiqué à France-Inter, jeudi 17 avril, que M. Mitterrand avait reçu l'assurance de pouvoir rencontrer M. Brejnev lors de son prochain séjour à Moscou. Il a, d'autre part, déclaré : « Nous promettons un socialisme très différent de celui de l'U.R.S.S., sinon nous serions pas socialistes ; mais il est très important pour François Mitterrand, qui est une personnalité de dimension internationale, de connaître les régimes tels qu'ils fonctionnent dans différents pays du monde, et notamment ceux des grandes puissances comme l'Union soviétique. »

Le maire de Marseille a ajouté : « Ce voyage n'a pas de rapport avec nos relations avec le P.C. C'est une invitation à une rencontre internationale, et nous n'avons pas eu à en conférer avec les communistes français. »

# EFF et EUROFRANCE

Les 2 plus grands spécialistes de Paris

## mettent la HiFi à la portée de tous les Budgets

#### LE MEILLEUR RAPPORT QUALITÉ/PRIX

Des approvisionnements massifs, la rotation rapide de stocks, le choix d'appareils offrant le meilleur rapport Qualité/Prix dans les plus grandes marques.

#### NOUS REMBOURSONS LA DIFFÉRENCE

Vous ne trouverez pas mieux que ces trois chaînes choisies. Si vous trouvez moins cher, nous vous remboursons la différence.

#### CHAÎNE KENWOOD 2002 A

Ampli. KENWOOD, type 2002 A - 2 x 14 W. • Plaque GOLDING G 102. • 2 enceintes HIFISOUND 250 - 25 W - 2 voies.

Prix détail : 3 315 F - Prix promotionnel : **2.000 F**

#### CHAÎNE TELETON A 300

Ampli. TELETON A 300 - 2 x 12 W. • Tuner TELETON T 300 - PO, GO, FM. • 1 platine ERA 444 complète. • 2 enceintes SKANIA S 15 - 20 W - 2 voies.

Prix détail : 3 480 F - Prix promotionnel : **3.000 F**

#### CHAÎNE HITACHI SR 700

Ampli-tuner HITACHI, type SR 700 - 2 x 35 W - PO, FM. • Plaque ERA 5055 complète. • 2 enceintes HIFISOUND 350 - 35 W - 3 voies.

Prix détail : 5 625 F - Prix promotionnel : **4.000 F**

#### Eurofrance VOLTAIRE

74-76, boulevard Voltaire  
75011 Paris  
(métro : St-Ambroise)  
Tél. : 357-88-88  
6 auditoriums

#### EAF VAUGIRARD

273 à 277, rue de Vaugirard  
75015 Paris  
(près de la Pte de Versailles, métro Vaugirard)  
Tél. : 533-81-81  
5 auditoriums

#### EAF CLICHY

137-139, avenue de Clichy  
75017 Paris  
(métro : Brochant)  
Tél. : 229-01-01  
3 auditoriums

Ouverture non-stop de 9 h 30 à 19 h 30 du mardi au samedi et nocturnes le mercredi (Eurofrance) et le jeudi (EAF) jusqu'à 21 h 30

**Le réseau de points HiFi le plus important de Paris (Parking gratuit)**

## RELIGION

### LE GRAND MAÎTRE DU GRAND-ORIENT DE FRANCE AUX INFORMATEURS RELIGIEUX :

#### « L'Eglise doit nous dire en quoi nous sommes coupables »

M. Jean-Pierre Prouteau, grand maître du Grand-Orient de France, a traité, le 17 avril, devant les informateurs religieux de la presse française, des rapports entre la franc-maçonnerie et l'Eglise catholique, soulignant notamment que la franc-maçonnerie « libérale », qu'il représente ne pouvait être considérée comme étant « hostile à l'Eglise », que dans la mesure où celle-ci condamne la liberté de conscience et la laïcité de l'Etat.

Le grand maître du Grand-Orient a d'abord fourni quelques indications statistiques : il y a, actuellement, six millions six cent mille maçons dans le monde. Quatre-vingt-cinq pour cent d'entre eux se réfèrent à la tradition déiste du « grand architecte de l'univers ». Cinq pour cent se situent comme « libéraux ». Ceux-ci, minoritaires dans le monde, sont fortement majoritaires en France. Le représentant de cette franc-maçonnerie « libérale » a ensuite évoqué le conflit historique qui a opposé le papauté à la « puissance maçonnique ».

A propos de l'article 2335 du droit canon, qui, en 1917, a excommunié les francs-maçons, leur reprochant « de se livrer à des machinations contre l'Eglise et les pouvoirs civils légitimes », M. J.-P. Prouteau a indiqué qu'il croyait savoir que cette condamnation avait été supprimée dans le code romain, actuellement en cours de révision. L'annonce de cette suppression semblerait retarder pour des raisons d'opportunité, et sous la pression de la franc-maçonnerie déiste, « Est-ce que l'Eglise, demande-t-il, fera une différence entre ceux qui, à ses yeux, seraient les « bons » maçons et les « mauvais » maçons ? Que dirait-on si nous prétendions distinguer entre les bons chrétiens et les autres ? Mais l'important, a ajouté le grand maître, c'est que c'est l'Eglise qui nous a excommuniés ; c'est donc à elle de prendre ses responsabilités. C'est à l'Eglise de dire en quoi nous sommes coupables. »

M. Prouteau cite alors le R.P. Riquet, qui vient de demander au Grand-Orient de donner l'assurance juridique que la participation des catholiques aux travaux de loge « ne les rendrait ni complices ni solidaires d'une entente hostile à l'Eglise » (le Monde du 17 avril).

« Nous sommes, déclare-t-il, partisans de la liberté de conscience au niveau de l'individu : personne n'a le droit d'imposer une croyance par la force. Nous sommes aussi partisans de la séparation de l'Eglise et de l'Etat dans le monde latin. Si ces choix constituent un « complot contre l'Eglise », alors nous sommes complots contre l'Eglise. »

Répondant à ceux qui l'interrogent, M. Prouteau souligne l'attachement du Grand-Orient à la République et à sa devise : « Liberté, égalité, fraternité » ; devise dont l'origine est maçonnique. Il exprime aussi son optimisme à l'égard de la maçonnerie féminine, qui se développe rapidement en France et déclare en substance, en réponse à une question : « Si l'Eglise catholique proposait au Grand-Orient de France la création d'une commission d'études des questions en suspens, nous examinerions cette proposition. » — A. G.

#### Le Conseil œcuménique des Eglises a décidé de consacrer près de 500 000 dollars à son programme de lutte contre le racisme. La moitié de cette aide ira aux mouvements de libération d'Afrique australe. Le reste sera donné à une quinzaine d'organismes de soutien aux « victimes de l'oppression raciale dans les six continents ». — (Corresp.)

#### Le cardinal Marty, archevêque de Paris, au cours de la messe du Parlement qu'il a présidée le 17 avril, en l'église Sainte-Clotilde, a notamment déclaré : « Je vous demande, au moment où va s'ouvrir devant le Parlement le débat sur le divorce, d'exprimer les valeurs du mariage, son institution et sa stabilité, mais il ne s'agit pas d'imposer par la loi notre conception religieuse. »

#### Evolution du récent débat sur l'avortement, Mgr Marty a tenu à redire que « c'était par respect pour le mandat parlementaire qu'il s'était refusé à intervenir sur cette question. Vous connaissez mon opinion. Je n'aurais pas à dicter votre conduite. »

### informations catholiques internationales

Dans son numéro spécial du 15 avril

## PORTUGAL : LE TEMPS DES INCERTITUDES

LE NUMERO : 3,50 F  
ABONNEMENT 1 AN : 70 F  
163, boulevard Malesherbes  
75017 PARIS (227-85-86)  
C.C.P. PARIS 82-10-20

**BON pour un numéro GRATUIT**

N'oubliez pas de nous donner votre nom et votre adresse.

## DÉFENSE

### SELON LE MINISTRE BELGE DE LA DÉFENSE

#### Les Pays-Bas ont informé la Belgique de leur intention d'acheter l'avion F-16

De notre correspondant

Bruxelles. — Après une brusque remontée en début de semaine, les chances du Mirage F1 d'être acheté par l'armée de l'air belge ont diminué, le jeudi 17 avril, quand le ministre belge de la Défense, M. Vanden Boeynants, a déclaré, devant la commission de la défense de la Chambre, que son collègue néerlandais, M. Vredeling, venait de lui annoncer par téléphone que les Pays-Bas se prononceraient en faveur du F-16 américain, contrairement à la recommandation, faite il y a quatre jours (le Monde daté 14-15 avril) par le parti socialiste néerlandais auquel appartient le premier ministre, M. Den Uyl, et M. Vredeling.

La déclaration du ministre belge a provoqué la satisfaction chez les sociaux-chrétiens flamands du C.V.P. et chez les extrémistes flamands de la Volksunie, qui, remarque le journal la Lanterne, se sont aussitôt « livrés à un tir de barrage contre le Mirage, appareil qui n'est plus défendu que par les francophones ». Un député a aussi demandé au gouvernement de s'intéresser à l'appareil israélien Kfir, croisement des techniques françaises (pour la cellule) et américaines (pour le moteur), mais les experts ont rejeté cette proposition, car l'achat du Kfir (le Monde du 17 avril) serait « irréaliste sur les plans politique et économique ».

L'opposition socialiste, de son côté, a noté que les qualités du Mirage et du F-16 sont maintenant analogues sur les plans technique et financier, « d'autant que les Français pourraient encore envisager de réduire leur prix ». Les socialistes suggèrent, cependant, de diminuer de quelques unités la commande d'avions militaires.

Le problème a été évoqué jeudi soir au cours du conseil de cabinet. A l'issue de la réunion des ministres, M. Vanden Boeynants a déclaré que le gouvernement belge allait demander aux Pays-Bas de ne prendre aucune décision avant la rencontre belgo-néerlandaise prévue pour la fin du mois.

## LETTRES

### LES PRIX HALPERINE-KAMINSKY

Décernés à des traductions, les grands prix Halperine-Kaminsky ont été décernés :

— pour 1974 à M. René Daullé pour ses traductions de Jean Rhys (Voyage dans les ténés), John Gardner (Grand), Henry James (La Princesse Cassanassa), Ces trois ouvrages ont été édités par Denoël.

— pour 1975 à M. Armel Guerne pour sa traduction des Œuvres complètes de Novalis parues chez Gallimard.

● L'Académie française vient de décerner ses premières listes de prix : vingt-cinq prix de poésie dont le montant totalise 31 500 F (contre 14 500 F l'année dernière) ; et parmi les prix Montyon et annexes, un des prix de Wegmann à notre collaborateur Alain Guichard pour son ouvrage « Les Jérémy », les deux autres allant à MM. Claude Tresmontant et Jean Bousquet. Le prix Binet-Sangle a été attribué à M. Jean Poplito, le prix Fabien à M. J.-A. Neret, les prix Furtado à M. Jacques Carlier et à M. Robert-Raymond Tronchet, le prix Juteau-Duvivieux à M. Marcel Michélet, les prix Montyon à Mmes Anne-Marie Goulinat et Jean Portail, le prix Nicolas Matarot à M. Louis Nicol et le prix Jobier-Arnoult à Mme Solange Duflos.

### MÉDECINE - SC. PO - DROIT

## sc. ÉCO - PHARMACIE

# entrée en FAC

INFORMATIONS et ORIENTATION GRATUITES

Centre de préparation aux examens et concours de l'enseignement supérieur.

CEPES 57, r. St-Lazare, 82-Monty

722-94-94

Aujourd'hui le Parc du Jour et de la Nuit se construit à Boulogne

## Première étape le grand H

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses.

Le grand H, un immeuble de 12



Pour votre  
**DEMENAGEMENT**  
208 10-30 ODOUL

(Publicité)

**FORMATION CONTINUE DANS LE DOMAINE  
DE L'ANIMAL DE LABORATOIRE**

- Pour l'industrie pharmaceutique et la Recherche médicale
- Diplôme d'Univ. d'Aide de Laboratoire (Expérimentation animale) (niveau CEP) Durée : 3 mois - 1 jour/semaine
  - Diplôme d'Univ. de Techn. des An. de Lab. (niveau Bac.) Durée : 7 mois - 1 jour/semaine
  - Diplôme d'Univ. de Techn. Sup. des An. de Lab. (niveau Bac + 1) Durée : 7 mois - 1 jour/semaine
  - Diplôme Sup. d'Univ. (niveau Faculté)

- 1<sup>re</sup> Année. Durée 8 mois 1 j/semaine
- 2<sup>e</sup> Année. Durée 8 mois 1 j/semaine

Renseignements : Service de Pathologie comparée,  
Prof. J.-Ch. FRIEDMANN, Faculté de Médecine,  
94000 CRETEIL — Tél : 207-51-41, poste 43-51

**Apprenez les langues  
là où on les parle**

L'anglais à Londres, Bournemouth, Torquay, Brighton, Cambridge, Edimbourg, Oxford, Dublin et aux USA. Le français à Lausanne, Paris, Cap d'Antibes, Neuchâtel. L'italien à Florence. L'espagnol à Madrid, Barcelone. L'allemand à Cologne, Zurich. Centres d'enseignement reconnus. Cours à tous les niveaux. Petites classes. Age minimum 16 ans. Stages de perfectionnement pour professeurs. Fondation continue. Demandez notre brochure.

Fondation sans but lucratif

**EUROCENTRES**

Tél. 325-81-40 - 13 M passage Dauphine, 75006 Paris

**ÉDUCATION**

**Les bibliothèques universitaires pourront  
être ouvertes à des non-étudiants**

Un colloque sur les bibliothèques universitaires s'est tenu récemment à Gif-sur-Yvette (Essonne), à l'initiative de l'Amicale des directeurs de bibliothèques universitaires et de l'Association des présidents de conseil de ces bibliothèques. M. Jean-Pierre Solson, secrétaire d'Etat aux universités, qui a prononcé le discours de clôture, a annoncé sa décision de procéder à un recensement des bibliothèques universitaires existantes et à une plus large « ouverture » de celles-ci, notamment aux non-universitaires.

La profession de bibliothécaire universitaire a, d'ailleurs, évolué dans les dix dernières années que depuis sa création, il y a environ un siècle. A l'image du vieil humaniste distingué, souvent ancien élève de l'Ecole des chartes et portant une lavallière, a succédé la réalité d'un « administrateur » chargé de gérer un « stock » de livres pour le meilleur profit des usagers : les lecteurs.

Malheureusement, si les bibliothèques nouvellement construites ont été relativement nombreuses, les subventions pour l'achat de livres ont été en revanche très parcimonieuses.

Les publications scientifiques spécialisées, notamment en chimie et en biologie, reviennent en moyenne à 300 F l'unité. La vieille querelle corporatiste entre scientifiques et littéraires pour le partage des subventions — les premiers faisant état des prix prohibitifs qu'ils doivent payer, les seconds comparant leur maigre portion à celle, nécessairement plus importante, des premiers — peut parfois faciliter la tâche des fonctionnaires du secrétariat d'Etat, chargés de répartir la pécunie.

M. Jean-Pierre Solson a néanmoins « approuvé le désir, exprimé par les participants au colloque, d'une coordination des achats de livres » et s'est engagé avec quelque solennité, « à demander aux présidents d'université à la mettre en œuvre ». Il a également approuvé la proposition que « toutes les dépenses d'acquisition de livres soient regroupées en annexe des comptes de chaque université ».

Les bibliothèques universitaires, pour chaque université ou interuniversitaires (pour les villes possédant plusieurs universités) sont, en effet, indépendantes

budgétirement des universités elles-mêmes, et reçoivent leurs subventions directement du secrétariat d'Etat. Un tel regroupement permettra peut-être d'y voir plus clair.

Il n'empêche qu'actuellement les « dépenses incompressibles » de fonctionnement, telles que l'éclairage, le chauffage, etc., des bibliothèques absorbent souvent 70 % de leur budget, ne laissant que 30 % à l'achat de livres, alors qu'autrefois les deux « postes » s'équilibraient approximativement.

On en arrive ainsi, selon un participant, à cette situation paradoxale du directeur de bibliothèque contemplant ses immenses locaux, mal nettoyés, mal entretenus, peu ou prou désertés par les étudiants parce qu'ils comportent surtout des rayons vides. La décision du secrétaire d'Etat aux universités de lancer un « recensement des bibliothèques universitaires », c'est-à-dire des moyens dont elles disposent comparés aux besoins réels des utilisateurs, vient donc à point.

Le secrétaire d'Etat a d'autre part annoncé son intention d'« ouvrir » les bibliothèques universitaires sur le monde extérieur, en particulier d'en faciliter l'accès à ceux qui travaillent en dehors de l'université, et notamment les non-universitaires.

M. Solson a enfin annoncé qu'il comptait renforcer le rôle des conseils de bibliothèques. Ces conseils, qui comprennent à la fois des enseignants, des représentants du personnel des bibliothèques et des personnalités extérieures, sont l'application, réalisée par un décret de 1970, de la « participation » voulue par la loi d'orientation de 1968.

DOMINIQUE DHOMBRES.

**Libres opinions**

**Où va l'Université ?**

par CHRISTIAN BENEZECH (\*)

L'ENSEIGNEMENT supérieur, en France, est actuellement régi par la loi d'orientation du 12 novembre 1968 et ses décrets d'application, et il apparaît maintenant à beaucoup d'universitaires que ces textes compromettent l'avenir de l'Université, avenir qui n'est pas lié uniquement à un problème de moyens. Nous avons été : quelques-uns à soutenir ce point de vue dès le début mais nous étions, au moins en apparence, une minorité. Comment d'ailleurs pouvait-il en être autrement dès l'instant où le verbe prestigieux et l'habileté d'Edgar Faure ont réussi à enfermer l'Université dans un dilemme posé comme vérité intangible : si l'on n'approuve pas la loi d'orientation, on n'est pas un homme de progrès ? Qui, à notre époque — sinon quelques don Quichottes téméraires — accepte de bonne grâce d'être considéré comme un conservateur stérile refusant le « changement » désormais sacralisé ? A partir de cet injuste procès d'intention où progrès et changement sont sommairement confondus, toute discussion est pratiquement impossible et toute critique est anéantie.

Quant au fond même du texte, on y décèle quelques vues théoriques élaborées par des intellectuels vraisemblablement peu au courant des réalités quotidiennes, et aussi la stratégie politique d'un ministre qui, trop confiant dans sa légendaire habileté, a espéré isoler les révolutionnaires en essayant de rassembler les « réformistes » autour de quelques slogans tels que pluridisciplinarité, participation et autonomie. Cette dualité, idéologie abstraite et habileté tactique, était vouée à l'échec pour la simple raison que les vrais problèmes n'ont pas été abordés. La « réforme Edgar Faure » est surtout l'absence de toute réforme réelle, même et le bouleversement des structures universitaires a pu donner l'illusion d'une transformation vraie alors qu'il n'a été que le déclenchement d'une désorganisation dont les effets plus ou moins spectaculaires se manifestent tous les jours. Un des éléments majeurs de ce bouleversement des structures a été l'éclatement — en fait la destruction — de la structure « faculté » considérée comme trop rigide, trop repliée sur elle-même et mal adaptée à l'évolution moderne de l'enseignement. Même si ce point de vue peut être discuté, le remède tel qu'il a été appliqué est pire que le mal, car les facultés représentaient des réalités ayant une finalité définie et dont les membres avaient une communauté d'intentions. Désormais existent des U.E.R. (unités d'enseignement et de recherche) ; mais le sigle U.E.R. n'ayant jamais fait l'objet d'une définition suffisamment claire recouvre des ensembles aussi différents que d'anciennes facultés (quatre mille à six mille étudiants et trois cents à quatre cents enseignants), et d'anciens départements avec quelques dizaines d'étudiants.

L'absurdité majeure du système est que, au sein des nouvelles universités, des U.E.R. aussi grossièrement disparates ont — au moins théoriquement — les mêmes prérogatives ; et, selon la loi, ces prérogatives ne dépassent guère le stade des propositions. Seules, les universités ont pouvoir de décision, d'où d'inevitables tensions ou conflits entre grosses U.E.R. et universités ; les exemples en sont presque quotidiens. Quant à la pluridisciplinarité qui devait résulter du regroupement des U.E.R., elle n'est qu'une façade derrière laquelle diverses féodalités nouvellement nées défendent farouchement leur spécificité ; au surplus, faut-il répéter que la pluridisciplinarité n'est pas affaire de structure mais d'intention. Les exemples étaient parfois légion d'études poursuivies parallèlement dans des facultés différentes, ce qui est impossible actuellement compte tenu de la rigidité administrative de la plupart des cursus qui, hélas ! s'allie au laxisme de leur contenu.

Reste alors le second volet de la loi : participation et autonomie, les deux étant liées. Tout le monde sait que la participation, telle qu'elle se présente actuellement, est un double échec aussi bien pour les enseignants que pour les étudiants. Pour les enseignants, car les structures de gestion mises en place ne prévoient qu'un nombre limité d'enseignants dans les conseils ; beaucoup d'entre eux — souvent la plupart — sont ainsi écartés des décisions conditionnant la vie de l'Université. Et parmi les membres des conseils, si certains ont pu être encore des illusionnés, d'autres cherchent à utiliser le système pour occuper le terrain, tous y consacrant — ou perdant — un temps précieux, dans d'innombrables réunions, souvent stériles. Au total, l'Université risque de devenir un tremplin grâce auquel les opposants systématiques au pouvoir actuel peuvent développer leur action politique.

Quant aux étudiants, ils ne se lancent généralement dans les luttes électorales que s'ils sont politisés ; les participations aux votes sont très faibles, de sorte que la représentativité de nombreux conseils est insignifiante.

Et que dire de l'« autonomie » des universités, si réclamée, si contestée, « cadeau empoisonné », selon l'expression d'un de nos anciens ministres, et qui flotte actuellement dans des limites non tracées ? Jugée excessive par les uns, insuffisante par les autres, l'autonomie, vis-à-vis de laquelle l'administration centrale a une attitude ambiguë, est un faux problème, mais peut aussi devenir une arme redoutable. Il y a, dans l'Université, une certaine autonomie qui n'est pas seulement indispensable mais qui ne peut pas ne pas exister : c'est affaire de simple bon sens. Mais si l'autonomie est le refus de toute coordination entre les universités, le refus des grandes orientations pour les diplômes nationaux, la liberté laissée à telle université d'être intolérante à certaines formes de pensée ou de faire n'importe quoi... alors nous sommes anti-autonomistes.

Une attitude raisonnable et réaliste se résume dans une phrase qui pour nous est fondamentale : l'Université (au singulier) est un service public national, ouvert à tous ceux qui peuvent et qui veulent y travailler, et qui prépare à une activité professionnelle en délivrant, sous la responsabilité de l'Etat, des « diplômes nationaux », tout en assurant la promotion de la culture. Quant aux particularismes locaux ou régionaux, à telle ou telle orientation préférentielle d'une université, aux initiatives définissant des « diplômes universitaires », pourquoi en réclamer le droit, puisque celui-ci a toujours existé ? Comme aussi ont toujours existé et existeront toujours malgré tous les « changements » et au-dessus d'eux les valeurs fondamentales hors desquelles il n'y a que le vide, valeurs qui ne sont ni traditionnelles, ni d'avant-garde, ni d'avenir mais simplement des valeurs humaines : nécessité de l'effort, donc de la lutte ; acceptation d'une juste discipline ; refus de la facilité ; refus de toute démagogie, qui n'est bien souvent que lâcheté ; sans du service ; tolérance, qui est la forme la plus haute de l'altruisme ; justice enfin et respect de la loi pour tous, ce qui entraîne une attitude responsable de ceux qui ont la charge de les assurer et, au besoin, de les imposer.

Ces valeurs restent-elles à l'honneur dans l'Université de 1975 ?

Quant à la loi d'orientation, le procès que nous lui faisons, et qui était prévisible, est beaucoup plus dur à ce qu'elle a permis qu'à ce qu'elle a voulu. C'est d'une véritable annexion qu'elle a été l'objet : annexée par des groupements révolutionnaires qui ont réussi à mettre en cause l'institution universitaire dans son principe ; annexée aussi par une certaine forme de « miniguichisme bourgeois » qui, se dédouanant ainsi de son conservatisme fondamental, prône un progressisme de façade agréable à porter à notre époque, d'ailleurs assez peu compromettant, mais finalement dissolvant, donc complice plus ou moins conscient de ceux qui veulent détruire.

L'Université, 24-on dit, doit être la conscience critique de la nation. Ne pourrait-elle aujourd'hui rappeler, quoi qu'il en coûte, que le changement n'est pas nécessairement le progrès, que la libéralisation n'est pas la vraie liberté, que la contrainte et la discipline ne sont pas l'oppression, que nulle société ne peut exister sans un minimum d'autorité. Et si une autorité respectueuse des hommes n'est pas acceptée, une autre s'imposera. Peu importe qu'elle soit de droite ou de gauche : elle sera de toute façon destructrice l'homme. L'Université alors pourra-t-elle encore le dire ?

(\*) Doyen, professeur de physique médicale à l'université de Montpellier I, président de la Fédération nationale des syndicats autonomes de l'enseignement supérieur.

le crédit immobilier est trop cher!

**LA BONIFICATION  
D'INTÉRÊT**

**-Ou comment Cogedim  
réduit vos mensualités-**

PLAN D'ÉPARGNE LOGEMENT

LA BONIFICATION D'INTÉRÊT

sans engagement de ma part, je souhaite recevoir les dossiers :

☐ LA BONIFICATION D'INTERET COGEDIM

☐ COMMENT UTILISER VOTRE PLAN D'ÉPARGNE-LOGEMENT

**COGEDIM 266.34.56**  
S.A. au capital de 60.000.000 F  
**12 rue Roquépine 8<sup>e</sup>**

Je suis intéressé par les programmes suivants :

<input type="checkbox"/> 23-25 RUE BRUNAUER 16 <sup>e</sup> "Espace Champs"	<input type="checkbox"/> 13 RUE DE THORIGNY 3 <sup>e</sup> "Le Musée Thorigny"	<input type="checkbox"/> 143 RUE DE SILVY 9 <sup>e</sup> BOULOGNE "Le Grand Large"
<input type="checkbox"/> 52 RUE LÉVY 18 <sup>e</sup> "Square St-François"	<input type="checkbox"/> 180 RUE DE VAUGRARD 15 <sup>e</sup>	<input type="checkbox"/> LES MAISONS DE CASSAN 95 L'ISLE-ADAM
<input type="checkbox"/> 6 RUE GUENEVER 6 <sup>e</sup>		

NOM \_\_\_\_\_ PRENOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_ TEL \_\_\_\_\_

33-3

**PARC OFFENSIF  
SUR PARIS**



# ÉDUCATION

**TROIS SYNDICATS D'ENSEIGNANTS ANNONCENT DES GRÈVES PENDANT LA PREMIÈRE QUINZAINE DE MAI.**

Les syndicats de professeurs de collège d'enseignement technique affiliés à la C.G.T. et à la C.F.D.T. ont décidé un arrêt de travail au cours de la première quinzaine de mai, si le ministre de l'éducation n'engage pas des « négociations sérieuses » sur le recrutement et le statut des enseignants de la C.G.T. Les deux syndicats, qui vont aussi organiser une manifestation nationale à Paris, protestent contre la suppression de postes d'enseignants de professeurs, la fermeture de classes et même la suppression de sections, ainsi que la mise en place d'un système qui favorise « l'érosion des jeunes du système éducatif ». Le syndicat C.G.T. a, en outre, écrit au ministre de l'éducation pour lui proposer une « table ronde » sur les problèmes des élèves de C.E.T. qui, estimant-t-il souffrent du « coût élevé des études, des classes surchargées, des retards scolaires, d'une vie scolaire qui ne répond pas suffisamment à leurs aspirations, de la misère des établissements en équipements socio-culturels et sportifs... ».

D'autre part, le bureau du Syndicat national des enseignants de second degré (S.N.E.S.), affilié à la Fédération de l'éducation nationale a décidé deux grèves au cours de la « semaine d'action » prévue par la F.E.N. du 11 au 17 mai.

GUY HERZLICH.

## Le recyclage des professeurs de sciences physiques

### Ne plus dépendre de la générosité d'autrui

Bordeaux. — Les expériences actuelles de recyclage des professeurs de sciences physiques de l'enseignement secondaire vont-elles pouvoir continuer ? C'est la question qu'on pose une fois de plus, après les expériences de recyclage des professeurs de sciences physiques de l'enseignement secondaire.

Le souci de recycler les professeurs est apparu il y a quelques années, en même temps que le mouvement de rénovation de l'enseignement des sciences physiques : la « commission Lagarrigue », chargée de préparer de nouveaux programmes pour l'enseignement secondaire, y a beaucoup contribué. Des groupes se sont créés, à l'initiative d'enseignants des universités ou de sections locales de l'Union des physiciens (qui regroupe les professeurs de cette discipline). Une douzaine de centres fonctionnent actuellement de façon régulière, en général dans des universités, tantôt rattachés à des unités d'enseignement et de recherche scientifiques, tantôt sous forme de service commun de l'université. Ils ont reçu plusieurs centaines d'enseignants, cette année. Mais, n'ayant aucune existence légale dans un cas comme dans l'autre, ils ne sont encore, comme le disait un des enseignants présents à Bordeaux, que des « ectoplasmes ».

Le retard de la réforme de la formation des professeurs accroît les incertitudes. Beaucoup de participants à la rencontre de Bordeaux — qui représentaient la plupart des centres de recyclage actuels — souhaitent la création d'instituts de recherche sur l'enseignement des sciences physiques (IREM), comme il en existe pour les mathématiques. M. Paulhan, recteur de l'académie de Bordeaux, qui assistait à l'ouverture de la réunion, les a invités à la patience. Bien que favorable aux expériences actuelles — il a aidé celle de Bordeaux à démarrer — il a mis en garde leurs animateurs : la formation permanente des professeurs, s'il y a dit en substance, doit s'inscrire dans le schéma d'ensemble préparé par le ministère. Elle ne peut être assurée par une collection d'institutions particulières consacrées à chacune des disciplines enseignées dans le second degré.

Mais les responsables des expériences, ne disposant pas de moyens propres, ont le sentiment de dépendre de la générosité d'autrui et craignent que leur travail ne soit remis en cause. Les universités ont mis à leur disposition, selon les cas, quelques postes d'enseignants ou des crédits d'heures complémentaires et quelques crédits de fonctionnement, notamment pour acheter ou réaliser du matériel de travaux pratiques. Pour cela, elles ont parfois eu recours à des subterfuges, comme de créer des certificats destinés uniquement aux professeurs de sciences physiques. Plusieurs IREM (Instituts de recherches sur l'enseignement des mathématiques) soutiennent aussi les expériences. Grâce à eux, une partie des professeurs de lycée qui suivent les séances de recyclage ont pu recevoir des heures supplémentaires. Mais beaucoup n'ont pas touché ces heures et ne bénéficient d'aucune décharge de service ni même de frais de déplacement. Le ministère, pour sa part, n'a pas aidé ces expériences, même lorsque celles-ci sont directement liées à la mise en œuvre des programmes préparés par la « commission Lagarrigue ».

Cette année, la situation est devenue souvent plus difficile, soit que des IREM aient subi des restrictions, soit que des subventions accordées par l'administration n'aient pas été renouvelées. La division administrative entre le ministère de l'éducation et le secrétariat d'Etat aux universités a compliqué la tâche des responsables. Quelques recteurs se sont même opposés à ce que des IREM consacrent une part de leurs ressources au recyclage des professeurs de sciences physiques.

Cette situation provoque un vif mécontentement, surtout parmi les professeurs qui suivent des séances de recyclage, certains depuis deux ans. Des sections de l'Union des physiciens ont envisagé de les boycotter. Au cours de la réunion de Bordeaux, des animateurs ont proposé d'interrompre les expériences actuelles si le ministère n'accroît pas de crédits : à Marseille, déjà, universitaires et enseignants du second degré ont renoncé à organiser un

recyclage pour les physiciens en 1974-1975.

Les responsables des expériences les plus importantes (celles de Bordeaux, de Lyon, de Grenoble et de Paris-VII), redoutant qu'on ne favorise leurs détracteurs en agissant ainsi, ont estimé qu'il ne fallait utiliser cette « arme absolue » qu'à bon escient. Mais ils craignent que les candidats au recyclage ne se découragent : à Toulouse, par exemple, ceux-ci étaient deux cents. Il y a trois ans, alors que l'université ne pouvait en accueillir que cinquante : cette année, il y en a eu à peine vingt-cinq. Aussi les participants ont-ils unanimement réclamé que les professeurs de l'enseignement secondaire puissent bénéficier de la loi de juillet 1971 sur la formation continue, qu'un recyclage préalable soit organisé en cas de changement des programmes et que les enseignants puissent, de surcroît, obtenir des congés de formation.

Plusieurs universitaires ont fait une « autocritique » des méthodes

utilisées pour le recyclage : ils ont noté que les professeurs du second degré se sentaient plus satisfaits lorsqu'on leur laissait plus d'initiative (par exemple, dans le cas de travaux de groupes). En revanche, un style trop universitaire provoque parfois des abandons ou une attitude de « bons élèves » chez les professeurs. Quelques animateurs ont d'ailleurs changé leurs objectifs : ils ont essayé autant de favoriser un travail collectif, de modifier les attitudes que d'apporter des connaissances.

Parfois, ce sont les professeurs de lycées qui ont eux-mêmes souhaité utiliser des méthodes plus actives et des outils plus proches des intérêts de leurs élèves. Le rapporteur d'un des groupes de travail a évoqué un « maître » des enseignants devant des élèves qui « se demandent pourquoi on leur enseigne ceci ou cela », ne voient pas les implications concrètes des sciences physiques ou voudraient que celles-ci expliquent certains faits qu'ils connaissent déjà. Dans tous les cas, ce sont des préoccupations nouvelles chez des scientifiques.

GUY HERZLICH.

## De notre envoyé spécial

## INFORMATION, PUBLICITÉ ET PROPAGANDE...

Le ministère de l'éducation fait — ce qui est louable et légitime — un gros effort d'information pour faire connaître le projet de réforme de M. Haby : diffusion massive du texte intégral du projet, publication de précisions sur les intentions du ministre dans le Courrier de l'éducation, organe d'information du ministère.

Cela n'étant sans doute pas suffisant, le ministère et la délégation à l'information ont décidé de faire aussi de la publicité. C'est ainsi que les numéros d'envoi de revues de jeunes à fort tirage, comme Hic et Salut les copains, comportent des encarts publicitaires de quatre pages, avec le titre « L'école enfin ouverte sur la vie ? », présentant abondamment les principes de la réforme et où l'on annonçait (un peu imprudemment) : « un projet de loi vous concernant » va être discuté à l'Assemblée nationale en avril prochain. Campagne dont il serait intéressant de connaître le coût, comme le demande la rédaction des parents d'élèves Comec, mais qui a l'avantage de la clarté, la publicité étant présentée en tant que telle.

Un pas de plus est franchi avec le « documentaire » sur M. Haby, réalisé par une firme d'actualités — subventionnée par le gouvernement — et projeté dans certaines salles de cinéma. Présenté sous le rubric « presse filmée », ce film, qui ne contient pas l'ombre d'une discussion ou d'une critique, est présenté comme un document d'information dont on pourrait croire qu'il est réalisé par des journalistes.

Alors qu'il ne s'agit en fait ni d'information ni de publicité, mais de propagande gouvernementale — comme le confirme d'ailleurs le film sur les centrales nucléaires qui passe dans le même cinéma. — F. G.

Parents, gratuitement nous vous conseillons

**L'ÉCOLE IDÉALE**

dans la

**RÉGION IDÉALE**

**RÉGION DU LÉMAN**

Canton de Vaud - SUISSE

- plus de 60 écoles et instituts privés
- enseignement de qualité, réputé, diversifié
- sports d'été et d'hiver

- ambiance propice aux études
- carrefour des grandes voies de communications
- payage de toute beauté - climat sain

**SERVICE SCOLAIRE DES ÉCOLES PRIVÉES**

Avenue de la Gare 10, 1002 Lavaux-Suisse

Tél. 021 / 22 77 71

Sous le patronage de l'Association vaudoise des écoles privées (AVDEP) et de l'Office du tourisme du canton de Vaud (OTV)

# LE PARC OFFENBACH. UNE TERRASSE SUR PARIS BOIS DE BOULOGNE.

■ S.N.C.F. Gare de Puteaux-St-Lazare 12 mn

■ R.E.R. La Défense

■ Etoile Ch. de Gaulle 6 mn

■ Opéra 9 mn

■ Bus 144

**VENEZ VOIR L'APPARTEMENT TEMOIN**

**A 2 STATIONS DE L'ETOILE**

Tous les jours de 14 h à 19 h et le dimanche de 10 h à 19 h.

**STUDIO A 3 PIÈCES**

**33 RUE CARTAULT, SUR LA COLLINE DE PUTEAUX**

**ALM 9898**

RENSEIGNEMENTS ET VENTE

REALISATION CCI

مركز المأوى



# JUSTICE

Remous autour de la Caisse de retraite des ouvriers du bâtiment

## « Faire de l'argent » pour favoriser l'action sociale

« Comme un coup de tonnerre dans un ciel serein », c'est ainsi que l'on présente aujourd'hui dans l'entourage de M. Yves Pergeaux l'arrestation de celui qui était encore au début du mois de février directeur général de la Caisse nationale de retraite des ouvriers du bâtiment et des travaux publics (C.N.R.O.) et de la Caisse nationale de prévoyance (C.N.P.O.), M. Pergeaux, cinquante-quatre ans, a été inculpé et inculpé le 12 avril en même temps que M. Georges Breuil, cinquante-cinq ans, animateur de nombreuses sociétés d'études, dont le principal client était la C.N.R.O. (le Monde du 18 avril). L'affaire est importante, si l'on considère les divers enjeux qu'elle représente et qui résultent notamment de la dimension des deux organismes dirigés par M. Pergeaux, leur place dans le secteur de la construction des travaux publics et des nombreux projets établis avec M. Breuil.

### 2 milliards de cotisations

Il semble que les considérables ressources des deux caisses aient en partie fait l'objet de détournements. M. Pergeaux aurait mis indûment à la disposition de M. Breuil certains fonds. L'ensemble des opérations contestées porterait sur plus de 10 millions de francs.

### Promotion sociale et immobilière

Les projets de la C.N.R.O. étaient ambitieux, multiples et pour le moins divers. Ils se situaient aux Antilles, pour la création d'un nouveau centre de vacances, dans la ville nouvelle de Marne-la-Vallée, à Hyères, pour l'aménagement d'un centre d'animation urbain, mais aussi sur la côte aquitaine et celle du Languedoc-Roussillon.

En Aquitaine, la C.N.R.O. était engagée conjointement avec la Fédération du bâtiment dans le projet de Lacanau, qui concernait notamment deux lotissements de vacances « l'Océanide » et « l'Albatros » devant constituer l'une des premières réalisations concrètes du projet d'aménagement de la côte aquitaine patronnée par la mission interministérielle que préside M. Emile Biéland.

Parmi les projets nés de la collaboration de M. Pergeaux et Breuil, deux retiennent aujourd'hui plus particulièrement l'attention. La C.N.R.O. avait récemment acquis auprès de l'Union syndicale des métallurgistes C.G.T. un domaine situé à Bailleul (Val-d'Oise). Conformément à la loi (l'admission) des domaines, la C.N.R.O. a été autorisée à vendre l'ensemble à 3 000 000 F, ou la propriété a été finalement achetée pour 10 millions de francs. La différence aurait été portée en compte de « frais d'études ».

D'autre part, parmi les nombreux projets immobiliers dans lesquels la C.N.R.O. et M. Georges Breuil se trouvaient directement engagés, celui du village de Mour-Viel (Alpes-Maritimes) paraît être l'un des plus importants et pourrait avoir joué un rôle dans le déclenchement de la procédure. Il s'agit de la reprise d'une vaste opération (centre de loisir, village de vacances, centre de formation permanente, cité du Mour-Viel) lancée vers 1964 autour d'un port de plaisance de cinq cent cinquante places, du Pont de la Rague, située sur la commune de Mandelieu-La Napoule. M. Louis Guyot et une Société générale d'investissement immobilier (S.G.I.) étaient parmi les promoteurs. A la

suite de difficultés de commercialisation du port et des premiers lotissements, l'affaire avait été reprise récemment par MM. Georges Breuil et Yves Pergeaux, qui au cours de plusieurs visites sur place, rencontrèrent Mme Louise Moreau, maire de la commune, vice-présidente du Centre démocratique. Devant elle ils évoquèrent une extension éventuelle — et considérable — du projet initial qui pourrait le porter jusqu'à huit mille lits.

M. Georges Breuil, qui affirme à plusieurs reprises être le « patron » de l'opération, est d'ailleurs très connu dans la région de Mandelieu. Personnage haut en couleurs, propriétaire d'un yacht de 30 mètres, le Saint-Mitre, il recevait fréquemment à son bord des personnalités politiques et des hauts fonctionnaires dont certains paraissent aujourd'hui regretter leur imprudence.

A présent, on reproche essentiellement à M. Pergeaux ses relations avec M. Breuil. On lui fait notamment grief d'avoir passé à M. Breuil des commandes d'études diverses, qui représenteraient, depuis quatre ans, un montant global d'honoraires de 20 millions de francs. Certaines de ces études seraient fictives. D'autre part, M. Pergeaux, au nom des caisses, avait pris des participations d'un montant de 800 000 F dans des sociétés d'études de M. Breuil. Enfin, le directeur de la C.N.R.O. avait fait cautionner auprès de certaines banques les emprunts des sociétés Breuil. Après la démission de M. Pergeaux, cinq des sociétés de M. Breuil ont déposé leur bilan.

La « chute » de M. Pergeaux est brutale. Ses amis s'étonnent de cette soudaineté. Pour sa part, M. Fernand Cohen, défenseur de M. Pergeaux, estime qu'il pourrait s'agir « d'une opération menée par un important groupe bancaire, qui monopolisant déjà nombre d'entreprises de financement à moyen et à long terme dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, voudrait aujourd'hui mettre la main sur les dépôts considérables de la C.N.R.O. ».

Certains pensent que des préoccupations politiques ne sont peut-être pas étrangères à l'affaire. M. Breuil est connu pour avoir de multiples relations politiques, et notamment pour avoir converti son soutien aux campagnes électorales de M. Chaban-Delmas. Pour le moment, les organisations patronales du bâtiment et les syndicats, qui ont porté plainte par l'intermédiaire de leurs représentants aux conseils d'administration des deux caisses, observent une prudente réserve sur le fond de l'affaire. Chacun s'est engagé à ne pas établir de « polémique » pour l'instant. Car il pourrait y avoir lieu à polémique. Le contrôle de la gestion financière des organismes paritaires, tels que la C.N.R.O., est en cause. Sur ce point, comme sur certains aspects de la gestion de la C.N.R.O., les avis des organisations patronales et des syndicats sont à n'en pas douter très divergents. Il est probable que les syndicats fourniront prochainement d'importantes explications sur cette affaire.

Si l'arrestation de M. Pergeaux et Breuil peut passer pour un « coup de tonnerre », le ciel n'était pas aussi serein qu'il y paraissait.

FRANCIS CORNU.

Au tribunal de Toulon

## L'ADJOINT AU MAIRE DU LAVANDOU EST CONDAMNÉ POUR BANQUEROUTE

M. François Leroux, premier adjoint (U.D.R.) au maire du Lavandou et promoteur immobilier, a été condamné, jeudi 17 avril, par le tribunal correctionnel de Toulon, à trois ans d'emprisonnement, dont deux avec sursis, pour banqueroute, abus de biens sociaux et infractions à la loi sur les sociétés.

Son associé, M. Paul Baudé, ancien président-directeur général de laboratoire pharmaceutique, a été condamné à trois ans d'emprisonnement avec sursis et 40 000 francs d'amende. Deux autres prévenus, M. Gaëtan Tardieu et Jean Mathieu, ont été condamnés respectivement à quinze mois et à un an d'emprisonnement avec sursis.

Cent sept épaveurs, parmi lesquels M. Albert Bernard Bonnet, président de la République du Gabon, ont perçu 10 millions de francs dans les opérations immobilières menées par les sociétés Guezou et les Forêtères créées par M. Leroux.

L'affaire Faye devant le tribunal de Grasse

## L'attitude troublante et permissive des banquiers

De notre envoyé spécial

Grasse. — Jeudi après-midi 17 avril s'est achevé le procès en Grasse de l'affaire Faye, celui du colonel François Faye, architecte du scandale financier qui, dans l'opinion publique, s'accompagne souvent de l'idée que les banquiers ne font que des affaires et ne tiennent pas compte de l'opinion publique. M. Roger Choulet, procureur général, a prononcé l'arrêt de condamnation. M. Roger Choulet, procureur général, a prononcé l'arrêt de condamnation.

« Il ne fait aucun doute, dit M. Pasquini, qu'une part de responsabilité échoit dans cette affaire à des professionnels avisés de la finance qui ont négligé de diriger les opérations prévues par la loi, qui eussent été aux mains de Faye de devenir les complices d'une escroquerie qu'ils ont subie plus qu'ils ne l'ont soulevée ».

Le jugement sera rendu le 13 mai. — M. D.

Le substitut exigea aussitôt de pouvoir révoquer la mise en cause du ministère public. « J'ai dit dans mon réquisitoire, observa M. Hassenfratz, que des directeurs de banque avaient été sanctionnés ou au moins démissionnés, ce qui donnait à penser qu'ils avaient commis des fautes graves ».

Mais on ne peut pas tenir les banques quittes pour autant », déclara l'avocat.

« Croyez-moi, répliqua le magistrat, le ministère public n'a pas voulu donner de régence de

LA CATASTROPHE D'ARGENTEUIL

## Un président-directeur général qui ne peut être partout...

Si la fatalité n'explique pas tout, les responsabilités dans une catastrophe comme celle de l'explosion du gaz dans une tour d'Argenteuil sont bien difficiles à établir. Les défenses des quatre prévenus, M<sup>rs</sup> Sur, Cannou, Lagrange, Krief et Gallo, l'ont montré en s'emparant, jeudi 17 avril, des lacunes et des contradictions des expertises. On ne sait toujours pas, trois ans après les faits, ce qui a provoqué le débordement des canalisations. L'enquête administrative n'a-t-elle pas retenu comme hypothèse la plus certaine un acte de malveillance ?

« On a choisi le coupable », diront alors les avocats, en estimant tout aussi responsables que leurs clients le Gaz de France, la Société d'économie mixte d'Argenteuil ou la société chargée de l'entretien des espaces verts qui recouvrait les vannes d'arrêt du gaz de sept centimètres de terre.

Si le Gaz de France a été exoneré des responsabilités parce qu'il avait respecté la réglementation,

ne reproche-t-on pas aux prévenus de n'avoir pas fait plus et mieux qu'une réglementation qu'ils ont eux aussi respectée ? Plus étrange apparaît l'argument développé par M<sup>rs</sup> Jean Gallo, défenseur du principal prévenu, M. André Bahnaud, président de la société propriétaire et gestionnaire de la tour, selon lequel un président-directeur général, ne pouvant être partout, ne saurait être tenu responsable de tout.

Jugement rendu le 18 mai.

« Pour avoir servi des plats impropres à la consommation, M. Berg, gérant d'une entreprise de restauration collective a été condamné à quatre mois d'emprisonnement ferme et 20 000 F d'amende par le tribunal correctionnel de Lyon. Son épouse a été condamnée à six mois d'emprisonnement avec sursis et 5 000 F d'amende ».

## FAITS DIVERS

### Le meurtre de Mohamed Moussa

#### L'AUTEUR DES LETTRES DE MENACES EST UN JEUNE RAPATRIÉ DÉTENU AUX BAUMETTES

(De notre correspondant.) Marseille. — A la veille du meurtre de Mohamed Moussa, le 18 mars dernier, les avocats du jeune Algérien avaient reçu des lettres de menaces de mort signées « Organisation de la France libre ». Le docteur Gérard Bonnevillie, dans l'appartement duquel Mohamed Moussa fut assassiné, recevait quelques jours après, à son tour, une lettre de menaces signée cette fois par le « Mouvement des travailleurs arabes ». Lui, reprenant son rôle dans la mort de Mohamed Moussa, les policiers marseillais chargés de l'enquête viennent d'établir, grâce à une expertise graphologique, que l'auteur des lettres est un jeune rapatrié, âgé de vingt-quatre ans, Joseph d'Am, qui purge actuellement une peine de deux mois de prison pour vol. Les policiers ont également pu établir que Joseph d'Am était le cousin de Mohamed Moussa, et All Mellani, dit Cos, témoin numéro un du meurtre de Mohamed Moussa et qui reste introuvable.

« Deux employés de la R.A.T.P. électrocutés. — Deux employés de la R.A.T.P. qui effectuaient, jeudi 17 avril, des travaux d'entretien sur les voies du métro ont été électrocutés accidentellement par un rail de traction, près de la station Porte-de-la-Chapelle. Un des deux employés a pu être réanimé par les sapeurs-pompiers. Son camarade, dont l'état est jugé sérieux, fait encore l'objet de soins à l'hôpital Foch de Suresnes ».

## SPORTS

### OMNISPORTS

APRÈS SA DEMANDE DE RÉADMISSION AU C.I.O.

## La Chine rappelle que Taiwan fait partie de son territoire

Lausanne (U.P.I., A.P., A.F.P.). — Un porte-parole du Comité olympique international (C.I.O.) a annoncé, jeudi 17 avril à Lausanne, que la demande de réadmission de la Chine était parvenue le 15 avril au C.I.O. et que, dans une note séparée, Pékin avait rappelé que Taiwan faisait partie du territoire chinois.

Cette précision semble indiquer que la Chine tient toujours à ce qu'un seul comité national olympique comporte dans son appellation le mot « Chine ». Le C.I.O. dans l'hypothèse où la Chine serait réadmise, pourrait envisager soit d'exclure Taiwan, soit de ne plus le reconnaître comme comité olympique de la République de Chine. Il s'agit cependant d'une procédure compliquée, les statuts du C.I.O. précisant qu'« aucune discrimination ne doit être pratiquée pour des raisons de race, de religion, ou d'adhésion politique » et que l'expulsion ne pouvait être prononcée qu'à la suite d'infractions aux règles du C.I.O., ce qui n'est pas le cas pour Taiwan.

On indique à Lausanne que le Comité international olympique a demandé, comme il est d'usage en pareil cas, à la Fédération des sports de Chine — qui veut être reconnue en tant que Comité national olympique de la République populaire de Chine — de plus amples détails concernant ses intentions de respecter

les règles olympiques. Ces précisions concernent notamment les règles relatives à la protection des emblèmes et à la complète indépendance politique des comités nationaux olympiques. La Chine populaire, qui depuis deux ans évite à réintégrer une salle à une, les fédérations internationales ayant bien voulu exclure Taiwan, a donc décidé de mettre un terme à dix-sept ans d'isolement olympique. L'an dernier, les Chinois avaient effectué un retour remarqué sur la scène sportive internationale en obtenant l'autorisation de participer aux Jeux asiatiques de Téhéran. La présence de la Chine en Iran avait été favorisée par le fait que d'ailleurs elle était interprétée comme un premier pas dans l'intention qui lui était prêtée, depuis un certain temps, de demander sa réadmission au C.I.O.

L'élection à la présidence du Comité olympique international de M. Michael Killarlin, moins intriguant que son prédécesseur, M. Avery Brundage, ne pouvait que favoriser ce dessein, dont la concrétisation avait commencé il y a deux ans avec le retour de la Chine dans plusieurs fédérations internationales, telle l'athlétisme, le volley-ball, le patinage, l'aviron, la gymnastique, la lutte, l'escrime, le hockey sur glace, etc.

HOCKEY SUR GLACE. — En battant la Tchécoslovaquie par 4 à 1 le 17 avril à Dusseldorf, l'Union soviétique a remporté son quatrième titre de championne du monde.

### JUDO

## ALGISI ET DONZEL RETENUS POUR LES CHAMPIONNATS D'EUROPE

Ce sont finalement Algisi (Algérie) et Donzel (toutes catégories) qui ont remporté le lot des judokas français retenus pour les championnats d'Europe, qui se disputeront à Lyon du 8 au 14 mai. Cette décision a été prise par le comité de sélection de la Fédération au terme d'une ultime épreuve de barrage qui a eu lieu à Paris le 17 avril.


Si le cas de Donzel vainqueur de tous ses combats, ne souffrait pas de difficultés, il n'en fut pas de même pour Algisi qui termina ex aequo avec Veret et qui fut même battu par Mounier. Le comité de sélection a pris une décision logique en se basant sur les capacités de récupération d'un judoka confirmé.

TENNIS. — Le comité de la Coupe Davis, réuni à Munich jeudi 17 avril, a rejeté, à une nette majorité, la demande formulée par l'Inde d'interdire la participation de l'Afrique du Sud à cette compétition.

CYCLISME. — Le Belge André Dierckx a gagné jeudi 17 avril la Flèche wallonne (225 kilomètres) devant ses compatriotes Verbeeck, Maréchal et Baertens. Le Français Jean-Pierre Danguillaume s'est classé cinquième.

HIPIPISEME. — Le grand handicap d'Esbury, qui servait de support au pari couplé gagnant et tiercé, a été remporté par Gargano (405) suivi de Meloria (418) et Campo Moro (408). La combinaison gagnante est donc 5, 18, 4.

## Qui propose un séjour sans contrainte au pays de la liberté ?



14 jours à New York à partir de 2 270 F.

C'est une des idées de la brochure « Vacances Fabuleuses » Pan Am 1975.

En avant-première du bicentenaire, les organisateurs de voyages et Pan Am vous proposent 32 programmes aux U.S.A.

Les amoureux de la nature, les fervents de la randonnée, les sages du volant et les fous du caravanning trouveront une mine d'idées, à des prix vraiment raisonnables.

Voyez dès maintenant votre agent de voyages ou appelez le 225.92.00.

**Vacances Fabuleuses.**  
**PAN AM.**



# Le Monde

du **TOURISME**  
et des **LOISIRS**

## LES CORSES PRENNENT LEURS RESPONSABILITÉS

## La foire aux congrès

**L**a Corse l'a échappée belle. Son insularité, l'oubli dans lequel l'ont laissée les autorités du continent, son « mauvais caractère », lui auront épargné d'être définitivement gâchée par les promoteurs du tourisme à tout va. On frémit encore à la pensée des catastrophes évitées. Un exemple : le balais de Judas des enquêteurs du Hudson Institute qui, en 1970, prévoyait pour le golfe d'Ajaccio « un développement similaire à celui de Miami, Rio-de-Janeiro, Acapulco et Nice ».

L'alerte a été chaude. On ne refait pas en Corse le coup des Baléares, et tout porte à croire qu'on refusera de tenter sur ses côtes les opérations aventureuses dont les responsables de l'Aquitaine ou du Languedoc-Roussillon commencent à se mordre les doigts.

Déjà, en 1972, les auteurs du schéma d'aménagement, tout en formulant des perspectives très ambitieuses sur l'avenir du tourisme insulaire, nuancèrent leurs propos d'une réflexion sur « les risques majeurs que comporterait une expansion désordonnée ». Le thème est repris avec beaucoup plus de franchise et d'insistance dans le rapport que l'Association pour le développement touristique de la Corse (A.D.T.C.), présidée par M. Emile Arrighi de Casanova, vient de remettre au conseil général, à charge pour celui-ci d'en tirer les conclusions.

### A petits pas

L'objectif est clair : « La Corse a tout à la fois besoin de se développer et d'être protégée de toutes les nuisances de la croissance et du progrès. Elle doit rester elle-même tout en épousant son époque. Le tourisme peut y conduire à condition d'en maîtriser le rythme, les mécanismes et les finalités ». L'intérêt des analyses, des critiques et des propositions formulées à cette intention par l'association est qu'elles illustrent à travers l'exemple privilégié de la Corse quelques-unes des idées-forces redécouvertes aujourd'hui par les responsables de l'aménagement touristique. Par exemple celles-ci : le tourisme ne peut être une fin en soi et une panacée ; il apporte de l'argent mais risque de désorganiser l'économie et de perturber la psychologie locale ; il doit « accompagner » le développement industriel et agricole. Les touristes, dans des pays comme la Corse, ne débarquent pas sur une terre vierge ; leurs intérêts doivent passer après ceux des indigènes. Les grandes stations importées de toutes pièces ont sans doute fait leur temps : elles choquent tou-

jours les régions où elles sont installées, elles se vendent souvent moins bien que des installations plus légères et plus originales. C'est cela la charte nouvelle du tourisme à petits pas.

Voici donc la dernière île de la Méditerranée : presque vide comparée à ses voisines des Baléares, de la Sicile ou de la Sardaigne ; mal reliée au continent ; ignorée des grands marchands de vacances. Cinq cent mille vrais touristes (les Corses en congé exclus) débarquent dans sept cas sur dix durant les trois mois d'été, séjournent huit fois sur dix sur le littoral, dépensent bon au mal au quotidien 330 millions de francs. Ce n'est pas négligeable mais peut-on négliger l'envers de la médaille ? La saison est trop brève ; elle apporte surtout des emplois saisonniers, elle suppose des équipements disproportionnés dont la charge est supportée par la seule population sédentaire.

La concentration des visiteurs sur des côtes traditionnellement inoccupées aboutit à créer des stations autonomes, véritables « enclaves territoriales », sans originalité architecturale. Pendant ce temps, l'intérieur du pays, « où se sont forgées l'âme, la langue et la culture corse », est largement ignoré, progressivement abandonné. Pour quel véritable profit ? Les insulaires n'occupent que 51 % des emplois créés par les touristes : « Les employés ne détiennent pas un rôle excessif pour donner la préférence aux Corses, mais il est vrai que ceux-ci ont rarement les qualifications qu'exigent les postes comportant une responsabilité technique ou économique ». Dans cette région, largement sous-industrialisée, c'est essentiellement l'industrie du bâtiment, hypertrophiée et fragile, qui profite des investissements touristiques. Deux populations se font face : celle qui reste au mieux méconnaît au pire rejette celle qui passe. Comment surmonter le blocage ?

D'abord en « contrôlant la croissance ». On parlait il y a peu de tripler ou de quadrupler d'ici à 1985 le nombre des touristes à accueillir dans l'île. Chiffres « déraisonnables et irréalistes ». La règle d'or serait que les séductions soient toujours deux fois plus nombreuses que leurs visiteurs.

Ensuite en surveillant l'aménagement des côtes : refuser les « coupures vertes », limitation du développement touristique sur quelques points forts du littoral, dans les parties les plus typiques seraient systématiquement protégées, interdiction de construction des routes de bord de mer.

Enfin, en encourageant le tourisme à l'intérieur. Un chapitre essentiel. 80 000 personnes environ, pour la plupart âgées, vivent dans les montagnes corse. Ici, moins encore qu'ailleurs, le tourisme peut être « une fin en soi ». Il doit « accompagner » une politique d'ensemble visant à relancer les activités traditionnelles (élevage, cultures de montagne), à améliorer les relations routières des différents villages entre eux, avec Corte ou Sartène, avec le littoral ; à profiter du sang nouveau que devrait amener l'installation de l'université de Corte. Un bon exemple des propositions très réalistes que l'on souhaite encourager est celui de ces stations mixtes installées sur la côte pour les équipements sportifs et à quinze ou vingt minutes de là par voiture dans les villages de l'intérieur pour les hébergements.

### Force et réalisme

Aucune de ces suggestions n'est entièrement nouvelle. L'originalité du travail de l'association est de les avoir rassemblées dans un programme cohérent défini avec beaucoup de force et de réalisme. Deux qualités que l'on retrouve dans la recherche des moyens de les appliquer. Ces moyens, ils existent souvent. Pourquoi réclamer des réglementations nouvelles si l'on n'a pas utilisé celles qui existent ? Les procédures d'aménagement diffèrent de ce classement, les plans fonciers, les taxes d'espaces verts, permettent d'acquiescer une certaine maîtrise du sol. Il suffit que les maîtres le veuillent. Mais il est certain que l'on devrait mettre sur pied des formules nouvelles pour favoriser ou contrôler le développement touristique de l'île ; créer par exemple une Société de développement régional pour mobiliser l'épargne corse, ou une Caisse spéciale d'aménagement pour encourager les investissements à l'intérieur ; installer, enfin, une école hôtelière ou un office régional de tourisme, établir sur le continent ou à l'étranger des antennes commerciales, etc. L'essentiel étant d'éviter cette dispersion des initiatives et des efforts qui a conduit à quelques pas de clerc retentissants. Comme celui auquel, l'année dernière, le conseil général obligea la SETCO en refusant de cautionner le projet de construire une station de vingt mille lits sur la côte orientale. Le premier coup d'arrêt à la démesure.

JACQUES-FRANÇOIS SIMON.

\* Association pour le développement touristique de la Corse, rue de la Barrière, B.P. 13 Ajaccio.

**C**ERTES, le premier bilan du Centre international de Paris (Palais des congrès de la porte Maillot) est loin d'être négatif puisque, avec cent quatre-vingt-dix-sept congrès internationaux en 1974, la capitale se place en tête pour le nombre de manifestations de cette nature organisées dans le monde. Londres, avec cent quatre-vingt-cinq manifestations, est à la deuxième place.

Les responsables, pourtant, ne se font pas d'illusions. Tout nouveau, tout beau : le CIP décrochait le timbre en 1974 ; mais 1975 et la crise, 1975 et le climat international, 1975 et la concurrence ne laissent pas d'inquiéter les organisateurs. Et l'attitude des clients américains notamment.

L'année dernière, trois mille huit cent quarante-cinq Américains sont passés à la porte Maillot, soit plus de vingt mille journées. Mais le carnet de commandes en 1975 n'est pas épais, et Londres, dit-on, n'aura pas de mal à reprendre la première place. Prospective pourtant. En août doit se réunir le congrès de l'American Society of Associations Executive, autrement dit le Congrès des organisateurs de congrès américains : trente millions de clients dans leurs foyers. Un joli coup pour le CIP, qui prépare avec minutie l'arrivée de ces mille cinq cents à deux mille professionnels, bien décidés à leur montrer Paris sous un bon jour.

Coup d'autant plus joli que, depuis plusieurs mois, un projet de loi traine dans une sous-commission du Congrès américain, qui menace les congressistes qui s'échapperaient des États-Unis de la suppression des avantages fiscaux s'attachant jusqu'à présent à l'organisation de ce genre de manifestations. L'arrivée de ces hommes de l'A.S.A.E. devrait être l'occasion rêvée pour remettre les choses en place et porter un coup franc à la mauvaise image de marque dont notre pays, et Paris particulièrement, continue de souffrir outre-Atlantique.

### Timidité

Il y a quelques années, un « marché du siècle » — celui des congrès — avait échappé à Paris au bénéfice d'Amsterdam et de Londres. Le CIP était dans les cartons, et les négociations mal conduites avaient placé la capitale française sur la touche. Il est vrai qu'à l'époque l'attitude de la France paraissait aux Américains tout à fait inamalgamable et qu'ils ne se sentaient pas particulièrement portés à venir dépenser leurs dollars dans la seule capitale européenne qui leur tournait si ostensiblement le dos.

La situation a-t-elle beaucoup évolué ? Les Américains, qui, traditionnellement, pour leurs congrès, se déplacent vers le Mexique et le Canada, ont de plus en plus pris le chemin de l'Europe. Cette Europe à la mode, qui mêle le travail à l'agrément et, surtout, permet aux ressortissants d'outre-Atlantique de découvrir enfin le Vieux Continent — leur vieux rêve. Mais la France reste le tenant d'une politique qui continue de déplaire. Son attitude vis-à-vis des événements du Proche-Orient est révélatrice pour beaucoup d'organismes américains.

En outre, la vieille image qui veut que Paris continue d'être la capitale d'Europe la plus chère est encore solidement ancrée dans l'esprit de beaucoup, de même qu'on s'imaginerait que les chambres sont rares et que les hôtels sont encore ce qu'ils étaient... il y a dix ans.

Il conviendrait d'appuyer largement une vaste campagne de publicité, mais l'argent manque et la timidité triomphe. Ce n'est peut-être pas la bonne méthode pour combattre les idées reçues...



Au rappel de ces exemples légendaires, la tigresse de l'Homme tranquille, que John Ford (né Sean Aloysius O'Feenaa) vient tourner en 1951 sur les rives verdoyantes du Lough Corrib, semble par contraste quelque peu poule mouillée.

Une preuve éloquentes de la dévotion des Irlandais à leurs compagnes portant collette : dans leur calendrier pourtant riche en festivals, ils n'ont rien prévu pour célébrer l'Année de la femme.

OLIVIER MERLIN.

\* Guide bleu « Irlande », Hachette, prix : 35 F.

## Amoureuses de Dublin

« **D**ANS Dublin — la belle ville — où les filles sont si jolies — j'ai rencontré Molly Malone... » Pour les amoureux, c'est dans Grafton Street, la rue aux vitrines chic, que défient les beautés irlandaises au teint de lait, aux bouches d'un dessin digne du pinceau de Reynolds, dont l'image flamboyante a été magnifiée à l'écran par Maureen O'Hara. L'un des principaux attraits du tout nouveau Guide bleu sur l'Irlande, au démarrage fort bien fait, est de nous révéler, dans des notes curieuses, les aventures de ces amoureuses qui, à travers les siècles et jusqu'à aujourd'hui, ont dirigé leurs combats en amazonnes irréductibles, incarnant à la pointe de l'Europe les tout premiers mouvements de libération féminine.

Cette légende n'est pas seulement écrite à Dublin, patrie des

héros de la littérature contemporaine, la troublante Gertrude MacDowell, qui dépêchait chamoisamment Joyce dans l'île, ou l'autre Gertrude dont les charmes pervers ont été chantés par Raymond Queneau et Sally Mara, père et mère spirituels, ô combien ! d'On est toujours trop bon avec les femmes (le livre de chevet, sans nul doute, de Simone de Beauvoir). Elle s'inscrit aussi à l'ouest de la verte Erin, sur les contreforts qu'assailent en permanence le vent de l'Atlantique.

Je l'ai rencontrée pour la première fois au terme d'une randonnée où j'avais roulé en solitaire (avec une roue de secours gracieusement déléguée) sur les routes du Mayo, par des défilés sauvages menant de Westport à Sligo. Au pied d'un gigantesque tumulus, j'étais arrivé au tombeau de la reine Maeve, dont les souterrains secrets cachent les origines de la race celte. C'est ici que Maeve en partie lança l'antagonisme contre le Tauxeur-aux-cornes-blanches qui fit s'exterminer dans le sang les hommes de l'Ulster et les hommes du Connaught.

La figure de proue irlandaise reste dans toutes les mémoires Grace O'Malley — Angélique Grace Ni Mhailla — la seule femme-corsaire qui ait osé tenir tête à la reine Elizabeth. J'ai retrouvé sa trace entre terre et océan au cours d'une promenade sur un chemin de rocade dit Atlantic Drive, qui surplombe les grèves nostalgiques d'Achill Island, l'île du bout du monde. Au creux des falaises s'abritaient Killdown Castle, la forteresse du quinzième siècle que Grace O'Malley utilisa pour préparer ses expéditions contre la flotte anglaise. Cette personnalité domi-

natrice qui régna sur l'île voisine de Clare Island, où elle est enterrée face à la mer comme Chateaubriand, ainsi que sur les îlots d'Inishbark, d'Inishboffin et d'Inishark, fut mariée en premières nocces à un O'Flaherty, du clan de Ballynahinch, et en deuxièmes nocces à un O'Connell, fils d'un riche marchand de l'époque. Elle épousa en secondes nocces un Burke, dit Richard de Fer, qui l'arracha au gilet auquel le gouverneur de l'époque, vis ses rébellions fulminantes, l'avait promise.

Un siècle plus tard, toujours au nord du Shannon, à Leenaneh Castle, la femme irlandaise se réincarnait, en la personne, toujours rebelle, de Maire Ni Mahon, dite Marie la Rouge. L'histoire raconte que l'orsqu'on rapporta à la belle châtelaine le corps de son époux, Connor O'Brien, tué dans une bataille contre Cromwell, celle-ci déclara : « Nous n'avons pas besoin d'hommes morts ici ». Pour sauver son domaine, incontinent, elle offrit sa main à l'officier cromwellien qui lui désignait le général vainqueur. Ce fut un certain Beutenant Cooper. Le malheureux ne fit pas de vieux os : Marie la Rouge le poussa sentimentalement par une haute fenêtre du château où il avait en l'imprudence de prendre le frais. On désigne fièrement la fenêtre au visiteur.



Au rappel de ces exemples légendaires, la tigresse de l'Homme tranquille, que John Ford (né Sean Aloysius O'Feenaa) vient tourner en 1951 sur les rives verdoyantes du Lough Corrib, semble par contraste quelque peu poule mouillée.

Une preuve éloquentes de la dévotion des Irlandais à leurs compagnes portant collette : dans leur calendrier pourtant riche en festivals, ils n'ont rien prévu pour célébrer l'Année de la femme.

OLIVIER MERLIN.

\* Guide bleu « Irlande », Hachette, prix : 35 F.

**TUNISIE**  
**8 jours**  
**950f**  
Voyage et séjour club.  
payscope international  
6, rue de la Paix - 75002 Paris - 261.50.02

**nouvelles frontières**  
Toujours  
propos de nombreuses  
formules de voyages

**DECOUVERTE INDIVIDUELLE**  
Vous avez des tas d'idées pour vos voyages et vous n'attendez de vous qu'un transport à bon marché.  
- BRUXELLES / NEW-YORK... 1050F A-R  
- PARIS/TEHERAN 1400F A-R  
- BRUXELLES / ILE MAURICE... 2250F A-R  
- PARIS/RIO... 2350F A-R  
Ces vols sont ouverts à tous sans aucune discrimination.

**CIRCUITS INITIATION AU VOYAGE**  
Une vingtaine de personnes, dédoublées à découvrir un pays avec un petit budget, en se débrouillant avec les moyens du bord pour circuler et se loger. Un responsable N.F. favorise les initiatives des participants et l'équipement du groupe en petites équipes.  
- du 07/06 au 28/06  
- du 12/07 au 02/08  
- du 02/08 au 30/08  
- du 09/08 au 30/08  
- du 30/08 au 20/09

**DECOUVERTE DU PELOPONÈSE et de la CRETE**  
1500 F (3 semaines)  
1650 F (4 semaines)  
avec transport Paris/Athènes aller-retour en jet.

**Bon à découper - à retourner à NOUVELLES FRONTIÈRES**  
63 av. Denfert-Rochereau  
75014 PARIS  
Tél. 325.57.51 et 633.28.91

Nom .....  
Prénom .....  
Rue .....  
Ville .....  
Je désire recevoir la documentation sur le voyage

(PUBLICITÉ)  
**Été 1975 : 8 voyages qui sortent de l'ordinaire**

Découvrir l'Amazonie en pirogue, le royaume du Hunza et les gorges de l'Indus (Nord-Pakistan) en jeep, les kasbahs et les gorges du Haut Atlas marocain à dos de mulet, ou parcourir à pied, à la rencontre des nomades Turcomans, les paysages magnifiques et les sites inconnus des montagnes du Taurus, voilà ce que propose Explorator au voyageur qui désire rester à l'écart du tourisme classique et sait accepter, à l'occasion, un certain inconfort.

Pour ceux qui préfèrent associer les joies de la mer à celles de la découverte, Explorator propose aussi de naviguer en ketch dans les îles grecques, en tirant le long des côtes sud de Turquie, et même de séjourner en Robinson à Mohell, île perdue de l'océan Indien, ou parmi les atolls des Tuamotu, dans le Pacifique.

Ces voyages par petits groupes (6 à 12 personnes) durent de 14 à 18 jours et coûtent de 3.400 à 8.700 FF selon les destinations. Documentation sur demande.

EXPLORATOR, 25, r. Cambacérès, 75008 Paris, tél. 266-66-34

**TUNISIE**  
**15 jours**  
**1.525f**  
Voyage et circuit saharien.  
payscope international  
6, rue de la Paix - 75002 Paris - 261.50.02

**Turquie 8 jours 1.015f**

Mexique 18j 2.780 F	Turquie 8j 1.015 F
Grèce 15j 1.330 F	Inde 15j 3.995 F
Tunisie 8j 870 F	Thaïlande 11j 2.795 F
Egypte-Liban Israël 20j 2.415 F	
Malaisie 15j 1.550 F	

et Maroc, Yougoslavie, Corée, Belgique, Indonésie, Pérou, Bolivie, U.S.A., URSS, etc.

Prix comprenant : l'hébergement par avion de ligne régulière, séjour en hôtel ou centre de vacances, ou circuits ; l'assurance et une semaine de location voiture.

Pour en savoir davantage sur ces voyages, veuillez m'envoyer votre brochure.

**payscope international**  
6, rue de la Paix - 75002 Paris - 261.50.02

nom .....  
adresse .....  
ville ..... code postal .....

**des prix pour aller plus loin plus longtemps.**

**TUNISIE**  
**8 jours**  
**850f**  
Voyage et location voiture.  
payscope international  
6, rue de la Paix - 75002 Paris - 261.50.02

مكتبة الأمل



**L'Irlande à bicyclette avec V.V.T.**

Nom .....  
Adresse .....  
à retourner à :  
Voyages Vacances Tourisme  
5 bd de Vaugrand 75015 PARIS  
11 quai des Célestins 69002 Lyon

(PUBLICITE)  
**WEEK-END ASCENSION EN GRÈCE**

Départ le 7 mai soir  
Retour le 11 mai nuit  
Avion + hôtels 1<sup>re</sup> classe + excursions  
1.420 F

Renseignements et inscriptions :  
toutes agences de voyages et  
ZIMOPERA, 5, av. de l'Opéra,  
75001 Paris - Tél. 260-31-66  
Lic. 309 A

**PAYS DE FRIBOURG (SUISSE)**

Au lac, en plaine ou à la montagne, des sites accueillants et des paysages variés vous invitent à pratiquer sports et loisirs, à vous détendre et à vous reposer dans un cadre naturel et bienfaisant.

Renseignements et documentation :  
UNION FRIBOURGEOISE DU TOURISME  
Case postale 901 1701-Fribourg

**TOURISME HOTELS RECOMMANDES**

**Campagne**  
ST-PARDOUX-LA-CROISILLE  
19320 (Corrèze)  
HOTEL BEAU SITE \*\* Cure d'air. Etang privé. Calme. Envoi dépliant.

**Côte d'Azur**  
MERTON (OS)  
HOTEL DU PARC \*\*\* N.N. Près mer et casino, plein centre. Parking. Gd parc. Etang privé. Calme. Envoi dépliant.

**Mer**  
CARNAC  
HOTEL BRITANNIA \*\*\* NN au bord de mer. Loggia. 28 juin au 1<sup>er</sup> septembre. Tél. (97) 52-94-39

**Montagne**  
04400 LE SAUZE (Alpes du Sud)  
Altitude 1.400 m  
HOTEL LE DART \*\*\* N.N. Tennis, piscine chauffée, sauna. Possibilité séminaires. Tél. : (92) 81-05-59.

**Tourisme**

**Tourisme et Travail à Villefranche**

**LA CITADELLE EST TOUJOURS ASSIÉGÉE**

Plus de quinze mille signatures ont été recueillies par Tourisme et Travail depuis le début de la campagne lancée en janvier par cet organisme en faveur du projet de réalisation d'un centre permanent de vacances de loisirs et d'activités culturelles, dans la citadelle de Villefranche-sur-Mer (Alpes-Maritimes). Bien que Tourisme et Travail (maître d'œuvre pour le compte de nombreuses organisations de salariés) ait signé un protocole d'accord avec la municipalité de Villefranche, remontant à près de trois ans, l'aboutissement du dossier est en effet toujours incertain.

Un différend prolongé a tout d'abord opposé l'ancien préfet des Alpes-Maritimes aux élus de Villefranche (gauche et divers), lesquels, parvenus à la mairie en mars 1971, avaient dénoncé une première convention signée par leurs prédécesseurs et prévoyant dans la citadelle la réalisation d'une opération immobilière classique, par des promoteurs privés.

Le projet d'aménagement défendu par Tourisme et Travail pose, de toute évidence, le problème de l'accès du tourisme social à certains sites privilégiés de la Côte d'Azur. Il amène également, en l'occurrence, à s'interroger sur le droit d'une municipalité à mettre librement en œuvre son modèle de développement économique.

Après avoir organisé une semaine « portes ouvertes » à Villefranche, qui a été l'occasion d'une information complète de la population locale, les dirigeants de Tourisme et Travail ont entrepris de faire circuler à travers la France la maquette du projet de centre de vacances.

Réunis récemment en assemblée générale extraordinaire à Villefranche, l'association et ses mandataires ont tenu, d'autre part, à réaffirmer « de façon solennelle, leur volonté de surmonter tous les obstacles qui contrecarrent leur projet » et ont appelé « à tous ceux qui sont opposés à la discrimination sociale en matière de tourisme pour soutenir leur action ».

De stricte architecture militaire, avec ses murs d'escalpe

et de contrescarpe formant une double enceinte dressée au-dessus de la rade, la citadelle Gaston-de-Foix n'est devenue propriété de la commune de Villefranche qu'en octobre 1969. Construite en 1557 sur l'ordre du duc de Savoie, pour contribuer à la défense du littoral niçois, elle n'avait jamais été occupée par la troupe, dont le dernier élément — celui des chasseurs à pied du 22<sup>e</sup> B.C.A. — était parti en 1946. Laisse à l'abandon pendant vingt-trois ans et soumise de surcroît à des pillages répétés, son utilisation en l'état se révélait hors de question.

La municipalité de l'époque, que dirigeait un médecin phoniatre, le docteur Guy Perdoncini (sans étiquette), est déjà liée, en fait, par un protocole d'accord signé, le 18 septembre 1968, avec la Société d'investissement immobilier de France (SINVIM), aux termes duquel ce groupe, animé notamment par la Compagnie bancaire, s'est engagé à édifier à l'intérieur de la citadelle un ensemble résidentiel, commercial et touristique comprenant cent cinq appartements de grand luxe, 1.000 mètres carrés de magasin, un petit hôtel de vingt-neuf chambres avec piscine, restaurant, night-club, etc.

La municipalité, de son côté, a fait une promesse de cession moyennant le versement d'une indemnité foncière — calculée sur la vente des appartements — qui ne peut être inférieure à 2.500.000 francs. Tous les travaux de restauration des murs d'enceinte de la citadelle, d'accès aux fossés et de réseaux extérieurs, restent cependant à sa charge et s'ajoutent, dans la balance de l'opération, au coût réel d'acquisition de l'ouvrage qui s'élève, intérêts d'emprunt compris, à 1.400.000 F.

Le bénéfice pour la commune, du moins à court terme, se distingue — et va dire assez mal : le seul des ressources que, les charges s'annoncent lourdes, et la citadelle échappe définitivement à la collectivité. Le protocole d'accord avec la SINVIM est pourtant justifié orthodoxe par le préfet des Alpes-Maritimes, M. René-Georges Dumas, qui l'approuve sans difficulté le 5 juin 1970.

En mars 1971, les élections remettaient tout en question. Le scrutin se joue essentiellement sur la politique d'aménagement touristique de la municipalité sortante dont une autre option importante est la construction d'une « marina » de quatre cents appartements en fond de rade. Les trois listes d'opposition des groupées, à la proportionnelle, entre les deux tours, en une seule qui comprend huit transfuges de l'Union de la gauche, (dont six communistes et quinze « sans étiquette » d'opinions très diverses), l'emportent largement avec 65 % des suffrages exprimés. Un ancien colonel du génie, M. Gilbert Basset (sans étiquette), devient maire.

Le 28 juin 1972, un second protocole conclu cette fois avec la Fédération nationale Tourisme et Travail, elle-même mandatée aujourd'hui par quarante-deux comités d'entreprise ou organismes similaires, représentant environ cent cinquante mille salariés, est adopté par les nouveaux élus. Il prévoit la réalisation, dans l'enceinte de la citadelle, sur une

superficie d'environ 14.000 m<sup>2</sup>, d'un centre de loisirs et de vacances de caractère social comprenant 753 lits en studios et chambres, un restaurant de 250 couverts et un ensemble d'équipement socio-culturel : théâtre de verdure de 100 places, piscine, salles d'activités et de congrès, club, etc.

La commune reste propriétaire de la citadelle qu'elle loue pour cinquante ans ; sans en supporter les charges de restauration ; sans avoir à verser de contrepartie d'aucune sorte pour les installations qui doivent lui revenir à l'expiration du bail ou en cas de cessation d'activité. De plus, Tourisme et Travail s'engage au paiement d'une indemnité de prise de possession de 1.400.000 F — soit l'équivalent des frais d'acquisition de l'ouvrage par la commune — et à régler à la SINVIM un dédit de 800.000 F.

Le nouvel accord préserve indéniablement beaucoup mieux que le précédent les intérêts villefranchois. L'éthique même en est profondément différente. « L'orientation fondamentale a été, dès le départ, d'étudier un projet répondant tant aux besoins des vacanciers qu'à ceux de la population locale », souligne notamment Tourisme et Travail.

Les installations socio-culturelles du centre de vacances sont la complémentarité avec les équipements de la commune a été recherchée, ainsi, « largement ouvertes » aux habitants.

En principe, la délibération par laquelle la municipalité s'est prononcée en faveur du projet de Tourisme et Travail n'a pas à être soumise à l'approbation de l'assemblée de la commune. Par trois fois cependant, et avant même le dépôt du projet, le préfet exigea des élus villefranchois, en arguant des questions de sécurité, de gestion puis de site, qu'ils réexaminent le dossier. La navette s'éternisera plus de 7 mois durant jusqu'à ce que la municipalité décide d'abandonner un recours devant le tribunal administratif de Nice et apprenne alors, par une lettre du préfet en date du 14 février 1973, que ses délibérations « sont devenues exécutoires ».

« Un dernier assaut est nécessaire », titrait résolument, dans son plus récent numéro, l'Estérel, journal bimensuel de l'Union départementale C.G.T. des Alpes-Maritimes. Si une certaine force d'inertie a été en effet battue en brèche, les conditions de réalisation du projet sont loin d'être toutes réunies. Bien que la Commission interministérielle du tourisme social ait donné son accord de principe à la subvention de l'opération, il reste en particulier à savoir quels seront le montant et le taux des aides de l'Etat et des prêts des organismes sociaux. La construction du centre de vacances de Villefranche demandera un investissement, actualisé au 1<sup>er</sup> janvier 1977, de près de 52 millions de francs auquel Tourisme et Travail compte faire face par des participations du secrétariat d'Etat au tourisme (21,99 %), des affaires culturelles (5,17 %), de la Caisse nationale des allocations familiales (28,75 %), ainsi que par un emprunt à 6 % l'an sur vingt ans auprès du Fonds de développement économique et social couvrant 32,07 % de la dépense glo-

bale et, enfin, un autofinancement de 14,02 %.

Les ministres intéressés n'ont, jusqu'à présent, montré aucun empressement à discuter des modalités de financement en question. D'autre part, la demande de permis de construire a déjà buté à la mi-mars sur un avis défavorable de la commission départementale des sites des Alpes-Maritimes. Le projet de Tourisme et Travail, dû aux architectes Pierre Chasanoif et Anatole Kopp, a pourtant été établi en liaison constante avec la commission supérieure d'architecture des affaires culturelles qui s'est elle-même opposée au pastiche d'ancien pour les futurs bâtiments (les casernements existants, construits à différentes époques et même en style néo-grec, sont estimés sans valeur). Il appartiendra désormais à la Commission supérieure des monuments historiques de se prononcer. Elle dispose, pour ce faire, d'un délai de six mois.

**« Un ghetto »**

Affirmer par ailleurs que le projet bénéficie dans le département d'un environnement politique favorable serait excessif. Les dirigeants de Tourisme et Travail ont dû renouveler à trois reprises leur demande d'audience avant d'être reçus, à une heure très matinale, le 26 mars dernier, par le maire (réformateur) de Nice et président du conseil général des Alpes-Maritimes, M. Jacques Médecin.

En septembre 1972, M. Médecin avait pris l'initiative, toute personnelle, de proposer d'aménager dans la citadelle un centre culturel avec un auditorium, des salles d'exposition, une salle pour congrès, etc. Une pure diversion, dont le temps était révolu quand le maire de Nice déclara dernièrement à ses interlocuteurs qu'il se comptait parmi les adversaires résolus de leur projet : « La rade de Villefranche n'est pas faite pour le tourisme de masse ».

La présence d'élus communistes dans la municipalité villefranchoise rendait par ailleurs inévitable la politisation de l'affaire au niveau local. « Nous refusons de nous laisser circonvenir par les communistes du parti communiste », proclamait récemment un tract signé par un ancien colonel de l'armée de l'air connu pour ses opinions centristes. Cette attaque comme celles menées sous le couvert d'une association syndicale et professionnelle — dont un groupe de trente commerçants a pris le contre-pied — ne sauraient traduire de profonds mouvements d'opinion. Elles sont surtout l'occasion de caricaturer le projet d'aménagement de la citadelle dont la réalisation provoquera, selon l'un, « l'invasion de milliers de touristes dérangés » ou transformera la ville, selon l'autre, en « un vaste camp de vacances, un ghetto ».

Au-delà de ces propos outranciers, le choix fait par la municipalité de Villefranche en faveur du tourisme social reste pourtant dicté par la nécessité de relancer l'économie déclinante de la commune. Aucune activité nouvelle n'est venue, en effet, compenser le départ pour Naples en 1968 de la base navale américaine.

GUY PORTE.

\* Fédération nationale Tourisme et Travail et Association La Citadelle de Villefranche : 15, rue de Milan, 75009 Paris ; tél. : 230-64-04.  
A Nice : hôtel du Louvre, 20, boulevard Victor-Hugo, 06015 Nice ; tél. : 87-40-82.

**LA COTE D'AZUR POUR QUI ?**

La municipalité, de son côté, a fait une promesse de cession moyennant le versement d'une indemnité foncière — calculée sur la vente des appartements — qui ne peut être inférieure à 2.500.000 francs. Tous les travaux de restauration des murs d'enceinte de la citadelle, d'accès aux fossés et de réseaux extérieurs, restent cependant à sa charge et s'ajoutent, dans la balance de l'opération, au coût réel d'acquisition de l'ouvrage qui s'élève, intérêts d'emprunt compris, à 1.400.000 F.

Le bénéfice pour la commune, du moins à court terme, se distingue — et va dire assez mal : le seul des ressources que, les charges s'annoncent lourdes, et la citadelle échappe définitivement à la collectivité. Le protocole d'accord avec la SINVIM est pourtant justifié orthodoxe par le préfet des Alpes-Maritimes, M. René-Georges Dumas, qui l'approuve sans difficulté le 5 juin 1970.

En mars 1971, les élections remettaient tout en question. Le scrutin se joue essentiellement sur la politique d'aménagement touristique de la municipalité sortante dont une autre option importante est la construction d'une « marina » de quatre cents appartements en fond de rade. Les trois listes d'opposition des groupées, à la proportionnelle, entre les deux tours, en une seule qui comprend huit transfuges de l'Union de la gauche, (dont six communistes et quinze « sans étiquette » d'opinions très diverses), l'emportent largement avec 65 % des suffrages exprimés. Un ancien colonel du génie, M. Gilbert Basset (sans étiquette), devient maire.

Le 28 juin 1972, un second protocole conclu cette fois avec la Fédération nationale Tourisme et Travail, elle-même mandatée aujourd'hui par quarante-deux comités d'entreprise ou organismes similaires, représentant environ cent cinquante mille salariés, est adopté par les nouveaux élus. Il prévoit la réalisation, dans l'enceinte de la citadelle, sur une

superficie d'environ 14.000 m<sup>2</sup>, d'un centre de loisirs et de vacances de caractère social comprenant 753 lits en studios et chambres, un restaurant de 250 couverts et un ensemble d'équipement socio-culturel : théâtre de verdure de 100 places, piscine, salles d'activités et de congrès, club, etc.

La commune reste propriétaire de la citadelle qu'elle loue pour cinquante ans ; sans en supporter les charges de restauration ; sans avoir à verser de contrepartie d'aucune sorte pour les installations qui doivent lui revenir à l'expiration du bail ou en cas de cessation d'activité. De plus, Tourisme et Travail s'engage au paiement d'une indemnité de prise de possession de 1.400.000 F — soit l'équivalent des frais d'acquisition de l'ouvrage par la commune — et à régler à la SINVIM un dédit de 800.000 F.

Le nouvel accord préserve indéniablement beaucoup mieux que le précédent les intérêts villefranchois. L'éthique même en est profondément différente. « L'orientation fondamentale a été, dès le départ, d'étudier un projet répondant tant aux besoins des vacanciers qu'à ceux de la population locale », souligne notamment Tourisme et Travail.

Les installations socio-culturelles du centre de vacances sont la complémentarité avec les équipements de la commune a été recherchée, ainsi, « largement ouvertes » aux habitants.

En principe, la délibération par laquelle la municipalité s'est prononcée en faveur du projet de Tourisme et Travail n'a pas à être soumise à l'approbation de l'assemblée de la commune. Par trois fois cependant, et avant même le dépôt du projet, le préfet exigea des élus villefranchois, en arguant des questions de sécurité, de gestion puis de site, qu'ils réexaminent le dossier. La navette s'éternisera plus de 7 mois durant jusqu'à ce que la municipalité décide d'abandonner un recours devant le tribunal administratif de Nice et apprenne alors, par une lettre du préfet en date du 14 février 1973, que ses délibérations « sont devenues exécutoires ».

« Un dernier assaut est nécessaire », titrait résolument, dans son plus récent numéro, l'Estérel, journal bimensuel de l'Union départementale C.G.T. des Alpes-Maritimes. Si une certaine force d'inertie a été en effet battue en brèche, les conditions de réalisation du projet sont loin d'être toutes réunies. Bien que la Commission interministérielle du tourisme social ait donné son accord de principe à la subvention de l'opération, il reste en particulier à savoir quels seront le montant et le taux des aides de l'Etat et des prêts des organismes sociaux. La construction du centre de vacances de Villefranche demandera un investissement, actualisé au 1<sup>er</sup> janvier 1977, de près de 52 millions de francs auquel Tourisme et Travail compte faire face par des participations du secrétariat d'Etat au tourisme (21,99 %), des affaires culturelles (5,17 %), de la Caisse nationale des allocations familiales (28,75 %), ainsi que par un emprunt à 6 % l'an sur vingt ans auprès du Fonds de développement économique et social couvrant 32,07 % de la dépense glo-

bale et, enfin, un autofinancement de 14,02 %.

Les ministres intéressés n'ont, jusqu'à présent, montré aucun empressement à discuter des modalités de financement en question. D'autre part, la demande de permis de construire a déjà buté à la mi-mars sur un avis défavorable de la commission départementale des sites des Alpes-Maritimes. Le projet de Tourisme et Travail, dû aux architectes Pierre Chasanoif et Anatole Kopp, a pourtant été établi en liaison constante avec la commission supérieure d'architecture des affaires culturelles qui s'est elle-même opposée au pastiche d'ancien pour les futurs bâtiments (les casernements existants, construits à différentes époques et même en style néo-grec, sont estimés sans valeur). Il appartiendra désormais à la Commission supérieure des monuments historiques de se prononcer. Elle dispose, pour ce faire, d'un délai de six mois.

**« Un ghetto »**

Affirmer par ailleurs que le projet bénéficie dans le département d'un environnement politique favorable serait excessif. Les dirigeants de Tourisme et Travail ont dû renouveler à trois reprises leur demande d'audience avant d'être reçus, à une heure très matinale, le 26 mars dernier, par le maire (réformateur) de Nice et président du conseil général des Alpes-Maritimes, M. Jacques Médecin.

En septembre 1972, M. Médecin avait pris l'initiative, toute personnelle, de proposer d'aménager dans la citadelle un centre culturel avec un auditorium, des salles d'exposition, une salle pour congrès, etc. Une pure diversion, dont le temps était révolu quand le maire de Nice déclara dernièrement à ses interlocuteurs qu'il se comptait parmi les adversaires résolus de leur projet : « La rade de Villefranche n'est pas faite pour le tourisme de masse ».

La présence d'élus communistes dans la municipalité villefranchoise rendait par ailleurs inévitable la politisation de l'affaire au niveau local. « Nous refusons de nous laisser circonvenir par les communistes du parti communiste », proclamait récemment un tract signé par un ancien colonel de l'armée de l'air connu pour ses opinions centristes. Cette attaque comme celles menées sous le couvert d'une association syndicale et professionnelle — dont un groupe de trente commerçants a pris le contre-pied — ne sauraient traduire de profonds mouvements d'opinion. Elles sont surtout l'occasion de caricaturer le projet d'aménagement de la citadelle dont la réalisation provoquera, selon l'un, « l'invasion de milliers de touristes dérangés » ou transformera la ville, selon l'autre, en « un vaste camp de vacances, un ghetto ».

Au-delà de ces propos outranciers, le choix fait par la municipalité de Villefranche en faveur du tourisme social reste pourtant dicté par la nécessité de relancer l'économie déclinante de la commune. Aucune activité nouvelle n'est venue, en effet, compenser le départ pour Naples en 1968 de la base navale américaine.

GUY PORTE.

\* Fédération nationale Tourisme et Travail et Association La Citadelle de Villefranche : 15, rue de Milan, 75009 Paris ; tél. : 230-64-04.  
A Nice : hôtel du Louvre, 20, boulevard Victor-Hugo, 06015 Nice ; tél. : 87-40-82.

**Vous avez des prix, vous, sur les avions et les hôtels ?**

Avez-vous déjà essayé de téléphoner à une Compagnie Aérienne, puis à une autre, pour les mettre en concurrence et obtenir des places d'avion avec réduction ? Non. Vous savez qu'on vous répondrait : « Les tarifs sont réglementés, alignés, il n'y a pas d'exception ».

La plus habile des négociations ne peut faire baisser d'un centime un tarif d'avion, de bateau ou de train. C'est comme cela. Et personne n'y peut rien.

Pour les hôtels, qu'arrive-t-il ? Quand un prix baisse, la catégorie d'hôtel baisse et les étoiles tombent au rythme des prix.

Alors, vous vous résignez, et pour évaluer le prix de vos vacances, vous faites votre décompte personnel. Vous prenez les barèmes

et alignez les chiffres. Avion aller-retour + les chambres + les déjeuners + les diners + les excursions... le total est impressionnant.

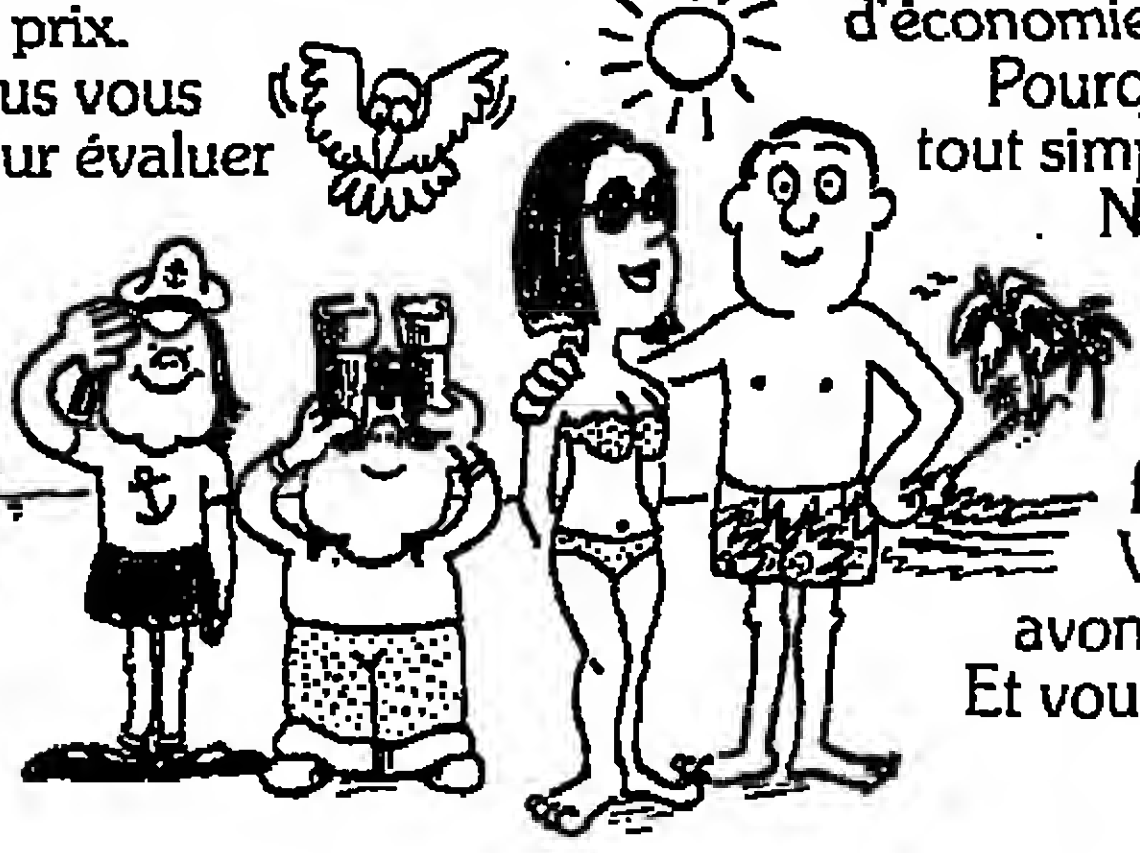
Gardez votre calme. Et venez nous voir à Havas-Voyages (il y a plus de 200 bureaux en France). Là, un conseiller referra l'addition avec vous.

L'avion aller-retour + les meilleurs hôtels + des repas excellents + des excursions passionnantes.

Résultat : un total bien moins cher que le vôtre.

Quelquefois, jusqu'à 50 % d'économie.

Pourquoi ? C'est tout simple. Nous sommes la plus importante Agence française de Voyages. Nous avons des accords. Et vous en profitez.



**Havas Voyages conseille et garantit vos vacances.**

200 AGENCES EN FRANCE.

Demandez nos brochures à l'agence Havas Voyages la plus proche de votre domicile, ou : à Havas Voyages : service documentation - 26, avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

Lic. 97

**ETUDE DES LANGUES ETANGÈRES**  
agrémentée de sports et d'activités dirigées

IRLANDE, ANGLETERRE, U.S.A.  
ALLEMAGNE, ESPAGNE  
STAGE DE VOILE en Angleterre pour les plus de 16 ans  
ORCHAPE-JEUNES  
6, rue d'Armaillé 75017 PARIS  
Tél. : 380-30-67.

**raid et bivouac au Sahara avec V.V.T.**

Nom .....  
Adresse .....  
à retourner à :  
Voyages Vacances Tourisme  
5 bd de Vaugrand 75015 Paris  
11 quai des Célestins 69002 Lyon

**GUIDES UNICLAM**

**Amérique latine: l'invitation au voyage.**

**Après le guide du Pérou, le guide du Guatemala**

Voici le premier et le seul guide complet sur le Guatemala, son histoire politique et son économie. Vous y trouverez toutes les informations précises que vous cherchez, des renseignements pratiques, les transports, les hôtels, les itinéraires... enfin tout ce qu'il est indispensable de savoir pour mieux connaître le Guatemala.

Expositions d'artisanat - Voyages toute l'année - Circuits 50 jours - Stages - Réunions d'information - Films et dispositifs - Tous les jours à 20 heures.

Ban à retourner à UNICLAM  
8 rue Casimir Delavigne - 75006 PARIS - 833.59.14 et 325.78.31

NOM .....  
ADRESSE .....  
désire recevoir :  
☐ guide GUATEMALA (27,50F francs)  
☐ guide PEROU (39,50F francs)  
☐ brochure Voyages



## Travail à Villefranche

## EST TOUJOURS ASSIÉGÉE

La ville de Villefranche, située sur la rive gauche du Rhône, est toujours assiégée par les eaux. Les crues successives ont envahi les jardins, les champs, les rues. Les habitants sont obligés de se déplacer à pied d'eau. Les services de secours sont mobilisés pour évacuer les personnes en danger. Les dégâts matériels sont considérables. Les autorités locales appellent à la solidarité et à l'aide mutuelle.

## LE D'AZUR POUR QUI ?

Le D'Azur, ce petit avion à hélice, est devenu très populaire auprès des amateurs de vol. Il est idéal pour les courts trajets, les déplacements professionnels ou personnels. Sa simplicité d'usage et sa fiabilité en font un choix privilégié. Les écoles de pilotage recommandent souvent ce modèle pour les débutants. Les prix sont raisonnables, et les performances sont satisfaisantes.

## Tourisme

## DE L'AUTRE CÔTÉ DE LA FRONTIÈRE

## Les Ardennes avec la salive aux lèvres...

C'est de ma fenêtre, à l'hôtel de l'Air par de La Roche-en-Ardenne, que j'ai l'impression de découvrir l'Ardenne. Les ronds de cette saison la paraissent de nonchalance tendre. Mais, bientôt, j'apprends que, dans cette province belge du Luxembourg, naissent deux Ourthes, dans un paysage de forêts exceptionnelles et prenant. Je veux les connaître mieux : « Revenez, me dit-on, au printemps ! »

Deux Ourthes ! L'Ourthe occidentale et l'Ourthe orientale cheminent l'une vers l'autre et se rencontrent au barrage de Nismont qui, d'une superficie de 47 hectares et d'une capacité normale de 3 millions de mètres cubes, fournit en eau potable et industrielle toute la région.

C'est du village de Nadrin, situé sur un haut plateau aux horizons immenses, qu'il faut voir les remparts de l'Ourthe unique, celle qui, à travers l'Ardenne forestière et giboyeuse, s'en va vers Liège et la Meuse. A 2 kilomètres du village de Nadrin se trouve le Hérin, une arête schisteuse de 1400 mètres, un des grands sites de la Wallonie. La descente pédestre de l'étroit sentier menant à la crête est une promenade savoureuse.

J'emploie ce mot à juste titre. Savoureuse, la région l'est tout entière : on voudrait mâcher cette verdure, avaler l'air purifié par la forêt ; on respire celle-ci à travers le jambon fumé et les apéritifs de gibier. Mais soyons plus précis. Il faut prendre la Roche-en-Ardenne pour point de départ. C'est un centre de vacances très animé, mais aussi bien n'est-ce point durant les vacances qu'il faut visiter ce pays. Il est merveilleux en automne, lorsque tous les arbres, notamment les mélèzes, viennent à l'or le plus chaud, tandis que les épicéas font, ici et là, des taches d'un vert sombre. Il est peut-être plus beau encore au printemps, lorsque tout reverdit.

## Apparition de fantôme

La Roche-en-Ardenne est dominée par les ruines d'un château féodal datant du neuvième siècle (visites de 9 à 19 heures, Son et Lumière en saison et jours fériés avec « apparition du fantôme »).

Sur l'Ourthe orientale, vous gagnerez Houffalize. Un livre de 1966, intitulé *En Ardenne, par quatre chemins*, nous dit : « Il n'y a dans toute la Belgique, ville ni village dont l'aspect soit aussi grandement triste que celui d'Houffalize. » C'est bien méchant pour cette petite ville dont la sylve fit songer Hemingway à son Illinois natal. Disons que c'est ici l'oree d'un pays sauvage, singulier et parfois mélancolique. Prenant, en tout cas.

Vers l'Ourthe occidentale, vous découvrirez l'autre lieu de la forêt d'Ardenne : Saint-Hubert.

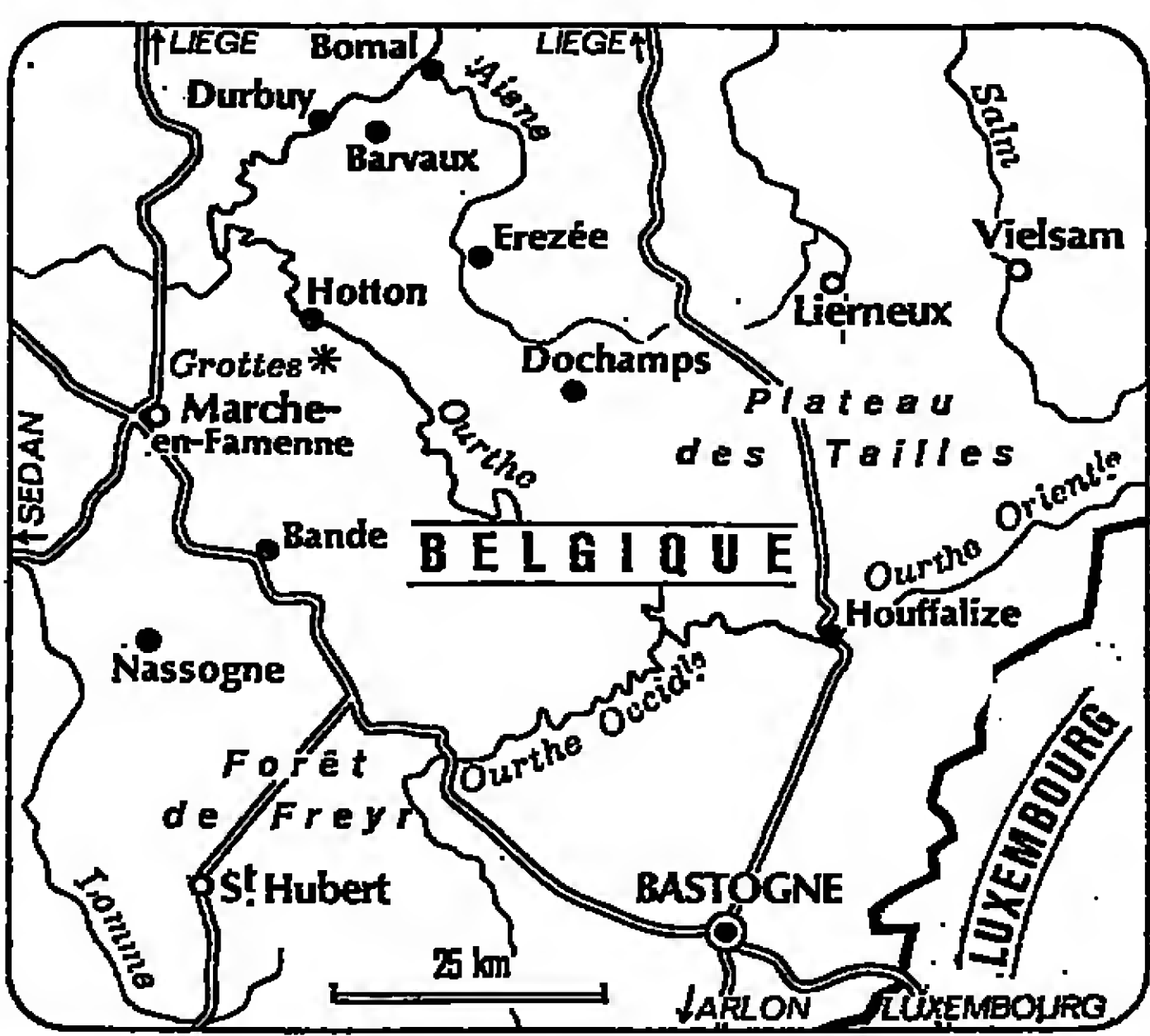
L'église abbatiale (1580), avec sa façade Renaissance, l'église Saint-Gilles (1064), l'abbaye (1729), témoignent de ce que cette ville fut, de tout temps, un lieu

de pèlerinage. Le parc à gibier (visite toute l'année de 9 à 19 h.) rappelle que l'on est ici dans un pays de chasseurs (à Habay-la-Neuve, chaque année, on peut assister à la bénédiction de la forêt, cette forêt où, sous Trajan, un Romain fut converti par la rencontre d'un cerf miraculeux).

Mais à Saint-Hubert revêt une confrérie des bouchers. Elle date de 1591, et c'est en septembre que vous pourrez voir le long cortège des hommes en blanc venant sa-

ont quasi disparu de la forêt d'Ardenne et la glandée rarissime ne fournit plus ces admirables jambons d'autrefois.

Au nord de La Roche, vers Liège ou vers Namur, dans cette partie forestière que Pétrarque traversa en 1333 pour rentrer de Liège en Arignon et qui lui inspira deux beaux sonnets, de nombreux villages ponctuent cette province, la plus étendue et la moins peuplée pourtant de Belgique.



luer leur saint patron, lors d'une messe sonnée par les trompes de chasse. A eux viennent se joindre les masquilleurs de Namur, les mangons de Liège et nos bouchers de Charleville-Mézières, unis en confrérie depuis 1723.

Cette région, du reste, est celle des confréries. A Arlon, dans la Gaume, et plus au sud (si vous venez de Paris par la route, vous aurez pu y passer) siège la confrérie du Maltrank qui fête fin mai, chaque année, cette délectable « boisson de mai », vin blanc dans lequel on a fait macérer l'aspergille odorante. A Marche-en-Famenne, au nord-ouest de La Roche (où le musée de la Touraille, dans la dernière tour des fortifications qui cernaient la ville, montre, entre autres ce que furent ici les dentellières), la confrérie du Mâoué honore ce vieux plat des pauvres paysans, qui est le mâoué, le mâoué de chez nous, un mélange poêle de farine, lard, oeufs et lait. Enfin, à Bastogne, célèbre pour une tout autre raison (visite du « Bastogne Nuts Museum » de 8 à 19 h, de Pâques à octobre), la confrérie des Herdiers lutte pour le maintien de la qualité du vrai jambon d'Ardenne. Le hercier, autrefois, réunissait en troupeaux les porcs d'un village et les menait à la glandée. Des sangliers se mêlaient aux cochons, allant même parfois jusqu'à l'accouplement. Ainsi naquit une race nouvelle de porcs. Les chènes

Vous découvrirez ainsi Marcourt, berceau des quatre fils Aymon et de Thérèse de Méricourt, avec ses maisons espagnoles, son église du quatorzième siècle et, le 3 mai, le pèlerinage à l'ermite de Saint-Thibault, qui date de 1632. Dochamp, son église de 1544 et son bien amusant tram vicinal devenu tramway touristique. Rendeux-Hampten, aux nombreuses promenades aux points de vue de Walsarday, Rendeux-Haut et Chéroux. Hotton, où le S.L. a mis au point ses promenades pédestres, dont l'itinéraire vous sera fourni sur demande (8, rue du Baty), où la grotte des Mille et Une Nuits est d'une exceptionnelle beauté et où, enfin, le deuxième dimanche d'automne, la Foire d'automne est une attraction complétée d'une inattendue « fête beaujolaise ».

## Les fêtes

Ereze, aux fermes anciennes. Barvaux et sa Foire du muguet (fin avril) avec son rendez-vous international des jumeaux le 21 juillet. Durbuy, qui se proclame « la plus petite ville du monde » parce que ses 320 habitants ne veulent point être des villageois. A juste titre ! Cette ville pittoresque abrite château, couvent, halle, cours de justice et vieilles maisons formant un ensemble architectural d'une rare homogénéité. Et quelles fêtes ! Le grand feu du samedi suivant le

mardi gras, le corso fleuri de la fin août, la Foire aux antiquaires vers Pâques, etc.

On a dit de la Belgique qu'elle était le pays des messes et des kermesses. Cette région tout particulièrement s'amuse de fêtes folkloriques. A Vielsalm (nord-est de La Roche), depuis des siècles, le 20 juillet, à 21 heures, les macrales se rendent à l'appel de leur Grand Maître Belzébuth pour y tenir sabbat. Mais c'est en mars, tous les deux ans (et cette année 1975) que ses habitants célèbrent lesdites macrales par une trépassée monstre (la poêle à un mètre de diamètre) en plein air, tandis que les mêmes macrales défilent dans les rues, le 21 juillet, pour fêter les premières myrtilles.

## César inquiet

Myrtilles, indispensables confitures accompagnant le gibier qui, ici, est roi dans tous les hôtels et restaurants, en saison. Beaucoup de restaurateurs aussi bien acceptent des week-ends à forfait où le gibier domine la table. Nous sommes au pays des venaisons. A Vielsalm encore, à la clairière So Becheva (au seuil de la forêt domaniale du Grand-Bois), où l'on peut se promener au milieu d'essences assez rares, on trouvera des pavillons et des grilles faits de bois et de pierres du pays mis gracieusement à la disposition des amateurs de barbeques (toute l'année entre 8 et 21 heures).

Plus au sud, et presque à la frontière française, à Virton (entre la rivière Vire et la rivière Ton), le 1<sup>er</sup> avril est la Journée des farces, le 28 décembre la Foire aux amoureux et le 1<sup>er</sup> mai la Fête des zigomars, fête pour laquelle défilent dans les rues les deux géants virtonnais Djan d'Mady et sa Djane.

Voilà donc ce Luxembourg belge ; voici la survivance de l'antique forêt ardennaise qui inquiète César ; voici l'Ourthe rythmant la vie quotidienne, discrète et salubre.

L'hôtellerie y est suffisamment développée pour accueillir le touriste, sans oublier les terrains de camping (renseignements : Fédération touristique du Luxembourg belge, 9, quai de l'Ourthe, La Roche-en-Ardenne. Téléphone 084-413-75).

Et l'on n'y compte pas moins de quatre relais de campagne : Le Ligney à Heyd, le Prieuré de Comques à Herbeumont-sur-Semois, l'Auberge du Moulin Richeux à Notrefontaine et, au cœur même de la région, à La Roche-en-Ardenne, l'Hôtel l'Air Par (11, route de Houffalize. Tél. 412-23) qui fut mon P.C. au cours de ces pérégrinations automobiles et printanières autour de l'Ourthe et au cœur de la sylve.

ROBERT J. COURTINE.

\* Office national belge du tourisme, 21, boulevard des Capucines, 75002 Paris, tél. 073-44-50.



L'Angleterre par le train  
...ou en voiture

# Sealink

## aéroglosses

### SEASPEED



Avec le car-ferry vous choisissez la détente à bord d'un grand navire, vous profitez de la mer et vous choisissez la traversée qui vous rapproche du but. Toute l'année, de Dunkerque, Calais, Boulogne à Douvres ou Folkestone, de Dieppe à Newhaven et, en été de Cherbourg à Weymouth.

Avec l'aéroglosses vous choisissez la vitesse, 100 à l'heure, au ras des vagues, sur un coussin d'air, une demi-heure de Boulogne ou Calais à Douvres.

Services directs Paris-Londres (train + bateau) et train + aéroglosses. Billets mini-tour pour 4 personnes à partir de 480 F A.R. transport gratuit de la voiture.

Tarif de nuit pour les jeunes de moins de 25 ans : 70 F.



Renseignements : agences de voyages et pour recevoir la brochure 1975, adressez ce coupon à AIR TRANSPORT - Agent général : 4, Rue de Surène - 75008 Paris.

NOM : \_\_\_\_\_  
PRÉNOM : \_\_\_\_\_  
ADRESSE : \_\_\_\_\_

## L'IRAN par la TURQUIE

## d'Istanbul à Persépolis

Deux civilisations : deux îlams, deux peuples de plus de 5000 ans... A Istanbul, vous vivrez dans la plus occidentale des cités d'Orient, partage entre la passion des automobiles, des ferrys-boats et le respect dû à la Mosquée Bleue. En traversant l'Iran, du golfe Persique à la Caspienne, vous découvrirez un peuple sans par le changement. Au pied de montagnes de plus de 7000 m, les déserts hirsutes de Perse, les plaines fertiles, les innombrables lacs salés formeront le gigantesque panorama de ce véritable Istanbul-Iranien-Express de 18 jours.

Persépolis, Chiraz, Suse et Ispahan (qui est vraiment couverte de roses) seront les principales étapes de ce périple aux sources de la civilisation.

16 jours Paris/Paris (en jet Paris, Ankara, Téhéran, Istanbul, Paris 12 jours en car pullman) : 4 250 F

GRANDES VACANCES  
1, rue du Louvre, Paris 1<sup>er</sup> 250.34.35 UC. 735 A

## croisière sauvage en Turquie avec V.V.T.

Nom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
à retourner à :  
Voyages Vacances Tourisme  
5 bd de Vaugrand 75015 PARIS  
11 quai des Célestins 69002 Lyon

## VOYAGE AUX U.S.A.

Les U.S.A. et les Américains une formule originale au sein d'un groupe restreint pour visiter les U.S.A. et vivre avec des Américains. 4 semaines en août : 3.850 F. RENCONTRE ET VOYAGE U.S.A. LE ROCHETON - 77008 MELUN Tél. 439-43-30

## cap vers le soleil de minuit avec V.V.T.

Nom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
à retourner à :  
Voyages Vacances Tourisme  
5 bd de Vaugrand 75015 PARIS  
11 quai des Célestins 69002 Lyon



"RELAX"  
un mot anglais pour  
les Français à

# Jersey

L'île de Jersey, à 20 km des côtes normandes, est un petit état indépendant et joyeux où il fait bon vivre. Saint-Hélier, un petit Londres, est la capitale mondiale du shopping détaxé. Mais il y a surtout les immenses plages, les fleurs, les vieilles pierres, les petits ports et une ambiance anglo-normande tout-à-fait spéciale. Jersey vous attend dès demain. Tout y est doux : la nature, les gens... et les prix. Consultez votre Agence de Voyages.



4, rue de Surène 75008 Paris  
Avec B.I.A., Jersey est à 70 minutes de Paris-Orly Sud  
Réservation : 686.80.80  
Plusieurs vols par semaine.

NOM : \_\_\_\_\_  
ADRESSE : \_\_\_\_\_  
LM5

مكتبة الأمل







comme le Larousse

## UNE RUE PRÈS

Le village de vacances de Saint-Vincent-Jalmoutiers, ouvert du 1er au 15 mai, est situé au cœur d'un magnifique parc de 150 hectares. Il offre aux vacanciers une véritable oasis de verdure, avec ses nombreux arbres centenaires, ses chemins de randonnée, ses étangs et ses lacs. Le village est composé de plusieurs bâtiments modernes et confortables, dotés de toutes les commodités pour une agréable séjour. Les activités proposées sont variées : sports nautiques, équitation, tennis, golf, etc. Le village est également très proche de la mer, ce qui permet aux vacanciers de profiter pleinement de la belle saison.

**Flas**

Le village de vacances de Saint-Vincent-Jalmoutiers, ouvert du 1er au 15 mai, est situé au cœur d'un magnifique parc de 150 hectares. Il offre aux vacanciers une véritable oasis de verdure, avec ses nombreux arbres centenaires, ses chemins de randonnée, ses étangs et ses lacs. Le village est composé de plusieurs bâtiments modernes et confortables, dotés de toutes les commodités pour une agréable séjour. Les activités proposées sont variées : sports nautiques, équitation, tennis, golf, etc. Le village est également très proche de la mer, ce qui permet aux vacanciers de profiter pleinement de la belle saison.

## Balades en tous sens

Entre Dordogne, Charente et Gironde : un village studieux

Le village de vacances de Saint-Vincent-Jalmoutiers, ouvert du 1er au 15 mai, est situé au cœur d'un magnifique parc de 150 hectares. Il offre aux vacanciers une véritable oasis de verdure, avec ses nombreux arbres centenaires, ses chemins de randonnée, ses étangs et ses lacs. Le village est composé de plusieurs bâtiments modernes et confortables, dotés de toutes les commodités pour une agréable séjour. Les activités proposées sont variées : sports nautiques, équitation, tennis, golf, etc. Le village est également très proche de la mer, ce qui permet aux vacanciers de profiter pleinement de la belle saison.

L'hébergement du village facilite grandement les choses aux vacanciers, qui pourront de surcroît se livrer, entre deux séances d'étude, aux plaisirs de la baignade, de l'équitation,

de la pêche — ou, de la promenade.

Oiseaux, fleurs et artisans

Pour la quatrième année consécutive, le Syndicat d'Initiative du Pyla organise durant les trois jours de Pentecôte (du 17 au 19 mai) sa « foire aux fleurs et aux oiseaux, artistes et artisans ».

Des gens, des bêtes et des choses qui ne peuvent faire que très bon ménage !

S.I. du Pyla-sur-Mer (33), rond-point du Figulier. Tél. : 22-55-53.

Un forum pour l'aventure

Le sixième forum de l'aventure, organisé chaque année par la Guilde européenne du raid, se tiendra les 19 et 20 avril au Palais des congrès de la porte Maillot. A côté du Salon où de nombreux exposants (matériel photo-cinéma, véhicules tous terrains, équipements spéciaux, associations de voyageurs insolites, camping, etc.) seront présents, une soirée de film d'aventures se déroulera, le 19 à 20 h. 30.

Cinq documents y seront projetés : la Migration des rennes en Laponie, Paris-Dakar à moto, Un raid-survie en Amazonie, Voiliers des glaces en baie d'Hudson et Renaissance de la montagne.

Galilée européenne du raid : 15, quai Conti, 75006 Paris. Tél. 033-52-53. (Prix de l'entrée au Salon : 7 F ; prix de la séance de cinéma comprenant l'entrée au Salon : 20 F.)

## Tourisme

La bible du marin d'eau douce

Les 8 000 kilomètres du réseau navigable français sont chaque année un peu plus fréquentés, notamment par les plaisanciers étrangers : un guide vient d'être publié qui rassemble une documentation très complète sur toutes les formalités à remplir par le plaisancier : permis, conditions de navigation, surveillance du boteau, assurance, douane.

Le plaisancier y trouvera, en outre, les principaux renseignements pratiques indispensables : où trouver les cartes, où se renseigner à Paris et en province, à quelle heure les écluses fonctionnent-elles, où louer un bateau ? La brochure se complète d'une carte du réseau des voies navigables.

Le tourisme fluvial en France a. Ministère de l'équipement : 214, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 320-21-62, poste 41-38 (cette brochure est à la disposition du public).

Tramway Diesel, loco à vapeur, Aisne et Ardennes belges...

Le dimanche 27 avril, un train spécial conduira en Belgique les amis de l'Association pour le tourisme ferroviaire (A.T.F.). Après le passage des douanes françaises et belges, à Jemont et à Erquelinnes, une machine belge viendra prendre la place de la loco française et emmènera son convoi jusqu'à Jemelle. De là, en autocar, on gagnera Han, dont les grottes comptent parmi les plus belles d'Europe, on déjeunera sur place.

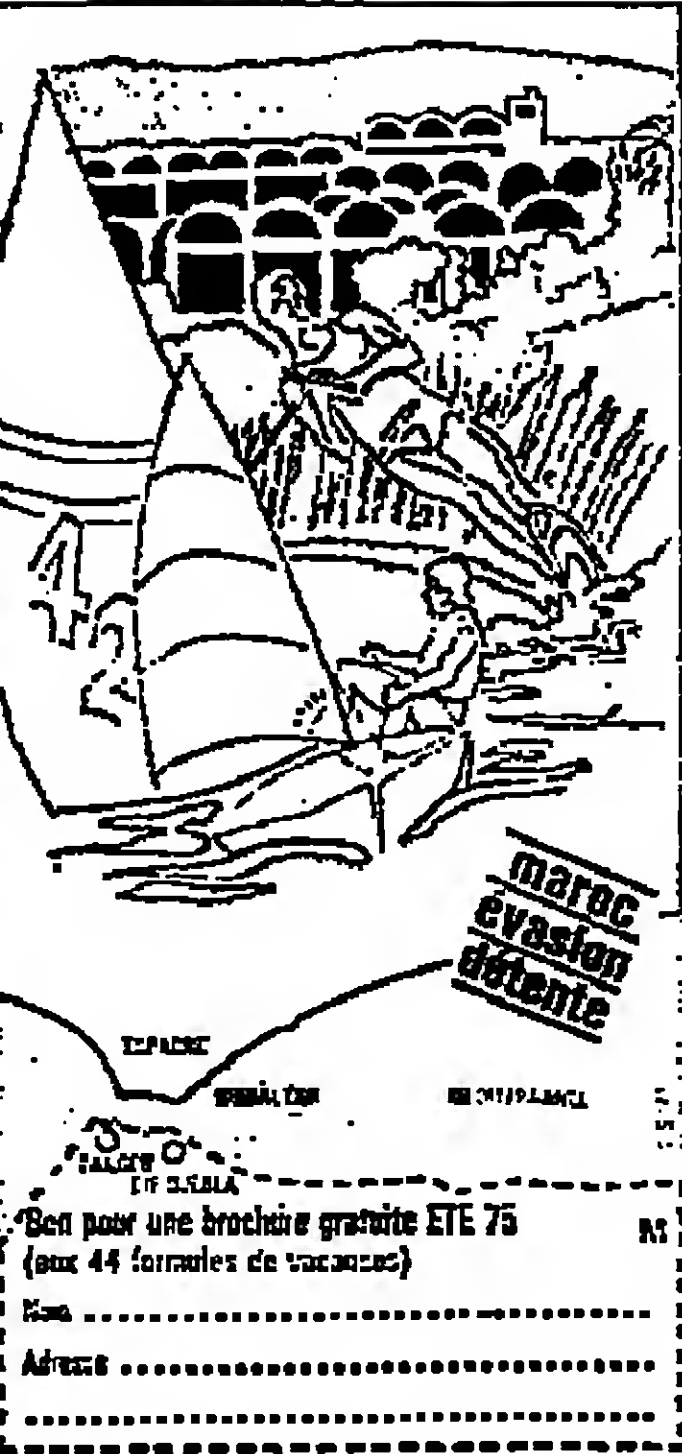
A.T.F. : B.P. 334, 75838 Paris Cedex 17. (Tél. 267-42-74 et 772-42-35, le soir seulement.)

## pour vivre vos vacances librement à rif djebba

Rif Djebba, c'est la Méditerranée à la marocaine. Un village conçu pour des vacances jeunes, en famille et en toute liberté. Une vie de détente, une animation efficace mais discrète. Activités séparées pour les enfants, jeux de plage, piscine, voile, ski nautique, équitation, volley, etc. A 70 kms de Tanger et à 15 de Tétouan, de nombreuses possibilités d'excursions vous sont proposées pour découvrir ce pays aux mille facettes.

UNE SEMAINE depuis PARIS-PARIS 1.300 F

voyages vacances tourisme 5, Boulevard de Voltaire 75015 Paris Tél. : 533 8212



## Un marché à Auxerre

De tous les témoignages qui subsistent de la grande époque de l'architecture du fer, les marchés couverts sont sans doute les plus précieux, les plus utiles et cependant les plus menacés. On parle d'abattre le marché des Batignolles, et le marché d'Auxerre doit connaître le même sort dans de très brefs délais.

Ce marché, qui est situé au centre de la ville et qui date du début du siècle, est d'une qualité remarquable tant du point de vue architectural que par le charme et l'originalité de sa décoration : certes, il est en mauvais état et sa restauration poserait de sérieux problèmes, d'autant plus qu'un nouveau marché vient d'être construit (sans grand bonheur architectural) sur une place, la place de l'Archevêque, qui est à la périphérie de la ville.

La destruction imminente semble en tout cas provoquer une vive émotion parmi la population d'Auxerre, qui a été par ailleurs fort étonnée d'apprendre que les promenades plantées qui entourent la ville doivent disparaître au profit d'une rocade circulaire.

Tous les arbres d'une partie de ces très belles promenades ont déjà été abattus et l'on comprend mal qu'une telle opération ait pu être entreprise dans un site classé et à la limite du secteur sauvegardé. Tel est le sens de la lettre qu'a adressée au président de la République le président de l'A.D.A.A. (Association pour la défense et l'animation d'Auxerre), lettre dont nous publions quelques extraits :

« Le marché, qui est le plus grand espace couvert du département, pourra, s'il est conservé, rendre à la population les plus grands services non seulement dans son usage actuel qui pourrait être partiellement maintenu, mais aussi pour des expositions, des manifestations culturelles et sportives, voire même certains jours de la semaine comme parking couvert.

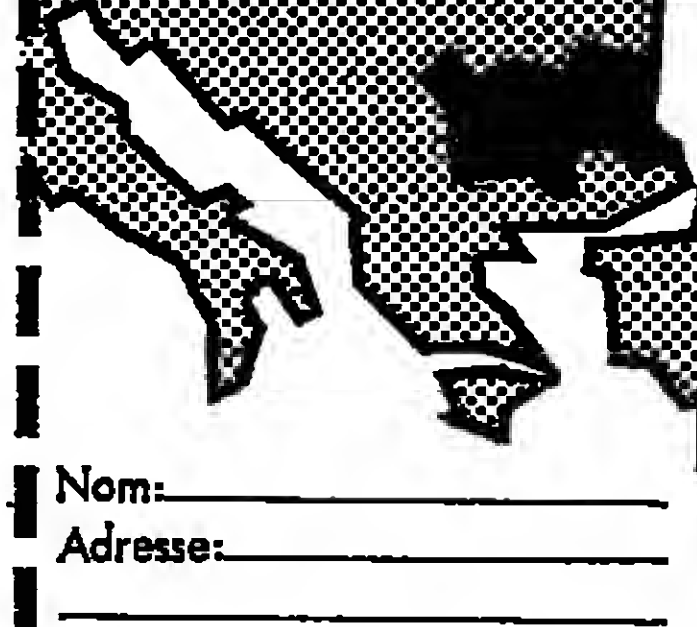
« Ce n'est pas seulement le passé, mais la vie même d'aujourd'hui des Auxerrois qui est intéressée à la préservation du vieux marché. Or, la municipalité actuelle n'a l'intention de mettre dans l'immédiat à l'implantation du marché couvert, qu'un parking à plein air, la réalisation d'un sous-sol est également prévue l'année prochaine, mais aucun projet n'a été présenté pour la superstructure. On veut donc détruire le marché sans même être en mesure d'indiquer ce qui sera mis à la place et sans que la population ait été le moins du monde consultée.

## BULGARIE

à partir de 980 F 15 jours. Voyage, logement, nourriture. Tout compris.

« Jeunesse du Monde » vous propose tout cela, du 22 au 31 septembre, dans une station internationale de jeunesse sur la mer noire pendant quinze jours. Ce prix comprend la nourriture, le logement et le voyage aller-retour de Paris à Sofia, à partir de 1 450 F, voyage à deux à travers la Bulgarie : Sofia, Plovdiv, Bourgas, Varna, Hristovo. Pour en savoir plus, retenez ce lieu à SOFIA AIR « Jeunesse du Monde » (Lic. 616) 34, rue Daubigny, 75008 Paris.

Cette offre est réservée au plus de 18 ans et moins de 30 ans.



Nom : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_

## Bienvenue au Canada

DU QUÉBEC À L'ACADIE (16 jours) Montréal, Québec, berceau de la civilisation française en Amérique, le Nouveau-Brunswick et la Gaspésie, la majestueuse traversée du fleuve Saint-Laurent. De Paris à Paris, par personne : à partir de 5450 f

À TRAVERS LA « BELLE PROVINCE » (12 jours) Montréal, Québec, le lac Saint-Jean, pays de Marie Chappellaine et l'estuaire du Saint-Laurent. De Paris à Paris, par personne : à partir de 4490 f

PAYSAGES AMÉRICAINS (14 jours) De Toronto à Montréal, par les chutes du Niagara, Washington, New-York et Québec. De Paris à Paris, par personne : à partir de 4750 f

POUR OBTENIR LA BROCHURE GRATUITE postez-nous simplement votre carte de visite avec le mot « CANADA », ou passez nous voir :

le tourisme français 96, rue de la Victoire, 75429 Paris. Tél. 285.38.38

32, avenue Félix-Faure, 75015 Paris - et Galeries Lafayette - ou dans votre agence de voyages habituelle.

## CANET en ROUSSILLON

Été merveilleux de mai à octobre 5 kilomètres de sable fin Soleil en toutes saisons Port très moderne La Plage radieuse

Syndicat d'Initiative 66140 Canet-Plage (tel. 09) 35-03-88 35-00-85

PRIX RÉDUITS HORS SAISON

Cor. d'Agence Lic. A669

LIBAIR 17, rue Turbigo - 75002 PARIS tél : 508 06 60 et 231 53 99

Été 75 ALBANIE Circuit 2 semaines YOUGOSLAVIE Séjour Ile de BRAC CHEVAL Initiation et randonnées GRECE Séjour à KALOGRIA EXPEDITIONS INDE/NEPAL - LAPONIE - TURQUIE - MAROC

Demandes notre brochure

## Le 23 août, si vous êtes avec nous à Odessa, vous descendrez le grand escalier Potemkine...

Ou, selon votre goût, vous vous recueillerez devant le monument Potemkine, l'avez dans le parc Shevchenko - Visitez le musée naval - le musée d'Art - d'été, dans le meilleur restaurant d'Odessa - à moins que vous ne préfériez passer la journée sur le merveilleux spectacle de l'Opéra d'Odessa, en laissant à Lantôme le soin de créer votre maquillage d'un soir.

Peut-être choisirez-vous de découvrir Kiev, capitale de l'Ukraine : la cathédrale Sainte Sophie, le musée d'Art Occidental et Oriental qui abrite des chefs-d'œuvre des écoles italienne, hollandaise et flamande, le théâtre, où vous pourrez passer la soirée, le monastère des grottes, puis Moscou : les monuments historiques du Kremlin, la Place Rouge...

Le DAPHNÉ - Un navire de 17 000 tonnes - 212 cabines, exceptionnellement spacieuses, presque toutes avec baies vitrées donnant sur la mer, toutes équipées de salles de bains, air conditionné, moquette, téléphone - une cuisine raffinée proposant de nombreuses spécialités locales - un institut de beauté et un salon de coiffure - des boutiques hors-taxes - une piscine - un gymnase - deux saunas - une bibliothèque - une discothèque - un orchestre - un cinéma-théâtre - une salle de jeux pour enfants - un tir aux pigeons - des conférences.

Carras

Croisières Carras : la liberté de choisir.

Les Cités de la mer : 26 juillet au 16 août 1975.

Les Faveurs de la mer : 16 août au 6 septembre 1975.

Cap sur Byzance : 6 au 28 septembre 1975.

Les Cités du Levant : 28 septembre au 12 octobre 1975 - 12 au 26 octobre 1975 - 26 octobre au 9 novembre 1975.

Pour tous renseignements, consultez votre agence de voyages ou Transports et Voyages - Agent général pour la France - 8 rue Auber - PARIS Cedex 09 - Tél. 742.31.49.

مكتبة الأمل



صك: امن الاصل

**165 F**

**\* c'est l'Angleterre en voiture par l'Hoverlloyd**

100 à l'heure sur un paquebot volant, c'est un voyage fabuleux dont vous parlerez longtemps.

L'HOVERLOYD, c'est Calais-Ramsgate en 40 minutes avec au bout l'autoroute de Londres.

Traversez de la voiture à partir de 165 F (suivant dimensions).

Vos passagers et vous-même voyagez gratuitement (5 personnes) Brochure, horaires et réservation auprès de votre agence de voyages ou à HOVERLOYD: tél. Calais 34.67.10 Paris 225.33.95

"Tarif préférentiel" en vigueur jusqu'à mi-mai 75

**HOVERLOYD**  
PLUS VITE, MOINS CHER VERS L'ANGLETERRE

1. Adresse  
2. Ville  
3. Code postal  
Desire recevoir gratuitement une brochure HOVERLOYD  
A retourner à HOVERLOYD  
Hoverport International  
62106 Calais

## Tourisme

### L'ALGÉRIE AU-DELA DU DÉSERT

#### Cinq cités dans le M'zab



**ENFIN... CAPRI**  
HOTEL CLUB VILLA PINA  
1 sem. pens. compl. ... 490 F  
EUROSERVICES • VOYAGES  
10, rue d'Alger, 75001 PARIS  
Téléph. : 260-06-50. Lic. A568  
260-55-58

E T A P E sur l'interminable piste qui relie Alger à Tamarassat, Ghardaïa, la capitale du M'zab, apparaît subitement au fond d'un canyon, que la monotonie et la triste désolation d'un grand plateau rocheux — la Chebka — ne permettent pas de prévoir. Tout à coup, une forêt de palmiers et l'amoncellement chaotique des milliers de cubes multicolores forment la ville. Et pourtant, cette première vision de M'zab est trompeuse : dans cette cuvette longue de 18 kilomètres se serrent cinq cités et quatre palmeraies.

La rigueur du désert, les difficultés rencontrées pour trouver de l'eau, la température excessive qui règne durant plusieurs mois de l'année, l'impossibilité de pratiquer l'élevage, rien ne justifie la présence de l'homme dans cette région saharienne. Et pourtant, depuis neuf siècles les Mozabites s'entêtent à vivre sur les rives d'un oued obstinément sec.

L'explication du défi mozabite est d'ordre religieux. C'est la volonté d'une secte schismatique de préserver l'originalité de son rite et d'assurer la sécurité de sa population, qui est à l'origine du M'zab. Au sein de l'Islam, les Mozabites sont des Kharidjites Abadites, dissidents qui s'étaient opposés au quatrième calife, Ali, le propre gendre de Mahomet. Hérités, les Kharidjites durent fuir les persécutions. En 761, ils arrivèrent au Maghreb et y fondèrent le royaume de Tahert qui fut balayé un siècle et demi plus tard par les puissants Fatimides. Les dissidents s'enfoncèrent alors dans le désert, jusqu'à Sadrata, près de l'actuelle Ouargla, d'où, une fois de plus, ils furent chassés pour enfin s'établir au M'zab.

La première cité, El Atteuf fut fondée en 1011. En moins de cinquante années, quatre autres villes se construisirent : Bou Noura — « la lumineuse » — en 1048, Malika — « la royale », — Béni Isguen — la ville sainte — et Ghardaïa en 1053. Ce groupe urbain situé de part et d'autre de l'oued Mzab forme le territoire sacré — « le horm » — et la métropole mozabite. Les deux cités excentriques de Bérianne et de Guerara fondées au dix-septième siècle sont considérées comme des colonies.

Ghardaïa, qui assure aujourd'hui la fonction de capitale administrative du M'zab et joue le rôle de base d'extension de la ville moderne, est bâtie sur une colline. Construite selon un plan elliptique, la circulation interne se fait uniquement à pied par une succession de rues circulaires coupées de ruelles perpendiculaires. Les maisons bien alignées

s'étagent jusqu'au sommet où domine une mosquée à l'architecture sobre couronnée par un minaret quadrangulaire qui rappelle le style soudanais. L'aspect massif et robuste de celui-ci s'explique par le fait que, hors de la construction d'une nouvelle cité, les anciens Mozabites commençaient toujours par bâtir la mosquée dont les fonctions étaient autant militaires que religieuses. Le bâtiment servait de magasin, de dépôt d'armes et de forteresse. Petit à petit, les maisons individuelles se multipliaient sous la protection de la mosquée-forteresse et de son minaret-tour de guet. Devenue trop grande, la ville s'étendait à son tour de murailles et la maison de Dieu retrouvait sa vocation première.

#### Célébres et détestés

Aujourd'hui, les remparts sont tombés et Ghardaïa s'est ouverte aux touristes. Le labyrinthe formé par ses rues invite à la promenade. Pour découvrir la réalité mozabite, il faut y aller à l'aventure des journées entières. Ce qui retient l'attention, dès les premiers pas, c'est l'intense activité qui y règne. Chaque maison est perpétuellement l'objet de travaux d'embellissement ou de consolidation, de constructions supplémentaires, d'un badigeonnage à la chaux blanche ou bleutée, ou encore de l'installation d'une pompe hydraulique. Quand on connaît les maigres ressources locales, on s'étonne de l'importance financière de tels travaux. En fait, tout l'argent investi au M'zab ne provient pas d'ici : la pauvreté du sol a toujours chassé les hommes. Le tiers de la population masculine vit en dehors du territoire de la pentapole. Tous exercent le métier de commerçant ; ceux qui ont aimé à citer sont à New York, Paris ou Londres, où ils vendent dans de somptueuses boutiques les merveilleux tapis du M'zab et du djebel Amour. Les autres émigrants, la majorité, tiennent des petits commerces spécialisés dans les tissus ou les produits alimentaires. Les marchands mozabites, célèbres et détestés, se rencontrent partout dans le nord de l'Algérie, dans les oasis du Grand Sud comme dans toutes les grandes villes d'Afrique occidentale.

Mais on tard, les fortunes ainsi accumulées reviennent au M'zab, car jamais un Mozabite ne se fixe à l'étranger. Deux raisons naissent à cette attitude : d'une part, la loi interdit aux femmes de quitter la vallée, et, d'autre part, tout Mozabite se doit de reposer dans la terre sainte du M'zab.

Sur la colline qui fait face à Ghardaïa s'élèvent les remparts de Malika. « La royale ». Beaucoup plus petite que sa voisine, cette ville est le centre du conservatisme religieux. Bizarrement, elle est négligée par les touristes ; peut-être cela tient-il à l'impossibilité d'y accéder en voiture ?

A 2 kilomètres de là se trouve la cité sainte du M'zab, Béni Isguen. Entièrement fortifiée, flanquée de tours crénelées, Béni Isguen est traditionnellement tournée vers les activités religieuses et fournit la quasi-totalité des hommes religieux et des talba (1). Cette vocation se manifeste par de multiples détails ; ainsi, il est interdit de fumer en tout point de la cité ou d'y parler trop fort. On pourra longtemps chercher un café, il n'y en existe pas. Au coucher du soleil, les portes de la ville se ferment, et aucun étranger n'est autorisé à y passer la nuit.

Hors de vue de Ghardaïa, en suivant le lit de l'oued sur 5 kilomètres, on découvre Bou-Noura — « la lumineuse » — elle aussi à l'abri derrière ses hautes murailles. Deux kilomètres plus loin, El-Atteuf se signale par ses deux minarets, fait unique au M'zab. Il y a bien longtemps, El-Atteuf connut une période de troubles, et deux parties de la ville s'opposèrent avec un tel acharnement qu'on dut construire un rempart au milieu même de la cité et une seconde mosquée.

A l'exception de Béni Isguen, chaque cité possède ses jardins. De petits carrés de terrain où poussent, au prix de beaucoup d'efforts et de sacrifices, quelques palmiers-dattiers et des légumes. Pour sa survie, un jardin exige des milliers de mètres cubes d'eau, soit en moyenne le forage de trois puits dont la profondeur varie de 35 à 80 mètres selon les endroits. Leur forage, puis leur entretien, entraînent des dépenses énormes, et la vente des dattes ne couvre pas le cinquième des sommes engagées. Seul l'argent envoyé par les émigrés opère le miracle.

Les jardins du M'zab sont souvent dépeints par leurs propriétaires comme une folie et, pour les plus indulgents d'entre eux, comme un luxe ruineux. Il est vrai, l'investissement à y consacrer est énorme, que le M'zab sans ses palmiers ne serait pas le M'zab, et qu'il n'aurait su retenir les hommes entre le désert et le ciel sahariens. ALAIN DELBÈGE.

(1) Pluriel de taleb, lettré musulman, sorte de « docteur » en choses de l'Islam.

#### A Orly MOINS DE DIX SECONDES POUR DÉVISAGER UN PASSAGER

Quatre appareils spécialement construits sur les indications du ministère de l'Intérieur et permettant le contrôle électronique et l'identité des voyageurs débarquant en France ou la quittant viennent d'être mis à la disposition de la police de l'air d'Orly, qui devient ainsi le premier aéroport français équipé d'un tel matériel.

Lorsqu'un passager arrivant de l'étranger présente son passeport à un inspecteur, celui-ci place ce document sur une visionneuse qui reproduit son image sur un écran de télévision installé dans un bureau voisin. L'identité du titulaire est alors vérifiée, électroniquement, au fichier central du ministère de l'Intérieur qui, instantanément, indique s'il s'agit d'une personne recherchée ou non.

Cette réponse est transmise, en dernier ressort, au policier intéressé qui voit s'allumer devant lui soit un voyant rouge, indiquant qu'il s'agit d'un suspect, soit un voyant orange, signifiant qu'un examen de situation doit être pratiqué, soit un voyant vert donnant le libre passage. L'ensemble de ces opérations n'exécute pas dix secondes et permet un contrôle pratiquement infallible.

#### 4 jours par Jet Air France ou British Airways LONDRES

#### Week-ends spéciaux du 1<sup>er</sup> MAI ASCENSION PENTECOTE

Séjour en demi-pension  
Hôtel catégorie touristique  
supérieure  
Transferts  
Excursions locales  
Service d'un accompagnateur

Prix PARIS - PARIS : 710 F

#### FRANCE TOURISME PARIS EXCURSIONS

1, rue Auber - 75009 Paris  
742-27-40 +  
Ouvert le samedi - Lic. 101

XII<sup>e</sup> Jeux Olympiques d'Hiver, Innsbruck, 4-15/2/76

**TIROL** AUTRICHE

**D'ÉTÉ - REPOS - SPORTS - LOISIRS**

Mettre une croix dans la case en face du prospectus et de l'information spéciale désirée. Découper et envoyer le coupon-réponse à l'Office National Autrichien du Tourisme, 12, rue Auber, 75009 PARIS (téléphone : 073-93-82) ou directement au Landesverkehrsamt, Adamgasse 2a, A-6010 INNSBRUCK.

☐ Dépliant général d'été  
☐ Liste des hôtels, auberges et pensions  
☐ Carte illustrée  
☐ Vacances à la ferme  
☐ Calendrier des manifestations  
☐ Tennis - Équitation - Golf

Information spéciale pour :

☐ Garderies pour les enfants des vacanciers  
☐ Offres pour des vacances familiales  
☐ Hôtes de vacances  
☐ Placettes couvertes  
☐ Stations de vacances avec carte d'hôte

NOM .....  
RUE ..... VILLE .....

si proche et si... "lointaine"  
**la YUGOSLAVIE** est à votre portée

1 SEMAINE - pension complète

à partir de	sans voyage	vol A.R. camps
hors saison	203 F	740 F
pleine saison	392 F	980 F

Non pour une documentation détaillée

Nom .....  
Adresse .....  
Code Ville .....

OFFICE DU TOURISME YUGOSLAVE et Cie Aérienne JAT  
31, boulevard des Italiens, 75002 PARIS - Tél. : 292.10.59  
8, rue du Président Carnot, 69002 LYON - Tél. : 42.40.75

**LA CHAÎNE DES HOTELS CALMES ET TRANQUILLES**

avec ses 75 RELAIS DU SILENCE  
Pour vos étapes - Séjours - Séminaires  
Secrétariat :

Hôtel « Les Oiseaux ». — 38640 CLAIX (FRANCE)

**LES VACANCES EN JEAN'S !!!**

Si vous avez de l'humour et si vous aimez les vrais voyages, alors rejoignez NOMADE, 68, rue de Vaugirard, 75006 Paris, 548-16-69. Expéditions minibus et 4 x 4 Maroc, Trans-Sahara, U.R.S.S., Grèce, Turquie. Doc. sur demande.

**YUGOSLAVIE** au départ d'Italie  
pour y aller avec ou sans votre voiture:  
Les car ferries des Linee Marittime dell' Adriatico  
le moyen le plus économique et le plus rapide de voyager.

Partir régulier d'Italie et de Yougoslavie : Pescara/Gli, Pescara/Primorje, Ancone/Dubrovnik, Bari/Dubrovnik, Ancone/Zadar.  
Réduction de 50 % sur les tarifs véhicules et conditions particulières pour groupes.

Renseignements et documentation auprès de votre agence de voyage ou Agence Générale : C.G.T.M. 5 bis, rue de Séze, Ventes directes : 12, Bd de la Madeleine 75009 Paris Tél. : 742.89.29 Telex TX 21448.

**DÉCOUVREZ LES  
ETATS-UNIS ET LE MEXIQUE**

**AVEC "JEUNES SANS FRONTIÈRE"**

les États-Unis à partir de 1250 F  
D'abord nous vous emmenons en avion à New-York ou à Los Angeles. Ensuite nous vous proposons plusieurs façons de voyager aux États-Unis. En autocar Greyhound, avec des forfaits avion, en station wagon (voiture particulière). A vous de choisir. Et nous organisons aussi un circuit de trois semaines sur la côte Est.

et le Mexique à partir de 1850 F  
Des voyages en avion jusqu'à Mexico, des circuits organisés en autocar ou en voiture particulière à votre disposition, des séjours dans des familles ou dans des chantiers de travail, nous vous proposons plein de possibilités pour découvrir le Mexique.

**jsf** OU LA RECHERCHE DE L'AUTHENTIQUE DANS LE VOYAGE

JSF : 5 rue de la Banque - 75002 PARIS - 261.53.21  
JSF : 5 rue de la Banque - 75006 PARIS - 525.58.35 (82)  
Bureaux à Grenoble, Lille, Nancy et Versailles

NOM .....  
ADRESSE .....  
Code Ville .....

Jeunes Sans Frontières  
c'est aussi  
l'Asie, le Moyen-Orient, l'Afrique

Veuillez me faire parvenir une brochure plus complète sur vos programmes.



## Tourisme

## UNE ÎLE EN MACÉDOINE

## Embarquement pour Thassos

De tout temps, la Macédoine fut un lieu de passage entre l'Ouest et l'Est; et donc un enjeu convoité tout à tour dans l'histoire par les puissances qui entouraient ce que l'on appelait jadis le Pont-Euxin. La Macédoine orientale a été longtemps écartelée par les hégémonies locales, mais son rôle de carrefour n'a pas entraîné l'unité culturelle insurmontable qu'elle a en Grèce. On s'enfonce à son passé en découvrant ses charmes secrets: parcourir les routes qui, autour de Kavala, sillonnent les innombrables collines, c'est retracer une histoire plus que millénaire. D'ailleurs, dès que l'on s'arrête ici à remonter aux origines, on arrive à des dates qui marquent la naissance de notre civilisation. Tout le pourtour de la mer Égée forme un des berceaux de l'humanité.

## Frugalité

On s'embarque de là pour Thassos, sur le *Papageorgiou* ou l'*Amphipolis*; l'île, quand on s'en approche, offre une succession de plans montagneux aux coloris savamment gradués. On s'étonne de voir que la montagne arrive de si haut sur si peu de place! En moins de trois heures, si on fait le tour, la boucle est faite. La route serpente dans un cadre par endroits féérique, en à-pic sur la mer, transluide sur le sable, émergeant au milieu de la crique, bleu foncé au large; ailleurs, elle s'insinue dans un minuscule village, parmi les maisons closes, somnolentes en apparence. Un âne chargé de troncs d'arbres qui s'équilibrent sur son dos occupe tout le sentier grimant raide vers les rangées de pins. Thassos se défend de l'exploitation touristique. La frugalité ancestrale de la race grecque s'accommode ici parfaitement d'une certaine dureté de vie: le visiteur aussi, qui en recueille en plus une saveur de joie.

Tout au sud découpe, un peu diaphane et rendue presque irréelle par la distance, la silhouette de Limnos, chantée par Homère. Selon les Anciens, l'ombre du Mont-Athos, le rival sacré de l'Olympe, au fond du

trident de la Chalcidique, arrivait jusqu'à là. Sur ces îles, la végétation originelle, odoriférante, s'organise à la perfection dans un semblant de désordre: oliviers nouveaux, tarabudés par l'âge, dont on dit qu'ils sont toujours centenaires; buissons d'épineux, chênes rarement frères; puis, s'étagant dans la pierre ocre, ces pins penchés au bord du déséquilibre.

En fin d'après-midi, Thassos s'endort: jusqu'à cette heure, l'«agora» était le domaine des hommes, assis aux terrasses, buvant l'ozzo ou ne consommant rien, lisant en le commentant dans l'emphase habituelle le *Makelotris*, ou jouant au jacquet. Pleins de patience pour le temps qui passe, d'autres, tenant en main le *komboloi*, ce petit chapelet que tout Grec a dans sa poche, déambulaient le long de la rue centrale. À l'approche du soir, femmes et enfants se joignent à eux. Pour faire les courses, au rythme des boucous, qui sans cesse auront déversé leur musique allègre. Entre des detartrures trop voyantes, variant en anglais des articles faussement folkloriques à bon marché, se cache le vrai visage de la vie locale: les échoppes, ouvertes sur la rue, celle du marchand, du tailleur, plus petite encore, de l'épicier qui expose, en pyramides croulantes ou rigides, fruits.

Thassos fut connue au septième siècle av. J.-C. Les Grecs, après les Phéniciens l'occupèrent; puis jusqu'en 1912, ces intolérables conquérants turcs. L'école française d'Athènes a mené une campagne de fouilles; d'un coup le passé de l'île a été mis à nu: acropole, théâtre, péristyle. Les socles et les fûts de colonnes jonchent le sol. On est en Grèce, la patrie des énergies éternelles: il faut bon réver devant tant d'histoire.

MANUEL ADÈVE.

\* Office national de tourisme hellénique, 4, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél.: 269-59-22.

## L'Éthiopie en vitrine

«L'Éthiopie est un pays qui a souffert de 10 à 15 centimètres dans le sol ne retourne pas la terre en profondeur: il faut donc labourer plusieurs fois le champ avec une paire de bœufs, dont la traction constitue une source de revenus pour leur propriétaire. Dans certaines régions, on utilise la houe. Les grains sont semés à la volée.» Ce texte n'est pas extrait du chapitre «Moyen Âge» d'un manuel d'histoire. Il évoque «l'Éthiopie d'aujourd'hui», à laquelle est consacrée une exposition qui a lieu au palais de Chaillot jusqu'au 30 septembre.

Réalisée par le laboratoire d'ethnologie du Musée de l'Homme, elle présente divers aspects de l'Éthiopie: géologie, agriculture et alimentation, écriture, religion et magie, monnaies. Une projection commentée décrit ce pays essentiellement agricole (pour plus de 90% la population — soit vingt-quatre millions de personnes — dépend de l'agriculture) où la fertilité des sols est insuffisamment exploitée par des techniques très traditionnelles: rotation des cultures, jachère, utilisation d'engrais animaux. La récente réforme agraire du 4 mars laisse néanmoins présager un avenir meilleur, débite la bande sonore, qui omet de préciser la raison de cet échec: une société féodale où des milliers d'hectares appartenant à de grands propriétaires étaient cultivés par des serfs qui leur devaient 60 à 75% de leur récolte. À la suite de la chute de la monarchie, la réforme agraire proclamée par le conseil militaire provisoire prévoit l'abolition du fief et du métayage ainsi que la nationalisation des terres qui seront redistribuées aux paysans par lots de 10 hectares au maximum. Il est encore trop tôt pour se prononcer sur la réussite effective de cette réforme qui risque de se heurter dans cer-

taines régions à la «réaction féodale».

Une autre projection de diapositives montre des scènes de la vie quotidienne: baptêmes et fêtes, cérémonies funéraires, transports, ainsi que les marchés, qui tiennent une place très importante car ils sont un lieu de rencontre où s'échangent denrées et nouvelles.

Parmi les objets exposés, de nombreux bijoux de cuivre, d'argent, d'ambre et d'ivoire, des perles nilotiques, des poteries, terres, solles en bois léger (l'étrier est un simple anneau dans lequel on passe le pouce du pied nu), des armes (lances à une ou plusieurs pointes, sabres d'apparat, boucliers ronds en peau de pechyderme), des instruments de musique (flûtes, tambours, trompes, lyres), des pipes à eau, divers objets en corne de bovidés ou de rhinocéros ainsi que de nombreux articles en vannerie. La faune (oiseaux, papillons, insectes) est également représentée: la redoutable mouche tsé-tsé voisine avec l'antélope et les parasites du bétail. Deux habitations éthiopiennes (un intérieur harari et une maison d'Addis-Abeba) ont été reconstituées: elles sont occupées l'une par un artisan qui travaille le bois, l'autre par une jeune femme qui tisse des corbeilles; on peut acheter certaines de ces productions.

Un inconvénient cependant: la signification détaillée des objets exposés figure dans un luxueux catalogue dont le prix est de 25 F.

M. B.

\* Exposition «Éthiopie d'aujourd'hui»: la terre et les hommes», Musée de l'Homme, palais de Chaillot (côté Trocadéro), jusqu'au 30 septembre. Tous les jours sauf le mardi, de 10 heures à 18 heures.

Entrée: 8 F. Tarif réduit: 4 F.

Partir en bateau sur le Rhin et la Moselle, c'est partir pour le pays des romantiques.



## ALLEMAGNE

Première présentation de la nouvelle brochure de l'Office National de Tourisme Allemand.

2 semaines en plein de la région, toutes les semaines, de 1220 F. Excursions en bateau, de 1220 F. Excursions en bateau, de 1220 F.

Excursions en bateau, de 1220 F. Excursions en bateau, de 1220 F.

Excursions en bateau, de 1220 F. Excursions en bateau, de 1220 F.

Excursions en bateau, de 1220 F. Excursions en bateau, de 1220 F.

Excursions en bateau, de 1220 F. Excursions en bateau, de 1220 F.

Excursions en bateau, de 1220 F. Excursions en bateau, de 1220 F.

Excursions en bateau, de 1220 F. Excursions en bateau, de 1220 F.

Excursions en bateau, de 1220 F. Excursions en bateau, de 1220 F.

Excursions en bateau, de 1220 F. Excursions en bateau, de 1220 F.

Excursions en bateau, de 1220 F. Excursions en bateau, de 1220 F.

Excursions en bateau, de 1220 F. Excursions en bateau, de 1220 F.

«Les bonnes notes en langues vivantes, on les rapporte de l'étranger»

En France, vos enfants apprennent une langue dans une classe. À l'étranger, vos enfants vivent une langue dans une famille. E.F. VACANCES, avec ses 10 ans d'expérience, est l'organisation qui a déjà permis à 40 000 jeunes d'obtenir des résultats spectaculaires grâce à des séjours à l'étranger.

**Ef**  
VACANCES  
9, rue Pasteur - 75008 PARIS  
Tél. 266.20.13

Demandez notre brochure «VIVRE UNE LANGUE»

Bon à découper

M. ....

N° .... Rue ....

Code postal .... Ville ....

Souhaitez recevoir la brochure de présentation de vos séjours linguistiques.

de l'espace et de l'air pur!...



Cet été venez goûter le charme des plages bulgares et pénétrez au cœur d'un pays de contrastes et de séduction.

## la Bulgarie

millénaire et nouvelle un monde différent!

2 semaines en pension complète, tout compris à partir de 1220 F

3ème ou 4ème semaine gratuite selon date.

Excursions dans tout le pays et vers l'étranger.

NI PASSEPORT - NI VISA.

ESSENCE GRATUITE JUSQU'À 250 L.

Renseignements auprès de votre agence de voyages et de l'OFFICE NATIONAL DU TOURISME BULGARE

45, Avenue de l'Opéra 75002 PARIS

Tél.: 073.31.22

Bon à découper: documentation M sur demande

NOM: .....

ADRESSE: .....

Cet été, échangez votre calanque surpeuplée contre un fjord sauvage.

Quittez les routes moutonières. Tournez le dos au Sud et à la foule. Au Nord, la nature vous attend. La vraie. Celle qu'on peut rencontrer encore dans cette partie privilégiée de l'Europe, la Scandinavie. Archipels, forêts immenses, fjords sauvages, lacs innombrables, côtes et plages à perte de vue. En été, la Scandinavie est si belle que le soleil ne se décide pas à se coucher. Venez.

SAS, la compagnie aérienne scandinave, vous fera connaître les charmes connus et secrets du pays où elle est née.

En liaison avec les agences de voyages, SAS a mis au point de nombreux séjours de une à trois semaines et de 1000 à 4000 F. L'été approche. Retrouvez la liberté. Envolez-vous.

Scandinavie. L'Europe au naturel.

**SAS**  
SCANDINAVIAN AIRLINES

مكتبة الأمل



# Ces femmes aux fourneaux

[illegible]

Tante Madée (*L'Auberge* de Tante Madée, 11, rue Dupin (8)), Tél. 62-94-94, notre dernière plate-forme d'attente dernière, ses plats originaux comme le saint-pierre au gratin de potreaux, son lapin aux navets farcis et au cidre, et bien d'autres. La Coquerie (48, rue de Laborde (8)). Tél. 52-31-53) est un restaurant très agréable, abondamment un soufflé de crabes frais, entre autres. Le Ty Coc (est le faut dire à présent les Ty Coc, celui de Jacqueline (35, rue Saint-Georges (9)). Tél. 748-42-85 et celui de sa fille Marie-Françoise, 333, rue de Vaugrand (15). Tél. 60-60-60) est une adresse qui n'est pas de l'Armor, sauf le gigot breton, figure sur la table. Cotidière sur commande. Chœ Nic (13, rue Taylor (10<sup>e</sup>). Tél. : 208-88-72) et l'aloi triomphant au pays de Pagnol. Mme Cartet (*Chez Cartet*, 62, rue de Malte (14)). Tél. : 805-11-11, est une adresse où se trouve le bœuf à la ficelle vu par la doyenne des Parisiennes au fourneau.

A la Gaiolche d'Aurillac (41, rue de Lappe, 11<sup>e</sup>, tél. 700-77-15) avec une Auvergnate (la patronne) en cuisinière, modeste comme ses prix. Mieux suzet en son Pistou (5, boulevard de Port-Royal, 13<sup>e</sup>, tél. 707-27-57) avec sa soupe au pistou et son poulet à la sauce de Sorges. Georgeette Descat (*Lous Landés*, 9, rue G.-Saché, 14<sup>e</sup>, tél. 587-08-04) cuisinant amoureux-ment les produits de son terroir. Ah ! quelles merveilles que ses merveilles, en final ! Christiane Massia (*Restaurant du Marché*, 58, rue de Dantzig, 15<sup>e</sup>, tél.

**A chaque plat  
son  
outil**

**C'**EST le royaume du tranchelard et de la feuille à fendre, le temple du chinois et de la tourbilloire, le Meoque du bassin à blancs, de la passoire à pied feuillu et du poison d'office, le grand paradis semé d'éclairs de cuivre où le plat à sueter, le bassin à ragout et le bain à potes attendent sur leurs rayons l'heure de gloire qui les mènera jusqu'au « piano » d'un chef...

Depuis plus d'un siècle et demi, dans les murs mêmes qui vivent

ses débuts, la maison qui ne s'appartient pas encore. Défilèrent par là les plus grands maîtres du matériel de cuisine — la cuisine française, s'entend. Près de treize mille articles au catalogue, des sous-sols débordant de marchandises, une vingtaine d'employés en robes, une dizaine d'ouvriers qui s'altèrent, taillé en main, devant des remparts de marmites et des montagnes de fougats à purée. Et l'œil du maître, « Monsieur Jacques », petit-fils du fondateur de la dynastie, quarante-cinq ans, les cheveux en bataille, mûres de la rue Coquillière, au cœur de ce qui fut les Halles, et qui, s'il n'en est plus le ventre, « sera toujours le centre de Paris ».

**Confronté avec une telle prolusion d'instruments dont il se demande bien souvent à quoi celui-ci peut servir, ou si celui-là est bien ce qu'il croit penser, le prolaine en quête d'un épiluche-légumes (on dit ici : « couteux à épilucher ») aura tôt fait de tourner les talons et de s'en remettre au bazar de son quartier. Cet endroit n'est pas pour lui.**

**Mais le cordon bleu ou l'aspirant cuisinier du dimanche, la belle Américaine qui suit à Philadelphie des cours de bœuf en daube et le**

diplomate suédois expert en blanc-bleu à l'ancienne se sentent chez eux, si tôt que M. Gaston, tout en caressant sa barbe en éventail, leur aura mis en main la lardoire dont ils n'osaient plus rêver ou le pocheon qui leur faisait défaut.

Car la maison, si elle est par définition un fournisseur de maîtres qu'on professionnelle, — chets de France, de Navarre et de tous les pays du monde — acquiesce à l'habitude, avec les cueille la part d'ail, avec les regards que l'on doit aux impératrices lorsque leur bonne foi ne saurait être mise en doute. Nous avons un rôle de conseiller à jouer, que nous jouons bien volontiers.

L'œil et la lèvres également marqués de cette «roudeur» un peu humide qui fait repérer de loin le gourmand et le connaisseur, il se vult, à juste titre, «pas seulement le «roi de la casserole», mais aussi une manière d'ambassadeur, qui contribue à son éche-

on au rayonnement de la cuisine  
nalgaise.

Parce qu'il ne faut pas se mé-  
prendre, et mélanger serviettes et  
orchons : il y a deux choses :  
« tambouille » de chaque jour,  
steack garni de nouilles, vite  
réparé au retour du bureau, et  
Cuisine — avec une majuscule,  
celle des dimanches, des fêtes  
et des soirs d'amoureux... Pour la  
première, une casserole en alu-  
min, des poêles ordinaires feront bien  
affaire. Mais pour l'autre, mon-  
sieur, il faut un matériel  
approprié, et des instruments  
nobles... »

Hormis les fourneaux et le « cas-  
sant » (la faloence, les plats, le  
casserole) la maison peut tout

Mais à voir ces sauteuses en  
 cuivre, ces braisiers, ces balne-  
 oires profonds comme des puits,  
 ces vestes jambonniers, qui n'au-  
 raient pas envie d'apprendre à voir  
 au talent ?

J.-M. D.-S.

★ Dehillerin, 18-20, rue Coquill-  
 ère, 75001 Paris, tél. 236.413  
 ouvert tous les jours de 10  
 heures et de 14 heures  
 à heures.

**son**  
**outi**

**C'**EST le royaume du tranchelard et de la feuille à fendre, le temple du chinois et de la turbotoière, le Meoque du bassin à blancs, de la passoire à pied feuillier et du poëlon d'office, le grand paradis semé d'éclairs de cuivre où le plat à sauter, le bassin à ragôti et le bain à potage attendent sur leurs rayons l'heure de gloire qui les mènera jusqu'au « piano » d'un chef...

Depuis plus d'un siècle et demi, dans les murs mêmes qui vivent

## Spécialités françaises et étrangères

**VIETNAMIENNES**  
ROSE DES PRES, 51, r. Seine, 323-  
25-54. YU-TAM, 8, r. Foley, 323-  
25-56. Grillades (env. 20 P.T.C.).  
Le Restaurant HUONG GIANG,  
166-63-22 Rep. d'Indochine. Barquette,  
2, rue Daguerre (14°).

**YOGOUGOLAVES**  
YUGOSLAVIE, 27, rue  
d'Anglais. Rep. 05-11. E. Devon.

**CRÉPÈRIE**  
LE MOUSTY & FONT-AVEN (J.-P.  
MOUTY), 10, r. Montparnasse,  
Paris. Poissards. Spéc. Bretonnes.  
Service jusqu'à 23 h.

**Annuaire des restaurants  
par quartiers**

**BOULEVARD GASTRONOMIQUE 12.**  
Zéleider, 770-39-65, & 12 couv.  
L'Annuaire DES CHAMPS-ÉLYSÉES.

**URGENCE DE RIQUEWIEVE**, 12 rue  
Fg-Montmartre (S<sup>e</sup>), 770-18-64.  
— (M<sup>lle</sup> L. Riquewieve), S. av.  
— Roosevelt, ELY, 91-20. De 4 à  
8 couverts.

**CLOS ST-LAZARE**, 2 rue Pépinette,  
12-60. Entrée. Poissons. Semis.  
Céramiques 10 à 80 couverts.

**RESTAURANT DUCHESSÉ**, 15, r. Marbeuf  
et C. Marcel, 258-76-60. De 4 à  
12 couverts.

**URGENCE LE CLOS DU MOULIN**,  
boulevard d'art, march. baquet, 15-  
60. 34 bis, r. Flacaux, 734-31-31

**Les Minuit**

**CHATELAIN**, 5, rue Mabillon, ORFÈVRE ST-61.  
Jewelry. Pajotona, CHARRASSE.

**MICHELLE ALBERT**, 19, rue Maître-  
Albert, 258-76-60. Tôt de la nuit.

**ROBERT GRIFF**, 67, rue de Dames,  
CLOUET. Grill. Cadre Vieux Paris.

**ALICE FICELLE**, 67, rue de Dames,  
CLOUET. — Vous des artistes.

**A LA FLOCCHE**.

**sons à domicile**  
BOY, Plats brésiliens authentiques  
emporter, 6, rue Mabilion (6\*),  
43-87-61.

**BOCCARD, 76, rue Martyrs, 605-  
4-90. Animés par J. Veissid. Menus  
5 F et 90 F, service compris.**





## Jardinage

## FLEURS D'EAU

UN point d'eau — si modeste soit-il — donne toujours de la vie à un coin de jardin : puissance d'attraction, miroir trompeur, bain d'oiseaux, abri d'une faune aquatique facilement obtenue. Il faut le planter en temps voulu pour faire briller tous ses charmes le moment venu, la floraison s'étalant de juin à septembre, en pleine soleil. La température de l'eau doit se stabiliser autour de 18-20°C de mai à septembre.

Un plan d'eau peut être naturel (étang, mare, ruisseau) ou créé comme la plupart des bassins de jardin (bêton, film polyéthylène, moulage plastique, tonnelet scié en deux, ancien lavoir...). On compte environ dix à douze plantes au mètre carré, sauf exception, et une épaisseur de terre de 30 centimètres.

On peut planter à partir de 10 cm de profondeur d'eau jusqu'à 1 m et même plus. Un pot de terre cuite ou de grillage galva revêtira une terre riche additionnée de 1/4 de fumier en poudre ou en granulés. Recouvrir la surface de gravillons.

Faisons une des plantes aquatiques les plus connues : le nénuphar. Il en existe plusieurs variétés adaptées aux plans d'eau dont on dispose :

● Pour petit bassin (vasque) : « Tetragona » blanc pur, « Pycnanema heliols » jaune primrose.

● Pour bassin moyen : « Graziella » abricot, « Odalisque » rose vif, « Laydekeri fulgens », amarante, « Laydekeri bilacea » rose lilas virant au rouge, « Laydekeri purpurea » cramoisi, « Laydekeri fulva » jaune, « Sanguinea » amarante foncé, feuillage sombre.

● Pour grand bassin : « Escarboucle », cramoisi foncé, fleur de la taille d'une assiette, « Pabola », rose tirant sur le rouge, « James Brydon », rouge carminé, « Marilacea carnea », rose carminé. Pour ceux qui recherchent des variétés parfumées : « Caroliniana nivea »,

blanc, et « Nymphaea odorata », blanc ou rose, feuillage brun.

Moins spectaculaires mais à ne pas oublier en cas de grandes surfaces à couvrir : le jaunet d'eau (« Nuphar luteum », 10 cm) un nénuphar miniature jaune vif, le « petit nénuphar » (« Hydrocharis morsus-ranae »). En automne la plante remonte au fond de l'eau et remonte à la surface au printemps pour donner ses fleurs blanches à centre jaune. Le faux nénuphar (« Villarsia nymphaeoides ») ou nymphoïdes peltata 5-10 cm) qui rappelle un petit nénuphar jaune pâle. La renouée amphibie (« Polygonum amphibium ») aux feuilles flottantes et fleurs roses de 4 cm en épis serrés au-dessus de l'eau.

Au bord des eaux ou dans la vase (0 à 10 cm d'eau), de nombreuses espèces acceptent de former des touffes bien garnies, assurant un équilibre de lignes verticales pour contrebalancer l'effet horizontal et statique du plan d'eau : les iris (« Ixodactylus », « Ixodactylus », « Ixodactylus »), les « Pseudocorus », 80 cm à 120 cm) aux longs épis pourpre violacé et feuilles de saule ; le myosotis des marais (« Myosotis palustris », 15 à 30 cm), fleurit tôt, de mai à juillet, comme son cousin terrestre le chasnebois (« Lythrum paniculata », 80 cm à 120 cm), jaune vif ; les massettes appelées souvent à tort « roseaux » (« Typha latifolia », 1 à 3 m), dont l'épi ressemble à un gros cigare brun ; le jonc des chaisiers (« Scirpus lacustris », 1 à 4 m), aux longues tiges verticales, et « Scirpus tabernaemontana zebrinus », sébré de blanc crème.

Beaucoup moins ornementales mais indispensables à l'équilibre biologique, les plantes immergées servent d'abri aux écrevisses, plantes qui forment la nourriture des poissons, contribuent à l'oxygénation, décomposent l'acide carbonique. On compte 1 à 5 plantes au m<sup>2</sup> pour conserver une eau claire sous 20 cm à 1,50 m d'eau : le plant à brochet (« Myriophyllum »), le cornifle nageant (« Ceratophyllum »), la linaire de grenouille (« Potamogeton crispus »), le mouton d'eau (« Callitriche »), la grenouillotte (« Ranunculus aquatilis »), la peste d'eau (« Elodea canadensis »).

Des mollusques nettoyeurs (« planorbis ») peuvent être mis en place une fois que la végétation s'est bien développée. En cas d'eau ou de parois trop vertes, on peut combattre les algues avec le Diatomin : il faut alors retirer tous les poissons.

H. LAMONTAGNE.

QUELQUES ADRESSES :  
— Les Laitiers-Maritimes, Temple-sur-Lot, 47110 Sainte-Livrade-sur-Lot.  
— François Huet, B.P. 17, 95103 Argenteuil.  
— Beaumont, 77, avenue Jean-Jaures, 94100 Saint-Maur.

QUELQUES LECTURES POUR MIEUX CROISIR :  
● Plantes aquatiques, plantes des terres humides.

Aux Plantations Modernes, 182, rue du Fubourg-Saint-Denis, 75010 Paris. Ouvrage très précis, technique, très riche, couvrant l'ensemble du problème (sans illustration).

● Comment réussir vos plantes aquatiques.

Guide n° 22 Mon jardin et ma maison, 31, route de Versailles, 78560, Le Port-Marly. Tout ce qu'un amateur doit savoir depuis la création du bassin jusqu'aux derniers mystères du jaunal d'eau ou de la linaire de grenouille.

OU VOIR LES PLANTES AQUATIQUES ?

Parc floral de Vincennes (métro Château-de-Vincennes), juin-juillet.

On peut en profiter pour visiter l'écotour de Paris, qui propose des visites de nuit et de jour de zones tropicales dans un cadre de plantes aquatiques et palustres exotiques.

Tous les jours de 9 h. 30 à 17 h. 30. Entrée 5 F.

## Ouvrez les cahiers

NAPOLÉON disait : « La guerre est un art tout d'exécution. » La cuisine aussi. Au moment où les ouvrages classiques de Ginette Mathiot, Cuisine pour tous et Je suis cuisinier, connaissent des tirages de trois millions d'exemplaires, l'enseignement ménager se meurt, victime de diverses réformes, et se voit remplacé par des « activités manuelles » plus théoriques. Pourtant, dans un ménage, la cuisine est — en principe — l'affaire des femmes.

C'est probablement la raison pour laquelle, en marge de l'enseignement officiel et des traditions familiales, nous voyons se développer des cours de cuisine, à tous les prix, et dont le succès va sans cesse croissant. Ils accueillent des Françaises et des étrangères — surtout Américaines et Japonaises — dans des

proportions et importantes que, déjà, l'anglais y est vite imposé comme deuxième langue.

L'Ecole ménagère du quartier Latin est mixte et suit le calendrier de l'année scolaire, avec un cours par semaine et des sessions trimestrielles. Deux cent cinquante à trois cents élèves y sont formés chaque année par des professeurs d'enseignement ménager, en cuisine familiale, pâtisserie ou plats uniques. (Tarif : 30 F d'inscription, plus 40 ou 50 F par mois et la participation au prix des repas : 8 F en moyenne). Les menus sont saisonniers, et les élèves font le marché, par deux, à tour de rôle, pour un repas complet à consommer sur place.

Le Cordon bleu enseigne la cuisine traditionnelle selon Gouffé ou Pellaprat, en pratique et en démonstration, sous la direction de deux chefs, l'un cuisinier, l'autre pâtissier-traiteur. Les sessions durent de six à douze semaines, avec deux cours pratiques et quatre démonstrations hebdomadaires. Une quarantaine d'élèves prépare le grand diplôme (3 400 F par demi-session).

Princess Eve 2001, la plus récente des écoles du genre, vient d'être créée par Marie-Blanche de Broglie et Elizabeth de Mohl, et accueille Parisiennes de souche comme « élèves » de passage. On travaille par groupes de six, en cours pratiques destinés aux menus de réception. Les élèves n'apportent avec elles que leur tablier... et leur fouet, et consomment sur place le déjeuner dont elles sont les auteurs (380 F les quatre tickets, valables trois mois).

L'Académie Maxime est toujours aussi active, après seize ans d'existence. Maple de Toulouse-Lautrec et Gisèle d'Assailly qui lui appartiennent l'immeuble était parisien ne sont plus, mais les recettes restent les mêmes. C'est pour les étrangères, un grand « bain parisien » de cinq semaines (débutant en juin et en septembre), avec des visites de musées, de caves, de boutiques spécialisées dans les arts de la table, de maisons de couture, à Paris, Versailles, La Malmaison et Reims. (Les prix sont à l'échelle du restaurant : 6 500 F, plus les droits d'inscription.)

Dans les Yvelines, Marise

Goldsmith-Dansert (8, rue Jean-Mermoz, 78100 Saint-Germain-en-Laye, tél. : 963-40-61) a fondé un club gastronomique, « L'Art de Vivre en France ». Bénévoles, elle donne un cours pratique de « cuisine mijotée » tour à tour chez une de ses quinze élèves, la maîtresse de maison se chargeant du marché. Chacun met la main à la pâte et contribue par un don de 10 F à la recherche sur le cancer.

Dans ces cours pratiques, les élèves apprennent la « tour de main » indispensable à qui veut servir une cuisine familiale qui soit autre chose qu'une fade et monotone répétition de menus sans esprit. C'est à table que s'effacent les fatigues et que naît l'optimisme.

M. M.-S.

★ L'Ecole ménagère du quartier Latin, 66, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, 75005 Paris, tél. : 033-13-44.

★ Le Cordon bleu, 24, rue du Champ-de-Mars, 75007 Paris, tél. : 555-40-07.

★ Princess Eve 2001, 18, avenue de La Motte-Picquet, 75007 Paris, tél. : 555-36-34.

★ L'Académie Maxime, 3, rue Royan, 75008 Paris, tél. : 255-27-94.

★ L'Art de vivre en France, 8, rue Jean-Mermoz, 78100 Saint-Germain-en-Laye, tél. : 963-40-61.

★ L'Académie Maxime, 3, rue Royan, 75008 Paris, tél. : 255-27-94.

★ L'Académie Maxime, 3, rue Royan, 75008 Paris, tél. : 255-27-94.

★ L'Académie Maxime, 3, rue Royan, 75008 Paris, tél. : 255-27-94.

★ L'Académie Maxime, 3, rue Royan, 75008 Paris, tél. : 255-27-94.

## COMME CHEZ SOI MIEUX QUE CHEZ SOI

Bien des maîtresses de maison désirent recevoir hors de chez elle « comme chez soi », sinon mieux que chez soi.

L'hôtel Sofitel-Bourbon répond à ce vœu en faisant de sa clientèle la maîtresse de maison d'un soir, qui dispose par ses soins d'un des meilleurs jeunes chefs de Paris, M. Magné, d'un service parfait, d'un choix de nappes et de porcelaines précieuses et deux pièces (salon et salle à manger) meublées et décorées avec un goût parfait, au septième étage et pouvant accueillir de six à douze convives.

Cuisine raffinée, intimiste, réelle, dîner aux chandelles. Madame, comme ses invités, retourne chez elle sans autre souci. Madame a été servie et... bien servie.

★ Sofitel-Bourbon, 32, rue Saint-Dominique (45-51-13), 110 F environ par personne, parking aplané des Invalides.

## Rive gauche

**LE PETIT ZINC**  
Pâtisseries de Paris, Pâtisseries de France, Pâtisseries de l'étranger.  
25, rue de Buci - Paris 6

**LA MUNCHIE**  
Hôtels, Hôtels, Hôtels, Hôtels.  
25, rue de Buci - Paris 6

**LA MUNCHIE**  
Hôtels, Hôtels, Hôtels, Hôtels.  
25, rue de Buci - Paris 6

**LA MUNCHIE**  
Hôtels, Hôtels, Hôtels, Hôtels.  
25, rue de Buci - Paris 6

**LA MUNCHIE**  
Hôtels, Hôtels, Hôtels, Hôtels.  
25, rue de Buci - Paris 6

**LA MUNCHIE**  
Hôtels, Hôtels, Hôtels, Hôtels.  
25, rue de Buci - Paris 6

**LA MUNCHIE**  
Hôtels, Hôtels, Hôtels, Hôtels.  
25, rue de Buci - Paris 6

**LA MUNCHIE**  
Hôtels, Hôtels, Hôtels, Hôtels.  
25, rue de Buci - Paris 6

**LA MUNCHIE**  
Hôtels, Hôtels, Hôtels, Hôtels.  
25, rue de Buci - Paris 6

**LE TOTEM**  
Pâtisseries de Paris, Pâtisseries de France, Pâtisseries de l'étranger.  
25, rue de Buci - Paris 6

**LE TOTEM**  
Pâtisseries de Paris, Pâtisseries de France, Pâtisseries de l'étranger.  
25, rue de Buci - Paris 6

**LE TOTEM**  
Pâtisseries de Paris, Pâtisseries de France, Pâtisseries de l'étranger.  
25, rue de Buci - Paris 6

**LE TOTEM**  
Pâtisseries de Paris, Pâtisseries de France, Pâtisseries de l'étranger.  
25, rue de Buci - Paris 6

**LE TOTEM**  
Pâtisseries de Paris, Pâtisseries de France, Pâtisseries de l'étranger.  
25, rue de Buci - Paris 6

**LE TOTEM**  
Pâtisseries de Paris, Pâtisseries de France, Pâtisseries de l'étranger.  
25, rue de Buci - Paris 6

**LE TOTEM**  
Pâtisseries de Paris, Pâtisseries de France, Pâtisseries de l'étranger.  
25, rue de Buci - Paris 6

**LE TOTEM**  
Pâtisseries de Paris, Pâtisseries de France, Pâtisseries de l'étranger.  
25, rue de Buci - Paris 6

**LE TOTEM**  
Pâtisseries de Paris, Pâtisseries de France, Pâtisseries de l'étranger.  
25, rue de Buci - Paris 6

**LE TOTEM**  
Pâtisseries de Paris, Pâtisseries de France, Pâtisseries de l'étranger.  
25, rue de Buci - Paris 6

**le grand café**  
le réputé Restaurant de l'Opéra  
OUVERT JOUR ET NUIT  
Saint-Jacques au Whisky  
Pavé au Roquefort  
4, bd des Capucines - 072-67-45  
Parking Paramount à 30 m.

**le grand café**  
le réputé Restaurant de l'Opéra  
OUVERT JOUR ET NUIT  
Saint-Jacques au Whisky  
Pavé au Roquefort  
4, bd des Capucines - 072-67-45  
Parking Paramount à 30 m.

**le grand café**  
le réputé Restaurant de l'Opéra  
OUVERT JOUR ET NUIT  
Saint-Jacques au Whisky  
Pavé au Roquefort  
4, bd des Capucines - 072-67-45  
Parking Paramount à 30 m.

**le grand café**  
le réputé Restaurant de l'Opéra  
OUVERT JOUR ET NUIT  
Saint-Jacques au Whisky  
Pavé au Roquefort  
4, bd des Capucines - 072-67-45  
Parking Paramount à 30 m.

**le grand café**  
le réputé Restaurant de l'Opéra  
OUVERT JOUR ET NUIT  
Saint-Jacques au Whisky  
Pavé au Roquefort  
4, bd des Capucines - 072-67-45  
Parking Paramount à 30 m.

**le grand café**  
le réputé Restaurant de l'Opéra  
OUVERT JOUR ET NUIT  
Saint-Jacques au Whisky  
Pavé au Roquefort  
4, bd des Capucines - 072-67-45  
Parking Paramount à 30 m.

**le grand café**  
le réputé Restaurant de l'Opéra  
OUVERT JOUR ET NUIT  
Saint-Jacques au Whisky  
Pavé au Roquefort  
4, bd des Capucines - 072-67-45  
Parking Paramount à 30 m.

**le grand café**  
le réputé Restaurant de l'Opéra  
OUVERT JOUR ET NUIT  
Saint-Jacques au Whisky  
Pavé au Roquefort  
4, bd des Capucines - 072-67-45  
Parking Paramount à 30 m.

**le grand café**  
le réputé Restaurant de l'Opéra  
OUVERT JOUR ET NUIT  
Saint-Jacques au Whisky  
Pavé au Roquefort  
4, bd des Capucines - 072-67-45  
Parking Paramount à 30 m.

**le grand café**  
le réputé Restaurant de l'Opéra  
OUVERT JOUR ET NUIT  
Saint-Jacques au Whisky  
Pavé au Roquefort  
4, bd des Capucines - 072-67-45  
Parking Paramount à 30 m.

chez soi, au restaurant  
pour la cuisine & la table  
la porcelaine  
dure française  
PILLIVUYT  
FRANCE

**Le Carvery**  
LE RESTAURANT QUI MANQUAIT A PARIS  
Tranchez autant qu'il vous plaira  
A Richelieu-Drouot, un nouveau temple de la viande.  
Au "Carvery", vous dégusterez les plus succulentes viandes rôties, que vous pourrez découper vous-même, à volonté. Et un personnel attentif vous servira hors d'œuvre, dessert et café. Tout cela pour le prix surprenant de 45 francs. Service compris.  
Le "Carvery" : un nouveau style de restaurant, unique à Paris, qui vous permettra par exemple de faire un excellent déjeuner d'affaires ou un agréable dîner avant le spectacle (ouverture dès 18 h 30).  
Dans le même ensemble, vous pourrez vous détendre au bar "Cancans Comodore" et, si vous le désirez, choisir le restaurant classique à la carte.  
\* Barrière en son ensemble de prix : 17 F la bouteille de Bordeaux Blanc 1971.  
**LE CARVERY**  
HOTEL COMMODORE 16 rue Laffitte Paris 9°  
Téléphone 770 93.00 - 770 66.03

**AUBERGE MORVANDELLE**  
Michel GAGNON vous propose  
Son Saint-Piquet aux 3 provinces  
Son Steak Morvandien  
Sa Châlotte aux marrons  
DINER AUX CHANDELLES  
46, av. Secrétan (19°) - 607-98-62  
(Perné samedi soir et dimanche)

**Chez GEORGES**  
SON SIBOT, SON PETIT SALE  
ET SES PLATS DU JOUR  
FRANCAIS DEVANT VOUS  
273, bd Péniche, 870, 37-08, F. 1981.  
PORTE MAILLOT

**BRASSERIE 1925**  
TERMINUS NORD - 624-46-22  
T.L.J. de 11 h à 23 h  
23, rue de Valenciennes, 10°

**BRASSERIE 1925**  
TERMINUS NORD - 624-46-22  
T.L.J. de 11 h à 23 h  
23, rue de Valenciennes, 10°

**BRASSERIE 1925**  
TERMINUS NORD - 624-46-22  
T.L.J. de 11 h à 23 h  
23, rue de Valenciennes, 10°

**BRASSERIE 1925**  
TERMINUS NORD - 624-46-22  
T.L.J. de 11 h à 23 h  
23, rue de Valenciennes, 10°

**BRASSERIE 1925**  
TERMINUS NORD - 624-46-22  
T.L.J. de 11 h à 23 h  
23, rue de Valenciennes, 10°

**BRASSERIE 1925**  
TERMINUS NORD - 624-46-22  
T.L.J. de 11 h à 23 h  
23, rue de Valenciennes, 10°

**BRASSERIE 1925**  
TERMINUS NORD - 624-46-22  
T.L.J. de 11 h à 23 h  
23, rue de Valenciennes, 10°

**BRASSERIE 1925**  
TERMINUS NORD - 624-46-22  
T.L.J. de 11 h à 23 h  
23, rue de Valenciennes, 10°

مكتبة الأمل



# Hippisme

## Des ersatz de propriétaires

LES courses de galop sont donc menacées, par la récession économique d'une pénétration de propriétaires (1). Une première idée — que nous avons évoquée, ici, voilà plusieurs années — consisterait à les ouvrir à des écuries publiques, à l'image de ce qui existe dans le cyclisme. Les professionnels de la publicité sont peu tentés. Personne ne peut être certain qu'un cheval sera un brillant porteur. Une publicité reposant sur des pur-sang risquerait de se muver souvent en contre-publicité, notamment vis-à-vis de parieurs déçus. Par ailleurs, l'importance des budgets de publicité varie considérablement d'une année à l'autre. Dans une période où les affaires sont difficiles, la pénétration des écuries ne serait guère mieux assurée par des casques à noms de marques qu'elle ne l'est actuellement par celles n'empruntant qu'à l'arc-en-ciel.

Sans abandonner l'idée, il convient d'explorer d'autres horizons. En simplifiant — par les nuances conduiraient à de trop longs développements — la carrière d'un cheval de course passe par cinq secteurs sociaux ou professionnels.

Le cheval a d'abord un éleveur qui le vend — ou plutôt, essaie — à l'âge de quinze ou seize mois, celui du début de l'entraînement. Même si l'a cédé tout titre de propriété, l'éleveur percevra directement des bénéfices de courses, pendant toute la carrière du cheval, 14 à 20 % des sommes gagnées par celui-ci. La situation de l'éleveur — payé d'abord de sa production, puis encaissant des sortes de royalties — était donc, jusqu'à un passé récent, satisfaisante. Elle ne l'est plus : l'an passé, 40 % des yearlings n'ont pas trouvé preneurs et, cette année, la proportion va atteindre 50 %.

On comprend que le propriétaire — qui, quand tout se passe bien pour l'éleveur, prend le relais de celui-ci — soit dans un climat économique détérioré, le premier à déclarer forfait. C'est lui qui assume tous les risques. En achetant le jeune cheval, il paie à l'éleveur ceux que ce dernier a pris jusqu'à là. En outre, il va faire face à ceux de l'entraînement, au rythme de 3 500 F par mois, pour avoir une idée de la qualité d'un poulain.

Avant d'être versés au propriétaire, les gains du cheval sont réduits, au minimum, de 22,75 % ; la part revenant, dans les règlements des courses, à l'entraîneur, à son personnel et au jockey. L'entraîneur est à la fois un hôtelier pour chevaux et un technicien des courses et du muscle équin. Outre le prix de pension, il perçoit 10 % des gains du cheval. Quelques entraîneurs ayant révélé des champions, à l'époque faste, ont réalisé des fortunes. Ceux qui n'ont pas au moins un bon cheval à l'écurie rejoignent péniblement les deux bouts. La plupart se rendent compte qu'il faut dégager des formules nouvelles.

Le jockey encaisse 6,50 % des sommes gagnées par le cheval qu'il monte. C'est l'entraîneur qui lui verse. Une diminution du nombre des partants — première menace que comporte une pénurie de propriétaires — ne l'affecterait pas, du moins au début : il monterait moins souvent, mais, la compétition étant moins large, aurait proportionnellement davantage de chances de gagner.

Cinquième catégorie : le personnel des écuries. Des 22,75 % des gains du cheval retenus à la source, 1 % est attribué au premier garçon (l'équivalent du contremaître), généralement 1 % au lad attitré du cheval, 1 % au reste du personnel (on dit : la « cour »). A l'inverse de ce qui se passe pour le jockey, dont le pourcentage constitue l'essentiel de la rétribution, les primes à la « cour » ne sont que le complément de salaires fixes. Les lads jougaient l'ensemble insuffisant puisqu'ils ont manifesté.

Résumons-nous : à part celui correspondant au jockey, tous les rouages concernés se grippent ou glissent.

Ne tourmentent-ils pas mieux dans le cadre de ce sport, par analogie avec d'autres sports professionnels, on pourrait appeler des « équipes de courses » ? Les piliers de telles équipes seraient les éleveurs. Mais ils ne vendraient plus leurs chevaux. Ils en feraient apport aux équipes moyennant un pourcentage à définir sur les gains futurs. En dépit de ce que toute perspective de recette serait alors repoussée d'un ou deux ans, beaucoup d'éleveurs, face à la misère, se rallieraient à une telle formule.

L'éleveur étant le pilier, le pivot de l'équipe de courses, serait l'entraîneur. Il ferait apport de son temps, de ses connaissances et de la jouissance de ses installations. En contrepartie, la part lui revenant actuellement sur les

gains du cheval pourrait être très augmentée.

La rémunération du personnel de la « cour » participerait d'avantage d'un pourcentage — qui serait peut-être décalé — moins d'une rétribution fixe, qui n'aurait plus que le caractère d'un « minimum », comme la « monte perdante » du jockey. On objectera que le personnel des écuries ne renoncera pas à des avantages immédiats pour des profits incertains. Ce n'est pas sûr. Tout ce qui a trait aux courses obéit finalement à une seule motivation — l'espérance — et ce qui serait inimaginable dans d'autres secteurs peut réussir dans celui-ci.

Les charges des propriétaires seraient alors très allégées : il leur resterait essentiellement à payer le minimum garanti de la « cour » et la nourriture des chevaux. Il ne leur reviendrait plus qu'une part minime du gain de ceux-ci, mais le plaisir de voir gagner « son » cheval sous « sa » casaque est une motivation suffisante s'il n'a pas été précède, comme dans le système actuel, d'un risque financier insupportable. Au demeurant, minime dans la ventilation des allocations, la part des propriétaires pourrait être plus importante dans la plus-value des chevaux qui se révélerait de qualité. On peut aller au-delà et imaginer que les propriétaires seraient des clubs de supporters, bien qu'une expérience dans ce sens, en Angleterre, n'ait pas eu de succès.

Nous ne prétendons pas que « l'équipe de courses » soit une formule idéale. Certains la jugent utopique. Deux dernières observations cependant : dans la mesure où il y aurait apport des participants et non vente de l'un à l'autre, les prix de revient pourraient, pour une large part, être dégrèvés de la T.V.A. ; enfin, si, comme on peut le craindre, le propriétaire traditionnel se raréfie, c'est forcément une formule empruntant à des types coopératifs qui le suppléera.

LOUIS DANIÉL.

(1) « Le Monde », 12 avril.

# Jeux

## Echecs

N° 603

(Tournoi « Marlborough », Manille, octobre 1974.)  
Blancs : Portisch  
Noirs : Gheorghiu  
Défense Grünfeld. Système russe.

1. d4 C6:12, Td5:11 (p) Rb8  
2. Cf3 Cf5:12, Dd5:13  
3. Cc3 Cf5:12, Dd5:13  
4. Cr5 Cf5:12, Fxg7:4 Rxf7  
5. Dd3 Fxg7:4 Rxf7  
6. Dxc4 Fxg7:4 Rxf7  
7. Fd3 Fxg7:4 Rxf7  
8. Fd3 Fxg7:4 Rxf7  
9. Dd3 Fxg7:4 Rxf7  
10. Dd3 Fxg7:4 Rxf7  
11. Dd3 Fxg7:4 Rxf7  
12. Dd3 Fxg7:4 Rxf7  
13. Dd3 Fxg7:4 Rxf7  
14. Dd3 Fxg7:4 Rxf7  
15. Dd3 Fxg7:4 Rxf7  
16. Dd3 Fxg7:4 Rxf7  
17. Cb5 (c) Cc3 (c)

### NOTES

a) L'abandon du centre (5... dxc4) signifie que les Noirs acceptent de lutter contre le système russe de la défense Grünfeld en ayant recours à des variantes positionnelles complexes comme le système Smyslov ; on peut également tenir le centre après à la variante russe mais simple, 5... c5 ; d. cxd3, cxd3 ; Ff2, f6 ; e2, e3 ; 9. Fd3, Cc5 ; 10. Cc3 ; 11. Fd1, Cc5 ; 12. Fd1, Cc5 ; 13. Fd1, Cc5 ; 14. Fd1, Cc5 ; 15. Fd1, Cc5 ; 16. Fd1, Cc5 ; 17. Fd1, Cc5 ; 18. Fd1, Cc5 ; 19. Fd1, Cc5 ; 20. Fd1, Cc5 ; 21. Fd1, Cc5 ; 22. Fd1, Cc5 ; 23. Fd1, Cc5 ; 24. Fd1, Cc5 ; 25. Fd1, Cc5 ; 26. Fd1, Cc5 ; 27. Fd1, Cc5 ; 28. Fd1, Cc5 ; 29. Fd1, Cc5 ; 30. Fd1, Cc5 ; 31. Fd1, Cc5 ; 32. Fd1, Cc5 ; 33. Fd1, Cc5 ; 34. Fd1, Cc5 ; 35. Fd1, Cc5 ; 36. Fd1, Cc5 ; 37. Fd1, Cc5 ; 38. Fd1, Cc5 ; 39. Fd1, Cc5 ; 40. Fd1, Cc5 ; 41. Fd1, Cc5 ; 42. Fd1, Cc5 ; 43. Fd1, Cc5 ; 44. Fd1, Cc5 ; 45. Fd1, Cc5 ; 46. Fd1, Cc5 ; 47. Fd1, Cc5 ; 48. Fd1, Cc5 ; 49. Fd1, Cc5 ; 50. Fd1, Cc5 ; 51. Fd1, Cc5 ; 52. Fd1, Cc5 ; 53. Fd1, Cc5 ; 54. Fd1, Cc5 ; 55. Fd1, Cc5 ; 56. Fd1, Cc5 ; 57. Fd1, Cc5 ; 58. Fd1, Cc5 ; 59. Fd1, Cc5 ; 60. Fd1, Cc5 ; 61. Fd1, Cc5 ; 62. Fd1, Cc5 ; 63. Fd1, Cc5 ; 64. Fd1, Cc5 ; 65. Fd1, Cc5 ; 66. Fd1, Cc5 ; 67. Fd1, Cc5 ; 68. Fd1, Cc5 ; 69. Fd1, Cc5 ; 70. Fd1, Cc5 ; 71. Fd1, Cc5 ; 72. Fd1, Cc5 ; 73. Fd1, Cc5 ; 74. Fd1, Cc5 ; 75. Fd1, Cc5 ; 76. Fd1, Cc5 ; 77. Fd1, Cc5 ; 78. Fd1, Cc5 ; 79. Fd1, Cc5 ; 80. Fd1, Cc5 ; 81. Fd1, Cc5 ; 82. Fd1, Cc5 ; 83. Fd1, Cc5 ; 84. Fd1, Cc5 ; 85. Fd1, Cc5 ; 86. Fd1, Cc5 ; 87. Fd1, Cc5 ; 88. Fd1, Cc5 ; 89. Fd1, Cc5 ; 90. Fd1, Cc5 ; 91. Fd1, Cc5 ; 92. Fd1, Cc5 ; 93. Fd1, Cc5 ; 94. Fd1, Cc5 ; 95. Fd1, Cc5 ; 96. Fd1, Cc5 ; 97. Fd1, Cc5 ; 98. Fd1, Cc5 ; 99. Fd1, Cc5 ; 100. Fd1, Cc5 ; 101. Fd1, Cc5 ; 102. Fd1, Cc5 ; 103. Fd1, Cc5 ; 104. Fd1, Cc5 ; 105. Fd1, Cc5 ; 106. Fd1, Cc5 ; 107. Fd1, Cc5 ; 108. Fd1, Cc5 ; 109. Fd1, Cc5 ; 110. Fd1, Cc5 ; 111. Fd1, Cc5 ; 112. Fd1, Cc5 ; 113. Fd1, Cc5 ; 114. Fd1, Cc5 ; 115. Fd1, Cc5 ; 116. Fd1, Cc5 ; 117. Fd1, Cc5 ; 118. Fd1, Cc5 ; 119. Fd1, Cc5 ; 120. Fd1, Cc5 ; 121. Fd1, Cc5 ; 122. Fd1, Cc5 ; 123. Fd1, Cc5 ; 124. Fd1, Cc5 ; 125. Fd1, Cc5 ; 126. Fd1, Cc5 ; 127. Fd1, Cc5 ; 128. Fd1, Cc5 ; 129. Fd1, Cc5 ; 130. Fd1, Cc5 ; 131. Fd1, Cc5 ; 132. Fd1, Cc5 ; 133. Fd1, Cc5 ; 134. Fd1, Cc5 ; 135. Fd1, Cc5 ; 136. Fd1, Cc5 ; 137. Fd1, Cc5 ; 138. Fd1, Cc5 ; 139. Fd1, Cc5 ; 140. Fd1, Cc5 ; 141. Fd1, Cc5 ; 142. Fd1, Cc5 ; 143. Fd1, Cc5 ; 144. Fd1, Cc5 ; 145. Fd1, Cc5 ; 146. Fd1, Cc5 ; 147. Fd1, Cc5 ; 148. Fd1, Cc5 ; 149. Fd1, Cc5 ; 150. Fd1, Cc5 ; 151. Fd1, Cc5 ; 152. Fd1, Cc5 ; 153. Fd1, Cc5 ; 154. Fd1, Cc5 ; 155. Fd1, Cc5 ; 156. Fd1, Cc5 ; 157. Fd1, Cc5 ; 158. Fd1, Cc5 ; 159. Fd1, Cc5 ; 160. Fd1, Cc5 ; 161. Fd1, Cc5 ; 162. Fd1, Cc5 ; 163. Fd1, Cc5 ; 164. Fd1, Cc5 ; 165. Fd1, Cc5 ; 166. Fd1, Cc5 ; 167. Fd1, Cc5 ; 168. Fd1, Cc5 ; 169. Fd1, Cc5 ; 170. Fd1, Cc5 ; 171. Fd1, Cc5 ; 172. Fd1, Cc5 ; 173. Fd1, Cc5 ; 174. Fd1, Cc5 ; 175. Fd1, Cc5 ; 176. Fd1, Cc5 ; 177. Fd1, Cc5 ; 178. Fd1, Cc5 ; 179. Fd1, Cc5 ; 180. Fd1, Cc5 ; 181. Fd1, Cc5 ; 182. Fd1, Cc5 ; 183. Fd1, Cc5 ; 184. Fd1, Cc5 ; 185. Fd1, Cc5 ; 186. Fd1, Cc5 ; 187. Fd1, Cc5 ; 188. Fd1, Cc5 ; 189. Fd1, Cc5 ; 190. Fd1, Cc5 ; 191. Fd1, Cc5 ; 192. Fd1, Cc5 ; 193. Fd1, Cc5 ; 194. Fd1, Cc5 ; 195. Fd1, Cc5 ; 196. Fd1, Cc5 ; 197. Fd1, Cc5 ; 198. Fd1, Cc5 ; 199. Fd1, Cc5 ; 200. Fd1, Cc5 ; 201. Fd1, Cc5 ; 202. Fd1, Cc5 ; 203. Fd1, Cc5 ; 204. Fd1, Cc5 ; 205. Fd1, Cc5 ; 206. Fd1, Cc5 ; 207. Fd1, Cc5 ; 208. Fd1, Cc5 ; 209. Fd1, Cc5 ; 210. Fd1, Cc5 ; 211. Fd1, Cc5 ; 212. Fd1, Cc5 ; 213. Fd1, Cc5 ; 214. Fd1, Cc5 ; 215. Fd1, Cc5 ; 216. Fd1, Cc5 ; 217. Fd1, Cc5 ; 218. Fd1, Cc5 ; 219. Fd1, Cc5 ; 220. Fd1, Cc5 ; 221. Fd1, Cc5 ; 222. Fd1, Cc5 ; 223. Fd1, Cc5 ; 224. Fd1, Cc5 ; 225. Fd1, Cc5 ; 226. Fd1, Cc5 ; 227. Fd1, Cc5 ; 228. Fd1, Cc5 ; 229. Fd1, Cc5 ; 230. Fd1, Cc5 ; 231. Fd1, Cc5 ; 232. Fd1, Cc5 ; 233. Fd1, Cc5 ; 234. Fd1, Cc5 ; 235. Fd1, Cc5 ; 236. Fd1, Cc5 ; 237. Fd1, Cc5 ; 238. Fd1, Cc5 ; 239. Fd1, Cc5 ; 240. Fd1, Cc5 ; 241. Fd1, Cc5 ; 242. Fd1, Cc5 ; 243. Fd1, Cc5 ; 244. Fd1, Cc5 ; 245. Fd1, Cc5 ; 246. Fd1, Cc5 ; 247. Fd1, Cc5 ; 248. Fd1, Cc5 ; 249. Fd1, Cc5 ; 250. Fd1, Cc5 ; 251. Fd1, Cc5 ; 252. Fd1, Cc5 ; 253. Fd1, Cc5 ; 254. Fd1, Cc5 ; 255. Fd1, Cc5 ; 256. Fd1, Cc5 ; 257. Fd1, Cc5 ; 258. Fd1, Cc5 ; 259. Fd1, Cc5 ; 260. Fd1, Cc5 ; 261. Fd1, Cc5 ; 262. Fd1, Cc5 ; 263. Fd1, Cc5 ; 264. Fd1, Cc5 ; 265. Fd1, Cc5 ; 266. Fd1, Cc5 ; 267. Fd1, Cc5 ; 268. Fd1, Cc5 ; 269. Fd1, Cc5 ; 270. Fd1, Cc5 ; 271. Fd1, Cc5 ; 272. Fd1, Cc5 ; 273. Fd1, Cc5 ; 274. Fd1, Cc5 ; 275. Fd1, Cc5 ; 276. Fd1, Cc5 ; 277. Fd1, Cc5 ; 278. Fd1, Cc5 ; 279. Fd1, Cc5 ; 280. Fd1, Cc5 ; 281. Fd1, Cc5 ; 282. Fd1, Cc5 ; 283. Fd1, Cc5 ; 284. Fd1, Cc5 ; 285. Fd1, Cc5 ; 286. Fd1, Cc5 ; 287. Fd1, Cc5 ; 288. Fd1, Cc5 ; 289. Fd1, Cc5 ; 290. Fd1, Cc5 ; 291. Fd1, Cc5 ; 292. Fd1, Cc5 ; 293. Fd1, Cc5 ; 294. Fd1, Cc5 ; 295. Fd1, Cc5 ; 296. Fd1, Cc5 ; 297. Fd1, Cc5 ; 298. Fd1, Cc5 ; 299. Fd1, Cc5 ; 300. Fd1, Cc5 ; 301. Fd1, Cc5 ; 302. Fd1, Cc5 ; 303. Fd1, Cc5 ; 304. Fd1, Cc5 ; 305. Fd1, Cc5 ; 306. Fd1, Cc5 ; 307. Fd1, Cc5 ; 308. Fd1, Cc5 ; 309. Fd1, Cc5 ; 310. Fd1, Cc5 ; 311. Fd1, Cc5 ; 312. Fd1, Cc5 ; 313. Fd1, Cc5 ; 314. Fd1, Cc5 ; 315. Fd1, Cc5 ; 316. Fd1, Cc5 ; 317. Fd1, Cc5 ; 318. Fd1, Cc5 ; 319. Fd1, Cc5 ; 320. Fd1, Cc5 ; 321. Fd1, Cc5 ; 322. Fd1, Cc5 ; 323. Fd1, Cc5 ; 324. Fd1, Cc5 ; 325. Fd1, Cc5 ; 326. Fd1, Cc5 ; 327. Fd1, Cc5 ; 328. Fd1, Cc5 ; 329. Fd1, Cc5 ; 330. Fd1, Cc5 ; 331. Fd1, Cc5 ; 332. Fd1, Cc5 ; 333. Fd1, Cc5 ; 334. Fd1, Cc5 ; 335. Fd1, Cc5 ; 336. Fd1, Cc5 ; 337. Fd1, Cc5 ; 338. Fd1, Cc5 ; 339. Fd1, Cc5 ; 340. Fd1, Cc5 ; 341. Fd1, Cc5 ; 342. Fd1, Cc5 ; 343. Fd1, Cc5 ; 344. Fd1, Cc5 ; 345. Fd1, Cc5 ; 346. Fd1, Cc5 ; 347. Fd1, Cc5 ; 348. Fd1, Cc5 ; 349. Fd1, Cc5 ; 350. Fd1, Cc5 ; 351. Fd1, Cc5 ; 352. Fd1, Cc5 ; 353. Fd1, Cc5 ; 354. Fd1, Cc5 ; 355. Fd1, Cc5 ; 356. Fd1, Cc5 ; 357. Fd1, Cc5 ; 358. Fd1, Cc5 ; 359. Fd1, Cc5 ; 360. Fd1, Cc5 ; 361. Fd1, Cc5 ; 362. Fd1, Cc5 ; 363. Fd1, Cc5 ; 364. Fd1, Cc5 ; 365. Fd1, Cc5 ; 366. Fd1, Cc5 ; 367. Fd1, Cc5 ; 368. Fd1, Cc5 ; 369. Fd1, Cc5 ; 370. Fd1, Cc5 ; 371. Fd1, Cc5 ; 372. Fd1, Cc5 ; 373. Fd1, Cc5 ; 374. Fd1, Cc5 ; 375. Fd1, Cc5 ; 376. Fd1, Cc5 ; 377. Fd1, Cc5 ; 378. Fd1, Cc5 ; 379. Fd1, Cc5 ; 380. Fd1, Cc5 ; 381. Fd1, Cc5 ; 382. Fd1, Cc5 ; 383. Fd1, Cc5 ; 384. Fd1, Cc5 ; 385. Fd1, Cc5 ; 386. Fd1, Cc5 ; 387. Fd1, Cc5 ; 388. Fd1, Cc5 ; 389. Fd1, Cc5 ; 390. Fd1, Cc5 ; 391. Fd1, Cc5 ; 392. Fd1, Cc5 ; 393. Fd1, Cc5 ; 394. Fd1, Cc5 ; 395. Fd1, Cc5 ; 396. Fd1, Cc5 ; 397. Fd1, Cc5 ; 398. Fd1, Cc5 ; 399. Fd1, Cc5 ; 400. Fd1, Cc5 ; 401. Fd1, Cc5 ; 402. Fd1, Cc5 ; 403. Fd1, Cc5 ; 404. Fd1, Cc5 ; 405. Fd1, Cc5 ; 406. Fd1, Cc5 ; 407. Fd1, Cc5 ; 408. Fd1, Cc5 ; 409. Fd1, Cc5 ; 410. Fd1, Cc5 ; 411. Fd1, Cc5 ; 412. Fd1, Cc5 ; 413. Fd1, Cc5 ; 414. Fd1, Cc5 ; 415. Fd1, Cc5 ; 416. Fd1, Cc5 ; 417. Fd1, Cc5 ; 418. Fd1, Cc5 ; 419. Fd1, Cc5 ; 420. Fd1, Cc5 ; 421. Fd1, Cc5 ; 422. Fd1, Cc5 ; 423. Fd1, Cc5 ; 424. Fd1, Cc5 ; 425. Fd1, Cc5 ; 426. Fd1, Cc5 ; 427. Fd1, Cc5 ; 428. Fd1, Cc5 ; 429. Fd1, Cc5 ; 430. Fd1, Cc5 ; 431. Fd1, Cc5 ; 432. Fd1, Cc5 ; 433. Fd1, Cc5 ; 434. Fd1, Cc5 ; 435. Fd1, Cc5 ; 436. Fd1, Cc5 ; 437. Fd1, Cc5 ; 438. Fd1, Cc5 ; 439. Fd1, Cc5 ; 440. Fd1, Cc5 ; 441. Fd1, Cc5 ; 442. Fd1, Cc5 ; 443. Fd1, Cc5 ; 444. Fd1, Cc5 ; 445. Fd1, Cc5 ; 446. Fd1, Cc5 ; 447. Fd1, Cc5 ; 448. Fd1, Cc5 ; 449. Fd1, Cc5 ; 450. Fd1, Cc5 ; 451. Fd1, Cc5 ; 452. Fd1, Cc5 ; 453. Fd1, Cc5 ; 454. Fd1, Cc5 ; 455. Fd1, Cc5 ; 456. Fd1, Cc5 ; 457. Fd1, Cc5 ; 458. Fd1, Cc5 ; 459. Fd1, Cc5 ; 460. Fd1, Cc5 ; 461. Fd1, Cc5 ; 462. Fd1, Cc5 ; 463. Fd1, Cc5 ; 464. Fd1, Cc5 ; 465. Fd1, Cc5 ; 466. Fd1, Cc5 ; 467. Fd1, Cc5 ; 468. Fd1, Cc5 ; 469. Fd1, Cc5 ; 470. Fd1, Cc5 ; 471. Fd1, Cc5 ; 472. Fd1, Cc5 ; 473. Fd1, Cc5 ; 474. Fd1, Cc5 ; 475. Fd1, Cc5 ; 476. Fd1, Cc5 ; 477. Fd1, Cc5 ; 478. Fd1, Cc5 ; 479. Fd1, Cc5 ; 480. Fd1, Cc5 ; 481. Fd1, Cc5 ; 482. Fd1, Cc5 ; 483. Fd1, Cc5 ; 484. Fd1, Cc5 ; 485. Fd1, Cc5 ; 486. Fd1, Cc5 ; 487. Fd1, Cc5 ; 488. Fd1, Cc5 ; 489. Fd1, Cc5 ; 490. Fd1, Cc5 ; 491. Fd1, Cc5 ; 492. Fd1, Cc5 ; 493. Fd1, Cc5 ; 494. Fd1, Cc5 ; 495. Fd1, Cc5 ; 496. Fd1, Cc5 ; 497. Fd1, Cc5 ; 498. Fd1, Cc5 ; 499. Fd1, Cc5 ; 500. Fd1, Cc5 ; 501. Fd1, Cc5 ; 502. Fd1, Cc5 ; 503. Fd1, Cc5 ; 504. Fd1, Cc5 ; 505. Fd1, Cc5 ; 506. Fd1, Cc5 ; 507. Fd1, Cc5 ; 508. Fd1, Cc5 ; 509. Fd1, Cc5 ; 510. Fd1, Cc5 ; 511. Fd1, Cc5 ; 512. Fd1, Cc5 ; 513. Fd1, Cc5 ; 514. Fd1, Cc5 ; 515. Fd1, Cc5 ; 516. Fd1, Cc5 ; 517. Fd1, Cc5 ; 518. Fd1, Cc5 ; 519. Fd1, Cc5 ; 520. Fd1, Cc5 ; 521. Fd1, Cc5 ; 522. Fd1, Cc5 ; 523. Fd1, Cc5 ; 524. Fd1, Cc5 ; 525. Fd1, Cc5 ; 526. Fd1, Cc5 ; 527. Fd1, Cc5 ; 528. Fd1, Cc5 ; 529. Fd1, Cc5 ; 530. Fd1, Cc5 ; 531. Fd1, Cc5 ; 532. Fd1, Cc5 ; 533. Fd1, Cc5 ; 534. Fd1, Cc5 ; 535. Fd1, Cc5 ; 536. Fd1, Cc5 ; 537. Fd1, Cc5 ; 538. Fd1, Cc5 ; 539. Fd1, Cc5 ; 540. Fd1, Cc5 ; 541. Fd1, Cc5 ; 542. Fd1, Cc5 ; 543. Fd1, Cc5 ; 544. Fd1, Cc5 ; 545. Fd1, Cc5 ; 546. Fd1, Cc5 ; 547. Fd1, Cc5 ; 548. Fd1, Cc5 ; 549. Fd1, Cc5 ; 550. Fd1, Cc5 ; 551. Fd1, Cc5 ; 552. Fd1, Cc5 ; 553. Fd1, Cc5 ; 554. Fd1, Cc5 ; 555. Fd1, Cc5 ; 556. Fd1, Cc5 ; 557. Fd1, Cc5 ; 558. Fd1, Cc5 ; 559. Fd1, Cc5 ; 560. Fd1, Cc5 ; 561. Fd1, Cc5 ; 562. Fd1, Cc5 ; 563. Fd1, Cc5 ; 564. Fd1, Cc5 ; 565. Fd1, Cc5 ; 566. Fd1, Cc5 ; 567. Fd1, Cc5 ; 568. Fd1, Cc5 ; 569. Fd1, Cc5 ; 570. Fd1, Cc5 ; 571. Fd1, Cc5 ; 572. Fd1, Cc5 ; 573. Fd1, Cc5 ; 574. Fd1, Cc5 ; 575. Fd1, Cc5 ; 576. Fd1, Cc5 ; 577. Fd1, Cc5 ; 578. Fd1, Cc5 ; 579. Fd1, Cc5 ; 580. Fd1, Cc5 ; 581. Fd1, Cc5 ; 582. Fd1, Cc5 ; 583. Fd1, Cc5 ; 584. Fd1, Cc5 ; 585. Fd1, Cc5 ; 586. Fd1, Cc5 ; 587. Fd1, Cc5 ; 588. Fd1, Cc5 ; 589. Fd1, Cc5 ; 590. Fd1, Cc5 ; 591. Fd1, Cc5 ; 592. Fd1, Cc5 ; 593. Fd1, Cc5 ; 594. Fd1, Cc5 ; 595. Fd1, Cc5 ; 596. Fd1, Cc5 ; 597. Fd1, Cc5 ; 598. Fd1, Cc5 ; 599. Fd1, Cc5 ; 600. Fd1, Cc5 ; 601. Fd1, Cc5 ; 602. Fd1, Cc5 ; 603. Fd1, Cc5 ; 604. Fd1, Cc5 ; 605. Fd1, Cc5 ; 606. Fd1, Cc5 ; 607. Fd1, Cc5 ; 608. Fd1, Cc5 ; 609. Fd1, Cc5 ; 610. Fd1, Cc5 ; 611. Fd1, Cc5 ; 612. Fd1, Cc5 ; 613. Fd1, Cc5 ; 614. Fd1, Cc5 ; 615. Fd1, Cc5 ; 616. Fd1, Cc5 ; 617. Fd1, Cc5 ; 618. Fd1, Cc5 ; 619. Fd1, Cc5 ; 620. Fd1, Cc5 ; 621. Fd1, Cc5 ; 622. Fd1, Cc5 ; 623. Fd1, Cc5 ; 624. Fd1, Cc5 ; 625. Fd1, Cc5 ; 626. Fd1, Cc5 ; 627. Fd1, Cc5 ; 628. Fd1, Cc5 ; 629. Fd1, Cc5 ; 630. Fd1, Cc5 ; 631. Fd1, Cc5 ; 632. Fd1, Cc5 ; 633. Fd1, Cc5 ; 634. Fd1, Cc5 ; 635. Fd1, Cc5 ; 636. Fd1, Cc5 ; 637. Fd1, Cc5 ; 638. Fd1, Cc5 ; 639. Fd1, Cc5 ; 640. Fd1, Cc5 ; 641. Fd1, Cc5 ; 642. Fd1, Cc5 ; 643. Fd1, Cc5 ; 644. Fd1, Cc5 ; 645. Fd1, Cc5 ; 646. Fd1, Cc5 ; 647. Fd1, Cc5 ; 648. Fd1, Cc5 ; 649. Fd1, Cc5 ; 650. Fd1, Cc5 ; 651. Fd1, Cc5 ; 652. Fd1, Cc5 ; 653. Fd1, Cc5 ; 654. Fd1, Cc5 ; 655. Fd1, Cc5 ; 656. Fd1, Cc5 ; 657. Fd1, Cc5 ; 658. Fd1, Cc5 ; 659. Fd1, Cc5 ; 660. Fd1, Cc5 ; 661. Fd1, Cc5 ; 662. Fd1, Cc5 ; 663. Fd1, Cc5 ; 664. Fd1, Cc5 ; 665. Fd1, Cc5 ; 666. Fd1, Cc5 ; 667. Fd1, Cc5 ; 668. Fd1, Cc5 ; 669. Fd1, Cc5 ; 670. Fd1, Cc5 ; 671. Fd1, Cc5 ; 672. Fd1, Cc5 ; 673. Fd1, Cc5 ; 674. Fd1, Cc5 ; 675. Fd1, Cc5 ; 676. Fd1, Cc5 ; 677. Fd1, Cc5 ; 678. Fd1, Cc5 ; 679. Fd1, Cc5 ; 680. Fd1, Cc5 ; 681. Fd1, Cc5 ; 682. Fd1, Cc5 ; 683. Fd1, Cc5 ; 684. Fd1, Cc5 ; 685. Fd1, Cc5 ; 686. Fd1, Cc5 ; 687. Fd1, Cc5 ; 688. Fd1, Cc5 ; 689. Fd1, Cc5 ; 690. Fd1, Cc5 ; 691. Fd1, Cc5 ; 692. Fd1, Cc5 ; 693. Fd1, Cc5 ; 694. Fd1, Cc5 ; 695. Fd1, Cc5 ; 696. Fd1, Cc5 ; 697. Fd1, Cc5 ; 698. Fd1, Cc5 ; 699. Fd1, Cc5 ; 700. Fd1, Cc5 ; 701. Fd1, Cc5 ; 702. Fd1, Cc5 ; 703. Fd1, Cc5 ; 704. Fd1, Cc5 ; 705. Fd1, Cc5 ; 706. Fd1, Cc5 ; 707. Fd1, Cc5 ; 708. Fd1, Cc5 ; 709. Fd1, Cc5 ; 710. Fd1, Cc5 ; 711. Fd1, Cc5 ; 712. Fd1, Cc5 ; 713. Fd1, Cc5 ; 714. Fd1, Cc5 ; 715. Fd1, Cc5 ; 716. Fd1, Cc5 ; 717. Fd1, Cc5 ; 718. Fd1, Cc5 ; 719. Fd1, Cc5 ; 720. Fd1, Cc5 ; 721. Fd1, Cc5 ; 722. Fd1, Cc5 ; 723. Fd1, Cc5 ; 724. Fd1, Cc5 ; 725. Fd1, Cc5 ; 726. Fd1, Cc5 ; 727. Fd1, Cc5 ; 728. Fd1, Cc5 ; 729. Fd1, Cc5 ; 730. Fd1, Cc5 ; 731. Fd1, Cc5 ; 732. Fd1, Cc5 ; 733. Fd1, Cc5 ; 734. Fd1, Cc5 ; 735. Fd1, Cc5 ; 73





## Mode

## PRÊT-A-PORTER-LONGTEMPS (suite)

**S**OUCEUX de se prémunir contre d'éventuelles accusations de gaspillage, les fabricants de prêt-à-porter ont essayé de s'en tenir pour l'automne à la sécurité, à mi-chemin entre l'ampleur et le droit-fil. Cette politique de prudence s'est traduite, en outre, par des coloris tristes et en majorité peu voyants, avec de nombreuses exceptions, ainsi qu'on va le voir.

Comme on pouvait s'y attendre, le résultat n'est guère brillant en ce qui concerne les commandes, les détaillants français restant dans l'expectative, du moins pour le moment.

Vedette incontestée, Karl Lagerfeld, chez *Chloé*, dont la suprématie s'affirme avec force, joue une ligne « tunnel » détonnante et droite, mais non serrée (dessin dans le *Monde* du 12 avril), tout en superpositions. Son créateur estime, en effet, qu'à notre époque l'élégance doit rester cachée, du moins dans la rue. Cela dit, il continue d'avancer sur le plan technique, avec des vêtements poids plume, sans le moindre entourage, en coupes très étudiées où chaque couture compte.

Parmi les stylistes dont les noms commencent à sortir, *Guy Paulin*, qui crée des tricotés et toute une garde-robe pour divers fabricants. Spécialiste de la maille, *Ginaou Comiti* interprète à sa façon le style chinois à boutonnière asymétrique. *Thierry Mugler* allie une ligne droite à une carrure. *Claude Montana* devrait réussir, notamment avec ses manteaux « désoasés ». Enfin, *Eliza-*

*beih de Sennepille* affectionne les mélanges de matières très différentes comme le tricot lâche — omniprésent dans les collections — la toile de bache ou les gros chandails gansés de ruban de taffetas écossais.

A un niveau plus luxueux, *Jil Sander*, blonde Hambourgeoise de trente ans, habille les femmes de vêtements sobres et bien coupés, dans des tissus de qualité. Elle alterne le souple, en robes-casques ceinturées sur pantalon et ensembles à cabans et jupes porte-feuille, avec une structure, dans ses tailleurs de crépuscule, un rien « Ange bleu ».

En prenant comme thème le gris flanelle en jersey et en tricotés jacquard, *Pierre Balmain* affirme son « chic parisien » qui ressort au milieu du fracas de ces surplus militaires dont certains de ses collègues voudraient nous affubler.

*Louis Féraud* reste fidèle à ses tricotés de marin rayés en écu et marine, ou rouge, ainsi qu'à ses jacquards inspirés du folklore norvégien. Parmi les ensembles à superpositions, beaucoup de chasubles en camaïeu clair sur des robes et des jupes et blouses plus foncées.

*Gienchy* réalise des robes de crépuscule très simples en imprimés de soie informels de Brochier, inspirés des kolles du peintre américain Pollock. D'amusantes robes-chasubles sont taillées dans d'immenses foulards en étamine de laine à manches kimono, éfrangées au bord comme à l'ourlet.

Chez *Larvin*, J.-F. Orshay a réuni les plus beaux chemisiers de soie de la saison, en merveilleux crêpes de Chine façonnés, en peau d'ange ou en marocain.

*Serge Lepage* signe sa première collection de prêt-à-porter avec des tailleurs de Jersey, des blouses à taille élastifiée et des ensembles de tweeds 7/8.

*Michel Goma* travaille en corolles les cols de ses manteaux de tricot à grosses côtes, croisés et ceinturés comme des robes de chambre en coloris vifs, tranchant sur la grisaille qu'on nous propose pour l'automne.

*J.-L. Scherrer* oppose les ensembles superposés de jupes, chandails, manteaux, capes et cardigans pour le jour en bleus, verts, rouilles, blancs ou beiges aux robes noires de satin façonné, à découplé carré pour le soir.

Les tricotés chinois sont travaillés en diagonale par *Philippe Venet* qui ajoute une série de modèles en maille à son prêt-à-porter élégant et souple, aux oppositions de tons voyants.

*Ted Lapidus*, dans un souci de simplification, taille en jupes et en blouses ses modèles de robes très fluides et faciles à porter. *André Pfister* ajoute à ses chaussures une gamme de vêtements de sport en cuir, tricot et tissus coordonnés, importés d'Italie.

NATHALIE MONT-SERVAN.

\* Nous avons présenté dans le « Monde du tourisme et des loisirs » du 12 avril un premier article sur les nouvelles tendances du prêt-à-porter.



**GEORGES RECH** : ensemble à marinière dans un turtan pure laine écossais d'origine sur une jupe droite à poches en diagonale, dont le bon rapport qualité-prix devrait assurer le succès.

(Croquis de Marec.)



**GERARD SAINT-ALBIN** : ce spécialiste du costume d'hiver propose des ensembles à danser en plissé dans de ravissants imprimés à petits dessins, en partie matelassés comme cette casaque à grandes manches, sur une jupe légèrement froncée à la taille qui doit son tombant à la bande de l'ourlet travaillée dans l'envers du tissu. Chapka, gants et guêtres assortis.



**THIERRY MUGLER** : modèle du soir à la cosaque dans un imprimé cachemire, rehaussé d'accessoirisme : chapeau, gants en vison, écharpe, collier de feuilles en chevron doré comme la ceinture corset et les bottes à talons hauts.

## A TOUS PROBLÈMES D'ÉCLAIRAGE



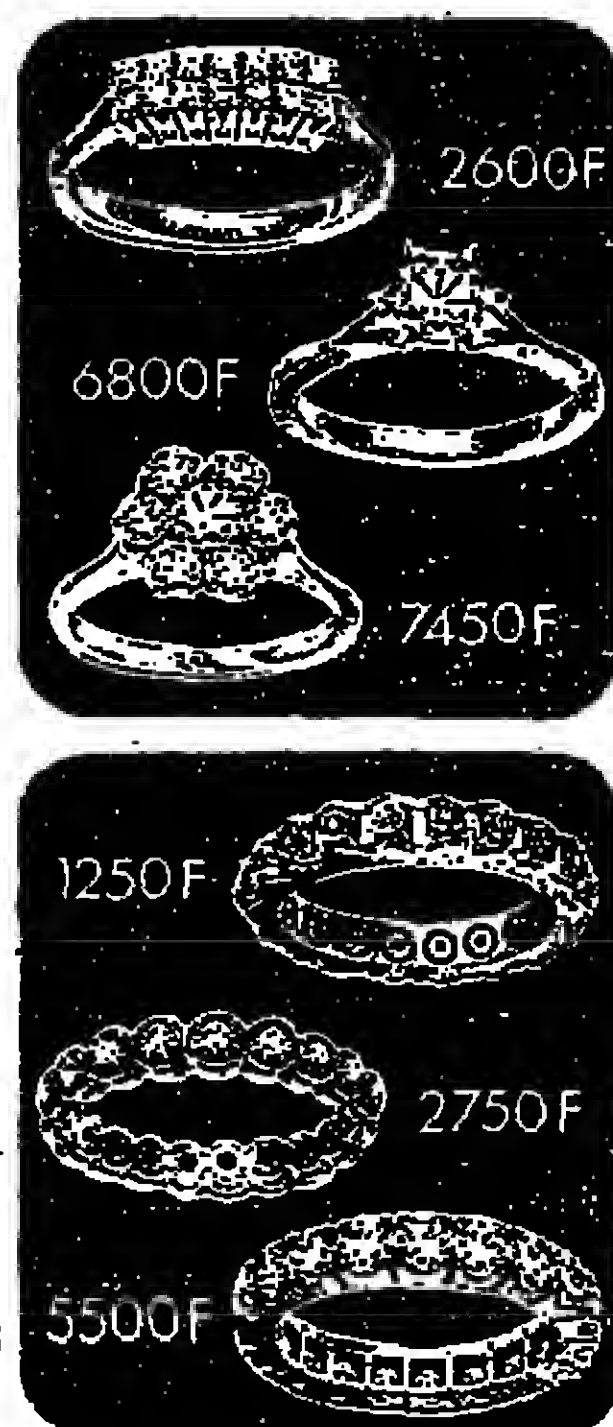
SPOTS  
APPLIQUES  
SUSPENSIONS  
LAMPADAIRES  
ETC...  
une solution

ready-made electric

33, rue Jacob, Paris (6<sup>e</sup>) - 260-28-01



**ISSEY MIYAKE** : robe en jersey ultra-moulante à capuche, sous un poncho géant noir qui réunit dans des proportions harmonieuses l'ampleur et la ligne robe.

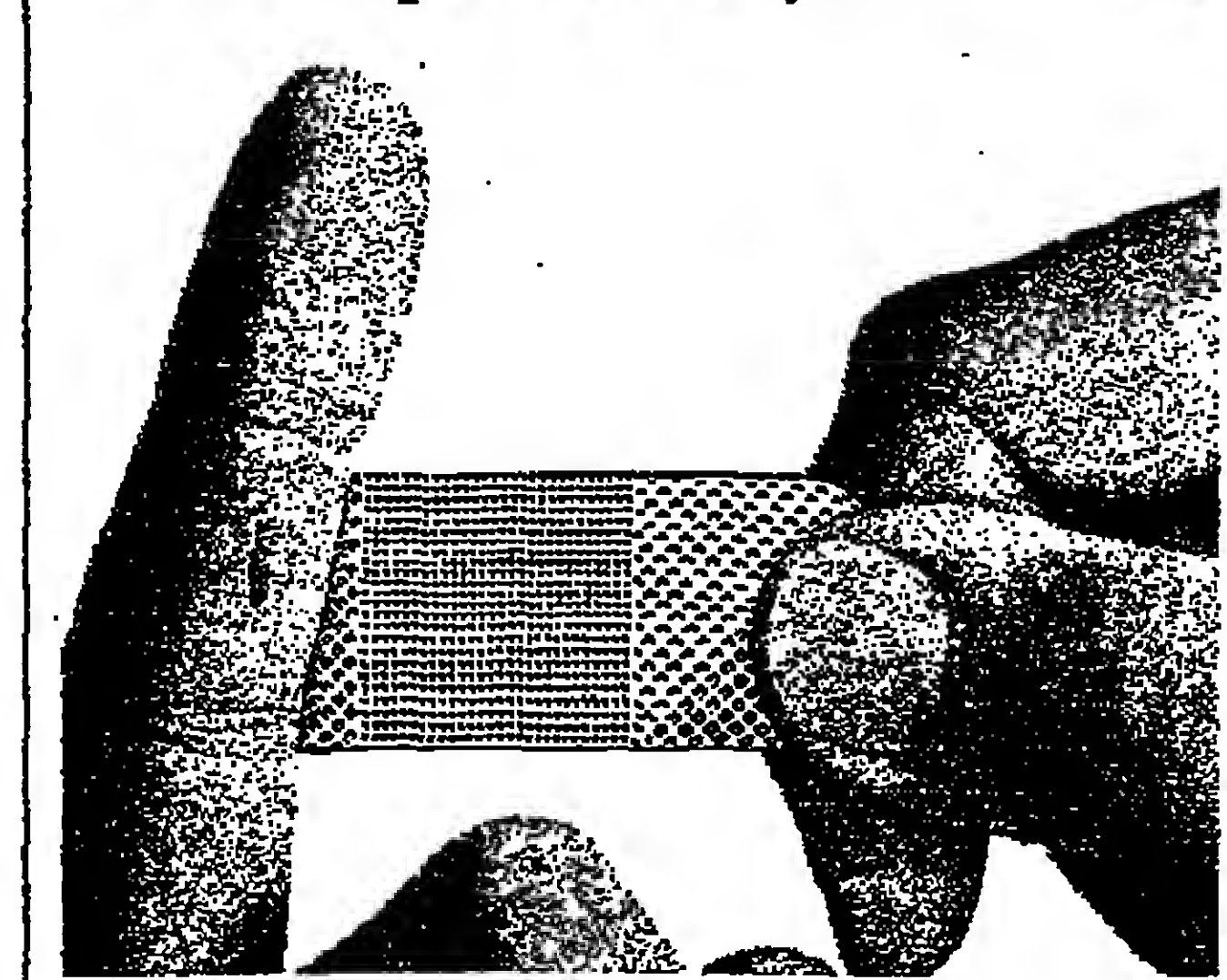
MP  
SPECIALISTE  
DU DIAMANT

MP,  
1<sup>er</sup> spécialiste du diamant  
vous garantit  
un achat sérieux en toute  
confiance au plus juste prix  
le choix, les prix  
et le crédit gratuit

**MP**

8, place de la Madeleine - Paris  
138, rue Lafayette Paris  
86, rue de Rivoli Paris  
92 - Colombes, 45 rue Saint-Denis  
93 - Montreuil 217, rue de Paris

Catalogue gratuit n°13 sur demande

URGO7  
ne colle pas là où ça fait mal.

Pansement adhésif hypodermique. Vendu exclusivement en pharmacie.



## Maison

## Toute la lumière

**U**N luminaire n'est pas un objet décoratif. Sa fonction primordiale est de bien répartir la lumière, celle-ci étant fournie par des ampoules de puissance suffisante. La pollution des luminaires contemporains laisse parfois perplexe celui qui cherche un appareil qui éclaire bien et dont l'aspect esthétique s'intègre sans heurt au décor, qu'il soit allumé ou éteint.

Pour l'éclairage d'ambiance d'une pièce, nous avons trouvé un lampadaire en forme de diabolos superposés, en verre dépoli cerisé de métal (1.130 F, *Paris-design*). Ben Swidens, le créateur de l'« œuf » lumineux, vient de sortir une lampe à poser au sol : une boule éclairante blanche sur un cube de stratifié noir, 660 F. Dans sa boutique « Point », nous avons vu également une lampe d'une belle simplicité, vendue à plat dans une enveloppe : son abat-jour cubique en papier surmonte un petit cube de bois déroulé, 144 F. Pour un éclairage indirect, un lampadaire italien fonctionnant en basse tension a son transformateur visible, formant socle ; au sommet d'une double tige en laiton chromé, un phare dirige un flux de 300 watts vers le plafond (977 F, *Arte 6*). Dans cette boutique, une création de Takahama s'utilise en applique ou en plafonnier : un carré en tube léger sert de cadre à un tissu blanc tendu sur un arc. Cet élément diffuse une agréable lumière dans la pièce et coûte 310 F en applique de 60 cm de côté.

Pour éclairer la table des repas, un lampadaire en forme d'arc est pratique lorsqu'une suspension ne peut être fixée au plafond. Un diffuseur-boule en Plexiglas blanc est monté sur un bras à réglage télescopique fixé sur socle (900 F, *Paris-design*). Autre solution avec une longue tige flexible terminée à chaque extrémité par une boule. Celle-ci se bloque au sol et au plafond et sur cet arc coulisse un spot orientable (480 F, *Design*).

Une nouvelle tendance consiste à créer une collection complète (adaptée à tous les types d'éclairage) à partir d'un module de base, ce qui permet d'harmoniser tous les luminaires dans l'appartement. Signée par quatre grands « designers » italiens, la collection Olivo comprend des appliques, lampes de table et lampadaires dont la fine tige courbe se termine par une verrière opale demi-sphérique (*Mobilier international*). Une autre collection italienne, *Kariell*, d'un prix plus accessible, comporte divers luminaires à diffuseur-boule en plastique noir : la lampe d'architecte à bras articulés vaut 200 F, l'applique 146 F, le lampadaire à deux diffuseurs 490 F (*Design*).

Le système « Modulita », créé par Lita-Groupe Mazda, est basé sur la combinaison de huit éléments d'orientation et dix modèles de diffuseurs et réflecteurs. À partir d'une douille, organe d'alimentation et de liaison, une soixantaine de variantes sont possibles. Ce système d'éclairage très élaboré s'applique à quatre familles de luminaires d'un prix raisonnable : lampes à poser ou à pincer, appliques et plafonniers, suspensions et spots sur rails. Les réflecteurs sont en métal laqué de ton sable ou vert cèdre et les diffuseurs-boules sont en plastique opale. Cette collection est en vente, entre autres magasins, chez Electrorama à Paris.

JANY AUJAME.

\* Paris-Design, « Boutiques de Paris », 87, rue Bassa, Palais des congrès, porte Maillot, 75017 Paris.

\* Point, 67, rue de l'Université, 75007 Paris.

\* Arte 6, 8, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

\* Design, 236 boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

\* Mobilier international, 8, rue des Saints-Pères et 182, boulevard Voltaire, 75011 Paris.

\* Electrorama, 11, bd Saint-Germain, 75005 Paris.

l'électricien, le carreleur, le peintre, le menuisier, le plombier,

Coméra sait les diriger  
et les coordonner,  
votre cuisine vous coûtera moins cher.



## Plan et devis gratuits.

Avez-vous déjà fait venir un artisan au jour dit, à l'heure dite... sans dépassement de devis? Nous oui, et cela nous arrive tous les jours. Depuis que nous construisons des cuisines, nous savons diriger et coordonner les différents corps de métier concernés. Rien que pour cela, une cuisine Coméra vous coûtera moins cher. D'ailleurs, avec Coméra, les prix sont forfaitaires.

Donc pas de surprise. Et, avec un crédit sur plusieurs mois, c'est vraiment facile de vivre dans une belle cuisine, pratique et agréable. Demandez notre documentation sur tous les modèles de cuisine Coméra. Puis, allez voir notre concessionnaire le plus proche, imaginez votre cuisine avec lui; il vous proposera un plan et un devis gratuitement.

**COMERA**  
9, route de Saint-Leu - 95360 MONTMAGNY  
L'imagination  
au service de la cuisine  
et de la salle de bains.

Nom, Prénom \_\_\_\_\_ Profession \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_

Pour recevoir le catalogue Coméra, joignez à ce bon 3 F en timbres et renvoyez-le à Coméra 9, route de Saint-Leu - 95360 Montmagny.

150



CLIN D'ŒIL

LA MÉMOIRE D'OUTRE-TOMBE

**L**e secret bancaire appliqué au contenu des coffres-forts a ses limites. La loi autorise, en effet, le banquier à prêter en présence d'un huissier l'extrication des coffres dont les locataires n'ont pas donné signe de vie ou acquitté leur loyer depuis dix ans. Ainsi, chaque mois, dans le silence des chambres blindées, à l'abri des regards importuns, des hommes d'argent assésent violent l'intimité de disparus négligents ou soucieux de préserver jusqu'au-delà de la mort leurs petits et grands secrets. Bon nombre de gens quittent, parait-il, ce bas monde sans avoir révélé à leurs héritiers, même les plus directs, l'existence de leur cachette.

Ces coffres-forts ne livrent que rarement de l'or ou des pierres précieuses ; plus souvent, on y trouve des objets ou des papiers dont seul un homme ou une femme connaissait l'existence. Enfermés dans des boîtes, serrés par des rubans fanés avec des fleurs séchées, apparaissent, émouvant et désuets, les témoignages d'éventures de jeunesse ou extra-conjugales qui font qu'un être sensible peut, après bien des années : « S'enfermer tout un jour, pour relire en pleurant quelques lettres d'amour. »

On y trouve aussi des photos. Une femme qui sourit dans un parc, image d'une escapade de week-end, un marin goudonné adossé au bastingage d'un transatlantique, instantané d'une croisière de consolation, un couple dont on devine qu'il a voulu fixer la fugacité d'un bonheur défendu et dérobé.

Parfois apparaissent des journaux intimes, confidentiels de celui ou celle qui n'a jamais fait de confiance à quiconque et n'a trouvé que dans son cahier un exécutoire à sa solitude, le moyen de se dire à lui-même qu'il a existé.

Remontent aussi au jour, dans le froid décor des souterrains protégés, des cadeaux qu'on n'a jamais pu montrer, des mèches de cheveux, un gant encore imprégné d'un vague parfum de femme, le programme d'une soirée à l'Opéra à laquelle personne ne sait qu'on a assisté.

Moins romantiques surgissent encore les petits fonds secrets d'une épouse ou d'un époux modèle. Actions ou obligations dont on venait détacher les coupons mois après mois ; quelques louis d'or, fruit d'économies dissimulées. Plus rares sont les instruments de quelque culte païen ou de vice solitaire et insoupçonné, objet mystérieux d'une double vie qui, révélée, deviendrait double mort et causerait d'étranges déceptions et d'inutiles chagrins.

Les lettres et les documents sont détruits, comme les objets souvenirs, les bijoux anonymement vendus, pour payer l'arrière des locataires de coffres. Quant aux héritiers, ils ne sont recherchés que si quelque testament ou document d'importance vient prouver que le titulaire du coffre n'a pas eu le temps de se confier aux siens, soit qu'il ait péri dans un accident, soit que la mort l'ait saisi traîtreusement.

Ainsi, toutes ces choses jugées si précieuses par ceux qui les ont enfermées, comme si leur mémoire ne suffisait pas à tout retenir des moments qui ont le plus marqué leur vie et devaient se rassurer périodiquement par la présence de quelques pièces à conviction, vont se dissoudre dans l'oubli dont ils ont justement voulu se protéger à l'insu de tous.

N'est-ce pas cela, au bout du compte, l'absolu secret ?

MAURICE DENUZIERE.

Philatélie

N° 1377

FRANCE : Exposition mondiale de la machine-outil.

La première Exposition mondiale de la machine-outil se déroulera en France. A cette occasion, les postes français émettront un timbre commémoratif, dont le dessin et la gravure sont dus à Albert Decaris. Vente générale le 5 mai.



1,20 F. Imprimé en taille-douce, dans les Ateliers du timbre de France. A 8 millions d'exemplaires.

La mise en vente anticipée : — Les 3 et 4 mai, de 9 h. à 18 h., par le bureau de poste temporaire installé dans la salle Saint-Jean de l'Hôtel de Ville de Paris. — Obligation « premier jour » spéciale pour ce timbre. — Le 3 mai, de 8 h. à 12 h., à la R.P., 52, rue du Louvre, Paris-1<sup>er</sup>, et au bureau de poste de Paris, 5, avenue de Saxe, Porte-74 ; de 10 h. à 17 h., au Musée postal, 34, boulevard de l'Ancêtre, Paris-13<sup>e</sup>. — Boîte aux lettres spéciale pour l'obliteration « premier jour ».

FRANCE : Tirages épuisés.

Etant donné que la totalité du tirage a été distribuée, les timbres-poste ci-après ne peuvent plus être réapprovisionnés dans les bureaux de poste. Voici les dates de retraites : — Le 5 mai 1975 : 1,00 F. Médaille de la Résistance ; 1,20 F. Nicolas Copernic. — Le 16 mai 1975 : 0,80 F. + 0,15 F. Jean Giraudoux ; 0,80 F. + 0,15 F. Barbed'Aureville ; 2,00 F. Château de Bazoches-sur-Morvan.

BUREAUX TEMPORAIRES

© 5848 Dunkerque (à bord du ferry-bout « Saint-Eloi », qui précède), le 20 avril. — Inauguration de la mise en service de ce nouveau service. — © 4508 Orléans, du 19 au 27 avril. — Foire-exposition. — © 3708 Tours, du 28 avril au 12 mai. — Grande semaine de Tours.

CAMEROON : Paysages du littoral.

Sous forme originale deux timbres-poste intitulés « Paysages du littoral » ont été dédiés à la pêche.



40 F C.F.A. vert foncé, turquoise, bleu Van Dyck.



45 F C.F.A. vert-noir, sépia et azur.

Impression en taille-douce : Atelier du timbre de France. Maquettes et gravures de Georges Boismans.

© A PALAISEAU, dans le cadre de la décade commerciale, les 19 et 20 avril, la section philatélique locale organise, sous le patronage de l'OGAP, une exposition.

© A PARIS, les 19 et 20 avril, dans la salle des cinquièmes arrondissement, se déroulera une exposition philatélique dans le cadre des manifestations à l'occasion des fêtes de la victoire de 1945.

© AU PRAGE-DE-ROUSSILLON, les 19 et 20 avril, dans la salle des fêtes, le comité philatélique local organise une exposition en parties réservées aux jeunes du canton.

© CHARLEVILLE-MEZIERES, l'Amphithéâtre, à l'occasion du jumelage philatélique avec la société d'Alsace-chen (Allemagne), organise conjointement avec cette dernière une exposition, les 19 et 20 avril.

© A DUNKERQUE, le 20 avril, la société A.L.A. et le club philatélique local organisent une exposition à l'occasion de la mise en service du ferry-bout le Saint-Eloi sur la ligne Dunkerque-Douvres, à bord du bâtiment.

ADALBERT VITALYOS.



**"Laissez le bon temps rouler!"**

Peut-être le dites-vous un peu différemment. Mais visitez la Louisiane et vous comprendrez ce que nous voulons dire. « Laissez le bon temps rouler ! » résume le mode de vie en Louisiane... à l'américaine, mais relaxé et adouci par la joie de vivre européenne.

La Louisiane, c'est le Sud d'autrefois comme vous vous l'imaginez, avec ses demeures somptueuses d'avant la Guerre Civile sur un fond de plantation et de campagne verdoyante, avec ses rivières paresseuses, nos « bayous », et ses rivières puissantes telles que le Mississippi. Explorez les maisons magnifiques des anciens planteurs, comme par exemple Asphodel, Dulceto, Oak Alley, Lemee House et Magnolia Lane.

Ensuite les villes animées du Sud moderne vous attendent avec des attractions telles que le Superdôme. Inauguré cette année à La Nouvelle-Orléans, le Superdôme est le plus grand stade couvert du monde destiné aux sports et autres spectacles. Visitez la région acadienne du sud-ouest de la Louisiane où l'on parle français. Trouvez le calme dans la beauté sereine de lacs scintillants au milieu de collines couvertes de pinèdes. Divertissez-vous sur nos cinq grands champs de courses toute l'année... à nos fêtes folkloriques hautes en couleur tous les mois... à la pêche et au golf en toutes saisons. Goûtez notre fine cuisine dans nos excellents restaurants. Voyez votre agent de voyages dès aujourd'hui.

La Louisiane... où le bon temps roule

LA NOUVELLE-ORLÉANS. — Quartier français chargé d'histoire. Jassa Cuisine créole et grands restaurants. Distractions nocturnes. Le Superdôme. Courses de chevaux. En saison équipes renommées de football américain et de basketball. Boutiques. Croisières sur le Mississippi. Demeures somptueuses du Garden District. Musée des arts : Cabildo et New Orleans Museum of Art, et musée du jazz.

AUTRES VILLES ATTRAYANTES. — Baton-Rouge : Gratte-ciel du Capitol, musées, demeures historiques ; Lafayette : Centre de la région acadienne francophone ; New-Iberia : Nombreuses demeures historiques et jardins tropicaux ; Lake-Charles : Excellente plage municipale ; pêche en haute mer dans le Golfe du Mexique ; Alexandria : Magnifique région de pinèdes et de lacs scintillants, parfaite pour le camping, la pêche et les promenades ; Hot-Wells : Station de cure thermale ; Natchitoches : Ville enchantée fondée en 1714, c'est la plus ancienne du territoire de Louisiane ; nombreux sites historiques ; Shreveport : Shreve Square restauré, jardins de la American Rose Society, musées ; Monroe : Croisières sur de vrais bateaux à vapeur sur la Ouachita, jardins de la Louisiana Purchase, zoo.

DEMEURES ET SITES HISTORIQUES. — La Louisiane ouvre au public toute l'année plus de 50 demeures magnifiques datant d'avant la Guerre Civile, de nombreux anciens bâtiments publics renommés, des forts, des champs de bataille et des églises, tout de haut intérêt historique. Ces demeures et ces points d'attraction sont concentrés dans les environs immédiats de (A) La Nouvelle-Orléans, (B) River-Road, le long du Mississippi, entre La Nouvelle-Orléans et Baton-Rouge, (C) Baton-Rouge et la région de Félidiana, toute proche, (D) New-Iberia, Saint-Martinville et Saint-Mary-Parish, (E) Opelousas-Washington, (F) Natchitoches et la région de Cane-River.

CHAMPS DE COURSES. — Cinq champs de courses renommés ouverts toute l'année, environs de la Nouvelle-Orléans (2 champs de courses) : Avril à Sept. et Nov. à Mars ; Lafayette. Avril à Sept. ; environs de Lake-Charles : Sept. à Mars ; environs de Shreveport : Oct. à Janvier.

La Louisiane



OFFICE DU TOURISME DE LOUISIANE

PUBLI-TRANS, Place de la Vigne aux Loups, 91160 Longjumeau.

Veuillez m'envoyer une documentation gratuite sur la Louisiane.

Nom-Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Ville : \_\_\_\_\_  
Code Postal : \_\_\_\_\_ (F-LM7)

LENTILLES DE CONTACT : des millions d'utilisateurs conquis. Pourquoi pas vous ?

Ne dites plus "je n'ose pas" : des millions de personnes dans le monde ont depuis longtemps renoncé à porter des lunettes et adopté les lentilles de contact. Ne dites plus "ce n'est pas pour moi" : chez YSOPTIC, il existe toute une gamme de lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles. Ne dites pas "lesquelles choisir ?" : chez YSOPTIC, des spécialistes vous conseilleront les lentilles de contact qui répondent le mieux à votre cas et vous garantiront une accommodation rapide et une tolérance parfaite. Venez faire un essai. Gratuitement.



YSOPTIC, 80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS. Tél. : 522.15.52.

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.



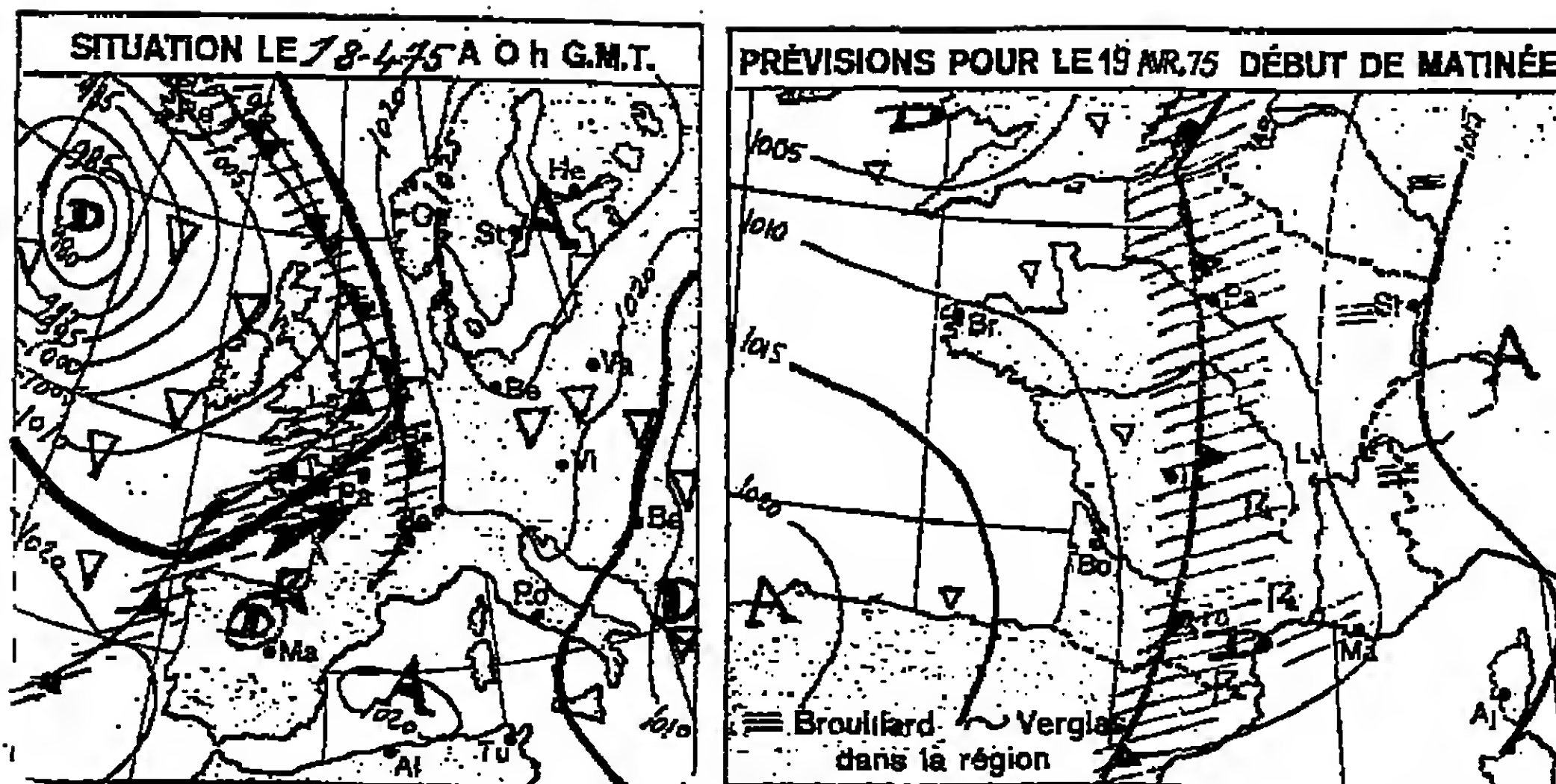
# AUJOURD'HUI

# LÉGION D'HONNEUR

## MÉTÉOROLOGIE

Service national

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 18 avril à 0 heure et le samedi 19 avril à 24 heures :

La perturbation, située vendredi matin de la mer du Nord à l'ouest du Portugal, pénétrera lentement à travers la France, où elle prendra un caractère orageux, surtout sur les régions méridionales et sur les massifs montagneux.

Samedi matin, le temps très nuageux associé à cette perturbation se situera approximativement des Flandres et des Ardennes aux Pyrénées orientales et au golfe du Lion, avec des pluies ou des averses parfois accompagnées d'orages. Ces précipitations pourront être assez abondantes, surtout sur les versants sud des montagnes. Au cours de la jour-

née, cette zone ne se déplacera que très peu vers l'est, se situant le soir des frontières du Nord et du Nord-Est aux Pyrénées orientales et aux régions méditerranéennes.

A l'est de cette zone, le temps sera nuageux avec des éclaircies, mais on notera des brouillards matinaux dans les vallées de l'intérieur. A l'ouest de la zone perturbée, le temps deviendra plus variable avec des éclaircies passagères et quelques averses éphémères.

Les vents, de sud à l'avant de la perturbation, se renforceront sur les régions méditerranéennes ; à l'arrière, ils tourneront au secteur nord-ouest et seront modérés.

La pression atmosphérique restera au niveau de la mer stable, à Paris le Bourget de 1015,3 millibars, soit 761,5 millimètres de mercure.

Vendredi 18 avril, à 7 heures, la pression atmosphérique restera au niveau de la mer stable, à Paris le Bourget de 1015,3 millibars, soit 761,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 17 avril ; le second, le minimum de la nuit du 17 au 18) :

Bordeaux, 16 et 11 ; Brét, 12 et 9 ; Caen, 17 et 12 ; Cherbourg, 14 et 9 ; Clermont-Ferrand, 17 et 10 ; Dijon, 15 et 8 ; Grenoble, 16 et 4 ; Lille, 13 et 10 ; Lyon, 18 et 8 ; Marseille, 21 et 9 ; Nancy, 15 et 8 ; Nantes, 17 et 12 ; Nice, 18 et 11 ; Paris-Le Bourget, 14 et 13 ; Pau, 19 et 12 ; Perpignan, 22 et 10 ; Rennes, 15 et 12 ; Strasbourg, 15 et 9 ; Tours, 18 et 12 ; Toulouse, 16 et 8 ; Ajaccio, 18 et 12 ; Pointe-à-Pitre, 20 et 23.

Températures relatives à l'étranger :

Alger, 18 et 12 ; Bonn, 14 et 9 ; Bruxelles, 11 et 11 ; Le Caire, 30 et 19 ; Les Canaries, 21 et 17 ; Copenhague, 8 et 0 ; Genève, 14 et 4 ; Lisbonne, 25 et 11 ; Londres, 13 et 8 ; Madrid, 21 et 11 ; Moscou, 17 et 5 ; New-York, 18 et 10 ; Palerme, 19 et 13 ; Rome, 22 et 15 ; Stockholm, 12 et 5 ; Téhéran, 24 et 13.

## APPEL SOUS LES DRAPEAUX DES JEUNES FRANÇAIS NÉS ENTRE LE 26 AOÛT ET LE 30 SEPTEMBRE 1955

Le ministère de la défense communique :

La fraction de contingent 1975/56 comprendra, s'ils ont été reconnus « aptes » au service :

1) Les jeunes gens :

a) Dont le sursis ou la prolongation de sursis a été accordée avant le 1<sup>er</sup> juin 1975 ;

b) Dont le report d'incorporation arrivera à échéance avant le 1<sup>er</sup> juin 1975 ;

c) Dont l'appel avec une fraction de contingent antérieure a été, pour des motifs divers, annulé et fixé à l'échéance du 1<sup>er</sup> juin 1975 ;

2) Volontaires pour être appelés le 1<sup>er</sup> juin 1975 et qui à cet effet ont, avant le 1<sup>er</sup> avril 1975, déposé une demande d'appel anticipé ou fait parvenir leur réclamation de sursis ou de report d'incorporation.

3) Les jeunes gens non titulaires d'un sursis ou report d'incorporation administrative par les bureaux de recrutement de métropole :

a) Nés entre le 26 août 1955 et le 30 septembre 1955, ces dates incluses, recensés avec la troisième tranche de naissance de la classe 1975 ;

b) Omis et naturalisés recensés avec la quatrième tranche de naissance de la classe 1975 ;

c) Nés entre le 1<sup>er</sup> octobre 1955 et le 30 septembre 1955, ces dates incluses, recensés avec la quatrième tranche de naissance de la classe 1975.

Les jeunes gens destinés aux armées de terre, de la marine et de l'air seront appelés à partir du 2 juin 1975. Leurs services prendront effet à compter du 1<sup>er</sup> juin 1975.

Toutefois :

1) Les jeunes gens résidant dans les départements et territoires d'outre-mer seront appelés le 12 mai 1975 ; le point de départ de leurs services est fixé au 12 mai 1975.

2) Les jeunes gens destinés à la marine seront appelés à l'appel décalé pourront, dans la limite des besoins, être incorporés dans cette armée à partir du 3 juillet 1975 ; le point de départ de leurs services est fixé au 1<sup>er</sup> juillet 1975.

- Sont promus officiers :**
- MM. Alfred Beyer, Marcel Debrat, Léon Echart, René Lalquier, Raymond Thiry, Xavier Frigara, Léon Monnier, Pietro Mogavero, Mme Jeanne Arnal, M. René Arnould, Mme Denise Avez, MM. Paul Bédier, Eugène Bardeau, Marcel Borey, Mmes Eugénie Salomenc, Albertine Bellanger, M. Gaston Bergeron, Mme Jeanne Boileau, MM. Francis Bourges, Bernard Bouy, Georges Bréhon, Bernard Carré, Alphonse Cathelin, Jean Chotard, Mme Louise Coquet, Madeleine Compuat, MM. Henri Compin, Jean Coton, Mme Paule Coullin, MM. André Courvoisier, Robert Coutin, Mme Marie-Madeleine Paul Desimond, Paul Duffaud, Mme André Durand, M. Gaston Flechier, Mme Marie-Thérèse Fostalis, Raymond Frémond, M. Elie Galland, Robert Gérard, Charles Gillies, René Hacquet, Jacques Henriet, Georges Héry, Mme Albionne Houquet, MM. Joseph Jépard, René Ketterli, Mme Marie Klagen, M. Louis Kueny, Mme Madeleine Laroc, Raymond, MM. Gabriel Le Floch, Mathurin Le Moine.
- MM. Jean Louis, Maurice Mucrot, Georges Maber, François Maillat, Lucien Marchelidon, André Marquet, Michel Martin, Georges Masson, André Merlier, Mme Jeanne Monier, M. Joseph de Monier, Mme Pierre Montot, M. Raymond Monzat, M. Joseph de Monier, Mme Pierre Montot, Mmes Jeanne Olimpia, Marie Gurgaud, M. Jean Ouslé, Mme Marie Ouslé, M. Yves Paronnaud, Mme Suzanne Perrin, M. Fernand Petit, Mme Lucienne Petit, MM. Charles Petit, Gabriel Proust, Mme Marie Planoulaine, Gustave Polz, Albert Quercy, Mme Marcelle Reix, MM. Vercel, Roland-Lévy, Henri Saquet de Breuvy, Mme Yvelin Scher, M. André Scherrer, M. Charles Simonet, Georges Tassat, Laurent Tomprier, Roger Thibaut, Claude Thomas, Gaston Tisserand, M. Charles Vialon, M. Georges Wierpelle, Charles Wierpelle, Le Carral, Bernard Mathias, René Raymond, Raymond Minou, Bernard Thiénaud.
- Sont nommés chevaliers :**
- MM. Samuel Aboulker, Jean André, Isidore Anoll, Firmin Barret, François Bilon, François Biquet, Adrien Desmidt, Fernand Fabre, Albert Poussin, Joseph Glay, Eusebe Gonnelle, M. Louis Mazères, Jean-Claude Meretier, Jacques Padovani, Naville Portier, Pierre Selet, Bernard Stalder, Lucien Turquet, Jean Vigier, Gorgonio Arozmena, Pascal Colombini, Alain Dolmayre, Eugène Garla, Romuald Licholsk, Emile Baudrez, Jean Bello, Raoul Doudet, Francis Carré, Jean-Eustache Duluc, Lucien Edet, Albert Egin, Fernand Goin, Emile Grauer, Daniel Lefebvre, Fernand Lajoye, David Leblond, Maurice Maier, Henri Mazaun, Léon Méquieu, Robert Miskow, Charles Monplé, Roger Noëvier, Emile Pidanier, Paul Roux, Georges Richard, Fernand Roux, M. Raymond Simonet, Antoine Sanchez, Georges Simonet, Auguste Simothé, Marc Sollasso, Jacques Truchet, Camille Vincent, Marcelle Senechal, Mme Marie Ackermann.
- MM. Paul Alric, Charles Arbogast, Mme Marie-Madeleine Bédard, Atiani, Mme Marie Becker, M. Gérard Beguin, Emile Benoit, Maurice Bernadet, Raymond Berthet, Mme Margot Berthet, MM. Antoine Biliy, Elie Boisy, Georges Botteat, Jean Bonnet, Jacques Boudard, Jean Boulmer, Mme Jeanne Braun, M. Marcel Buisson, Raymond Carré, Jacques Calais, Désiré Calvo, Antoine Carreau, Maurice Chaudin, Martial Chauvin, Henri Chevalier, Chambet, Norbert Corbin, Mme André Corrier, M. Henri Cotte, Mme Arlette Darcq, M. Gabriel Decroix, Maurice Delarive, Camille Delast, Roger Delobel, Antoine Desguettes, Raymond Domange, Roger Demmer, Jean Denouel, Emile Descamps, Marcel Dierickx, Maurice Doucet, Henri Douva, Hilaire Dubois, Joseph Dusserre-Timon, Arthur Durriel, Lucien Falvire, Pierre Faucompret, Robert Faure, Raphaël Feigelson, Henri Finkstein, Gaston Fouillet, Emile Fournier, Emile France, Roger Fremion, Mme Marie Frerick, M. René Galland, Jean Gaillet, Camille Gandon, André Guillot, René Heinen, André Hich, Gérard Hoffman, Joseph Humbert, Maurice Izard, Robert Jacquemai, Raymond Jéquet, Jean Jourdan, Louis Juste, Mme Jacqueline Kerlis, M. Pierre Klouli, Camille Kermener, Roger Laroze, Jean Lauplaud, Stanislas Ledezinski, Marcel Le Fur, Jean Le Gall, Pierre Lévesque, Alex Lindeberg.
- MM. Henri Lotfréd, Guillaume Louton, Antoine Lucchini, Raymond Maitre, Maurice Mallet, Charles Mandelbaum, Jean Marguet, Stéphane Maréchal, Maurice Mespreux, M. Clément Monet, M. René Montgillier, Mme Marie Mouroulet, MM. Louis Mouquens, Lucien Muelle, Albert Naudin, Gilbert Nardin, Paul Noury, Pierre Nugues, Yves Ourliac, M. Jean-Pierre Paillet, M. Henri Peltier, Jean Penel, André Peyrolongue, René Picard, Mme Marcelle Ponsot, M. Jean-Pierre Ponsot, M. Henri Pottier, Joseph Quereau, Abraham Quesat, Mme Marie Raquideau, MM. Lucien Remy, Raymond Renet, André Rhome, Georges Ritter, Louis Robert, Raymond Roffé, Maurice Roudot, Marcel Roudot, Robert Rouland, Jean-François Runavot, Jean Ruzel, Mme Catherine Salvador, M. Thomas Sanchez, Pedro Sana, Mme Lucienne Sarrelongue, M. Gabriel Schang, Jean Schuch, Mmes Marie Schwallier, Marcelle Serra, Marguerite Sizora, M. Roger Souclat.
- MM. Auguste Spannagel, Volturno Sparaphat, Jean Sted, Roger Staron, Jean Thabuis, Joseph Tuli, Robert Thirionet, Pierre Thomas, Rumi Toulon, Mme Perla Tragnat, M. Camille Trueland, M. Georges Vassquez, Jacques Vern, Charles Villiquet, Etienne Weber, Joseph Weber, Georges Willens, André Wimalger, Yves Le Guider, Albert Manivel, André Paul, Victor Plissonneau, Georges Soussa, Arthur Kessler, Roger Lezra, Marie Perring, Pierre Brandt, Pierre Brenou, Marcel Gaugier, Pierre Marenaud, Jean Mugabire, Joseph Petronio, Albert Ramiz, André Réty, Georges Rouché, Joseph Rouquet, Paul Scherpereel, André Tims, Raymond Vannier, Serge Caron, Julien Bousier, Emile Alcaron, Mme Anne Arellia, M. Georges Babel, Louis Batard, Pierre Berruyer, Mme Marcelle Bochet, M. Bernard Bouvret, Pierre Breton, Mme Marie Buchmann, M. Henri Demanville, Urbain Duffaud, Henri Favard, Mme Genevieve Foullet, M. Jacques Guillea, Marie Jalenques, Mme Pauline Le Cam, M. Gabriel Lard, Georges Mary, Raymond Montagnard, Jean-Pierre Petel, Jean Picq, Martin Roess, Edouard Stoll.

## Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 18 avril 1975 :

### DES ARRÊTES

● Relatif à l'application de l'article 8-II, 2a, de la loi n° 74-1189 du 30 décembre 1974 instituant un prélevement conjoncturel ;

● Modifiant un précédent arrêté portant application des dispositions réglementaires prévues par l'ordonnance n° 87-708 du 21 août 1967 relatives à l'organisation financière de la Sécurité sociale (accidents du travail et maladies professionnelles) ;

### UNE LISTE

● D'admission aux concours pour l'emploi de chef de sous-officier de musique des armées en 1975 ;

### UNE CIRCULAIRE

● Relative aux ventes directes aux consommateurs effectuées par les industriels et réglementées par le décret n° 74-249 du 15 mai 1974 ;

## P.T.T.

● Téléphone automatique entre Berlin-Ouest et Berlin-Est. — L'Union postale universelle, la liaison téléphonique automatique entre Berlin-Ouest et Berlin-Est a été rétablie le 14 avril. Deux cent quarante lignes ont été branchées par les postes est-allemandes. Les Berlinois de l'Est pouvaient déjà appeler le secteur occidental par voie automatique depuis le 15 décembre 1971.

● Condé-sur-Noireau (Calvados) par l'automatique. — Les abonnés au téléphone de la région parisiennaise peuvent obtenir leurs correspondants de Condé-sur-Noireau en composant le 16, puis, après audition de la deuxième tonalité, l'indicateur interurbain 31, suivi des six chiffres du numéro de l'abonné demandé.

## Documentation

● Prélèvement conjoncturel. — L'imprimerie nationale vient de mettre en vente une documentation sur le prélèvement conjoncturel au prix de 6,15 F (franc). Cette documentation comprend les textes législatifs et réglementaires, les instructions administratives et les modèles d'imprimés. S'adresser au Service d'édition et de vente des publications officielles, 37-39, rue de la Convention (tél. : 377-75-90) ou 30, rue de la Boétie ou 182, rue Saint-Honoré, Paris.

## ANCIENS COMBATTANTS

### L'UNCAF ET LES HARKIS

Rappelant « que deux millions cinq cent mille Français ont servi en Algérie », l'Union nationale des combattants d'Afrique du Nord (U.N.C.A.F.) a fait état de perspectives de collaboration franco-algériennes, étant entendu que les problèmes de main-d'œuvre sont un élément important de celle-ci et que l'immigration incontrôlée constatée actuellement peut poser un risque sur l'accueil des travailleurs algériens.

« L'Union insiste pour que soit rapidement réglé le douloureux problème des Harkis. »

(1) 18, rue de Vézelay, 75008 Paris, tél. 322-57-22.

## Le Monde

Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75001 PARIS - CEDEX 09

### ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M. ex-COMMUNAUTÉ (sauf Algérie) : 90 F 150 F 232 F 300 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE : 144 F 273 F 402 F 530 F

ÉTRANGER par messagerie : 1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE : 115 F 216 F 307 F 400 F

2 - TUNISIE : 125 F 231 F 337 F 440 F

Par voie aérienne tant sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (chèque virement) ont droit à un rabais de 10 % sur le montant de leur demande

Changements d'adresse : déclarations ou provinciales (deux semaines au plus), nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance

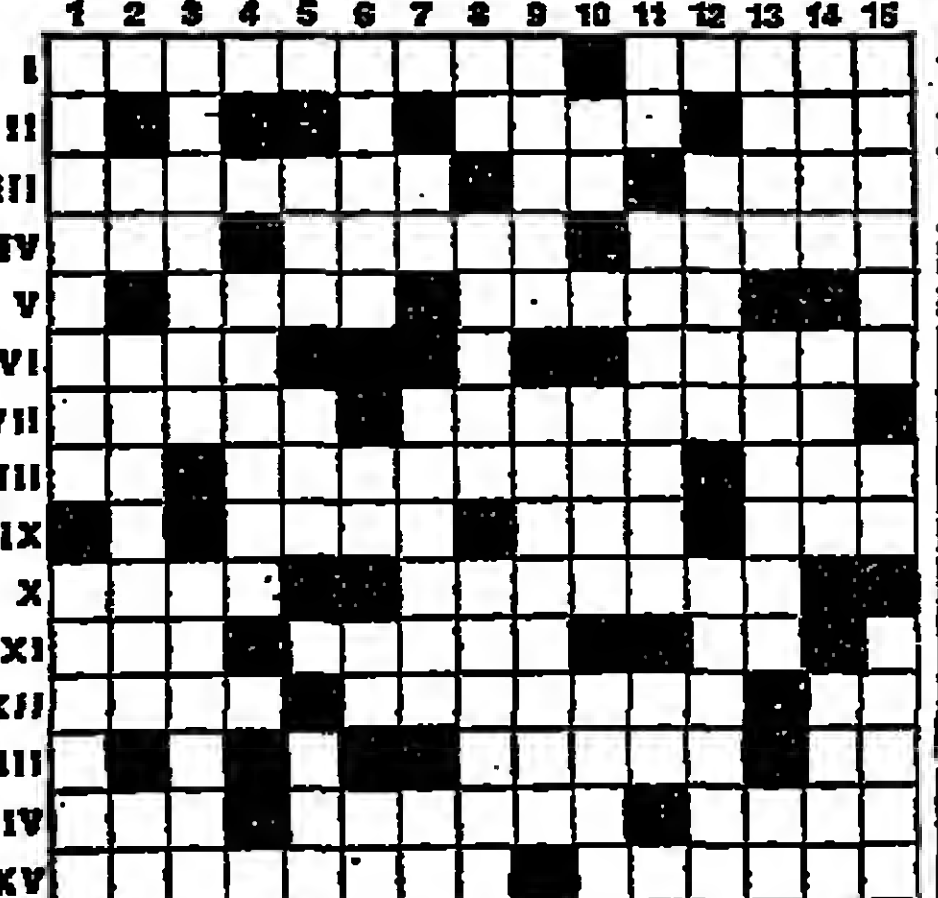
Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les frais propres au caractère d'impression

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 1130

#### HORIZONTALEMENT

I. Ont toujours un bonnet et souvent une culotte : Sont doués d'un très grand pouvoir absorbant. — II. Sa tenue est légère ; Belle, dans le Morbihan. — III. Oiseau rapace ; Cours étranger ; Pan ! — IV. A ses heures. — V. Ingénieur. — VI. Nappes ; Point oublié. — VII. Le prix du couvert. — VIII. Désigne un Grand de ce monde ; Supporte bien des régimes ; Territoire étranger. — IX. D'un auxiliaire ; Orientation ; Pallier sans fatal à un jeune hébreu. — X. Plus facile à trouver à Paris qu'à Londres ; Commerce illicite. — XI. Contient de plaisantes trouvailles ; Chénopée ; Préposition. — XII. En Allemagne ; Momentanément absentes ; Symbole chimique. — XIII. Les femmes ne se sentent pas tellement attirées par lui ; Mousse. — XIV. Préfixe ; Ne vient donc pas de bout ; Langue. — V. Se réveille à la vesprée ; Point d'appui.



#### VERTICALEMENT

1. Produit de très beaux fruits ; Dépendre un fruit sec s'il ne se foute pas. — 2. Sur la rose des vents ; S'école selon un rythme régulier ; Point cardinal. — 3. A plus d'une fois été pris la main dans le sac ; Dans le topica. — 4. Renflée. — 5. Au début d'une formule lapidaire ; Tout ce qu'il y a de plus coulant ; Fort étranger. — 6. Méconnaissance ; Annonce une défense. — 7. Terme médical ; Maison de... passes ; De... — 8. Abréviation ; Passe pour faux ; Sont bonnes avec des hardons. — 9. Miner ; Une larme. — 10. Devint poète ; Plieuse réfection ; Figure mythologique. — 11. Source d'échos variés ; Très propres ; Canton de France. — 12. Brigue ; Penser à l'avent. — 13. Ville de France ; Commune, en France ; Évoque une explosion. — 14. A donc bénéficié d'une certaine confiance ; Conseiller d'un royal étourdi ; Résidence très secondaire. — 15. Conflits à une nouille généreuse ; Article étranger ; Ouvrir la bouche pour ne rien dire.

### Solution du problème n° 1129

#### HORIZONTALEMENT

I. Pain ; Naïf ; II. Ecclésiaste ; III. Lids ; Auto. — IV. Ad ; Eau ; V. Les ; Dentistes. — VI. Ere ; VII. Annon ; Sa. — VIII. Vanité. — IX. Rit ; Lard. — X. Fé ; Liée. — XI. Anesse ; As.

#### VERTICALEMENT

1. Palade ; Fa. — 2. Acide ; Aaron. — 3. Ios ; Nenni. — 4. NL ; Errores. — 5. Fraient. — 6. Ne Os ; Sella. — 7. Ara ; TI. — 8. Mels ; Réa. — 9. Froussardes.

GUY BROUTY.

# Savez-vous que pour le prix de vos dernières vacances vous pouvez vous offrir les Bahamas ?

Les Bahamas (au nord de la Mer des Caraïbes) où tout est possible. Imaginez ! Il y a 700 îles ensoleillées, au climat tempéré toute l'année. Il ne vous coûtera que 2.240 F\* pour une semaine à Nassau, la capitale, si vous aimez la vie trépidante et sophistiquée : Casino, Golf, Tennis, Équitation, Yachting, Piscine... Si vous préférez la farniente, choisissez les "Out Islands" : Eleuthera, Exuma, Great Harbour Cay, Abaco... leurs plages immenses et... désertes où toutes les joies de la mer vous sont offertes dans une débauche de couleurs...

Vous voulez en savoir plus... retournez-nous cette annonce et vous recevrez nos propositions de vacances et de long week-end aux Bahamas!

Nom..... Agent de voyages.....

Adresse.....

Profession..... Tél.....

International Air Bahama 32, rue du 4 Septembre, 75002 Paris, tél. 073.75.42/74.52.26

32 bis, rue du Marchal-Joffre, 06000 Nice, tél. 88.73.41.

\*1 semaine, transport DC 8 Jet et hôtel type "3 étoiles" compris (du 1-5 au 50-6, 1990 F.). Organisation Lic. A 478 et Lic. A 496



Cette année, les Bahamas! AIR BAHAMA

محکمات الاصل



## Revu et corrigé

**CLAUDE SARRAUTE.**

**VENDREDI 18 AVRIL**

- 21 h. 40 Magazine littéraire. Apostrophes, de B. Pivot. « Jactez-vous la langue verte et l'argent ? ».

**SAMEDI 19 AVRIL**

- | Age group | Male | Female | Total |
|-----------|------|--------|-------|
| 0-14      | 100  | 100    | 200   |
| 15-24     | 100  | 100    | 200   |
| 25-34     | 100  | 100    | 200   |
| 35-44     | 100  | 100    | 200   |
| 45-54     | 100  | 100    | 200   |
| 55-64     | 100  | 100    | 200   |
| 65-74     | 100  | 100    | 200   |
| 75-84     | 100  | 100    | 200   |
| 85-94     | 100  | 100    | 200   |
| 95-104    | 100  | 100    | 200   |
| 105-114   | 100  | 100    | 200   |
| 115-124   | 100  | 100    | 200   |
| 125-134   | 100  | 100    | 200   |
| 135-144   | 100  | 100    | 200   |
| 145-154   | 100  | 100    | 200   |
| 155-164   | 100  | 100    | 200   |
| 165-174   | 100  | 100    | 200   |
| 175-184   | 100  | 100    | 200   |
| 185-194   | 100  | 100    | 200   |
| 195-204   | 100  | 100    | 200   |
| 205-214   | 100  | 100    | 200   |
| 215-224   | 100  | 100    | 200   |
| 225-234   | 100  | 100    | 200   |
| 235-244   | 100  | 100    | 200   |
| 245-254   | 100  | 100    | 200   |
| 255-264   | 100  | 100    | 200   |
| 265-274   | 100  | 100    | 200   |
| 275-284   | 100  | 100    | 200   |
| 285-294   | 100  | 100    | 200   |
| 295-304   | 100  | 100    | 200   |
| 305-314   | 100  | 100    | 200   |
| 315-324   | 100  | 100    | 200   |
| 325-334   | 100  | 100    | 200   |
| 335-344   | 100  | 100    | 200   |
| 345-354   | 100  | 100    | 200   |
| 355-364   | 100  | 100    | 200   |
| 365-374   | 100  | 100    | 200   |
| 375-384   | 100  | 100    | 200   |
| 385-394   | 100  | 100    | 200   |
| 395-404   | 100  | 100    | 200   |
| 405-414   | 100  | 100    | 200   |
| 415-424   | 100  | 100    | 200   |
| 425-434   | 100  | 100    | 200   |
| 435-444   | 100  | 100    | 200   |
| 445-454   | 100  | 100    | 200   |
| 455-464   | 100  | 100    | 200   |
| 465-474   | 100  | 100    | 200   |
| 475-484   | 100  | 100    | 200   |
| 485-494   | 100  | 100    | 200   |
| 495-504   | 100  | 100    | 200   |
| 505-514   | 100  | 100    | 200   |
| 515-524   | 100  | 100    | 200   |
| 525-534   | 100  | 100    | 200   |
| 535-544   | 100  | 100    | 200   |
| 545-554   | 100  | 100    | 200   |
| 555-564   | 100  | 100    | 200   |
| 565-574   | 100  | 100    | 200   |
| 575-584   | 100  | 100    | 200   |
| 585-594   | 100  | 100    | 200   |
| 595-604   | 100  | 100    | 200   |
| 605-614   | 100  | 100    | 200   |
| 615-624   | 100  | 100    | 200   |
| 625-634   | 100  | 100    | 200   |
| 635-644   | 100  | 100    | 200   |
| 645-654   | 100  | 100    | 200   |
| 655-664   | 100  | 100    | 200   |
| 665-674   | 100  | 100    | 200   |
| 675-684   | 100  | 100    | 200   |
| 685-694   | 100  | 100    | 200   |
| 695-704   | 100  | 100    | 200   |
| 705-714   | 100  | 100    | 200   |
| 715-724   | 100  | 100    | 200   |
| 725-734   | 100  | 100    | 200   |
| 735-744   | 100  | 100    | 200   |
| 745-754   | 100  | 100    | 200   |
| 755-764   | 100  | 100    | 200   |
| 765-774   | 100  | 100    | 200   |
| 775-784   | 100  | 100    | 200   |
| 785-794   | 100  | 100    | 200   |
| 795-804   | 100  | 100    | 200   |
| 805-814   | 100  | 100    | 200   |
| 815-824   | 100  | 100    | 200   |
| 825-834   | 100  | 100    | 200   |
| 835-844   | 100  | 100    | 200   |
| 845-854   | 100  | 100    | 200   |
| 855-864   | 100  | 100    | 200   |
| 865-874   | 100  |        |       |

**DIMANCHE 20 AVRIL**

- CHAÎNE II (couleur) : A 2  
14 h. 30 Film : « la Cuisine des anges » de M.  
Curtiz (1955). Avec H. Bogart, A. Rav.

14 h. 30 Film : « La Cuisine des anges », de M. Curtiz (1955). Avec H. Bogart, A. Ray. P. Ustinov, L. G. Carroll, J. Bennett.

— M. Jacques Attali, conseiller économique de M. Mitterrand, est l'invité de France - Inter à 12 heures.

## ARTS ET SPECTACLES

## Théâtre

## « LORENZACCIO » au Conservatoire

ver, je suis le rêve »

**« Je ne sais que rêver, je suis le rêve »**

**d'Élisabeth Huppert**

raffinement de femme très féminine, très attentive au charme et à la nécessité du décor dans lequel elle vit : décor lillal doublé par son reflet dans un miroir oblique. Entre les murs blancs où se projettent des arbres maigres en noir et blanc, où coule le sang rouge d'Eurydice disparue, se heurtent Eurydice et Orphée vêtus de blancs, et l'homme-qui-détiend-le-pouvoir, le mâle-occidental-blanc habillé

Elisabeth Huppert tourne et retourne l'histoire comme un gent, dont elle chercherait en vain l'endroit. Où se trouve la vérité ? Un quatrième personnage, une femme passive qui passe son temps à fredonner, avec des grâces mièvres, un chant nazi et « Maréchal nous voilà » reste à la fin seule en

scène.

*Elisabeth Huppert rêve, rêve, s'amuse, s'interroge rêveusement. Peut-être voit-elle simplement prouver qu'une femme peut écrire sur les hommes sans se montrer agressive. — C. G.*

★ Artistique, 45, rue Richard-Lenoir, 20 h. 30.

formes

## LE TEMPS D'UN MÉTRO

visage lourd, au regard épais, j'incarne la Majorité silencieuse, « comblée par la sécurité des gardiens de la paix... » et je suis malheureuse. Moi, jeune fille, à quel bonheur s'adresse mon sourire ?

À l'Annonciation que j'ai découverte au milieu de mon sommeil. Je l'ai

depuis ce matin, vit en moi, que je vois déjà énorme dans mon ventre démesuré. Et où s'en va le rêve de l'émigré aux mains noueuses et sales qui « battonne la richesse des autres » ? Verra-t-elle Aïcha, ma gazelle au ventre d'ambre, qui m'attendait dans l'attente de l'émigré.

directe, simple du texte et des peintures modale un chant unique.

Déjà j'avais pensé que derrière les photos de Guerra (2) se profileraient aussi autant de déresses, autant de romans. L'immense valent de cet arrière

portugais crève le plafond du reportage, et dans presque toutes ses images, qu'elles proviennent de Lisbonne (en 1970), de Londres, de New-York, de Montréal, de Venise, de partout, une impression commune s'en dégage (à mes yeux). J'y vois le drame de la soli-

tude universelle des êtres, et même des couples, jeunes ou vieux, costus ou misérables, blancs ou noirs. L'atmosphère de chaque ville pourrait être minusculeusement captée. Là encore on n'échappe pas à l'Homme.

Le Vietnam de Diem Phnu Thi es-

un Vietnam éternel, dégagé des remous politiques. S'en étonner serait méconnaître la sérénité inhérente à l'art des Orientaux, qui a toujours su s'abstraire des catastrophes de tout genre et le dominer. Le voici condensé, ces jours-ci, dans les étroites limites d'une galerie (3).

et il n'en souffre pas alors que cette grande artine, qui collabore d'ordinaire avec les architectes, nous a accoutumés à des sculptures de tailles monumentales. A hauteur d'homme ou sommes petites (il y a même des bijoux, et des bijoux) et nous ne nous en rendons pas compte.

ter, en oxy blanc ou vert, parfois incorporés à la pierre, appellent l'agrandissement mental. Simples et complexes, toujours figuratives malgré une extrême stylisation, elles sont formées de trois ou quatre modules (l'un ressemble à

un tour de pagode) que Dieu Phung Thi utilise dans des assemblages diversifiés à l'infini. Avec une émotion qui se fait jour sous l'apparente impassibilité des formes, véhémentes d'une pensée qui proprement parler religieuse : qui relie

**MICHEL COURNOT.**

★ Salle du Conservatoire, 2 bis  
rue du Conservatoire, ce soir ven-  
dredi 18 avril, 20 h. 30.

et des spectacles » daté du  
17 avril

l'esprit aux forces du monde. Ordre et beauté... pour citer un poème connu.

Le bestiaire oriental est, aussi, fertile en monstres. Mais cette débauche fabu-

l'œuvre a un seul point commun avec la faune hybride, hallucinée de Jan Lebenstein dont le nom et l'œuvre sont familiers aux lecteurs du *Monde*. Pourquoi en reparler ? Parce qu'il est présent dans deux galeries à la fois (4) que ses toiles, ses dessins, ses gravures traversent d'un trait.

moins un pas en avant, et que de toute façon il serait stupide de se refuser le plaisir d'admirer au moins un formalisme (cet art va infiniment plus loin), qui nous comble. Ses hommes-animants, ses animateurs-hommes, issus de quelque folle épopée éphémère (et d'une cinquantaine d'années), ont été les premiers à

cruel et ironique), sont toujours aussi inquiétants, et la couleur « psychique » (verts, bleus, rouges) a aussi son mot à dire. Les reliefs de la pâte s'accroissent, jusqu'à faire l'effet de gemmes incrustées. Et l'on s'est arrêté devant les dix lithographies illustrant *Animal form-*

de George Orwell, qui ont dû se soumettre au texte et y sont parvenues de façon *fantastique*. Sans oublier les « portraits » où apparaît l'âme des bêtes. Chien, chien, mouton, vache, cochon (si près de nous) et surtout un rat qui nous obsède longtemps.

Par amour du contraste, laissons-nous prendre au charme désuet des gravures de Philippe Leclerc (5). J'en avais déjà remarqué quelques-unes à la Galerie de l'Abbaye. Servi par une technique sûre et parfaitement au point (venais moi-même parer), Leclerc en étonnant moi-

scènes quotidiennes — De la salle à manger, à la cuisine; le Robe, le Petit Chien, Femme dormant sur le côté, ex surtout le Roi de lumière — parvient au seuil du mystère. Et même sans le secours de la couleur, véritable projection du rêve, on remarque ce langage

**JEAN-MARIE DUNOYER.**  
(1) L'autopsie d'une photo. Galerie Yves Bruh, 7, rue Buda. Jusqu'au 3 mai.

(2) Société française de photographie, 9, rue Montalembert. Jusqu'au 27 avril.

(3) Galerie Christiana Collin, 13, quai Bourbon. Jusqu'au 26 avril.

(4) Galeries Altmann-Carpentier, 46, rue du Bac et Lambert, 14, rue Saint-Louis-en-l'Île. Jusqu'au 17 mai.

(5) Sagot - Le Garrec, 24, rue du

Four. Jusqu'au 3 mal.

A collage of various posters and advertisements. At the top, a large, curved sign reads 'SPECTACLES'. Below it, there are several smaller posters. One features a man in a suit, another shows a woman's face, and others have text and small images. A prominent poster on the left side has the word 'CINEMA' in a large, stylized font. Another poster features the names 'Jean-Paul Belmondo' and 'Jean Seberg'. The overall layout is a collection of these posters arranged in a somewhat haphazard manner.



LORENZACCIO au Conservatoire

Le Conservatoire de Paris a organisé une soirée de concert intitulée "Lorenzaccio" au profit de la Renaissance des orchestres de Lille, de Nice et de Strasbourg. Cette initiative a été menée par M. Jean Mahieu, directeur de la musique, et M. Jean-Louis Bory, directeur du Conservatoire. Le concert a eu lieu le 17 avril, à l'Opéra de Paris, et a été dirigé par M. Jean-Louis Bory. Les œuvres jouées étaient de compositeurs français et étrangers. Le public a été très nombreux et a apprécié la qualité de l'exécution.

que rêver, je suis le rêve

Elizabeth Huppert

Elizabeth Huppert est une actrice française connue pour ses rôles dans des films comme "Le temps d'un métro" et "Le crime de l'orient express". Elle a été nommée pour l'Oscar du meilleur second rôle pour son rôle dans "Le crime de l'orient express". Elle est également connue pour son travail de réalisatrice. Elle a réalisé plusieurs courts-métrages et un long-métrage, "Le temps d'un métro". Elle est considérée comme l'une des plus importantes actrices de la cinématographie française.

LE TEMPS D'UN MÉTRO

"Le temps d'un métro" est un court-métrage réalisé par Elizabeth Huppert. Il raconte l'histoire d'une femme qui attend un train au métro. Le film est très court, mais il est très puissant. Il explore les thèmes de l'attente, de la solitude et de la vie urbaine. Le film a été bien accueilli par la critique et le public.

Elizabeth Huppert a réalisé plusieurs autres courts-métrages, dont "Le crime de l'orient express". Elle est une actrice très versatile et a joué dans de nombreux films de différents genres. Elle est également une réalisatrice talentueuse et a réalisé des films de grande qualité. Elle est considérée comme l'une des plus importantes figures du cinéma français.

SPECTACLES

Culture

Renaissance des orchestres (ex-O.R.T.F.) de Lille, de Nice et de Strasbourg

C'est par une lettre en date du 15 avril, adressée à chacun des instrumentistes, que M. Jean Mahieu, directeur de la musique, a annoncé la reprise des activités des orchestres de Lille, de Strasbourg et de Nice de l'ex-O.R.T.F., confiées par le gouvernement, le 5 décembre dernier, au secrétariat d'Etat à la culture (le Monde du 8 décembre).

Danse

Barichnikoff à l'Opéra

Il faut remercier les organisateurs du gala donné au profit des œuvres hospitalières de l'ordre de Malte, jeudi soir 17 avril, à l'Opéra, grâce à eux, le public extrêmement élégant qui emplissait la salle a connu quelques minutes d'émotion rare que la mémoire n'est pas prête d'oublier. Mikhaïl Barichnikoff, l'ex-étoile du Kirov, s'est produit à titre exceptionnel dans le pas de deux du Don Quichotte, de Minkus (aux côtés de Wilfrida Piollet, notre championne technique), avec une virtuosité, un style, un abaissement tenant du prodige et démontrant la supériorité permanente de l'école russe dans les variations à effet de la danse classique.

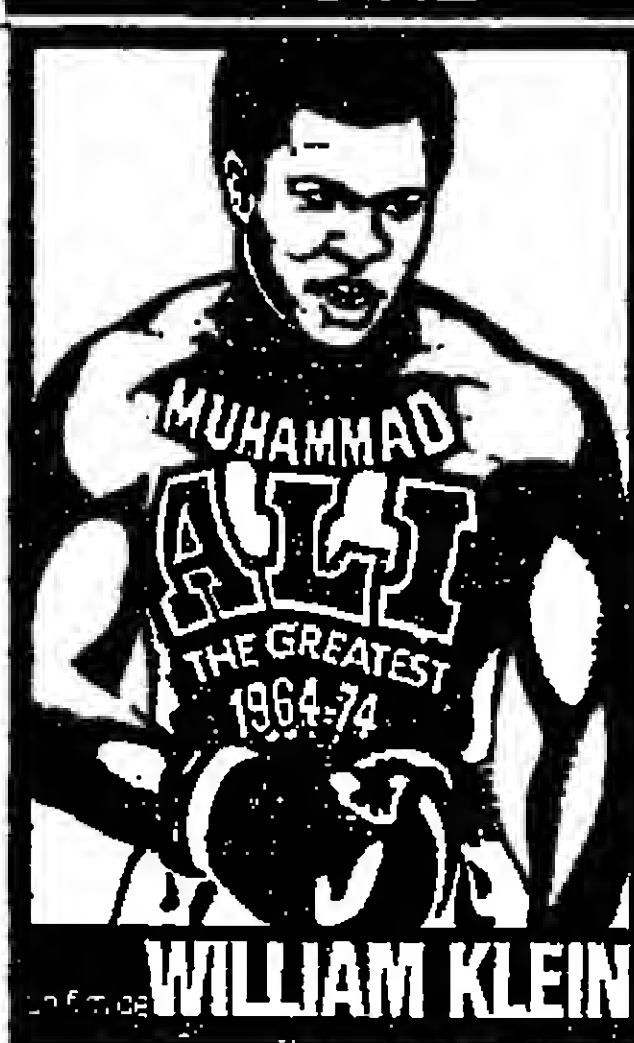
Bien que blessé à une cheville, Barichnikoff a triomphé de toutes les difficultés acrobatiques, égalant le Nouveau du Kirov, en 1961, et le Vassiliev du Bolchoï, dont c'est le cheval de bataille. Beau et juvénile, à l'image d'Androïde, d'un gabarit de jambes digne d'un pur-sang, tel que nous l'avions découvert à Londres, il y a cinq ans, c'est un modèle de légèreté, d'élégance et de "propriété". A vingt-sept ans, ayant choisi la "liberté" l'année dernière au guet ardent dans la troupe de l'American Ballet Theatre, comme Natalia Makarova, sa transmigration du Kirov, sa carrière internationale est assurée. O. M.

Ces ensembles devaient devenir "orchestres régionaux" en 1976, sous réserve d'accords entre les autorités gouvernementales et locales. En attendant, les trois orchestres, grâce aux subventions d'Etat (qui s'ajoutent aux traitements encore payés par la Société nationale de radiodiffusion) pour les cachets supplémentaires, cachets des chefs, locations diverses, recommenceront à donner des concerts dès la fin avril ou le début mai : Lille, avec un effectif théorique minimum de 57 musiciens, sous la direction de Jean-Claude Casadesu (qui conserve la responsabilité de la section de Nantes de l'Orchestre des Pays de la Loire), Nice (41 musiciens) avec Paul Mule, assisté par Antonio de Almeida, et Strasbourg (68 musiciens), qui garde une vocation spéciale pour la musique contemporaine, sous la direction de Michel Tabachnik.

A la suite d'un accord avec FR 3 et Radio-France, qui diffuseront certains concerts, les orchestres pourront garder leurs locaux et leurs matériels d'orchestre. Ces mesures conservatoires seront bien accueillies par les musiciens et les autres séduits. On attend des chefs qu'ils démontrent, par la qualité des programmes et des concerts, le rôle culturel que peuvent jouer ces orchestres régionaux, ce qui permettrait de convaincre plus facilement les autorités locales, lesquelles se font tirer l'oreille pour les subventionner. Le problème reste particulièrement aigu à Strasbourg où il y a déjà un orchestre régional excellent de cent dix musiciens. En revanche, la Côte d'Azur et le Nord méritent d'avoir de grands ensembles dignes de leur population et de leur vie culturelle, dont les orchestres de l'ex-O.R.T.F. devraient être le noyau. — J. L.

Le chef d'orchestre Jean Morel, qui avait dirigé à l'Opéra-Comique et à la radio avant de s'installer aux Etats-Unis en 1964, vient de mourir à New-York. Il était âgé de soixante-deux ans.

RACINE



WILLIAM KLEIN

ELYSEES LINCOLN - DRAGON ST. LAZARE PASQUIER GAUMONT SUD

"Un chef-d'œuvre de mise en scène par MELVILLE, d'écriture par COCTEAU, de photographie par DECAE et d'interprétation par NICOLE STEPHANE."

Joseph LOSEY

Les enfants terribles  
"...Une œuvre en avance et d'une permanente jeunesse..."  
FRANCE SOIR

EN VERSION FRANÇAISE aux cinémas ST. LAZARE PASQUIER GAMBETTA GAUMONT PLM Saint-Jacques

ORSON WELLES



Vérités et Mensonges  
et toujours en VERSION ORIGINALE aux cinémas ELYSEES LINCOLN ST. GERMAIN STUDIO MAYFAIR MONTPARNASSE 83

Studio Git-le Cœur 12, rue Git-le Cœur (VIV) - DAN 80.25

G. Bragie  
OU LE TEMPS DIFFÉRENT  
un film de FRÉDÉRIC ROSSIF  
et ANDRÉ MALRAUX  
La métamorphose du regard  
un film de CLOVIS PREVOST

christine 4 rue Christine tél. 325.85.78

MISTERS BROWN

UN FILM DE ROGER ANDRIEU  
MUSIQUE ORIGINALE DE JOHN LES NOOZE

Jean-Louis BORY. C'est un film non violent, calme et à mon avis d'autant plus terrifiant. C'est très très beau.

FRANCE SOIR - R. Chazal. Un style de cinéma qui mérite d'être encouragé et d'avoir un public de plus en plus fidèle et nombreux.

PARIS MATCH - N. de Rebault. Chaleur dans le regard, intelligence, sensibilité, beauté dans les rapports. Allez le voir, vous serez comblés.

QUOTIDIEN DE PARIS - B. Trémeur. On reste stupéfait devant le merveilleux talent de comédiens de ces acteurs noirs et de la totale maîtrise de ROGER ANDRIEU en tant que cinéaste. C'est le film que la gauche américaine n'aurait pas encore su faire.

HUMANITE - F. Maurin. L'œuvre dans sa conception, son interprétation est d'un équilibre remarquable... Il ne faut pas hésiter.

ELYSEES CINEMA VO NAPOLEON VF CAMEO VF CLICHY PATHE VF ROTONDE VF ST-MICHEL VO MAGIC CONVENTION VF

une production ALAN J. PARKULA

WARREN BEATTY

A CAUSE D'UN ASSASSINAT

(THE PARALLAX VIEW)



Carrefour-Pantin-CYRANO-VERSAILLES-MELIES-MONTREUIL MARLY-ENGHIEN-DAME BLANCHE-GARGES-LES-GONNESSE ARTEL-VILLENEUVE-ARTEL-NOGENT

CHATELET VICTORIA JEAN RENOIR

dimitri kollatos le banquet



ariette baumann dimitri kollatos Interdit aux moins de 18 ans en couleurs

Revue HOMME, avril 1975

Gérard LANGLOIS

CINEMA ET HOMOPHILIE :

"Le Banquet de Dimitri Kollatos s'annonce d'ores et déjà comme une remise en cause et nous pose les questions suivantes : quel est l'état actuel de l'amour homosexuel et hétérosexuel ?"

Projetée en 70 mm et en stéréo avec une copie neuve la célèbre comédie musicale de

GENE KELLY

HELLO DOLLY

BARBRA STREISAND

3 ELYSEES POINT SHOW

Galerie Point Show 66 Champs Elysees (8<sup>e</sup>)

Tél. : 225-67-29

Seul à Paris PANTHEON VO

OSCAR du meilleur Acteur ART CARNEY



"HARRY & TONTO" UN FILM DE PAUL MAZURSKY

SAINT GERMAIN

MIMSY FARMER GIULIO BROGI

William BERGER Paolo TURCO

dans un film de Gianfranco MINGOZZI

LA VITA IN GIOCO

(LA VIE EN JEU)

LA TARANTA (en 16<sup>mm</sup> pathé)

PARAMOUNT ELYSEES VO

MARIVAUX VF

PARAMOUNT ODEON VO

PARAMOUNT GAITÉ VF

PARAMOUNT ORLEANS VF

PARAMOUNT MAILLOT VF

PLAZA VO

CELESTRA FILMS ET CINEMA DISTRIBUTION LTD

PRE-PRODUCTION

UNE PRODUCTION JERRY BRUCKHEIMER & BROTHERS COMPANY

DUPRES LE BOUTARD

AGATHA CHRISTIE

LE CRIME DE L'ORIENT EXPRESS

avec ALBERT FINNEY LAUREN BACALL MARTIN BALSAM INGRID BERGMAN JACQUELINE BISSSET JEAN-PIERRE CASSEL SEAN CONNERY JOHN GIELGUD WENDY HILLER ANTHONY PERKINS VANESSA REDGRAVE RACHEL ROBERTS RICHARD WIDMARK MICHAEL YORK

et COHEN BLANCY-ROBERT COHEN-ROBERT COHEN

PRODUCTION DE RICHARD RODNEY BENNETT

SCENARIO DE PAUL DEHN

PRODUIT PAR JOHN FRANKLIN

& RICHARD GOODMAN

REVISÉ PAR SIDNEY LAMPERT - TECHNICOLOR

DISTRIBUE PAR WARNER-COLUMBIA FILM

OSCAR 1975

Meilleur second rôle

INGRID BERGMAN

Ce soir séance supplémentaire de nuit aux cinémas :

Paramount-Elysées

et Paramount-Odéon.

Samedi séance supplémentaire de nuit dans toutes les salles.

مكتبة الأمل



**La Société BOBINO** — qui, contrairement à certaines informations, a eu l'honneur d'assumer seule la production du spectacle de Mme Joséphine BAKER, qu'elle s'était fait une joie d'offrir à tous ses fidèles amis spectateurs — dans l'impossibilité de répondre individuellement aux milliers de messages d'amitié et de sympathie qu'elle a reçus et continue de recevoir du monde entier, s'en excuse et prie tous ses amis de trouver ici ses remerciements émus.

**A PARTIR du JEUDI 24 AVRIL à 21h03**  
au **THEATRON** 2 rue Frochot, métro Pigalle, tel. 843.67.55

# LE RETOUR DE MISS UNIVERS

PAR LE GÉNÉRAL BAZAAR ILLIMITED

## THÉÂTRE DE PARIS

**100**  
représentations  
100.000 spectateurs

**CRIME ET CHÂTIMENT**  
mise en scène de  
**ROBERT HOSSEIN**

Location : théâtre et agences

## THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE

CARTOUCHERIE - 328 36 36

**Orbe**  
théâtre

**TRAKL**

## THÉÂTRE DE GENNEVILLIERS 793-21-63

**MARIE**  
DE ISAAC BABEL  
texte français de Lily Denis mise en scène de Bernard Sobel  
LOCATION THÉÂTRE ET AGENCES

## PIANO★★★★75

**VLADIMIR ASHKENAZY**  
MOZART — SCHUBERT — RACHMANINOV  
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES - Mercredi 30 avril, à 20 h 30

## MAI MUSICAL DE BORDEAUX — 9-25 MAI

R. TEBALDI - A. GRUMIAUX - GY. SEBOK - B. JANIS  
F. CHAPELET - A. SLOBODIANIK - A. MARION  
PARIS : BUREAU DU FESTIVAL - 924-97-28, 232, faubourg Saint-Honoré, BORDEAUX : GRAND-THÉÂTRE (50) 48-05-15 33000 Bx.

## CONNAISSANCE DU MONDE

SALLE PLEYEL - DIMANCHE 28 AVRIL à 14 h. 30  
**AMAZONIE** LES DERNIERS INDIENS  
Réalisation et présentation de **JACQUES MARION**

## GUATEMALA des Indiens aux Conquistadores

Réalisé et filmé par **MICHEL CARADEUC**  
Lac Atitlan - Marché indien de Solola - Danses folkloriques religieuses - Chichénitza et les Indiens Quiché - Antigua - Fêtes et processions - Ciudad Guatemala - Tissus de vêtements - Fabricant de masques de bois

## THÉÂTRE OBLIQUE

**Animation vidéo**  
sur le thème  
**MUSIQUE DANS LE 11°**  
★  
Du 16 au 30 avril  
tous les jours à 18 heures  
**JEUX PLASTIQUES ET SONORES**  
animés par  
Françoise VAN KESSEL  
Jean-Yves BOSSEUR  
et Robert PFEIFFER  
Expositions des  
**RELIEFS MAGNÉTIQUES**  
de Françoise VAN KESSEL  
Tous les jours de 14 h. à 20 h.  
76, RUE DE LA ROQUETTE (11°)  
955-75-71

## ODEON

THÉÂTRE NATIONAL

CYCLE CORNEILLE

**OTHON**

Mise en scène de J.-P. MIQUEL  
UN CORNEILLE « différent »  
Prix : 5, 7, 13, 19 et 25 F  
Renseign. et location : 325-70-32  
REPRÉSENTATIONS LIMITÉES

## cinéma LA CLEF

**LA ROUTE**  
un film de  
**J.F. BIZOT**

## MARBEUF - URSULINES

**AGUIRRE**  
LA COLÈRE DE DIEU  
un film de WERNER HERZOG  
avec KLAUS KINSKI  
distribué par MICHELE DIMITRI-FILMS

## MERCREDI

STUDIO LOGOS - MAC MAHON

**LES VOITURES QUI ONT MANGÉ PARIS**

UN FILM AUSTRALIEN DE PETER WIPER

Interdit aux moins de 13 ans.

(Publité)

**Bio-énergétique et Gestalt Thérapie**

en Cours (juin 75)

5700

Jean Ambrosi et M.-C. Beaudoux

O.A. et Intersect A.E.

members Energy Research Group

Inst. of bio-energetics, analysis,

New-York pour professionnels,

para-professionnels ou étudiants.

Documentation :

J. Ambrosi et M.-C. Beaudoux,

858 Mac. Eschur, Montréal Qc,

Canada,

ou

16, rue E.-Lecours, 75014 Paris,

France.

## SPECTACLES

Vendredi 18 avril

Pour tous renseignements concernant  
l'ensemble des programmes ou des salles  
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »  
704.70.20 (liques groupées) et 727.42.34  
(de 11 heures à 21 heures,  
sauf les dimanches et jours fériés)

## théâtres

### Les salles subventionnées

Opéra, 19 h. 30 : la Bayadère ; Giselle (acte II) ; la Belle au bois dormant (acte III) (ballets).  
Comédie-Française, 20 h. 30 : l'Idiot.  
Odéon, 20 h. 30 : Othon.  
Félicité-Odeon, 19 h. 30 : Cinna.  
Théâtre de l'Est parisien, 20 h. 30 : Andromède et le lion. — Petit TEP, 20 h. 30 : Carrousel (ballet Tour).

### Les autres salles

A.C.T., Alliance française, 20 h. : la Farce de Maître Pathelin.  
14 h. 30 : le Médecin malgré lui.  
Aminou, 20 h. 30 : le Tuto.  
Atelier, 21 h. : Tutoi fruct.  
Athénée, 21 h. : la Peste de Chaillet.  
Biothéâtre, 21 h. : les Fruits d'or.  
Cartoucherie de Vincennes, Théâtre du Soleil, 20 h. 30 : l'Age d'or.  
Théâtre de la Tempête, 20 h. 30 : Trakl.  
20 h. 45 : le Triomphe de l'amour.  
Charles-de-Rochefort, 20 h. 45 : Jamais deux... sans toi.  
Comédie Caennaise, 21 h. 15 : Boelting-Boeing.  
Cour des Miracles, 20 h. 30 : le Lit-cage 22 h. : l'Infinie conviction.  
Conservatoire national d'art dramatique, 20 h. 30 : Lorenzaccio.  
Danton, 21 h. : Monsieur Masure.  
Dernières, 20 h. 30 : la Femme morcelée.  
Dis-Henry, 20 h. 30 : Et les petits cailloux seront contents.  
Bonard-VII, 21 h. : le Pape kidnappé.  
Essence, salle 1, 20 h. 30 : Le papillon vert est tuteur. — Salle 2, 20 h. 30 : Enluminures autour des minutes du procès de Gilles de Rais ; 22 h. 30 : Die Balhazar.  
Fontaine, 20 h. 45 : les Jeux de la nuit.  
Gallie-Montparnasse, 21 h. : l'Homme, la Bête et la Vertu.  
Gymnase, 21 h. : Chat.  
Héliot, 21 h. : l'Amour fou.  
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.  
Le Rayard, 20 h. 45 : l'Album de Sony.  
Lucernaire, 20 h. 30 : Cogliu ; 22 h. : Ce soir, on fait les sottises ; 24 h. : le Salsir des dires.  
Mathurins, 21 h. : Grenouille.  
Mithel, 21 h. 10 : Deux est enragé.  
Mithodière, 21 h. : les Diaboliques.  
Moderne, 20 h. 45 : Un jeu d'enfant.  
Montparnasse, 21 h. : Madame Marguerite.  
Mouffetard, 20 h. 30 : Qui, quel, quoi de qui.  
Nouvel Carré, 18 h. 45 : Comédies à une voix (André Frère) ; 20 h. : Cirque d'été.  
Nouveautés, 21 h. : la Libellule.  
Œuvre, 21 h. : la Bande à glouton.  
Palace, 20 h. 30 : White Dreams (voir dans).  
Palais-Royal, 20 h. 30 : la Cage aux folles.  
Paris-Nord, 20 h. 45 : Tchekhov-Tolstol on la Belle Époque.  
Piafance, 20 h. 30 : Septembre à Santiago ; 22 h. 30 : la Peste.

Poche - Montparnasse, 20 h. 30 : le Premier.

Porte-Saint-Martin, 20 h. 30 : Rocky Horror Show.

Ranelagh, 20 h. : Spectacle d'arts martiaux ; 22 h. 15 : les Mirabellies dans l'air.

Rive Gauche, 19 h. : Sélections secondaires ; 21 h. 15 : l'Intervention.

Saint-Georges, 20 h. 30 : Croque-Monsieur.

Studio-Théâtre 24, 21 h. : Pin de parole.

Studio des Champs-Élysées, 20 h. 45 : Vient chez moi, j'habite chez une copine.

Terrre, 20 h. 30 : la Corde.

Théâtre d'art, 20 h. : la Femme de Scarron.

Théâtre de la Cité internationale. — La Resserre, 21 h. : Supplément au voyage de Bougainville. — La Galerie, 21 h. : Cécile.

Théâtre d'Edgar, 19 h. : la Station Champbaudet ; 21 h. : Yves Blou ; 22 h. 30 : Alberto Vidal.

Théâtre d'Orsay, grande salle, à 20 h. 30 : Christophe Colomb. — Petite salle, à 20 h. 30 : Pas moi, la Dernière Bande.

Théâtre de Paris, 20 h. 45 : Crime et châtiment.

Théâtre de la Plaine, 21 h. : Marcel sera content.

Théâtre de Fortune, 21 h. : l'Œuvre sans nom.

Théâtre 13, 21 h. : Labiche Folles.

Théâtre 341, 20 h. 30 : Lorenzaccio.

Théâtre 21, 21 h. : Je m'appelle Rosa Luxembourg.

Troglodyte, 22 h. : Xâmât.

### Les théâtres de banlieue

Boulogne - Billancourt - T. B. B., à 14 h. 30 : Georges Dandin ; à 20 h. 30 : Philippe et Jonas.

Champligny, Théâtre Gérard-Philipe, 21 h. : cabaret.

Choisy-le-Roi, 21 h. : la Poisson.

Créteil, Maison des arts et de la culture, 21 h. : En revenant de l'école.

Gennevilliers, Théâtre, 20 h. 45 : Maria.

Goussainville, T.M.P., 21 h. : Orchestre de l'île-de-France.

Ivry, Studio, 21 h. : Dommage qu'elle soit une putain.

Izy-les-Moulineaux, M.J.C., 21 h. : l'Opusculum.

Nanterre, Théâtre des Amandiers, 20 h. 30 : Othello.

Neuilly-sur-Seine, Théâtre Montandier, 21 h. : Claude Malloia, pianiste.

Neuilly-sur-Seine, Théâtre Roméo-Rolland, 21 h. : Les percussions de Strasbourg.

Vincennes, Théâtre Daniel-Sorano, 21 h. : Scandalion.

Evry-Agona, à 21 h. : la Mamma.

### Les cafés-théâtres

Au Bec fin, 15 h. 30 : Chair pour Narcisse ; 20 h. 30 : Yohan.

Mah Show ; 21 h. 30 : Offen.

Flash Back ; 22 h. : D'où qu'il en sa, gars ?

Au Vrai Chic parisien, 20 h. 15 : Philippe Val, Patrick Font ; 22 h. 15 : Sainte Jeanne du Lazare.

Bar du Marais, 22 h. : Je ne veux rien de bien intéressant ; 22 h. : Jean Hugues.  
Café d'Edgar, 20 h. 45 : Chorus débute ; 22 h. 30 : On m'a dit que...  
Café de la Gare, 20 h. : Barbus ; 22 h. : les Semelles de la nuit.  
Café-Théâtre de Neuilly, 21 h. 45 : Comment sourit.  
Café-Théâtre de l'Odéon, 20 h. : Nocturne ; 21 h. 15 : Couvre-joux ; 22 h. 30 : Hommes et femmes ; 23 h. 30 : Andro-Tango.  
Le Pansal, 21 h. : Monsieur Barnet ; 22 h. 30 : V comme Vian.  
Petit-Casino, 21 h. 45 : la Bantre de Greta Garbo dans Phébé.  
Pizza du Marais, 20 h. 30 : Escoussous de vous déranger ; 21 h. 45 : F. Biot ; 22 h. 30 : Himm Tachan ; 24 h. : P et M Jolivet.  
Sélecte, salle 1, 20 h. 30 : la Jaccas-dère ; 22 h. : les Cinq Essences Boys. — Salle 2, 22 h. 30 : la Jaccas-mère ; 24 h. : Un + un + elle.  
Le Splendid, 20 h. 30 : Ma tête est malade ; 22 h. 30 : J'vais craquer.  
La Vieille-Grille, 21 h. 30 : Bouchach.

### Les comédies musicales

Bonfies-Parisiens, 20 h. 45 : Pourquoi tu chantes pas.  
Châtelet, 20 h. 30 : Valse de Vienne.  
Elyse - Montmartre, 20 h. 30 : le Soulier.  
Hend-Varna - Mogador, 20 h. 30 : Fiesta.

### Le music-hall

Casino de Paris, 20 h. 45 : Zizi, je t'aime.  
Centre américain, 21 h. : Boulouchka songs ; Pour l'insolite.  
Comédie des Champs-Élysées, 21 h. : Guy Bedos et Sophie Daumier.  
Folies-Bergère, 20 h. 30 : l'Alme à la Folie.  
Nouvel Carré, 21 h. : Gilles Servat.  
Olympia, 21 h. 30 : Charles Trenet.  
Palais des Sports, 21 h. : Holiday on ice.  
Théâtre de la Cité internationale, 21 h. : Max Bougrig.  
Variétés, 20 h. 45 : Jacques Martin.

### Les cabarets

Alcazar, 23 h. : Paris-Broadway.  
L'Aube bleu, 22 h. 30 et 0 h. 30 : Spectacle de Jean-Marie Rivière.  
Crazy Horse Saloon, 22 h. et 0 h. 30 : Revue.  
Kiss me, 22 h. 30 : Bons baisers de Paris.  
Lido, 22 h. et 0 h. 45 : Grand jeté.  
Mayol, 21 h. 15 : Q nu.  
Moulin Rouge, 22 h. : Festival.  
Tour Eiffel, 20 h. : Avril à Paris.

### Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : le Cabot de la République.  
Deux-Anes, 21 h. : Au nom du père et du fils.  
Dis-Henry, 22 h. : Pernélions.

### La danse

Le Palace, 20 h. 30 : Graciela Martinez (White Dreams).  
Théâtre de la Ville, 19 h. 30 : Lewitzky Dance Company (2<sup>e</sup> programme).

### Les concerts

Faculté de droit, 21 h. : W. Akl, piano (Bach, Busoni, Chopin, Rachmaninov, Scriabine, Liszt).  
Salle Gaveau, 20 h. 30 : Festival de printemps de Paris. K. Wittlich, piano (Boulez, Auric, Sinopoli).  
Maison de la médecine, 21 h. : Musique traditionnelle péruvienne.  
Maison de la Radio, studio 105, 20 h. 30 : Quintette instrumental de Paris (Scriabine, Marconi, Fracatz, Lesur, Roussel).

### Le jazz

Bataclan, 19 h. 30 : Kevin Coyne.  
Mouffetard, 22 h. : Jeff Gilson, Mal Waldron.  
Nouvel Carré, 21 h. : les Haricots rouges, Pierre Lebo.

MARIGNAN PATHE • GAUMONT RICHELIEU • CARAVELLE PATHE • CLUNY PALACE  
MONT-PARNASSE 83 • GAUMONT SUD • GAUMONT BOSQUET • GAUMONT GAMBETTA  
Périphérie TRICYCLE ASNIERES • VELIZY • BELLE ÉPINE THIAIS • PATHE CHAMPIGNY  
AVIATIC LE BOURGET • PARLY 2 • GAUMONT EVRY

JEAN-LOUIS TRINTIGNANT CATHERINE DENEUVE  
avec  
CLAUDE BRASSEUR dans

**l'agression**  
un film de GERARD PIRES  
Dialogues de JEAN-PATRICK MANCHETTE • SCÉNARIO • RÉALISATION  
INTERDIT AUX MOINS DE DIX-HUIT ANS

**QUE LA FÊTE COMMENCE**  
et ne s'arrête pas



















	La Nigra	La Nigra T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,02.
L'AGENDA DU MONDE		
(chaque vendredi)	23,00	25,85

villas

**ESSON PLATEAU**  
terr. 1.380  
m. Vrsi. succ. 400.000  
**EDOUAT - 77-73-03.**

**ESINET** 12'  
R.E.R.  
MODERNE. S/2.200 m.  
mc, burx, 1 chb.  
maux + 4 chb. halr

Vis. sur place, 19 et  
de 14 à 19 heures  
du Lac-Intérieur. Faa  
FRANCE PROMOTIC  
OBILIERE - 776-07-84.

SYMER, garage, jard  
F. — Tél. : (59) 39-88-  
D'AZUR. Saint-Andrieu  
arc de 25.000 m<sup>2</sup>, pe  
provençal dominant  
l'hippodrome, avec  
et son tennis, au calm  
a seulement, 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup>  
ches vendues, 4<sup>e</sup> franc

lacs : de 170.000 F.  
F, très larges facilités  
noteur. Bureau de ven  
términ, S. O. P. E. C  
boulevard Kennedy.  
AGNES-SUR-MER.  
Téléphone : 31-29-72.

-Alpes, vds mals, es  
s style campagn., ha  
ij. 55 m² av. chemin  
+ 4 ch. + wc + s. de  
ppar. gren. 85 m², a  
aux, promenes, pch  
piste de ski à proxim  
180.000 F à déb. Ecri  
IGNOTEL, villa Annett

**SCEAUX**  
e villa 9 pièces, garas  
m2. — AIPR, 453-88-1

**propriétés**  
km. Glen terrain boisé avec ETANG, eau  
é. - Tél. : 6 à Cerd  
par Glen.

**RENNES, 3** manoir  
caractère, restaurati  
r. Beaux arts, Blé

Château XVI<sup>e</sup>, bon état  
part 20 ha. Très be  
Prox. Dinan, petit m  
VII<sup>e</sup>. Bon état, cont  
à prévoir. Petit pa  
autres châteaux  
noirs dans l'Ouest.  
\$ ET MANOIRS

**ET CHATOU** R.E.R.  
n. ancien. en parf. ét.  
4, récept., 130 m<sup>2</sup>, 5 c  
av. gardien, gar. 2 vo  
ex exception. Vis a/c

0 avril 73, 14 à 19  
République, CHATO  
CQ-VESINET, 7 min.  
splend. propr. s/1.350  
+ 7 chbres, gr confo  
F. T. : 976-64-08 - 63  
habitation principale  
résidence secondaire

**MAISON RECENTE**  
grand séjour, cuisine  
bres + 2 aménageables  
bns, dches, gar. 2 vo  
LE VUE — 735.000 F.  
OIS DE MAUREPAS

**MAISON MODERNE**  
séjour double, 4 chbr  
de bns, garage, Jard  
**RAPIDEM. 400.000 F**  
**CE DE MAUREPAS,**  
e Ancois, à Maurepas  
4-43-50 et 050-52-83.

**aisons de  
campagne**

**domaines**  
**LEYRON (350 Ha)**

Ms. Pass/b. 4.000 F 1°  
ILIERE REMANGEON  
VIERZON. B.P. 132.  
ph. (36) 75-39-91 +.

Sud Sologne, fermes  
à aménager, verger  
PRIX : 75.000 francs  
5 (38) 67-84-18, à Gle

ne forêt 100 ha environ  
e 100 km. de Paris. E  
077, à REGIE-PRESS  
rue Réaumur, Paris-  
16 COMPIEGNE, tal  
e 100 ha. Rendez-vo

chasse. FORETS et  
CHIRS DE FRANCE  
tumières, 35500 VITR  
téléph. (99) 75-22-01.

Nous prions  
sincèrement nos  
concoeurs d'avoir  
sageance de ré-

et de restituer  
intéressés les  
uments qui leur

été confiés.







# AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

## Les décisions du conseil interministériel

### croissance zéro pour la région parisienne

Le conseil interministériel du 17 avril, consacré à l'aménagement de la région parisienne, a retenu le principe du péage sur les autoroutes de déviation, notamment pour confirmer la priorité aux transports en commun. La ville nouvelle de Marne-la-Vallée redoute l'application de ce principe sur l'autoroute de l'Est (A-4) entre Paris et Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis).

Le département du Morbihan, habités dispersés, cantons ruraux. Dans réseaux d'adduction d'eau coûteux à installer. Dans le bourg de Saint-Jean-la-Poterie (1100 habitants environ), une association syndicale des familles s'est constituée, présidée par Mme D. Olivier, qui met en accusation le manque d'adduction d'eau conduite dans ce département. Selon elle, les consommateurs seraient des otages « poings liés » devant le syndicat intercommunal, le corps du génie rural, la société privée gérante, qui feraient la pluie et le beau temps dans la fixation des prix du mètre cube.

En 1973, la commune s'est affiliée au syndicat intercommunal, qui groupe désormais dix localités. Mais, entre 1972 et 1974, le prix de l'abonnement forfaitaire a augmenté de 150 % et celui du mètre cube excédentaire de 220 %. L'association accuse la société privée gérante d'avoir relevé les compteurs des usagers à une date permettant l'application d'un tarif plus élevé que prévu. Elle reproche au syndicat intercommunal, qui fixe les prix, d'être « conquis et contrôlé par des ingénieurs du génie rural qui interviennent dans l'établissement du contrat, la fixation des prix et le budget du syndicat ».

Et c'est, selon Mme Olivier, si une requête ou une réclamation est présentée au président des consommateurs, celui-ci fait instruire la recours par les services de l'agriculture, qui ne sont autres que les ingénieurs consultant et contrôlant le syndicat intercommunal. Les mêmes personnes seraient juge et partie.

A la direction départementale de l'agriculture, on voit d'abord dans cette histoire, qui fait du bruit dans le département, une affaire de politique locale. Jusqu'en 1973, Saint-Jean-la-Poterie exploitait son réseau et le déficit était lourd, payé en centimes supplémentaires par les habitants, explique-t-on. En 1973, la commune se rattache au syndicat voisin, qui pratique des tarifs plus élevés. Mais la constitution, avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 1975, d'un syndicat

## A PROPOS DE... L'ÉTAT ET LES COLLECTIVITÉS LOCALES

### L'eau n'a pas de prix

Les collectivités locales souhaitent s'affranchir plus que par le passé de la tutelle excessive — administrative, financière, technique — que les services de l'Etat font peser sur elles. Mais les peuvent-elles ? En ont-elles les moyens ? Et notamment les petites communes rurales. L'exemple de la politique d'adduction d'eau potable illustre bien l'ensemble de ces difficultés.

Le département du Morbihan, habités dispersés, cantons ruraux. Dans réseaux d'adduction d'eau coûteux à installer. Dans le bourg de Saint-Jean-la-Poterie (1100 habitants environ), une association syndicale des familles s'est constituée, présidée par Mme D. Olivier, qui met en accusation le manque d'adduction d'eau conduite dans ce département. Selon elle, les consommateurs seraient des otages « poings liés » devant le syndicat intercommunal, le corps du génie rural, la société privée gérante, qui feraient la pluie et le beau temps dans la fixation des prix du mètre cube.

En 1973, la commune s'est affiliée au syndicat intercommunal, qui groupe désormais dix localités. Mais, entre 1972 et 1974, le prix de l'abonnement forfaitaire a augmenté de 150 % et celui du mètre cube excédentaire de 220 %. L'association accuse la société privée gérante d'avoir relevé les compteurs des usagers à une date permettant l'application d'un tarif plus élevé que prévu. Elle reproche au syndicat intercommunal, qui fixe les prix, d'être « conquis et contrôlé par des ingénieurs du génie rural qui interviennent dans l'établissement du contrat, la fixation des prix et le budget du syndicat ».

Et c'est, selon Mme Olivier, si une requête ou une réclamation est présentée au président des consommateurs, celui-ci fait instruire la recours par les services de l'agriculture, qui ne sont autres que les ingénieurs consultant et contrôlant le syndicat intercommunal. Les mêmes personnes seraient juge et partie.

A la direction départementale de l'agriculture, on voit d'abord dans cette histoire, qui fait du bruit dans le département, une affaire de politique locale. Jusqu'en 1973, Saint-Jean-la-Poterie exploitait son réseau et le déficit était lourd, payé en centimes supplémentaires par les habitants, explique-t-on. En 1973, la commune se rattache au syndicat voisin, qui pratique des tarifs plus élevés. Mais la constitution, avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 1975, d'un syndicat

Pour retrouver une protection efficace, les consommateurs d'eau du Morbihan se tournent vers le ministère des finances. « Il est extrêmement regrettable que depuis 1970, déclare Mme Olivier, la direction des prix n'ait plus compétence pour s'occuper du problème de l'eau, devenue pourtant vitale ».

Les consommateurs croient que l'arbitrage du ministère des finances sera plus impartial que celui du ministère de l'agriculture. Mais qu'il s'agisse de la rue de Valenciennes ou de la rue de Rivoli, ne s'agit-il pas toujours de l'Etat ? Et, du point de vue des collectivités régionales, la tutelle c'est toujours la tutelle.

FRANÇOIS GROSSECHARD.

## CIRCULATION LES PROJETS DE PÉAGE SUR LES AUTOROUTES URBAINES

### Marne-la-Vallée « coupée » de la capitale ?

Le conseil interministériel du 17 avril, consacré à l'aménagement de la région parisienne, a retenu le principe du péage sur les autoroutes de déviation, notamment pour confirmer la priorité aux transports en commun. La ville nouvelle de Marne-la-Vallée redoute l'application de ce principe sur l'autoroute de l'Est (A-4) entre Paris et Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis).

Il n'avait jamais été question jusqu'à ces derniers temps d'installer un péage entre Marne-la-Vallée et Paris. Au départ de la capitale, le premier poste de l'autoroute A4 devait être situé sur le territoire de la commune de Bailly-Romainvilliers (Seine-et-Marne), c'est-à-dire à 35 kilomètres de la boulevards périphérique et à l'extrémité orientale de la ville nouvelle.

Voici qu'aujourd'hui on parle de créer un péage dans la Val-de-Marne aux environs du pont de Charenton. Le trafic serait « piégé » puisque, à partir de cet endroit, l'autoroute A4 se substituerait à la nationale 4. A raison de 2 ou 3 francs par voiture, un maximum de recette serait garanti.

Les élus de l'Est parisien s'insurgent contre un tel projet, à commencer par M. Guy Rabourdin, maire U.D.R. de Chelles (Seine-et-Marne) et président de l'établissement public de la ville nouvelle (le Monde du 9 avril), car cette « innovation » n'aurait, pour lui, que des inconvénients : une partie du trafic automobile se reporterait sur le réseau routier actuel et compliquerait la circulation locale. Promoteurs, industriels et habitants potentiels seraient dissuadés de venir à Marne-la-Vallée, comme le soulignent certains constructeurs de logements sociaux qui ont fait le pari de la ville nouvelle.

« Marne-la-Vallée, disent-ils, est suffisamment équipée pour qu'on ne gène pas un peu plus sa réalisation par un péage. D'autant que celui-ci contredit toutes les promesses officielles. Nous envisageons donc de reconsidérer le principe de notre installation dans la ville nouvelle ».

Ce ralentissement prévisible des programmes immobiliers aurait des conséquences importantes sur les finances de l'établissement public de la ville nouvelle, obligée de supporter plus longtemps des frais de plusieurs millions de francs. Pour un gain minimum sur l'autoroute, on aboutirait à un déficit important à Marne-la-Vallée.

Il faut aussi rappeler que les assemblées et la préfecture de la région parisienne ont toujours affirmé qu'en aucun cas le péage urbain ne devait avoir cours sur les autoroutes de rocade, non plus que dans l'Est parisien, qui a grand besoin de développer son potentiel économique.

Enfin, en gênant la croissance de Marne-la-Vallée, un péage au pont de Charenton ou à Noisy-le-Grand contredirait les déclarations du président de la République qui a rappelé encore récemment l'urgence et la priorité des villes nouvelles.

ALAIN FAUJAS.

## P.T.T. « Pas de relations avec Israël »

Plusieurs lettres postées soit à Paris, soit dans une localité de la région parisienne à destination d'Israël, ont été récemment retournées à leurs expéditeurs avec la mention rédigée en arabe et en français : « Pas de relations avec Israël ».

M. Jacques Soustelle, député réformateur du Rhône, ayant réclamé « une enquête approfondie sur des faits assez scandaleux qui dénotent l'inquiétante pénétration des P.T.T. par des agents étrangers », le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications s'est

employé dans le Journal officiel du 5 avril à le rassurer : « Des précautions très strictes sont prises en temps normal, dans les centres de tri, pour éviter toute confusion entre les envois destinés à Israël et ceux pays arabes. Toutefois, les règles édictées à ce sujet n'ont pu être observées dans toute leur rigueur par le personnel insuffisamment expérimenté qu'il a été nécessaire d'employer pendant les quelques semaines qui ont suivi la fin de la grève de novembre dernier ».

Il s'agit donc, selon le secrétaire d'Etat, d'une erreur de transmission en direction d'un pays arabe ainsi que le prouve la mention rédigée en deux langues : le français, langue officielle de l'Union postale universelle, et l'arabe, langue du pays qui a reçu les correspondances.

« En tout état de cause, conclut le secrétaire d'Etat, il paraît exclu que les mentions incriminées aient pu être opposées par un service français ».

21 MILLIONS POUR LES RELATIONS PUBLIQUES

Cinquante millions de clients et 280 000 agents obligent les P.T.T. à faire un effort important d'information et de promotion. En 1974, le secrétariat d'Etat aux postes et télécommunications a dépensé pour cela 21,2 millions de francs (le Journal officiel du 29 mars).

A ce titre, le service de l'information et des relations publiques (S.I.R.P.) des P.T.T. a reçu 18,5 millions pour ses relations avec la presse, la rédaction du mensuel « Postes et télécommunications » (300 000 exemplaires) et la réalisation de films, brochures, stands, vidéo-cassettes, sonagrammes, etc. Le S.I.R.P. a aussi disposé d'un budget de 5 millions 550 000 francs pour faire de la publicité (emprunts, chèques postaux, Caisse nationale d'épargne).

La direction générale des postes (169 000 F), la direction générale des télécommunications (2 316 676 F), la direction du personnel (1 850 000 F), la direction du budget et de la comptabilité (700 000 F), ont également édité un certain nombre de publications à usage interne ou externe.

## PRESSE

Des négociations sont en cours à Paris pour une partie de participation au groupe Havas.

Le groupe de presse, qui comprend les journaux « Le Monde », « L'Express », « Le Nouvel Observateur », « Libération », « France Soir », « France Matin », « France 2 », « France 3 », « France 4 », « France 5 », « France 6 », « France 7 », « France 8 », « France 9 », « France 10 », « France 11 », « France 12 », « France 13 », « France 14 », « France 15 », « France 16 », « France 17 », « France 18 », « France 19 », « France 20 », « France 21 », « France 22 », « France 23 », « France 24 », « France 25 », « France 26 », « France 27 », « France 28 », « France 29 », « France 30 », « France 31 », « France 32 », « France 33 », « France 34 », « France 35 », « France 36 », « France 37 », « France 38 », « France 39 », « France 40 », « France 41 », « France 42 », « France 43 », « France 44 », « France 45 », « France 46 », « France 47 », « France 48 », « France 49 », « France 50 », « France 51 », « France 52 », « France 53 », « France 54 », « France 55 », « France 56 », « France 57 », « France 58 », « France 59 », « France 60 », « France 61 », « France 62 », « France 63 », « France 64 », « France 65 », « France 66 », « France 67 », « France 68 », « France 69 », « France 70 », « France 71 », « France 72 », « France 73 », « France 74 », « France 75 », « France 76 », « France 77 », « France 78 », « France 79 », « France 80 », « France 81 », « France 82 », « France 83 », « France 84 », « France 85 », « France 86 », « France 87 », « France 88 », « France 89 », « France 90 », « France 91 », « France 92 », « France 93 », « France 94 », « France 95 », « France 96 », « France 97 », « France 98 », « France 99 », « France 100 ».

On accuse volontiers les régionalistes fervents ou les défenseurs des intérêts provinciaux de succomber aux séductions du séparatisme, vieux démon gaulois qui constitue la hantise de la classe politique française depuis des siècles. Or, pour lutter contre les dangers du séparatisme provincial, les différents pouvoirs qui se sont succédés et ceux qui, actuellement, dirigent la France, dans le gouvernement, hors de lui ou contre lui, ont eu conscience du meilleur des forces vives de la nation. Pour sauvegarder l'unité française, ils ont développé, perfectionné et renforcé avec constance et vigilance trois systèmes qui concourent parallèlement à obtenir le même résultat : centralisme, bureaucratie et parasitisme.

Il en résulte un « système de type colonial » — tel qu'il est placé, strictement du point de vue de l'analyse des systèmes. Sans le voir et peut-être sans s'en rendre compte, les responsables

## CORRESPONDANCE

### Le colonialisme parisien

Après l'article paru dans le Monde du 25 mars sous le titre « Le nouveau CELIB veut lutter contre le système colonial », M. Claude Champaud, président de l'Université de Rennes et nouveau porte-parole du CELIB, nous écrit notamment :

On accuse volontiers les régionalistes fervents ou les défenseurs des intérêts provinciaux de succomber aux séductions du séparatisme, vieux démon gaulois qui constitue la hantise de la classe politique française depuis des siècles. Or, pour lutter contre les dangers du séparatisme provincial, les différents pouvoirs qui se sont succédés et ceux qui, actuellement, dirigent la France, dans le gouvernement, hors de lui ou contre lui, ont eu conscience du meilleur des forces vives de la nation. Pour sauvegarder l'unité française, ils ont développé, perfectionné et renforcé avec constance et vigilance trois systèmes qui concourent parallèlement à obtenir le même résultat : centralisme, bureaucratie et parasitisme.

Il en résulte un « système de type colonial » — tel qu'il est placé, strictement du point de vue de l'analyse des systèmes. Sans le voir et peut-être sans s'en rendre compte, les responsables

de l'Etat, des pouvoirs publics, des forces économiques et sociales ont séparé la France et les Français en deux parties. La République est toujours une, mais elle n'est pas indivisible, car elle a été divisée par le « séparatisme ». Dès lors, ne convient-il pas de dénoncer ce séparatisme parisien, qui est un fait, alors que les séparatismes provinciaux ne sont que des velléités et tantôt que des imputations calomnieuses destinées à décourager tout ce qui pourrait porter ombrage au séparatisme vrai, actif et effectif pratiqué par les Parisiens sans pudeur et parfois inconscience.

C'est pour démontrer le bien-fondé de cette analyse et pour demander au CELIB de prendre la tête d'un combat pour la réunification de la France que j'ai été conduit à exposer comment s'était établi ce système socio-politique et comment il fonctionnait actuellement. Je ne pouvais éviter de qualifier sa nature mais, en prononçant le mot « colonial », et chargé de sens, je désignais avant tout être précis et nuancé et qu'il fût clair qu'il ne s'agit pas d'un colonialisme français mais d'un colonialisme parisien. C'est pourquoi j'ai employé les termes de « système de type colonial » après une longue explication du sens réel qu'il fallait leur donner.

(Publicité)

## Vous portez des lunettes ? Mais avez-vous votre carte V ?

A la gamme de services réservés à sa clientèle — venant à vision totale, centres de verres de contact et d'acoustique avec essais gratuits, technicité d'avant-garde, délais rapides — LEROY vient d'ajouter cette année la carte V : encore une exclusivité dont les porteurs de lunettes apprécieront la nouveauté et l'originalité.

Renseignez-vous auprès d'un centre LEROY proche de votre domicile, ou de votre lieu de travail. LEROY, l'Opticien de Paris. 9 succursales : 104 Ch. Elysées - 30 bd Barbès - 18 bd Haussmann - 147 rue de Rennes -

# Vivez l'Amérique comme un Américain, avec les flâneries américaines TWA.



## Flâneries en ville.

Leurs prix commencent à 84 francs seulement par jour, et par personne en chambre double. Vous pouvez aller à Anaheim (Disneyland), Denver, Las Vegas, Los Angeles, San Francisco, Boston, Chicago, New York, Philadelphie et Washington.

Nos prix comprennent une chambre d'hôtel dans une de ces 10 villes, des visites commentées, des guides Getaway TWA et des plans des villes.



## Flâneries au volant.

Découvrez la campagne américaine avec les « flâneries au volant ».

A partir de 90 francs par jour, et par personne en chambre double, voiture comprise. Vous avez un grand choix de compagnies de location (y compris Hertz), des chaînes de motels et de durées de séjour.

Vous irez en Arizona, en Californie, au Colorado, au Nevada, au Nouveau Mexique, Utah et Wyoming. Les « flâneries au volant » vous proposent l'est également : la Nouvelle Angleterre, New York, les régions côtières jusqu'à la Virginie ainsi que le grand « Midwest ».



## Flâneries en autocar.

La formule « tout compris » vous permet de découvrir trois des parcs nationaux et des sites historiques et pittoresques des Etats-Unis.

Flâneries à l'ouest. Ces circuits vont de 5 jours (4 nuits) à travers des parcs à 8 jours (7 nuits) à la découverte de la Région du Grand Canyon.

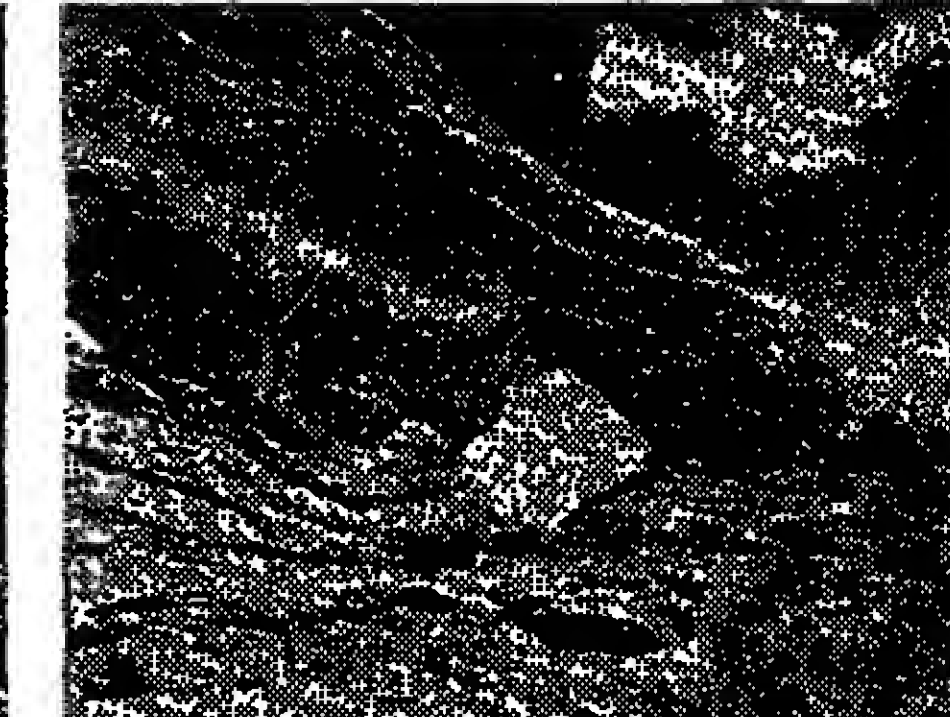
Flâneries à l'est. Nos flâneries de l'est vont de 8 jours (7 nuits) à travers la Nouvelle Angleterre sur le Chemin de la Liberté ou sur les traces du May Flower à travers la Nouvelle Angleterre.

Les prix à partir de 864 francs, comprennent hébergement, la plupart des repas, transport en car air conditionné, visites commentées, prix des entrées aux sites, la plupart des taxes et certains pourboires.

## Votre garantie.

TWA garantit ces programmes. Tout service annoncé non exécuté sera remboursé à condition :

1. que la responsabilité de l'organisateur soit engagée
2. que vous nous écriviez dans les 60 jours.



## Flâneries en campant « Trekamérca »

Un univers américain inconnu des touristes. Les formules très souples de Trekamerica Holidays vous mettent vraiment à l'heure américaine. Vous pouvez vous joindre à un petit groupe de 14 personnes et voyager en minibus. Vous passez vos nuits dans des campings très bien équipés, à travers tous les Etats-Unis.

Les voyages durent 3 semaines ; ils couvrent 1871 francs. Prévoyez 24 francs par jour, et par personne pour couvrir vos frais de repas et dépenses personnelles.

Nous vous proposons également les tours transcontinentaux, de la côte est à la côte ouest et retour ainsi que des tours dans les états de l'ouest et des Montagnes Rocheuses.

Parlez-en à votre agent de voyages ou bien envoyez-nous le coupon ci-dessous. Nous vous enverrons notre brochure gratuite « Flâneries Américaines ».

Les prix indiqués ne comprennent pas le transport aérien. Votre agent de voyages ou TWA vous feront bénéficier des tarifs les plus avantageux. Les prix sont calculés en dollars US et peuvent varier légèrement suivant les taux de change en vigueur au jour de l'achat.

TWA, 101, Champs Elysées - 75008 Paris. Envoyez-moi votre brochure gratuite « Flâneries Américaines ».

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Mon agent de voyages est \_\_\_\_\_

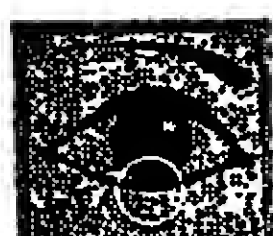
مركز أمن الأمل



صك زامن الأصل

## Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.



Informez-vous chez :  
YSOPTIC  
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS  
Tél. : 522.15.52  
Documentation et liste des correspondants  
français et étrangers sur demande.



## à SEVRES dans un site très privilégié : la résidence des Fontaines

2 petits immeubles de 3 et 4 étages en pierre de taille  
au milieu d'un parc de 5000 m<sup>2</sup> situé tout près de la  
gare et du centre ville, au calme.

du studio au 4 pièces, à partir de 3 800 F le m<sup>2</sup>

renseignements et vente :

• sur place, 1 à 5 rue des Pommerets de 14 h à 18 h 30 tous les jours  
sauf les mardis et mercredis.  
• à C.F.P., 21, 23 av. Pierre 1<sup>er</sup> de Serbie - 75116 PARIS - Tél. 720.49.70.

## Le C.C.F. est aussi votre secrétaire. Avec le compte automatique journalier.

Le C.C.F. est une banque à l'échelle  
de tous les jours et de tout le monde.  
C'est peut-être pour cela qu'elle est  
plus sympathique et finalement plus  
efficace.

Par exemple, le compte automa-  
tique journalier est  
un service que le  
C.C.F. a été le premier  
à offrir partout en  
France.

Le compte  
automatique jour-  
nalier vous permet  
de suivre au jour le  
jour la bonne mar-  
che de votre budget.  
C'est un "petit ser-  
vice" bien utile  
quand, sans avoir  
les moyens d'avoir  
une secrétaire

particulière, on veut connaître, à un  
centime près, l'évolution de son pa-  
trimoine.

Protéger vos économies, placer  
votre argent, savoir où et comment in-  
vestir, vous aider dans vos plans immé-  
diats comme dans vos projets à long  
terme, vous conseiller, mais aussi savoir vous  
écouter, voilà l'attitu-  
de des femmes et  
des hommes que  
vous rencontrerez  
au C.C.F.

Une banque qui  
traite les petits problè-  
mes comme les grands  
est une banque à la  
quelle vous pouvez  
faire confiance. Rejoi-  
gnez-la vous aussi.

**Le Crédit Commercial de France.**  
**La banque qui essaie toujours de vous aider.**



## LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

### LA RÉPONSE DU CERC AU GOUVERNEMENT

#### Les entrepreneurs individuels ont en moyenne des revenus plus de deux fois supérieurs à ceux qu'ils déclarent au fisc

Combien gagnent les entrepreneurs indi-  
viduels non agricoles, ces quelque cent  
groupes professionnels qui vont du mar-  
chand des quatre-saisons au notaire et à  
l'architecte, en passant par le chauffeur de  
taxi propriétaire de son véhicule, l'avocat,  
l'épicier, le maçon, le fleuriste ? Le pre-  
mier ministre avait posé la question en  
juillet 1971 au Centre d'étude des revenus

et des coûts (CERC), que préside M. Baçon  
et dont M. Jacques Méraud — l'auteur du  
fameux rapport récent sur la lutte contre  
les inégalités — est le rapporteur général.  
Question essentielle politiquement, puisque  
les salariés, dont les revenus sont à peu  
près intégralement connus, supportent de  
plus en plus mal qu'on les impose davantage  
sur leurs ressources alors que les non-sala-  
riés peuvent échapper en partie aux requê-

tes du fisc en continuant à dissimuler une  
fraction de leurs revenus.

L'importance de l'enjeu a poussé le CERC,  
qui publie cette semaine sa réponse (1), à  
multiplier les précautions statistiques. Son  
volumineux rapport ne révéle d'ailleurs pas  
les revenus en question ; mais il confirme  
que ceux que déclarent les professionnels  
sont manifestement faux. Et cela dans une  
proportion effrayante.

Les études antérieures (du  
CREDOC, des comptables nationaux  
ou du conseil des Impôts), qui esti-  
maient que les bénéfices nets des  
entrepreneurs individuels étaient en  
moyenne 2,3 fois plus élevés que  
ceux avoués au fisc (et même 6,6  
fois pour les médecins non con-  
ventionnés), « risquent plutôt de pêcher  
par défaut que par excès », affirme  
le CERC en conclusion de son rap-  
port.

Sur quoi se fonde une pareille dé-  
claration ? Sur toute une série de  
minutieux travaux statistiques, qui  
ont mis en évidence les invraisem-  
blances multiples des déclarations de  
revenus faites par les entrepreneurs  
individuels. Contrairement à une idée  
 reçue, le CERC estime d'ailleurs que  
pour les entrepreneurs individuels  
l'imposition sur le bénéfice « réel »  
(ou supposé tel) ne permet pas au  
fisc de mieux cerner les ressources  
effectives de ces contribuables que  
l'imposition « au forfait », tant la  
dissimulation est présentement consi-  
dérable.

Aussi le CERC propose-t-il logi-  
quement, au terme de son enquête,  
d'entreprendre un certain nombre de  
recherches supplémentaires pour dé-  
couvrir enfin la vérité sur ces reve-  
nus. Il demande, par exemple, que  
l'on enquête sur le mode de vie et  
sur l'épargne des diverses sortes  
d'entrepreneurs individuels pour dé-  
celer, par comparaison avec les sa-

lariés, leur niveau de vie vraisem-  
blable.

Il suggère aussi au fisc de recenser  
avec plus de finesse les déclarations  
des non-salariés, en distinguant les  
entreprises individuelles des socié-  
tés de personnes, les entrepreneurs  
qui travaillent à temps complet et  
ceux qui n'ont qu'une activité parti-  
elle, ceux qui emploient des aides  
familiaux et les autres, ceux qui uti-

#### 102 professions, 2 300 000 personnes

Ces recommandations, somme toute  
assez banales, ne constituent pas la  
meilleure partie de l'enquête. Celle-  
ci est surtout intéressante par la  
méthode suivie, qui vise à bien dis-  
tinguer les situations extrêmement  
diverses qui coexistent au sein de  
cette population d'environ 1 700 000  
entrepreneurs individuels, avec qui  
travaillent 600 000 aides familiaux  
(pour 85 % des femmes, ayant pres-  
que toutes entre vingt-cinq et  
soixante-cinq ans).

Cet ensemble, qui comprend 80  
professions industrielles ou com-  
merciales différentes, ainsi que 22 pro-  
fessions libérales, ne tend pas à  
diminuer : les effectifs des profes-  
sions libérales augmentent, en effet,  
à mesure que diminue le nombre des  
autres entrepreneurs individuels. Au  
cours des dernières années, on a,  
par exemple, recensé 11 % de nota-  
ires d'auto-école supplémentaires

chaque année, 6 % d'architectes, 4 %  
de chirurgiens, 2 % de médecins  
généralistes ; l'inverse, il y avait  
chaque année 9 % de boulangers en  
moins, 7 % de boulangers, de cor-  
donniers et de réparateurs de cycles,  
4 % de bouchers et de coiffeurs...  
Les bénéfices déclarés par ces  
contribuables peuvent induire en  
erreur. D'abord parce que, dans un  
certain nombre de cas, ils concernent  
une activité limitée à quelques mois  
de l'année ou à certaines heures par  
jour. Ensuite parce qu'ils concernent  
tantôt un travail personnel, tantôt une  
société de personnes.

Une fois faites les rectifications qui  
s'imposent, on constate une extra-  
ordinaire disparité de situations

● Le bénéfice déclaré est inférieur  
à quelque 22 000 F par an (2) pour  
10 des 102 professions concernées,  
qui groupent environ 15 % des entre-  
prises individuelles : cordonniers,  
boulangers, sœurs, rempailliers, arti-  
sans du taxi, infirmiers, sages-fem-  
mes, artistes ;  
● Il dépasse, en revanche, 75 000 F  
par an pour 11 autres professions,  
groupant 8 % des entreprises indivi-  
duelles : notaires (180 000 F), chirur-  
giens (135 000 F), laboratoires d'ana-  
lyses (120 000 F), radiologues et  
médecins spécialistes (115 000 F),  
architectes (80 000 F), avocats, den-  
tistes, médecins généralistes (environ  
80 000 F) ;  
● Il se situe entre 53 000 et  
75 000 F pour une douzaine d'autres  
professions : vétérinaires, entrepre-  
neurs de travaux publics ou de bâti-  
ment, experts-comptables, grossistes  
en machines, artisans chaudronniers,  
huissiers, avocats, décolleteurs, gros-  
sistes en viandes ;  
● Le reste, c'est-à-dire à quelque  
70 professions, déclarent entre 22 000  
et 53 000 F de bénéfices annuels. La  
plupart des commerçants du secteur  
alimentaire et des professions rele-  
vant des services avouent moins de  
30 000 F.

Comment expliquer cette disparité  
et est-elle vraisemblable ? Un certain  
nombre d'entrepreneurs individuels  
bénéficient d'une protection légale  
qui les met en partie à l'abri de la  
concurrence : notaires, avocats, hu-  
issiers, pharmaciens, débitants de ta-  
bac, cafetiers ; il n'est donc pas  
étonnant qu'on retrouve beaucoup  
d'entre eux dans le « haut du pavé ».

Pour aller plus loin, le CERC a  
recherché des facteurs explicatifs,  
des différences constatées. Utilisant  
la méthode statistique dite des « ré-  
gressions multiples », il a mis en  
évidence six corrélations intéres-  
santes. Le bénéfice déclaré est d'aut-  
ant plus important que :

1. L'âge de fin d'études de l'en-  
trepreneur est plus élevé. Cet âge,  
qui est en moyenne de 29 ans pour  
le chirurgien, 28 pour le médecin  
généraliste, 23 pour l'avocat, mais  
seulement 13 pour le boucher et 14  
pour le cafetier et l'épicier, est la  
variable qui joue apparemment le  
plus grand rôle dans la détermination  
du bénéfice déclaré ;
2. Le nombre des salariés de l'en-  
treprise individuelle est plus élevé :  
16 en moyenne pour les entrepre-  
neurs en bâtiment, 6 pour les notaires,  
3 pour les garagistes et les phar-  
maciens, 2 pour les transporteurs  
rouliers et les hôteliers ;
3. Les aides familiaux restent peu  
nombreux (inexistants dans de nom-  
breux métiers, ils dépassent rarement  
l'unité) ;
4. Le montant des capitaux engagés  
par l'entrepreneur est plus élevé :  
il va de 490 000 francs actuels pour  
l'électro-radiologiste, à 19 000 F seu-  
lement pour le commerçant forain en

(1) Documents du CERC, n° 24,  
172 pages, 12 F, « Documentation  
travaux », 31, quai Voltaire, Paris.  
(2) Les chiffres cités par le rap-  
port sont ceux de 1968 ; mais le  
CERC indique qu'on peut les  
actualiser (ce qui est fait ici) en  
les majorant de 40 à 50 %, si l'on  
part de l'hypothèse que ces revenus  
ont à peu près évolué comme les  
salaires.

#### Fraude et fragilité des hypothèses

Hypothèses absurdes, évidemment,  
contredit par cent faits de la vie  
courante. Qui prouve que les déci-  
sions des entrepreneurs individuels  
sont largement inexistantes ; mais qui  
montre peut-être aussi que les cal-  
culs qui ont conduit à ces résultats  
sont entachés d'erreurs méthodolo-  
giques. Le CERC l'admet bien vo-  
lontiers en soulignant lui-même la  
fragilité de ses postulats.

Tout comme il met en garde le  
lecteur contre l'interprétation trop  
rapide d'une autre comparaison,  
faite en fin d'étude, entre le revenu  
moyen déclaré par chaque groupe  
professionnel et celui qui serait le  
revenu moyen de la catégorie, les  
entrepreneurs présentent les mêmes  
caractéristiques (de formation, de  
capitaux...) qu'ailleurs et avaient le  
même souci d'efficacité. Par rapport  
au bénéfice théorique estimé par le  
CERC, le revenu déclaré est tantôt  
inférieur (— 65 % pour les artistes,  
— 38 % pour les infirmiers, — 25 %  
pour les ingénieurs-conseils, — 16 %  
pour les boulangers, — 20 % pour  
les horlogers et les conseillers fi-  
caux, — 5 % pour les représentants),  
tantôt supérieur (+ 150 % pour les  
notaires, + 69 % pour les phar-  
maciens, + 40 % pour le fleuriste ou  
le chirurgien, + 35 % pour le ga-  
ragiste, + 23 % pour l'épicier ou le  
libraire, + 17 % pour le dentiste).  
Cela prouve-t-il que les entrepreneurs  
du premier groupe fraudent plus que  
les seconds ? Cela traduit-il une  
(ou plusieurs) erreur dans le choix  
des hypothèses sur lesquelles sont  
fondés ces calculs ?

Le CERC se garde bien de répon-  
dre. Sinon pour souligner que la  
France sort enfin de l'actualité mar-  
quée d'ignorance, où l'absence de chiffres  
indiscutables alimente aussi bien  
des évasions fiscales insolentes que  
des procès d'intention inadmissibles.  
Bien des choses auraient pu être  
trouvées au clair après la conférence  
des revenus de 1968 ; ce qui par-  
mettrait aujourd'hui une politique  
plus audacieuse, parce que moins  
discutée.

Douze années ont été perdues.  
Le CERC a raison de souhaiter qu'on  
n'en perde pas davantage.

GILBERT MATHIEU.

LA VIE ÉCONOMIQUE

de coupable  
marche inorganisé

Offre en  
Journal  
SERVICE COM







صك: احن الاصل

# LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

## BILLET

### Le ministre, l'INSEE... et la définition au sens large du chômage

Combien y a-t-il de chômeurs en France ? La querelle entre le C.G.T. et les services du ministère du travail sur l'évaluation du chômage vient-elle d'être tranchée par l'INSEE ? Alors que le ministère du travail conteste la définition au sens large du chômage donnée par le Bureau International du Travail (B.I.T.), la revue officielle de l'INSEE, *Economie et Statistique*, publie, dans son numéro de mars 1975, un article qui se prononce pour l'utilisation prudente de la définition internationale du chômage, comme le Monde du 21 janvier l'avait suggéré.

Les statistiques mensuelles du ministère du travail, portant sur les demandes d'emploi non satisfaites, ne tiennent pas compte du nombre non négligeable de Français qui recherchent un emploi, mais ne s'inscrivent pas comme demandeurs.

« On peut considérer, écrit la revue, que ces personnes participent au sous-emploi de la main-d'œuvre et qu'elles doivent être comptées dans le chiffre du chômage. Encore faut-il annoncer clairement que ce chiffre recouvre ce type de situation et publier une décomposition de celle-ci », en faisant ressortir le nombre de ceux qui recherchent un emploi à temps complet et ceux qui souhaitent un emploi à temps partiel.

« C'est ce que nous nous attachons à faire à l'avenir », indique l'auteur de l'article, M. Bernard Grais, non sans avoir précisé les insuffisances d'une définition qui existe et qui, annonce-t-on, sera utilisée même s'il s'agit de la faire avec nuance.

Deux fois par an, il sera désormais possible de connaître précisément l'importance effective du chômage au sens large. S'il est difficile d'appliquer un coefficient correcteur du nombre des demandes d'emploi, comme le fait la C.G.T. (1,46), et si l'auteur de l'article se refuse à utiliser cette méthode, on notera que l'exemple donné par la revue, pour le mois de mars 1974, aboutit, en fait, à un coefficient de 1,30. Contrairement à ce qu'indique le ministère du travail, il y aurait donc actuellement plus de 750 000 chômeurs. Seul un ordre de grandeur peut être donné et celui-ci est vraisemblablement assez proche du million. — J.-P. D.

## AFFAIRES

### LA C.G.C.T. OBTIENT UN CONTRAT DE 250 MILLIONS DE FRANCS EN ALGÉRIE

La Compagnie générale de constructions téléphoniques, l'une des deux filiales françaises du groupe I.T.T., vient d'obtenir de l'Algérie une commande pour la fourniture d'un à la fin 1977 de deux cent mille lignes téléphoniques de type Pentaconta. Ce contrat, d'une valeur de 250 millions de francs, est le plus important reçu par un constructeur français de centraux de communication. Il fait de l'Algérie le premier client de la France pour ce type de matériel.

[En janvier dernier (le Monde) du 3 janvier], la C.G.C.T. avait reçu une lettre d'intention du gouvernement algérien pour la fourniture de 120 000 lignes. L'accord actuel est la confirmation de cette commande, à laquelle s'ajoutent 80 000 lignes supplémentaires. Le programme algérien d'équipement porte au total sur 500 000 lignes. Le groupe suédois Ericsson et la filiale espagnole d'I.T.T., Sesa, se partagent les 300 000 autres lignes. Après la déconvenue subie en Iran (le Monde) du 15 avril) et les incertitudes quant au programme d'équipement des P.T.T. françaises, cette commande vient à point nommé pour assurer aux usines de la C.G.C.T. un plan de charge normal.]

### L'USINE CREUSOT-LOIRE DU MARAIS, A SAINT-ETIENNE, QUI EMPLOIE MILLE SEPT CENT SALARIÉS, SERA ARRÊTÉE DU 2 AU 11 MAI EN RAISON DES BAISSES DES COMMANDES, QUI, SELON LA DIRECTION, DE 30 %

### NOUVELLE RÉDUCTION D'ACTIVITÉ A L'ACIERIE DE FOS

Le haut fourneau n° 2 de l'aciérie Solmer à Fos va être mis en veilleuse pour de courtes périodes d'arrêt pendant quarante-huit heures, en raison de la persistance de la crise dans la sidérurgie. De trois cents à deux mille personnes, sur un total de six mille, seraient touchées par cette mesure.

Rappelons qu'en février dernier, le haut fourneau n° 1 avait déjà été arrêté pour une durée indéterminée. A Dunkerque, le haut fourneau n° 4, le plus gros de France (10 000 tonnes par jour), était depuis novembre, à la suite d'un incident technique, n'a pas encore été rallumé.

● CITOËN A ÉTÉ AUTORISÉ À LICENCIER TROIS CENT CINQUANTE PERSONNES ENVIRON. — Le ministère du travail a donné, le 5 avril, l'inspection du travail, d'accepter les licenciements de collaborateurs et cadres demandés par Citroën, sauf pour les salariés âgés de 50 à 59 ans. Le 25 novembre, la firme du quai de Javel avait annoncé qu'elle s'appropriait à l'été 1975 environ 1 400 collaborateurs et cadres de moins de 60 ans et à mettre en pré-retraite 1 400 salariés de plus de 60 ans. Par des mesures diverses de reclassement et grâce aux départs volontaires, le nombre des licenciements a pu être réduit au fil des mois à 420, dont environ 350 ont finalement été acceptés par les pouvoirs publics. La totalité des mises en pré-retraite a été autorisée.

## CONFLITS ET REVENDICATIONS

### RENAULT : la C.G.T. et la C.F.D.T. continuent leur campagne pour la réintégration des dix-sept licenciés

A la Régie Renault la production est à présent normale, excepté à l'usine de Sandouville, où la direction a annoncé que la journée de vendredi 18 avril serait chômée pour 7 000 ouvriers (sur 10 000), en raison de l'insuffisance du réapprovisionnement des stocks de pièces en provenance de l'usine du Mans.

La C.G.T. interprète cette nouvelle journée chômée comme « une certaine menace visant à empêcher toute combativité des travailleurs au moment des discussions sur les classifications et le problème des licenciés ».

Les négociations sur les classifications devraient en effet se poursuivre au cours de la semaine du 21 avril au 28 avril, si la direction estime que la production est redevenue normale dans l'ensemble des usines de la Régie.

Quant à la réintégration des dix-sept ouvriers licenciés depuis la mi-mars (quatorze travailleurs immigrés, trois délégués français, tous de l'U.Seguin), elle pourrait donner un « second souffle aux luttes à la Régie », a déclaré un syndicaliste de Billancourt. « Il faut bien voir que les travailleurs ont le sentiment de recueillir les fruits d'une lutte qu'ils n'ont pas menée. Si d'autres usines avaient suivi Le Mans, le compromis jugé acceptable aujourd'hui ne serait pas passé. En dehors du Mans, où la perte de salaire est lourde, les travailleurs ont peu perdu ; l'état des forces est presque intact. Dans ces conditions, les dix-sept licenciés sont la manifestation la plus évidente de la conscience des travailleurs. Car pourquoi dix-sept « otages » seraient-ils l'addition pour tous ? »

Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. ont lancé le 17 avril une campagne de signatures et de pétitions pour demander la réintégration des dix-sept licenciés.

Ce même jour, à midi, au comité d'établissement, la section du parti communiste des usines Renault a organisé une rencontre entre les licenciés — tous n'étaient pas là — des intellectuels et des élus communistes venus les soutenir. Parmi eux, MM. Claude Poperey, membre du bureau politique du P.C.F., et Jack Ralite, député de la Seine-Saint-Denis. Tous se sont ensuite rendus place Nationale, à Billancourt, pour un meeting organisé par la section P.C. de la Régie.

● A REDON, deux C.R.S. blessés au cours d'une manifestation à l'entreprise Garnier. Dans cette entreprise de machines agricoles de Ville-et-Vilaine, un millier d'ouvriers occupent les locaux depuis le 3 avril pour protester contre la fermeture de l'usine qui a suivi la mise en liquidation judiciaire de la firme, au début de février. De nouveaux incidents se sont produits jeudi 17 avril. A l'issue d'un meeting intersyndical rassemblant 2 000 personnes, ouvriers de l'entreprise, métalliers et agriculteurs venus de la région, deux C.R.S., atteints par de l'essence enflammée, ont dû être hospitalisés ; leur état n'inspire pas d'inquiétude. Vendredi 18 avril, M. Berthelet, syndic, a convoqué le comité d'établissement, pour examiner le licenciement collectif du personnel.

● A REDON, deux C.R.S. blessés au cours d'une manifestation à l'entreprise Garnier. Dans cette entreprise de machines agricoles de Ville-et-Vilaine, un millier d'ouvriers occupent les locaux depuis le 3 avril pour protester contre la fermeture de l'usine qui a suivi la mise en liquidation judiciaire de la firme, au début de février. De nouveaux incidents se sont produits jeudi 17 avril. A l'issue d'un meeting intersyndical rassemblant 2 000 personnes, ouvriers de l'entreprise, métalliers et agriculteurs venus de la région, deux C.R.S., atteints par de l'essence enflammée, ont dû être hospitalisés ; leur état n'inspire pas d'inquiétude. Vendredi 18 avril, M. Berthelet, syndic, a convoqué le comité d'établissement, pour examiner le licenciement collectif du personnel.

● A REDON, deux C.R.S. blessés au cours d'une manifestation à l'entreprise Garnier. Dans cette entreprise de machines agricoles de Ville-et-Vilaine, un millier d'ouvriers occupent les locaux depuis le 3 avril pour protester contre la fermeture de l'usine qui a suivi la mise en liquidation judiciaire de la firme, au début de février. De nouveaux incidents se sont produits jeudi 17 avril. A l'issue d'un meeting intersyndical rassemblant 2 000 personnes, ouvriers de l'entreprise, métalliers et agriculteurs venus de la région, deux C.R.S., atteints par de l'essence enflammée, ont dû être hospitalisés ; leur état n'inspire pas d'inquiétude. Vendredi 18 avril, M. Berthelet, syndic, a convoqué le comité d'établissement, pour examiner le licenciement collectif du personnel.

● A REDON, deux C.R.S. blessés au cours d'une manifestation à l'entreprise Garnier. Dans cette entreprise de machines agricoles de Ville-et-Vilaine, un millier d'ouvriers occupent les locaux depuis le 3 avril pour protester contre la fermeture de l'usine qui a suivi la mise en liquidation judiciaire de la firme, au début de février. De nouveaux incidents se sont produits jeudi 17 avril. A l'issue d'un meeting intersyndical rassemblant 2 000 personnes, ouvriers de l'entreprise, métalliers et agriculteurs venus de la région, deux C.R.S., atteints par de l'essence enflammée, ont dû être hospitalisés ; leur état n'inspire pas d'inquiétude. Vendredi 18 avril, M. Berthelet, syndic, a convoqué le comité d'établissement, pour examiner le licenciement collectif du personnel.

● A REDON, deux C.R.S. blessés au cours d'une manifestation à l'entreprise Garnier. Dans cette entreprise de machines agricoles de Ville-et-Vilaine, un millier d'ouvriers occupent les locaux depuis le 3 avril pour protester contre la fermeture de l'usine qui a suivi la mise en liquidation judiciaire de la firme, au début de février. De nouveaux incidents se sont produits jeudi 17 avril. A l'issue d'un meeting intersyndical rassemblant 2 000 personnes, ouvriers de l'entreprise, métalliers et agriculteurs venus de la région, deux C.R.S., atteints par de l'essence enflammée, ont dû être hospitalisés ; leur état n'inspire pas d'inquiétude. Vendredi 18 avril, M. Berthelet, syndic, a convoqué le comité d'établissement, pour examiner le licenciement collectif du personnel.

● A REDON, deux C.R.S. blessés au cours d'une manifestation à l'entreprise Garnier. Dans cette entreprise de machines agricoles de Ville-et-Vilaine, un millier d'ouvriers occupent les locaux depuis le 3 avril pour protester contre la fermeture de l'usine qui a suivi la mise en liquidation judiciaire de la firme, au début de février. De nouveaux incidents se sont produits jeudi 17 avril. A l'issue d'un meeting intersyndical rassemblant 2 000 personnes, ouvriers de l'entreprise, métalliers et agriculteurs venus de la région, deux C.R.S., atteints par de l'essence enflammée, ont dû être hospitalisés ; leur état n'inspire pas d'inquiétude. Vendredi 18 avril, M. Berthelet, syndic, a convoqué le comité d'établissement, pour examiner le licenciement collectif du personnel.

● A REDON, deux C.R.S. blessés au cours d'une manifestation à l'entreprise Garnier. Dans cette entreprise de machines agricoles de Ville-et-Vilaine, un millier d'ouvriers occupent les locaux depuis le 3 avril pour protester contre la fermeture de l'usine qui a suivi la mise en liquidation judiciaire de la firme, au début de février. De nouveaux incidents se sont produits jeudi 17 avril. A l'issue d'un meeting intersyndical rassemblant 2 000 personnes, ouvriers de l'entreprise, métalliers et agriculteurs venus de la région, deux C.R.S., atteints par de l'essence enflammée, ont dû être hospitalisés ; leur état n'inspire pas d'inquiétude. Vendredi 18 avril, M. Berthelet, syndic, a convoqué le comité d'établissement, pour examiner le licenciement collectif du personnel.

● A REDON, deux C.R.S. blessés au cours d'une manifestation à l'entreprise Garnier. Dans cette entreprise de machines agricoles de Ville-et-Vilaine, un millier d'ouvriers occupent les locaux depuis le 3 avril pour protester contre la fermeture de l'usine qui a suivi la mise en liquidation judiciaire de la firme, au début de février. De nouveaux incidents se sont produits jeudi 17 avril. A l'issue d'un meeting intersyndical rassemblant 2 000 personnes, ouvriers de l'entreprise, métalliers et agriculteurs venus de la région, deux C.R.S., atteints par de l'essence enflammée, ont dû être hospitalisés ; leur état n'inspire pas d'inquiétude. Vendredi 18 avril, M. Berthelet, syndic, a convoqué le comité d'établissement, pour examiner le licenciement collectif du personnel.

● A REDON, deux C.R.S. blessés au cours d'une manifestation à l'entreprise Garnier. Dans cette entreprise de machines agricoles de Ville-et-Vilaine, un millier d'ouvriers occupent les locaux depuis le 3 avril pour protester contre la fermeture de l'usine qui a suivi la mise en liquidation judiciaire de la firme, au début de février. De nouveaux incidents se sont produits jeudi 17 avril. A l'issue d'un meeting intersyndical rassemblant 2 000 personnes, ouvriers de l'entreprise, métalliers et agriculteurs venus de la région, deux C.R.S., atteints par de l'essence enflammée, ont dû être hospitalisés ; leur état n'inspire pas d'inquiétude. Vendredi 18 avril, M. Berthelet, syndic, a convoqué le comité d'établissement, pour examiner le licenciement collectif du personnel.

● A REDON, deux C.R.S. blessés au cours d'une manifestation à l'entreprise Garnier. Dans cette entreprise de machines agricoles de Ville-et-Vilaine, un millier d'ouvriers occupent les locaux depuis le 3 avril pour protester contre la fermeture de l'usine qui a suivi la mise en liquidation judiciaire de la firme, au début de février. De nouveaux incidents se sont produits jeudi 17 avril. A l'issue d'un meeting intersyndical rassemblant 2 000 personnes, ouvriers de l'entreprise, métalliers et agriculteurs venus de la région, deux C.R.S., atteints par de l'essence enflammée, ont dû être hospitalisés ; leur état n'inspire pas d'inquiétude. Vendredi 18 avril, M. Berthelet, syndic, a convoqué le comité d'établissement, pour examiner le licenciement collectif du personnel.

● A REDON, deux C.R.S. blessés au cours d'une manifestation à l'entreprise Garnier. Dans cette entreprise de machines agricoles de Ville-et-Vilaine, un millier d'ouvriers occupent les locaux depuis le 3 avril pour protester contre la fermeture de l'usine qui a suivi la mise en liquidation judiciaire de la firme, au début de février. De nouveaux incidents se sont produits jeudi 17 avril. A l'issue d'un meeting intersyndical rassemblant 2 000 personnes, ouvriers de l'entreprise, métalliers et agriculteurs venus de la région, deux C.R.S., atteints par de l'essence enflammée, ont dû être hospitalisés ; leur état n'inspire pas d'inquiétude. Vendredi 18 avril, M. Berthelet, syndic, a convoqué le comité d'établissement, pour examiner le licenciement collectif du personnel.

● A REDON, deux C.R.S. blessés au cours d'une manifestation à l'entreprise Garnier. Dans cette entreprise de machines agricoles de Ville-et-Vilaine, un millier d'ouvriers occupent les locaux depuis le 3 avril pour protester contre la fermeture de l'usine qui a suivi la mise en liquidation judiciaire de la firme, au début de février. De nouveaux incidents se sont produits jeudi 17 avril. A l'issue d'un meeting intersyndical rassemblant 2 000 personnes, ouvriers de l'entreprise, métalliers et agriculteurs venus de la région, deux C.R.S., atteints par de l'essence enflammée, ont dû être hospitalisés ; leur état n'inspire pas d'inquiétude. Vendredi 18 avril, M. Berthelet, syndic, a convoqué le comité d'établissement, pour examiner le licenciement collectif du personnel.

● A REDON, deux C.R.S. blessés au cours d'une manifestation à l'entreprise Garnier. Dans cette entreprise de machines agricoles de Ville-et-Vilaine, un millier d'ouvriers occupent les locaux depuis le 3 avril pour protester contre la fermeture de l'usine qui a suivi la mise en liquidation judiciaire de la firme, au début de février. De nouveaux incidents se sont produits jeudi 17 avril. A l'issue d'un meeting intersyndical rassemblant 2 000 personnes, ouvriers de l'entreprise, métalliers et agriculteurs venus de la région, deux C.R.S., atteints par de l'essence enflammée, ont dû être hospitalisés ; leur état n'inspire pas d'inquiétude. Vendredi 18 avril, M. Berthelet, syndic, a convoqué le comité d'établissement, pour examiner le licenciement collectif du personnel.

● A REDON, deux C.R.S. blessés au cours d'une manifestation à l'entreprise Garnier. Dans cette entreprise de machines agricoles de Ville-et-Vilaine, un millier d'ouvriers occupent les locaux depuis le 3 avril pour protester contre la fermeture de l'usine qui a suivi la mise en liquidation judiciaire de la firme, au début de février. De nouveaux incidents se sont produits jeudi 17 avril. A l'issue d'un meeting intersyndical rassemblant 2 000 personnes, ouvriers de l'entreprise, métalliers et agriculteurs venus de la région, deux C.R.S., atteints par de l'essence enflammée, ont dû être hospitalisés ; leur état n'inspire pas d'inquiétude. Vendredi 18 avril, M. Berthelet, syndic, a convoqué le comité d'établissement, pour examiner le licenciement collectif du personnel.

● A REDON, deux C.R.S. blessés au cours d'une manifestation à l'entreprise Garnier. Dans cette entreprise de machines agricoles de Ville-et-Vilaine, un millier d'ouvriers occupent les locaux depuis le 3 avril pour protester contre la fermeture de l'usine qui a suivi la mise en liquidation judiciaire de la firme, au début de février. De nouveaux incidents se sont produits jeudi 17 avril. A l'issue d'un meeting intersyndical rassemblant 2 000 personnes, ouvriers de l'entreprise, métalliers et agriculteurs venus de la région, deux C.R.S., atteints par de l'essence enflammée, ont dû être hospitalisés ; leur état n'inspire pas d'inquiétude. Vendredi 18 avril, M. Berthelet, syndic, a convoqué le comité d'établissement, pour examiner le licenciement collectif du personnel.

● A REDON, deux C.R.S. blessés au cours d'une manifestation à l'entreprise Garnier. Dans cette entreprise de machines agricoles de Ville-et-Vilaine, un millier d'ouvriers occupent les locaux depuis le 3 avril pour protester contre la fermeture de l'usine qui a suivi la mise en liquidation judiciaire de la firme, au début de février. De nouveaux incidents se sont produits jeudi 17 avril. A l'issue d'un meeting intersyndical rassemblant 2 000 personnes, ouvriers de l'entreprise, métalliers et agriculteurs venus de la région, deux C.R.S., atteints par de l'essence enflammée, ont dû être hospitalisés ; leur état n'inspire pas d'inquiétude. Vendredi 18 avril, M. Berthelet, syndic, a convoqué le comité d'établissement, pour examiner le licenciement collectif du personnel.

● A REDON, deux C.R.S. blessés au cours d'une manifestation à l'entreprise Garnier. Dans cette entreprise de machines agricoles de Ville-et-Vilaine, un millier d'ouvriers occupent les locaux depuis le 3 avril pour protester contre la fermeture de l'usine qui a suivi la mise en liquidation judiciaire de la firme, au début de février. De nouveaux incidents se sont produits jeudi 17 avril. A l'issue d'un meeting intersyndical rassemblant 2 000 personnes, ouvriers de l'entreprise, métalliers et agriculteurs venus de la région, deux C.R.S., atteints par de l'essence enflammée, ont dû être hospitalisés ; leur état n'inspire pas d'inquiétude. Vendredi 18 avril, M. Berthelet, syndic, a convoqué le comité d'établissement, pour examiner le licenciement collectif du personnel.

● A REDON, deux C.R.S. blessés au cours d'une manifestation à l'entreprise Garnier. Dans cette entreprise de machines agricoles de Ville-et-Vilaine, un millier d'ouvriers occupent les locaux depuis le 3 avril pour protester contre la fermeture de l'usine qui a suivi la mise en liquidation judiciaire de la firme, au début de février. De nouveaux incidents se sont produits jeudi 17 avril. A l'issue d'un meeting intersyndical rassemblant 2 000 personnes, ouvriers de l'entreprise, métalliers et agriculteurs venus de la région, deux C.R.S., atteints par de l'essence enflammée, ont dû être hospitalisés ; leur état n'inspire pas d'inquiétude. Vendredi 18 avril, M. Berthelet, syndic, a convoqué le comité d'établissement, pour examiner le licenciement collectif du personnel.

● A REDON, deux C.R.S. blessés au cours d'une manifestation à l'entreprise Garnier. Dans cette entreprise de machines agricoles de Ville-et-Vilaine, un millier d'ouvriers occupent les locaux depuis le 3 avril pour protester contre la fermeture de l'usine qui a suivi la mise en liquidation judiciaire de la firme, au début de février. De nouveaux incidents se sont produits jeudi 17 avril. A l'issue d'un meeting intersyndical rassemblant 2 000 personnes, ouvriers de l'entreprise, métalliers et agriculteurs venus de la région, deux C.R.S., atteints par de l'essence enflammée, ont dû être hospitalisés ; leur état n'inspire pas d'inquiétude. Vendredi 18 avril, M. Berthelet, syndic, a convoqué le comité d'établissement, pour examiner le licenciement collectif du personnel.

● A REDON, deux C.R.S. blessés au cours d'une manifestation à l'entreprise Garnier. Dans cette entreprise de machines agricoles de Ville-et-Vilaine, un millier d'ouvriers occupent les locaux depuis le 3 avril pour protester contre la fermeture de l'usine qui a suivi la mise en liquidation judiciaire de la firme, au début de février. De nouveaux incidents se sont produits jeudi 17 avril. A l'issue d'un meeting intersyndical rassemblant 2 000 personnes, ouvriers de l'entreprise, métalliers et agriculteurs venus de la région, deux C.R.S., atteints par de l'essence enflammée, ont dû être hospitalisés ; leur état n'inspire pas d'inquiétude. Vendredi 18 avril, M. Berthelet, syndic, a convoqué le comité d'établissement, pour examiner le licenciement collectif du personnel.

● A REDON, deux C.R.S. blessés au cours d'une manifestation à l'entreprise Garnier. Dans cette entreprise de machines agricoles de Ville-et-Vilaine, un millier d'ouvriers occupent les locaux depuis le 3 avril pour protester contre la fermeture de l'usine qui a suivi la mise en liquidation judiciaire de la firme, au début de février. De nouveaux incidents se sont produits jeudi 17 avril. A l'issue d'un meeting intersyndical rassemblant 2 000 personnes, ouvriers de l'entreprise, métalliers et agriculteurs venus de la région, deux C.R.S., atteints par de l'essence enflammée, ont dû être hospitalisés ; leur état n'inspire pas d'inquiétude. Vendredi 18 avril, M. Berthelet, syndic, a convoqué le comité d'établissement, pour examiner le licenciement collectif du personnel.

● A REDON, deux C.R.S. blessés au cours d'une manifestation à l'entreprise Garnier. Dans cette entreprise de machines agricoles de Ville-et-Vilaine, un millier d'ouvriers occupent les locaux depuis le 3 avril pour protester contre la fermeture de l'usine qui a suivi la mise en liquidation judiciaire de la firme, au début de février. De nouveaux incidents se sont produits jeudi 17 avril. A l'issue d'un meeting intersyndical rassemblant 2 000 personnes, ouvriers de l'entreprise, métalliers et agriculteurs venus de la région, deux C.R.S., atteints par de l'essence enflammée, ont dû être hospitalisés ; leur état n'inspire pas d'inquiétude. Vendredi 18 avril, M. Berthelet, syndic, a convoqué le comité d'établissement, pour examiner le licenciement collectif du personnel.

## CONJONCTURE

SELON M. JACQUES FERRY

### Les mesures de relance ne doivent pas concerner seulement l'investissement

« La baisse d'activité gagne de proche en proche tous les secteurs économiques, de la chaussure à la sidérurgie. Aussi la montée du chômage n'est-elle pas encore terminée : les entreprises ne pourront pas indéfiniment se contenter de mettre leurs ouvriers en chômage partiel », a déclaré, jeudi 17 avril, M. Jacques Ferry, vice-président du Conseil national du patronat français, qui était l'invité de l'Association des journalistes économiques et financiers.

M. Ferry ne conteste pas les aspects positifs du plan de redressement lancé en juin dernier par M. Fourcade : les prix augmentent moins vite, le commerce intérieur a retrouvé l'équilibre, une reprise de l'activité devrait se produire en fin d'année. Mais, précisément pour que cette reprise n'intervienne pas plus tard en France qu'à l'étranger et pour permettre à l'industrie française d'en profiter en exportant davantage, M. Ferry demande que le gouvernement, qui étudie actuellement les mesures à prendre pour relancer les investissements, prenne bien la dimension du problème. Le vice-président du C.N.P.F. estime qu'un encouragement des investissements doit s'accompagner d'une politique plus large de soutien, même si celle-ci doit être sélective.

M. Ferry n'est pourtant pas partisan de mesures qui relanceraient la consommation des ménages. Parmi les actions qu'il estime susceptibles d'aider les chefs d'entreprises en proie à de graves difficultés de financement, M. Ferry a notamment cité : « Une baisse sensible de taux d'intérêt pour les emprunts à moyen et long terme, qui devrait redescendre de 12 % à 7,5 ou 8 % ; des encouragements fiscaux à l'investissement ; la libération des emprunts à court terme ; une modification des règles de paiement de la TVA ; des efforts particuliers pour certains secteurs : travaux publics, industrie

textile, télécommunications, automobile, appareils ménagers. Il faut prendre garde au fait que des mesures d'investissement même décidées rapidement, n'auront pas d'effet avant des mois », a conclu M. Ferry.

● Dans l'immédiat, de nombreux industriels annoncent une réduction de leur production en vue de limiter la progression de leurs stocks, qui se sont encore alourdis. « Les projets d'investissements nouveaux demeurent rares et l'exécution des programmes antérieurs est souvent différée ». En mars la production industrielle a de nouveau légèrement fléchi. Il en est de même pour le niveau des carnets de commandes, en raison tant de la faiblesse de la conjoncture en France qu'à l'étranger que de l'absence de la concurrence internationale, qui contraindrait les fabricants à accorder des délais de règlement et des baisses de prix, « consenties parfois en deçà du seuil de rentabilité ».

● Dans l'immédiat, de nombreux industriels annoncent une réduction de leur production en vue de limiter la progression de leurs stocks, qui se sont encore alourdis. « Les projets d'investissements nouveaux demeurent rares et l'exécution des programmes antérieurs est souvent différée ». En mars la production industrielle a de nouveau légèrement fléchi. Il en est de même pour le niveau des carnets de commandes, en raison tant de la faiblesse de la conjoncture en France qu'à l'étranger que de l'absence de la concurrence internationale, qui contraindrait les fabricants à accorder des délais de règlement et des baisses de prix, « consenties parfois en deçà du seuil de rentabilité ».

● Dans l'immédiat, de nombreux industriels annoncent une réduction de leur production en vue de limiter la progression de leurs stocks, qui se sont encore alourdis. « Les projets d'investissements nouveaux demeurent rares et l'exécution des programmes antérieurs est souvent différée ». En mars la production industrielle a de nouveau légèrement fléchi. Il en est de même pour le niveau des carnets de commandes, en raison tant de la faiblesse de la conjoncture en France qu'à l'étranger que de l'absence de la concurrence internationale, qui contraindrait les fabricants à accorder des délais de règlement et des baisses de prix, « consenties parfois en deçà du seuil de rentabilité ».

● Dans l'immédiat, de nombreux industriels annoncent une réduction de leur production en vue de limiter la progression de leurs stocks, qui se sont encore alourdis. « Les projets d'investissements nouveaux demeurent rares et l'exécution des programmes antérieurs est souvent différée ». En mars la production industrielle a de nouveau légèrement fléchi. Il en est de même pour le niveau des carnets de commandes, en raison tant de la faiblesse de la conjoncture en France qu'à l'étranger que de l'absence de la concurrence internationale, qui contraindrait les fabricants à accorder des délais de règlement et des baisses de prix, « consenties parfois en deçà du seuil de rentabilité ».

● Dans l'immédiat, de nombreux industriels annoncent une réduction de leur production en vue de limiter la progression de leurs stocks, qui se sont encore alourdis. « Les projets d'investissements nouveaux demeurent rares et l'exécution des programmes antérieurs est souvent différée ». En mars la production industrielle a de nouveau légèrement fléchi. Il en est de même pour le niveau des carnets de commandes, en raison tant de la faiblesse de la conjoncture en France qu'à l'étranger que de l'absence de la concurrence internationale, qui contraindrait les fabricants à accorder des délais de règlement et des baisses de prix, « consenties parfois en deçà du seuil de rentabilité ».

● Dans l'immédiat, de nombreux industriels annoncent une réduction de leur production en vue de limiter la progression de leurs stocks, qui se sont encore alourdis. « Les projets d'investissements nouveaux demeurent rares et l'exécution des programmes antérieurs est souvent différée ». En mars la production industrielle a de nouveau légèrement fléchi. Il en est de même pour le niveau des carnets de commandes, en raison tant de la faiblesse de la conjoncture en France qu'à l'étranger que de l'absence de la concurrence internationale, qui contraindrait les fabricants à accorder des délais de règlement et des baisses de prix, « consenties parfois en deçà du seuil de rentabilité ».

● Dans l'immédiat, de nombreux industriels annoncent une réduction de leur production en vue de limiter la progression de leurs stocks, qui se sont encore alourdis. « Les projets d'investissements nouveaux demeurent rares et l'exécution des programmes antérieurs est souvent différée ». En mars la production industrielle a de nouveau légèrement fléchi. Il en est de même pour le niveau des carnets de commandes, en raison tant de la faiblesse de la conjoncture en France qu'à l'étranger que de l'absence de la concurrence internationale, qui contraindrait les fabricants à accorder des délais de règlement et des baisses de prix, « consenties parfois en deçà du seuil de rentabilité ».

● Dans l'immédiat, de nombreux industriels annoncent une réduction de leur production en vue de limiter la progression de leurs stocks, qui se sont encore alourdis. « Les projets d'investissements nouveaux demeurent rares et l'exécution des programmes antérieurs est souvent différée ». En mars la production industrielle a de nouveau légèrement fléchi. Il en est de même pour le niveau des carnets de commandes, en raison tant de la faiblesse de la conjoncture en France qu'à l'étranger que de l'absence de la concurrence internationale, qui contraindrait les fabricants à accorder des délais de règlement et des baisses de prix, « consenties parfois en deçà du seuil de rentabilité ».

● Dans l'immédiat, de nombreux industriels annoncent une réduction de leur production en vue de limiter la progression de leurs stocks, qui se sont encore alourdis. « Les projets d'investissements nouveaux demeurent rares et l'exécution des programmes antérieurs est souvent différée ». En mars la production industrielle a de nouveau légèrement fléchi. Il en est de même pour le niveau des carnets de commandes, en raison tant de la faiblesse de la conjoncture en France qu'à l'étranger que de l'absence de la concurrence internationale, qui contraindrait les fabricants à accorder des délais de règlement et des baisses de prix, « consenties parfois en deçà du seuil de rentabilité ».

● Dans l'immédiat, de nombreux industriels annoncent une réduction de leur production en vue de limiter la progression de leurs stocks, qui se sont encore alourdis. « Les projets d'investissements nouveaux demeurent rares et l'exécution des programmes antérieurs est souvent différée ». En mars la production industrielle a de nouveau légèrement fléchi. Il en est de même pour le niveau des carnets de commandes, en raison tant de la faiblesse de la conjoncture en France qu'à l'étranger que de l'absence de la concurrence internationale, qui contraindrait les fabricants à accorder des délais de règlement et des baisses de prix, « consenties parfois en deçà du seuil de rentabilité ».

● Dans l'immédiat, de nombreux industriels annoncent une réduction de leur production en vue de limiter la progression de leurs stocks, qui se sont encore alourdis. « Les projets d'investissements nouveaux demeurent rares et l'exécution des programmes antérieurs est souvent différée ». En mars la production industrielle a de nouveau légèrement fléchi. Il en est de même pour le niveau des carnets de commandes, en raison tant de la faiblesse de la conjoncture en France qu'à l'étranger que de l'absence de la concurrence internationale, qui contraindrait les fabricants à accorder des délais de règlement et des baisses de prix, « consenties parfois en deçà du seuil de rentabilité ».

● Dans l'immédiat, de nombreux industriels annoncent une réduction de leur production en vue de limiter la progression de leurs stocks, qui se sont encore alourdis. « Les projets d'investissements nouveaux demeurent rares et l'exécution des programmes antérieurs est souvent différée ». En mars la production industrielle a de nouveau légèrement fléchi. Il en est de même pour le niveau des carnets de commandes, en raison tant de la faiblesse de la conjoncture en France qu'à l'étranger que de l'absence de la concurrence internationale, qui contraindrait les fabricants à accorder des délais de règlement et des baisses de prix, « consenties parfois en deçà du seuil de rentabilité ».

● Dans l'immédiat, de nombreux industriels annoncent une réduction de leur production en vue de limiter la progression de leurs stocks, qui se sont encore alourdis. « Les projets d'investissements nouveaux demeurent rares et l'exécution des programmes antérieurs est souvent différée ». En mars la production industrielle a de nouveau légèrement fléchi. Il en est de même pour le niveau des carnets de commandes, en raison tant de la faiblesse de la conjoncture en France qu'à l'étranger que de l'absence de la concurrence internationale, qui contraindrait les fabricants à accorder des délais de règlement et des baisses de prix, « consenties parfois en deçà du seuil de rentabilité ».

● Dans l'immédiat, de nombreux industriels annoncent une réduction de leur production en vue de limiter la progression de leurs stocks, qui se sont encore alourdis. « Les projets d'investissements nouveaux demeurent rares et l'exécution des programmes antérieurs est souvent différée ». En mars la production industrielle a de nouveau légèrement fléchi. Il en est de même pour le niveau des carnets de commandes, en raison tant de la faiblesse de la conjoncture en France qu'à l'étranger que de l'absence de la concurrence internationale, qui contraindrait les fabricants à accorder des délais de règlement et des baisses de prix, « consenties parfois en deçà du seuil de rentabilité ».

● Dans l'immédiat, de nombreux industriels annoncent une réduction de leur production en vue de limiter la progression de leurs stocks, qui se sont encore alourdis. « Les projets d'investissements nouveaux demeurent rares et l'exécution des programmes antérieurs est souvent différée ». En mars la production industrielle a de nouveau légèrement fléchi. Il en est de même pour le niveau des carnets de commandes, en raison tant de la faiblesse de la conjoncture en France qu'à l'étranger que de l'absence de la concurrence internationale, qui contraindrait les fabricants à accorder des délais de règlement et des baisses de prix, « consenties parfois en deçà du seuil de rentabilité ».

● Dans l'immédiat, de nombreux industriels annoncent une réduction de leur production en vue de limiter la progression de leurs stocks, qui se sont encore alourdis. « Les projets d'investissements nouveaux demeurent rares et l'exécution des programmes antérieurs est souvent différée ». En mars la production industrielle a de nouveau légèrement fléchi. Il en est de même pour le niveau des carnets de commandes, en raison tant de la faiblesse de la conjoncture en France qu'à l'étranger que de l'absence de la concurrence internationale, qui contraindrait les fabricants à accorder des délais de règlement et des baisses de prix, « consenties parfois en deçà du seuil de rentabilité ».

● Dans l'immédiat, de nombreux industriels annoncent une réduction de leur production en vue de limiter la progression de leurs stocks, qui se sont encore alourdis. « Les projets d'investissements nouveaux demeurent rares et l'exécution des programmes antérieurs est souvent différée ». En mars la production industrielle a de nouveau légèrement fléchi. Il en est de même pour le niveau des carnets de commandes, en raison tant de la faiblesse de la conjoncture en France qu'à l'étranger que de l'absence de la concurrence internationale, qui contraindrait les fabricants à accorder des délais de règlement et des baisses de prix, « consenties parfois en deçà du seuil de rentabilité ».

● Dans l'immédiat, de nombreux industriels annoncent une réduction de leur production en vue de limiter la progression de leurs stocks, qui se sont encore alourdis. « Les projets d'investissements nouveaux demeurent rares et l'exécution des programmes antérieurs est souvent différée ». En mars la production industrielle a de nouveau légèrement fléchi. Il en est de même pour le niveau des carnets de commandes, en raison tant de la faiblesse de la conjoncture en France qu'à l'étranger que de l'absence de la concurrence internationale, qui contraindrait les fabricants à accorder des délais de règlement et des baisses de prix, « consenties parfois en deçà du seuil de rentabilité ».

● Dans l'immédiat, de nombreux industriels annoncent une réduction de leur production en vue de limiter la progression de leurs stocks, qui se sont encore alourdis. « Les projets d'investissements nouveaux demeurent rares et l'exécution des programmes antérieurs est souvent différée ». En mars la production industrielle a de nouveau légèrement fléchi. Il en est de même pour le niveau des carnets de commandes, en raison tant de la faiblesse de la conjoncture en France qu'à l'étranger que de l'absence de la concurrence internationale, qui contraindrait les fabricants à accorder des délais de règlement et des baisses de prix, « consenties parfois en deçà du seuil de rentabilité ».

● Dans l'immédiat, de nombreux industriels annoncent une réduction de leur production en vue de limiter la progression de leurs stocks, qui se sont encore alourdis. « Les projets d'investissements nouveaux demeurent rares et l'exécution des programmes antérieurs est souvent différée ». En mars la production industrielle a de nouveau légèrement fléchi. Il en est de même pour le niveau des carnets de commandes, en raison tant de la faiblesse de la conjoncture en France qu'à l'étranger que de l'absence de la concurrence internationale, qui contraindrait les fabricants à accorder des délais de règlement et des baisses de prix, « consenties parfois en deçà du seuil de rentabilité ».

● Dans l'immédiat, de nombreux industriels annoncent une réduction de leur production en vue de limiter la progression de leurs stocks, qui se sont encore alourdis. « Les projets d'investissements nouveaux demeurent rares et l'exécution des programmes antérieurs est souvent différée ». En mars la production industrielle a de nouveau légèrement fléchi. Il en est de même pour le niveau des carnets de commandes, en raison



ATIONS

conjointement  
ation

conjointement  
ation

conjointement  
ation

conjointement  
ation

conjointement  
ation

conjointement  
ation

conjointement  
ation

conjointement  
ation

conjointement  
ation

conjointement  
ation

conjointement  
ation

conjointement  
ation

conjointement  
ation

conjointement  
ation

conjointement  
ation

conjointement  
ation

conjointement  
ation

conjointement  
ation

conjointement  
ation

conjointement  
ation

conjointement  
ation

conjointement  
ation

conjointement  
ation

conjointement  
ation

conjointement  
ation

conjointement  
ation

conjointement  
ation

conjointement  
ation

conjointement  
ation

conjointement  
ation

## CONJONCTURE

SECON M. ACCORD 1975

**Les mesures de relance ne doivent concerner seulement l'investissement**

Le conseil d'administration de la Banque de France a adopté, lors de sa dernière réunion, les comptes de l'exercice 1974, qui font ressortir un bénéfice de 11.852.332 francs.

Ce bénéfice est déterminé après 22.243.507 francs d'amortissements, 18.797.916 francs de provisions diverses et après déduction des provisions destinées à couvrir l'impôt sur les sociétés ainsi que la réserve de participation du personnel aux fruits de l'expansion de l'entreprise pour l'exercice 1974.

Les résultats de l'exercice 1974 ont été marqués :

- D'une part, par l'impossibilité pour la société de répartir les hausses subies lors de la livraison
- D'autre part, par la réduction du niveau de la conjoncture étrangère, tant en France que dans les grands pays industrialisés, au cours du deuxième semestre, ce qui a réduit le volume des expéditions, entraînant la constitution d'un stock de produits au-dessus de la normale et dont le financement a pesé sur la situation de trésorerie de la société et aggravé ses charges financières.

Ainsi que par le règlement d'une somme de 4.097.890 francs au titre de la contribution exceptionnelle à la charge des sociétés.

Le conseil proposera à l'assemblée, convoquée pour le 19 avril 1975, de réviser le dividende par action à 12 francs, qui, compte tenu de l'impôt déjà payé au titre (avoir fiscal), correspond à un revenu global de 18 francs, égal à celui de l'exercice précédent.

Par ailleurs, usant de l'autorisation qui lui a été conférée par l'assemblée du 20 juin 1973, le conseil a décidé l'émission prochaine d'un emprunt représenté par des obligations convertibles à tout moment en actions.

Cette émission, conjuguée avec les ressources fournies par l'auto-financement et les emprunts à long terme obtenus auprès d'organismes spécialisés, permettra, après financement des investissements de l'exercice en cours, de mettre le fonds de roulement en harmonie avec le niveau du chiffre d'affaires.

## LA VIE ÉCONOMIQUE

### A L'ÉTRANGER

#### Au Japon

#### Léger desserrement de la politique du crédit

De notre correspondant

Tokyo. — Le Banque du Japon a abaissé son taux de l'escompte d'un demi-point à partir du mercredi 16 avril, ramenant celui-ci de 9 % à 8,5 %. La mesure qui vient d'être prise est le signal d'un renversement de tendance : les taux d'intérêt n'avaient pratiquement pas cessé d'augmenter depuis trois ans. Le taux des crédits bancaires devrait maintenant commencer à baisser, quoique lentement et faiblement.

Il y a plusieurs mois que les milieux d'affaires, entre autres mesures de relance, réclamaient l'abaissement du taux de l'escompte. La baisse intervenue, qui stimule un peu le financement de nouveaux investissements, est cependant jugée insuffisante. On aurait souhaité au moins une baisse d'un point. Les charges d'intérêt pèsent lourdement sur les entreprises, qui doivent faire face à la récession.

Le vice-premier ministre, M. Fukuda, coordinateur des ministères économiques dans le cabinet Miki, prédisait, lundi 14 avril, devant le Club de la presse étrangère, une reprise de l'activité économique à partir de cet été. L'inflation est jugée et la balance des paiements d'urgence, soulignait-il. Par ailleurs, divers rapports autorisés montrent que dans l'ensemble la récession a atteint au Japon son point le plus bas.

Cependant, le gouvernement et la Banque du Japon continuent de montrer une extrême prudence vis-à-vis de la relance. La Ban-

que, en annonçant l'abaissement du taux de l'escompte, a insisté sur le caractère limité du desserrement intervenu. Il ne signifie nullement, selon les pouvoirs publics, un relâchement général de la politique monétaire très stricte suivie ces derniers mois.

ROBERT GUILLAIN.

#### Aux États-Unis

#### LA FORTE DIMINUTION DES STOCKS LAISSE PRÉSAGER UNE REPRISE

Washington (A.F.P. Agé). — Le produit national brut des États-Unis a diminué à un rythme annuel de 10,4 % durant le premier trimestre de 1975, ce qui constitue la plus forte baisse en valeur réelle — enregistrée depuis la publication en 1947 des statistiques trimestrielles. En dollars constants, le P.N.B. a également reculé de 3,2 %, ce qui représente la première diminution depuis le quatrième trimestre de 1969 et la plus forte depuis le premier trimestre de 1968. Le P.N.B. s'est situé en termes réels (base 1958) à 782 milliards de dollars, en dessous de son niveau de 1972 (822 milliards), en prix courants, il s'est élevé à 1.419 milliards.

Ces chiffres reflètent la profondeur de la récession américaine, qui se prolonge depuis quinze mois et dépasse en durée et en ampleur les crises de 1933-1934 et de 1959-1960. Elle a comme conséquence un ralentissement de l'inflation, qui, sur la base du P.N.B., est revenue au taux annuel de 8 % au cours des trois premiers mois de 1975, contre 14,4 % pour le dernier trimestre de 1974. Il s'agit du niveau le plus bas enregistré depuis le deuxième trimestre de 1973.

Le bilan du premier trimestre, conforme aux prévisions, contient, d'après les responsables américains, des éléments favorables. La forte diminution du P.N.B. reflète, pour une bonne part, une importante contraction des stocks, qui ont diminué de 18 milliards de dollars au cours du premier trimestre, alors qu'ils avaient augmenté de la même somme le trimestre précédent (— 11 milliards en termes réels, contre + 10 milliards). Cette contraction a renforcé, selon le secrétaire adjoint au commerce, M. James Pate, les perspectives de croissance de la production en termes réels, qui pourraient intervenir au cours du troisième trimestre de l'année.

#### LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschmarks	Francs suisses
12 heures .....	5 5/8	6 1/2	3 1/4
3 mois .....	5 5/8	7 1/8	4 1/2
6 mois .....	7 1/2	8	5 1/2

## ÉNERGIE

#### Après l'échec des Dix

#### UN PAS IMPORTANT A ÉTÉ FAIT SUR LA VOIE DU DIALOGUE

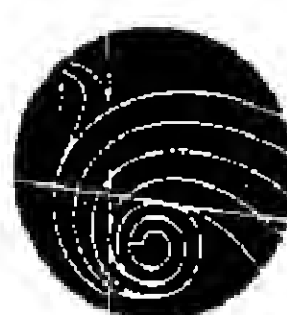
déclare M. Jean Sauvagnargues

M. Jean Sauvagnargues, ministre des affaires étrangères, a déclaré devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, réunie le jeudi 17 avril, que, si le gouvernement français « regrette que l'on n'ait pas pu obtenir à Haye l'ordre du jour de la conférence qu'il avait proposé, il n'en pense pas moins qu'un pas important a été fait vers l'établissement d'une structure de dialogue entre pays industrialisés et pays en voie de développement, dialogue qui paraît plus que jamais nécessaire et urgent ».

La réunion préparatoire « n'a pas débattu sur des questions de procédure, et les échanges de vues très approfondis qui ont eu lieu ont permis de mieux cerner les difficultés », a estimé M. Sauvagnargues.

Aux députés qui l'interrogeaient sur les responsabilités encourues par les uns et les autres dans les résultats de cette réunion, le ministre a répondu que ce n'était pas le moment d'établir des responsabilités tant qu'on « voulait maintenir la possibilité du dialogue » et que, précisément, personne « n'en avait abandonné l'idée ».

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



### Compagnie Nationale AIR FRANCE

**EMPRUNT 10,50 % AVRIL 1975 DE F 270.000.000**

garanti par l'État

#### Emission de 270 000 obligations de 1 000 F nominal

Jonissance : 14 avril 1975.  
Intérêt annuel : 105 F par obligation.  
Durée : 15 ans.  
Amortissement : En 8 ans à partir du 14 avril 1982.  
Prix d'émission : 1.000 F par obligation.  
Taux de rendement : 10,50 %.

Visa OOB n° 75-49 du 2 avril 1975. S.A.L.O. du 14 avril 1975.

### COMPAGNIE EUROPÉENNE D'ACCUMULATEURS

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1975, a approuvé les comptes de l'exercice 1974.

Malgré une légère réduction d'activité en volume ayant pour corrélatif le fléchissement de l'industrie automobile à la suite de la crise du pétrole, le chiffre d'affaires de l'exercice, 619 millions de francs hors taxes, est du fait de la hausse considérable des prix des matières premières, en augmentation de 24 % par rapport à la somme, en 1973, des chiffres d'affaires des deux sociétés fusionnées. Déduction faite de ce prélevement (4.131.363 F), l'exercice se solde par un bénéfice net de 30.251.464 F.

Le conseil a décidé de convoquer pour le 19 juin 1975, à 10 heures, l'assemblée à laquelle il sera proposé de répartir un dividende égal à celui de l'exercice précédent soit, net, 22 F. Augmenté de l'avoir fiscal (11 F), le revenu global est de 33 F par action.

#### PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Tribunal Correctionnel de GRASSE. Par jugement du 11 février 1975, POIRY Martial, gérant de la Société à CANNES, a été condamné à six mois d'emprisonnement avec sursis, 5.000 F d'amende pour fautes fiscales ainsi qu'à des pénalités fiscales.

#### PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Tribunal Correctionnel de GRASSE. Par jugement du 11 février 1975, TRIVIERO Camille, entrepreneur constructeur à Cannes a été condamné à un an d'emprisonnement avec sursis, 10.000 F d'amende pour fautes fiscales et cinq ans d'interdiction commerciale et industrielle.

#### POCLAIN

Le conseil d'administration a arrêté, lors de sa dernière réunion, les comptes de l'exercice 1974, qui font ressortir un bénéfice de 11.852.332 francs.

Ce bénéfice est déterminé après 22.243.507 francs d'amortissements, 18.797.916 francs de provisions diverses et après déduction des provisions destinées à couvrir l'impôt sur les sociétés ainsi que la réserve de participation du personnel aux fruits de l'expansion de l'entreprise pour l'exercice 1974.

Les résultats de l'exercice 1974 ont été marqués :

- D'une part, par l'impossibilité pour la société de répartir les hausses subies lors de la livraison
- D'autre part, par la réduction du niveau de la conjoncture étrangère, tant en France que dans les grands pays industrialisés, au cours du deuxième semestre, ce qui a réduit le volume des expéditions, entraînant la constitution d'un stock de produits au-dessus de la normale et dont le financement a pesé sur la situation de trésorerie de la société et aggravé ses charges financières.

Ainsi que par le règlement d'une somme de 4.097.890 francs au titre de la contribution exceptionnelle à la charge des sociétés.

Le conseil proposera à l'assemblée, convoquée pour le 19 avril 1975, de réviser le dividende par action à 12 francs, qui, compte tenu de l'impôt déjà payé au titre (avoir fiscal), correspond à un revenu global de 18 francs, égal à celui de l'exercice précédent.

Par ailleurs, usant de l'autorisation qui lui a été conférée par l'assemblée du 20 juin 1973, le conseil a décidé l'émission prochaine d'un emprunt représenté par des obligations convertibles à tout moment en actions.

Cette émission, conjuguée avec les ressources fournies par l'auto-financement et les emprunts à long terme obtenus auprès d'organismes spécialisés, permettra, après financement des investissements de l'exercice en cours, de mettre le fonds de roulement en harmonie avec le niveau du chiffre d'affaires.

#### CERABATI

Le conseil d'administration s'est réuni le 16 avril 1975, sous la présidence de Mme de Vogüé, pour examiner les comptes de l'exercice 1974.

Le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 183.677.708 F, en accroissement de 31 %. Le résultat brut de l'exercice après impôts, amortissements et provisions, a atteint 39.700.200 F contre 26.430.065 F (50 %). Les amortissements de l'exercice sont de 17.950.358 F contre 15.489.093 F (+ 15,8 %). Après amortissements, toutes provisions jugées utiles, participation du personnel provisionnée pour 1.300.000 F et impôts, le résultat net de l'exercice 1974 ressort à 5.147.091 F contre 3.309.601 F (+ 53,5 %).

Compte tenu de ce résultat, le conseil proposera à l'assemblée ordinaire annuelle, convoquée pour le 19 juin 1975, de porter le dividende net à 8,50 F contre 8,00 F l'an passé. Sous réserve de l'approbation de l'assemblée, le montant total net distribué s'élèvera à 2.833.308 F et le report à nouveau à 2.640.282 F.

Le conseil d'administration a pris connaissance de l'activité de la société depuis le début de l'année 1975. La société est touchée par la conjoncture très défavorable qui affecte particulièrement le bâtiment. Le ralentissement des ventes qui a débuté au quatrième trimestre 1974 s'est amplifié depuis le début de 1975. Cela a conduit la société à des réductions d'horaires variables suivant les usines. L'année en cours sera pour la société, comme pour toute industrie de ce secteur d'activité, une année difficile.

#### SIMNOR

Les loyers perçus sont passés de 14.500.000 F pour 1973 à 16.600.000 F pour 1974, soit + 15 % de plus-value résultant de la bonne occupation des immeubles à usage d'habitation : 95 % à fin décembre 1974.

L'occupation des bureaux plus lente que prévue devrait accroître les 1975.

Bénéfice de l'exercice : 12.336.000 F, dont 1.968.000 F de plus-value résultant de ventes d'appartements à Tourcoing, contre 10.004.000 F en 1973. Les ventes ont été réalisées à un prix double de celui inscrit au bilan.

Dividende proposé à l'assemblée générale du 24 juin : 8,50 F dont 1,93 F net d'impôt sur le revenu.

### N.V. KONINKLIJKE NEDERLANDSCHE PETROLEUM MAATSCHAPPIJ

(Royal Dutch)

Établie à La Haye/Pays-Bas

#### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

à tenir le 15 mai 1975, à 11.00. h., au Nederlands Congresgebouw, 10 Churchillplein, à La Haye, Pays-Bas.

#### ORDRE DU JOUR:

1. Rapport Annuel pour 1974.
2. Approbation du Bilan et du Compte Pertes et Profits pour l'exercice 1974 et des notes s'y rapportant et fixation du dividende pour 1974.
3. Nomination d'un Administrateur pour cause d'expiration de mandat.

Le présent ordre du jour et les pièces s'y rapportant pourront être consultés et seront mis gratuitement à la disposition des actionnaires aux bureaux de la Société, 30 Canal van Bylandtlaan, à La Haye, et auprès de l'administration centrale des banques mentionnées ci-après. La présentation pour la nomination visée sous 3 peut être consultée par les actionnaires aux bureaux de la Société.

A. Les détenteurs de certificats d'action au porteur pourront assister, en personne ou par mandataire, à l'assemblée, y prendre la parole et y exercer leur droit de vote, si leurs certificats d'action ou bien l'attestation constatant que ces certificats d'action se trouvent en dépôt libre chez De Nederlandsche Bank N.V., ont été déposés contre quittance, le 9 mai 1975 au plus tard, auprès d'une des banques suivantes:

Aux Pays-Bas  
Algemeene Bank Nederland N.V.; Amsterdam-Rotterdam Bank N.V.; Bank Mees & Hope N.V.; Banque de Paris et des Pays-Bas N.V.; Kas-Associatie N.V.; Pierson, Holding & Pierson; Van der Hoop, Offers & Zoon N.V.

En Allemagne  
Deutsche Bank AG, Frankfurt-sur-le-Main, Düsseldorf, Hambourg ou Munich; Berliner Disconto Bank AG, Berlin; Bank für Handel und Industrie AG, Berlin; Dresdner Bank AG, Frankfurt-sur-le-Main, Düsseldorf, Hambourg, Munich ou Sarrebruck; Saarländische Kreditbank AG, Sarrebruck.

En Angleterre  
N. M. Rothschild & Sons Limited, Londres.

En Autriche  
Creditanstalt Bankverein, Vienne; Österreichische Länderbank AG, Vienne; Schoeller & Co., Vienne.

En Belgique  
Société Générale de Banque S.A., Bruxelles; Crédit Lyonnais, Bruxelles; Kredietbank N.V., Bruxelles.

Aux États-Unis d'Amérique  
The Chase Manhattan Bank, N.A., New York.

En France  
Lazard Frères & Cie, Paris.

Au Luxembourg  
Banque Internationale à Luxembourg S.A., Luxembourg.

En Suisse  
Crédit Suisse, Zurich; Société de Banque Suisse, Bâle; Union des Banques Suisses, Zurich; Banque Leu S.A., Zurich; Pictet & Cie, Genève.

B. Les titulaires d'actions nominatives enregistrées dans un des registres pourront assister, en personne ou par mandataire, à l'assemblée et y exercer les droits mentionnés ci-dessus, s'ils avisent par écrit la Société de leur intention à cet effet, le 9 mai 1975 au plus tard:

par rapport aux actions immatriculées à La Haye:  
à l'adresse de la Société;  
par rapport aux actions immatriculées à Amsterdam:  
à l'adresse de la Algemeene Bank Nederland N.V. à Amsterdam;  
par rapport aux actions immatriculées à New York:  
à l'adresse de The Chase Manhattan Bank, N.A. à New York.

La Haye, le 18 avril 1975

Le Conseil d'Administration



### GRUPPO MONTEDISON

## STANDA

S.p.A. - Sede in Milano - Via Calabritto IV, 6  
Capitale sociale L. 18.450.000.000 I.V. - Iscritta presso  
il Tribunale di Milano - Registro Società n. 30534

#### CONVOCAZIONE D'ASSEMBLEE

Les actionnaires de la Société sont convoqués en Assemblée lundi 21 Avril 1975 à 4 h. p.m. en première convocation et lundi 28 Avril 1975 à la même heure en seconde convocation à Milan - Foro Buonaparte n. 31, pour délibérer sur le suivant

#### ORDRE DU JOUR

- Rapport des Administrateurs et des Commissaires aux Comptes.
- Bilan au 31 Décembre 1974 et délibérations relatives.
- Election des Administrateurs: détermination du nombre et de la durée en charge.
- Adaptation de l'émolument appartenant aux Commissaires aux Comptes.

Pour participer à l'Assemblée les Actionnaires doivent déposer les actions au moins cinq jours avant de celui fixé pour la réunion, auprès du Siège Social ou près les Instituts suivants: Banca Nazio-

nale del Lavoro, Banco di Napoli, Banco di Sicilia, Istituto Bancario S. Paolo di Torino, Monte dei Paschi di Siena, Banca Commerciale Italiana, Banco di Roma, Credito Italiano, Cassa di Risparmio della P.L., Credito Lombardo, Banco Ambrosiano, Credito Commerciale, Credito Varesino, Banca Popolare di Novara, Banca Popolare di Milano, Banco Lariano, Banca Nazionale dell'Agricoltura, Banca Popolare di Sondrio, Cassa di Risparmio di Genova e Imperia, Cassa di Risparmio di Roma, Banca Subalpina, Credito Artigiano, Banco d'Imperia, Banca Cattolica del Veneto, Banca Provinciale Lombarda, Banca Popolare di Bergamo, Banca Commercio e Industria, Creditwest, Banca C. Steinhilber & C., Banca Popolare di Lucca, Banca di Legnano, Banca Agricola Milanese, Cassa di Risparmio di Trieste, Banca Generale di Credito, Banca del Monte, Banca Sella, Istituto Bancario Italiano.

Le Conseil d'Administration

مكتبة الامم المتحدة



صحة من الأصل

# LA VIE ÉCONOMIQUE

## Le médicament malade du profit...

### IV. — AU PETIT BONHEUR DES MULTINATIONALES

par PIERRE-MARIE DOUTRELANT

Les nouveaux médicaments coûtent trop cher, sans toujours présenter pour autant un intérêt thérapeutique. Frustrés de consacrer assez de temps à leurs patients, beaucoup de médecins prescrivent trop. Pourtant la plupart d'entre eux sont plutôt mal informés sur les produits pharmaceutiques (« Le Monde », des 16, 17 et 18 avril).

Un lobby les fabricants de médicaments ? Le mot vient tout seul sous la plume d'un journaliste, par exemple, les moyens du Syndicat de l'industrie pharmaceutique. Son budget annuel dépasse les 15 millions de francs, dont près de 1,5 officiellement consacré à la « défense professionnelle », 15 millions ? Diable ! La construction automobile, dont le chiffre d'affaires est quadruple de celui de l'industrie pharmaceutique, a un budget syndical moitié moindre.

Cependant, le fond du problème est ailleurs. Il est dans la réputation, largement illustrée dans les articles précédents, qu'éprouve la puissance publique à se donner les moyens d'un strict contrôle à la fois du prix des mé-

dicaments, de leur efficacité et de la publicité qu'on leur fait. Pareille défiance s'explique-t-elle uniquement par de la légèreté ? Ce serait trop vite dit. Selon la phrase d'un haut fonctionnaire de la Sécurité sociale, « quand l'Etat veut contrôler un secteur il sait s'en donner les moyens ».

Alors quelle explication avancer ? Il semble bien qu'un compromis tacite régit depuis une dizaine d'années les relations de la puissance publique et des fabricants de médicaments. A gros traits, les termes paraissent en être les suivants : l'Etat entend favoriser la constitution d'une puissante industrie française et privée. Il lui accorde le droit à une bonne rentabilité, compte tenu de ses charges spécifiques, ce qui implique qu'il s'en tienne à un contrôle léger des prix et de l'intérêt thérapeutique des médicaments. En contrepartie, l'industrie pharmaceutique s'engage à faire beaucoup de recherche ; elle paie pour un médicament discret l'insuffisance des concours publics à la recherche médicale et à la formation post-universitaire du praticien.

#### « Il manque un Michel Jobert »

On prouverait aisément l'existence d'un compromis par la collation id de propos officiels, là d'extraits de rapports. Mieux vaut juger son intérêt. N'y a-t-il pas eu marché de dupes ? Qui a tiré le meilleur parti de ce donnant-donnant ?

Constituer une puissante industrie française, disait-on. Si l'on s'en tient aux chiffres, le constat est accablant : depuis la prise de contrôle de Roussel-Uclaf, hier premier groupe pharmaceutique du pays, par la société allemande Hoechst, la pénétration étrangère sur le marché intérieur tend vers les 60 % du chiffre d'affaires de la branche. Aucune société française ne figure parmi les trente premiers groupes internationaux. Rhône-Poulenc, trente-deuxième, qui détenait 9 % du marché mondial en 1969, est tombé à 5 %. Neuf des vingt plus gros vendeurs sur le marché national sont étrangers. « La santé des Français, au plan thérapeutique, dépend en 1980 des volontés exprimées en Allemagne et aux Etats-Unis. Il manque au monde des médicaments », dit Michel Jobert, « titulaire Guy Pedibon, P.-D. G. d'un laboratoire français de taille moyenne.

Le compromis entre l'Etat et l'industrie pharmaceutique n'a donc pas empêché la percée des sociétés multinationales, aussi maîtresses du marché français

que de l'espace britannique ou espagnol. La chose s'explique fort bien compte tenu de notre législation pharmaceutique. Qui peut plus facilement survaluer le prix des médicaments entrant dans des médicaments, opération de laquelle, on l'a dit, l'industrie tire le meilleur de ses bénéfices ? Qui peut gagner d'avance dans une compétition industrielle où la prime va aux sociétés aptes à sortir beaucoup de « nouveaux » produits, vite, avec de gros moyens publicitaires ? Qui résiste le mieux aux velléités de contrôle de la puissance publique ? Un des membres de la commission Coudurier, l'instance qui fixe le prix des médicaments et leur taux de remboursement par la Sécurité sociale, raconte : « De plus en plus les multinationales arrivent les prix de leurs nouvelles spécialités pour l'Europe entière : si nous refusons le prix annoncé, elles laissent entendre qu'elles pourraient bien priver la France du médicament. La commission se tourne vers les grands patrons de médecine et leur demande : le médicament est-il indispensable ? S'ils répondent que oui, il nous faut accepter le prix des sociétés avec, au mieux, quelques pour cent en moins. »

La poussée des multinationales n'explique cependant pas l'éparpillement de la pharmacie française dont le gros de la troupe

est encore constituée de petites et moyennes laboratoires. Ceux-ci, à vrai dire, ne portent pas mal du tout. Pour prouver la santé pléthorique de la majorité des sociétés, les bilans suffisent, qui témoignent d'une marge bénéficiaire moyenne après impôt (par rapport au chiffre d'affaires) oscillant entre 1,83 % et 2,96 % depuis 1960. Alors pourquoi la disparition de quarante-trois entreprises (1) en dix ans ? D'où provient l'insécurité générale à former une solide industrie ?

D'abord la plupart des pharmaciens ont vendu leur affaire non parce qu'elle était malade mais par incapacité à suivre le rythme d'innovation imposé par les grands groupes. Il faut sept, huit ans pour préparer un produit. Son lancement peut coûter jusqu'à 1 milliard ancien et la concurrence peut le fuir en moins de temps qu'il n'en a fallu pour le créer. Ensuite, plutôt que de fusionner entre eux ou de rejoindre un grand groupe, pétrolier ou chimique, beaucoup de laboratoires ont succombé aux charmes des sirènes allemandes et américaines, à leurs appâts financiers.

Des pharmaciens ont fait de fort « beaux coups » en passant

dans le camp de l'étranger. « Si un P.-D. G. ne croit plus dans l'avenir de son labo, il se prépare à la vente », raconte M. Pedibon. « Il fait du chiffre. Il lance nouvelle présentation pharmaceutique sur nouvelle présentation. Il fait « mousser » son fonds. Comme il y a en permanence des étrangers acheteurs à l'importe quel prix, il réussit à très bien le vendre. » Le procédé a toujours cours car les laboratoires américains, soumis à un contrôle draconien des médicaments dans leur pays, cherchent ailleurs des possibilités d'expansion. « Si vous connaissez un bon « labo » à vendre, un conseil ! Embrassez-vous de servir d'intermédiaire, votre fortune est faite », ironise M. Pedibon.

Tout P.-D. G. moyen dit avoir en permanence quatre ou cinq propositions d'achat sous le coude. S'il n'y cède pas, c'est donc que les affaires, ses affaires, ne vont pas si mal. Mieux en tout cas que la recherche pharmaceutique qu'on fait dans ces laboratoires, recherche pour laquelle tout acheteur du médicament verse 7 à 8 % en moyenne du prix de gros de ceux-ci. Dans l'encadré ci-dessous, on verra à quels résultats peu encourageants aboutit au moins pour l'instant la recherche privée française.

#### Une situation insupportable

Aussi, à l'heure du bilan, c'est bien la communauté nationale qui est la grande perdante du compromis passé entre l'Etat et les sociétés pharmaceutiques. Face à une petite centaine de moyennes sociétés dotées, dansant une valse-hésitation entre l'indépendance et l'affiliation à un groupe étranger, se constitue une solide industrie. Parce qu'en conséquence notre pharmacie « fêfle le camp ». Parce que déjà les deux tiers des médicaments, alors qu'ils sont destinés à des spécialistes, ne sont entièrement français. Parce que les prix moyens des médicaments d'origine étrangère vendus en France dépassent de 25 à 45 % ceux des spécialités françaises. Parce qu'enfin on va vite se retrouver dans une situation où la Sécurité sociale, devant l'infatigable de ses dépenses, devra traiter avec des géants pharmaceutiques si tentaculaires et aux centres de contrôle si instables qu'il leur sera demandé par quel bout elle les aborde.

Réformer le compromis ou le rejeter en bloc ? La puissance publique sera bientôt obligée de faire un choix, tant la situation présente, avec son trafic sur les prix, son contrôle insuffisant des médicaments, son gâchis publicitaire, sa mauvaise information médicale, sa dégradation de la médecine généraliste, est insupportable.

A court terme, on peut renforcer les moyens du contrôle de l'Etat : par exemple — on en est là — donner des timbres-poste ou des courriers au secrétariat de la commission Coudurier pour qu'il puisse faire achever les dossiers des nouveaux médicaments aux membres de celle-ci, lesquels aujourd'hui doivent les emporter sous le bras. Allons plus loin dans le mouvement et la réforme, on peut, par des protocoles impératifs, contraindre les patrons de médecine à expérimenter, à tester, les nouvelles spécialités. On peut éliminer par étapes des listes de remboursement tous les remboursements, à l'exception de ceux des autres spécialités à l'efficacité douteuse. On au moins faire que leurs prix tendent à rejoindre le niveau des autres spécialités, que maintenant on renforce plutôt leurs vertus psychologiques par la hausse de leurs prix. La Sécurité sociale devrait faire un choix : soit elle se contente de payer ce qu'elle a payé, soit elle se refuse à cautionner pareille attitude.

A se borner à ces réformes, on ne change rien de fondamental que le vermillon des choses. Aller plus loin suppose qu'on détruise le mécanisme même du gâchis pharmaceutique actuel, cette horlogerie à quatre mouvements synchrones que l'on résumera ainsi : les industriels réduits par le phénomène de la sécurité sociale à se concurrencer par des innovations bâties, fausses, et par des promesses sur les prix de fabrication ; une grande médecine d'université s'accordant trop souvent avec la haute administration pour couvrir au nom de l'intérêt national les excès d'une concurrence effrénée ; une médecine généraliste qui pratique la fuite en avant par la prescription massive de médicaments ; une population soumise au « stress » qui allège son mal-être par les sédatives et grandes drogues de l'oubli.

#### Un office national

La première vraie réforme consisterait sans doute à créer en France une institution aux pouvoirs suffisants pour pouvoir briser quelques-uns des maillons de cet enchevêtrement perrichon et regroupant par exemple sous son autorité les tâches de contrôle

ment par l'office. Ce système aurait un avantage indéniable : « la concurrence par les pseudo-innovations étant devenue impossible (...) les laboratoires ne seraient mieux faits que de consacrer la richesse de leur imagination à la recherche des procédés et des techniques de fabrication les moins coûteux ».

Comme deuxième réforme, l'Etat pourrait passer une convention serrée avec les laboratoires français. Le protocole aurait son volet « recherches » : la puissance publique participerait au financement des travaux menés sur des objectifs précis, dans des domaines où la recherche est si aléatoire que les sociétés privées répugneront toujours à l'engager. Il aurait un volet industriel : peut-on laisser la pharmacie

française dans l'état de dispersion et d'insuffisance dénoncé ? S'il est vrai que la taille n'est pas tout et qu'une moyenne société gaillardement menée peut faire de la bonne recherche, l'omniprésence des multinationales dans ce secteur paraît rendre nécessaire la constitution en contrepois de deux ou trois entreprises françaises de grande taille. Une autre idée non dénuée de bon sens consisterait à créer une sorte de Renault pharmaceutique à partir des filiales Labaz et Castaigne de la société nationale des pétroles d'Aquitaine.

Troisième réforme : éduquer le consommateur. On peut regretter l'auto-médication ; elle existe et approche les 25 % de la masse des médicaments consommés. Il faudra bien en venir à enseigner à l'école entre Marnigan et la reproduction des protocoles le bon usage des médicaments et la méfiance à leur égard.

#### A La Villeneuve de Grenoble

Enfin, rêvons d'une autre médecine, d'une autre politique de la santé. Avec moins de médicaments, plus d'hygiène, moins d'hypertensions, plus de prévention, moins de pépares et de travail à la chaîne. « Une démedicalisation du mal-être », selon le mot de Karsenty et Dupuy. Un rêve qui commence à prendre forme à La Villeneuve de Grenoble, sous les stéthoscopes d'une équipe de médecins et de leur directeur élu, le docteur Uhry. « Ici, raconte le docteur Uhry, on a fait un centre de santé, tout est bien organisé, on a le tiers payant, on est vu à fond. » La consultation dure au moins vingt-cinq minutes et permet de « mieux comprendre la demande du malade, qui n'est pas toujours une demande de médicaments, et surtout d'approfondir l'environnement social de la maladie ». Avec le dossier du patient, le médecin a toujours sous les yeux les dossiers des autres membres de sa famille. Il est même arrivé une fois que l'équipe du centre interpelle la direction d'une entreprise grenobloise, car elle avait reçu plusieurs personnes victimes de toute évidence de conditions de travail « abusives ».

On tend donc à voir vers une certaine démedicalisation. Les murs du hall d'entrée sont tapissés

de conseils sur les maladies bénignes. Les jeunes filles de l'accueil souvent rassurent elles-mêmes une mère dont l'enfant fait un peu de température. Pour quel expliquer vingt fois de suite comment nourrir, soigner un nouveau-né ? De là l'idée de tenir des « mini-consultes », qui rassemblent chaque semaine autour d'un pédiatre une dizaine de mères et leurs enfants.

Beaucoup moins de médicaments à La Villeneuve de Grenoble ? Peut-être pas. Mais une médecine libérée de la pendule, libre d'esprit devant les laboratoires : les visiteurs médicaux des sociétés sont reçus tous ensemble pendant une heure par tous les médecins disponibles, avec la participation du pharmacien de la ville. Une médecine qui fait de la place à la prévention : l'équipe réalise un film sur l'autodépistage des tumeurs du sein, qui sera diffusé sur le réseau de télévision par câbles de La Villeneuve de Grenoble. Bref, une médecine ouverte à une autre politique de la santé.

PIN

- (1) Nous ne prenons en compte ici que les entreprises industrielles et non les tout petits laboratoires annexés à une officine.  
(2) Le Seuil, Sociologie.

## La recherche : insuffisante coûteuse et difficile

Les industriels français de la pharmacie font-ils de la recherche sérieuse ? Les réponses divergent, et il est bien difficile de se faire une opinion précise. On connaît cependant un certain nombre de faits et de chiffres, que chacun interprète à sa façon : l'industrie pharmaceutique française était, en 1970, au troisième rang, en valeur relative, pour ses dépenses de recherche, après l'aérospatiale (28,3 %) et l'électronique (11,8 %), avec un pourcentage de chiffre d'affaires de 8 % (contre 3,1 % pour l'ensemble de l'industrie).

Selon le président du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP), M. Maillard, on peut admettre que deux cent cinquante laboratoires sur quatre cents environ font de la recherche à des degrés divers.

Il faut reconnaître avec le professeur Lechat qu'à l'heure actuelle il est nécessaire de consentir de lourds investissements pour « sortir » un médicament réellement nouveau. Bien souvent, les médicaments nouveaux ne comportent pas des molécules originales, mais sont des associations nouvelles de molécules connues ou de dérivés de ces molécules. « Les chimistes, dit le professeur Lechat, sont capables de vous fabriquer des dizaines de milliers de nouvelles molécules chaque année, mais ce n'est pas pour cela que l'on trouve un médicament. »

Au mieux, on peut admettre que sept ou huit molécules par an sont retenues dans le monde pour engendrer de nouvelles familles de médicaments. L'exemple des antibiotiques est, à cet égard, significatif : cinq mille molécules environ sont essayées pour que puisse être fabriqué industriellement un médicament qui soit à la fois efficace et compétitif sur le marché.

Depuis plus de deux ans, aucun antibiotique nouveau n'a été découvert, malgré la menace que représente la résistance des bactéries aux antibiotiques existants. Toujours selon le professeur Lechat, la découverte proprement dite ne dépend pas uniquement du budget d'un laboratoire. Mais c'est le développement des recherches et l'exploitation de la découverte qui coûte cher et nécessite une infrastructure lourde : « La découverte fondamentale peut très bien ne rien coûter du tout, mais il faut énormément d'argent pour développer une découverte et l'amener à la réalisation pratique. »

La recherche pharmaceutique peut se subdiviser en trois parties : la recherche fondamentale (que n'entreprendent que très peu de laboratoires de grande taille) ; la recherche appliquée (analyses, propriétés, stabilité et étude toxicologique, pharmacodynamique et expertise clinique) ; la recherche de développement, qui a pour but d'amener le produit au stade de l'exploitation industrielle ou d'améliorer des produits ou procédés déjà existants.

Les laboratoires sont, pour la plupart, extrêmement discrets sur la part respective qu'ils consacrent dans les 8 % de leur chiffre d'affaires — à ces trois sortes de recherches, et il n'est pas rare d'apprendre qu'ils s'intéressent essentiellement à la dernière.

Il convient toutefois d'ajouter, pour être justes, que le SNIP qui groupe l'ensemble des laboratoires, a créé une fondation de recherche, qui octroie des bourses et des crédits (pour une valeur de plus de 2 millions de francs cette année) à une recherche fondamentale qui n'est ni faite ni décidée par les laboratoires. — M.-A. R.

## LA TUNISIE. SES PLAGES. SES MOSQUES. SES OASIS.

Laissez-vous tenter : Jet Tours vous emmène en Tunisie et s'occupe de tout. Vous n'aurez plus qu'une seule chose à faire : profiter de vos vacances. Si vous avez envie de vous reposer au soleil, 19 hôtels vous accueilleront au bord de la mer. Si vous préférez les grandes balades, Jet Tours mettra une voiture à votre disposition, vous serez seul maître à bord. Et si vous avez une âme de nomade, des excursions et un circuit sont prévus à travers les oasis, les déserts, les villes enfouies dans les montagnes. Et si vraiment vous ne savez plus que choisir, demandez à votre Agent de voyages, il vous offrira la brochure Jet Tours « Vacances 1975 » en Tunisie. Voici une sélection de séjours ou circuits en pension complète en Tunisie au départ de Paris :

BORDJ CEDRIA	8 jours	1050 F
BORDJ CEDRIA	seul-ent 3 jours	900 F
HAMMAMET	8 jours	1150 F
HAMMAMET	seul-ent 3 jours	950 F
DJERBA	8 jours	1290 F
EN ROUE LIBRE	8 jours retour sans chauffeur	950 F
« OASIS EN MOSQUES »	circuit 8 jours	1600 F

\* Semaine supplémentaire à partir de 364 F. Possibilité de départ de 9 villes de province.

**Jet tours**  
AIR FRANCE  
En collaboration avec l'Office National du Tourisme Tunisien.



COURS DU DOLLAR A TOKYO		
	17/4	18/4
dollar (en yens) ...	291 60	291 90

[illegible]

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la carte complète dans nos prochaines éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les données. Nous nous en excusons et nous nous engageons à les corriger dès que nous en aurons connaissance.

**TERME** La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger après la clôture la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des données avant la fin de l'heure officielle.

[illegible][illegible]

هكذا من الله أهل



## UN JOUR DANS LE MONDE

2. AFRIQUE
  - TCHAD : les militaires asso- cient au pouvoir de nom- breuses personnalités de l'an- cien régime.
2. PROCHE-ORIENT
  - Un gouvernement de salut public pourrait être constitué au Liban.
- 2.4. APRES LA CHUTE DE PHNOM-PENH
  - M. Kissinger critique l'atti- tude des Soviétiques, des Chinois et des alliés des Etats-Unis.
- 5.7. EUROPE
  - FINLANDE : le président Kekkonen blâme ses ministres.
  - GRECE : le séjour de M. Car- monaïs à Paris.
8. ANNIVERSAIRE
  - Boudaïev, vingt ans après, par J. Lecoq.
- 9.2.13. POLITIQUE
  - Les travaux parlementaires.
  - Le voyage en U.R.S.S. d'une délégation du P.S.
13. RELIGION
13. DEFENSE
- 14-15. EDUCATION
  - LIBRES OPINIONS : « Où va l'université ? », par le doyen Benzeck.
15. RELIGION
  - Un cimetière musulman sera construit à Marseilles.
16. SPORTS
16. JUSTICE
  - La Cour nationale de re- traite des ouvriers du bâti- ment : des projets sociaux, des méthodes capitalistes.

### LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

- pages 17 à 28
- Les Cones prennent leurs responsabilités.
  - Amoureux de Dublin.
  - Tourisme et Travail à Ville- franche.
  - Les Ardennes avec la salive aux lèvres.
  - FLAUBERTS DE LA TABLE : Les dîners aux fourneaux.
  - JARDINAGE : fleurs d'eau.
  - SPORTS : trois boules sur le tapis vert.
  - Hippisme, mode, maison, jour...

- 30 à 33. ARTS ET SPECTACLES
  - THEATRE : Lorenzaccio, au Conservatoire.
  - FORMES : le temps d'un mé- tro.
- 38-39. EQUIPEMENT ET REGIONS
  - AMENAGEMENT DU TER- RITOIRE : le prix de l'eau.
- 40 à 44. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE
  - « Le médicament malade du profit... » (IV), par Pierre- Marie Doutriaux.

- ### LIRE EGALEMENT
- RADIO-TELEVISION (38)  
 Annonces classées (38 à 39) :  
 Aujourd'hui (39) ; Carnet (39) ;  
 Journal officiel (39) ; Météo-  
 rologie (39) ; Mots croisés (39) ;  
 Finances (45).

### DECORATION

#### TISSUS D'AMEUBLEMENT IMPRIMES

Toiles de lin, de coton.  
 Satins et chintz imprimés.  
 Motifs de style, floraux,  
 cachemires, géométriques,  
 contemporains, etc.  
 Importations directes de  
 tissus américains, anglais  
 et suédois  
 une multitude de dessins  
 et de coloris originaux.

les prix  
 de 15 à 50 le mètre  
 (tous nos tissus ont en stock)

## RODIN

35, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Europcar, première chaîne  
 européenne de location de  
 voitures : 845.21.25

A B C D F G H

## ANNONÇANT LA CRÉATION D'UN GROUPE DE TRAVAIL

### Mme Simone Veil songe à réviser les modalités de fixation des prix des médicaments

Dans le *Quotidien du médecin* du vendredi 18 avril, Mme Simone Veil, ministre de la santé, annonce la création d'un groupe de travail chargé d'examiner la possibilité de modifier les règles de fixation des prix des produits pharmaceutiques. « Il y a là, explique Mme Veil, incontestable- ment un problème très difficile : l'arrêté 25 502 (...) prévoit un mé- canisme de fixation des prix qui repose sur le coût des matières premières, auquel on ajoute le conditionnement et les frais in- dustriels. (...) Je sais que si ce système permet de contrôler les frais de fabrication et de limiter les conditionnements onéreux, on lui reproche d'inciter les labo- ratoires à utiliser des matières premières chères, dont le prix n'est pas toujours contrôlable avec certitude par l'administra- tion, surtout lorsqu'il s'agit de produits importés ou couverts par des brevets étrangers. »

### M. TENG HSIAO-PING A PARIS LE 12 MAI

M. Teng Hsiao-ping, vice-premier ministre de la République populaire de Chine, fera une visite officielle en France du 12 au 17 mai 1975, à l'invitation du gouvernement fran- çais, annonce un communiqué de la présidence de la République.

### M. Jacques Chirac, premier ministre, s'est rendu vendredi ma- tin 18 avril devant l'assemblée générale du Conseil national du commerce.

Dans l'après-midi, M. Chirac devait recevoir à l'hôtel Ma- thignon M. Tchervonenko, am- bassadeur d'U.R.S.S. à Paris, puis s'entretenir avec M. Matteoli, président des Charbonnages de France, membre du comité cen- tral de l'U.D.R.

Le numéro du « Monde » daté 18 avril 1975 a été tiré à 558 065 exemplaires.

table et en tenant compte de l'effort d'exportation. D'autres pensent que l'on peut encore res- serrer le dispositif, sans en mo- difier fondamentalement l'écono- mie.

« J'ai donc demandé, voici quel- que temps, à mes collègues des finances, du travail et de l'in- dustrie de constituer un groupe de travail, qui est présidé par un conseiller maître à la Cour des comptes, M. Guérard, pour exa- miner si cet arrêté peut être mo- difié et dans quel sens. »

Parlant des essais cliniques que subissent les médicaments avant d'obtenir l'autorisation de mise en marché, Mme Veil déclare : « Je crois que je ne surprendrai personne en disant que les essais cliniques pourraient être amélio- rés car ils sont très inégaux. Or, la première question que pose la loi est celle-ci : quel est le rôle des essais cliniques au cours des problèmes actuels du médicament. (...) »

Traitant de la nécessité d'amé- liorer l'information du médecin sur les médicaments, le ministre de la santé ne rejette pas l'idée de créer un office national chargé de cette mission.

Sous le titre « Les vampires de la santé », *L'Humanité* Dimanche publie, dans son numéro mis en vente le vendredi 18 avril, un dossier sur l'industrie pharmaceu- tique, à partir de l'exemple d'un complexe polyvitaminique dont le prix de la boîte est passé, en septembre dernier, de 19,55 F à 30,05 F. L'hebdomadaire critique « les possibilités qui sont données à l'industrie pharmaceutique de tricher sur le prix des matières premières ». Considérant que « le profit est le moteur de l'indus- trie pharmaceutique », il de- mande la diminution de 50 % du prix des médicaments et la na- tionalisation des principaux groupes pharmaceutiques.

De son côté, pour apporter « un certain nombre d'éléments de la suite des critiques formu- lées » contre ses adhérents, le Syndicat national de l'industrie pharmaceutique vient de publier un communiqué. On y lit notam- ment que « les laboratoires phar- maceutiques consacrent en moyenne 8 % de leur chiffre d'affaires à la recherche, c'est-à-dire deux fois plus que la moyenne des industries françaises dans leur ensemble ».

Il est dit aussi à propos de la publicité qu'elle représente 18 % du chiffre d'affaires de la branche, que celle-ci « se décompose en réalité en 12 % consacrée à l'in- formation thérapeutique et 4 % à la publicité proprement dite (trac-

portés au chiffre d'affaires pro- duction hors taxe). La part de l'information est croissante et ne pourra qu'augmenter ».

Enfin, à propos du prix souvent jugé trop élevé, des médicaments, le SNIP fait valoir que « le coût des médicaments n'est pas plus élevé en France que dans les autres pays de la Communauté et que, dans beaucoup de cas, il est moins élevé ».

### LES PROJETS DU FONDS D'INTERVENTION CULTURELLE

Le comité interministériel du Fonds d'intervention culturelle (FIC) a approuvé, au cours de sa première session, une série de pro- jets présentés par M. Gérard Mon- tasser, secrétaire général du FIC. Cette année encore, le Fonds interviendra plus spécialement humanitaire et contribuera à l'animation des festivals de pro- vince. A Avignon : colloque du Conservatoire national de Paris, congrès international des U.M.P. école d'été de cirque, music-hall et théâtre forain à Villeneuve-lès-Avignon, ainsi que le théâtre d'essai Le Gueuloir ; Potpourri-Cha- rentais ; le festival et l'année romaine ; Picardie : l'année go- thique, et diverses autres mani- festations dans le Cantal, la Haute-Loire, en Nouvelle-Calédo- nie.

D'autre part, le FIC accordera une aide au Centre France lyrique, qui sera accueilli par dix-sept municipalités (quinze dans la banlieue de Paris, deux en pro- vince), ainsi qu'au Théâtre des Immigrés, à Grenoble et à Belle- ville-Ménilmontant.

Poursuivant son objectif de large diffusion de la culture et de sensibilisation à l'environnement, le FIC soutiendra les activités du CRAPAC (arts plastiques) et de l'Office national de diffusion artistique qui recevra une sub- vention de 1,5 million de francs.

Avec un budget de 17,5 millions de francs (16 millions de francs en 1974), le FIC assure en moyenne 8 % du financement de ces opérations. Dans la plupart des cas, il ne peut apporter que de faibles subventions. « Son rôle, souligne M. Gérard Montasser, est d'être un catalyseur, de met- tre en rapport les divers circuits susceptibles de contribuer à la réalisation d'un projet. Le FIC peut se comparer à la fois à une banque d'affaires et à un artisanat d'art. » On notera cependant un certain recul de la participation des collectivités locales.

## L'accident d'une centrale nucléaire américaine

### Deux réacteurs de 1000 mégawatts arrêtés à la suite d'un incendie de sept heures

On connaît maintenant les détails sur l'incendie qui s'est déclaré le 22 mars dernier dans la centrale de Browns-Ferry, aux Etats-Unis, qui appartient à la Tennessee Valley Authority. Le feu a duré sept heures avant d'être maîtrisé et les deux réacteurs de 1 000 méga- watts, qui fonctionnaient alors à pleine puissance, sont arrêtés pour plusieurs mois.

L'accident s'est produit à la suite d'une faute absurde d'un ouvrier de la centrale qui a approché une bougie allumée d'un endroit où se trouvaient des câbles électriques. Ces câbles partant de la salle de contrôle et sont re- groupés dans une salle au-dessous, puis dans un tunnel, avant d'aller vers les réacteurs. L'ouvrier se trouvait dans le tunnel et voulait s'assurer que la différence de pression qui règne entre le tunnel et l'enceinte de confinement du réacteur n° 3 de Browns-Ferry en cours de construction était correcte.

La flamme de la bougie a d'abord enflammé de la mousse de polyuréthane qui entourait les câbles à l'endroit où ils pénétraient dans l'enceinte de confinement du réacteur n° 3, puis les câbles eux-mêmes, et le feu s'est rapi- dement propagé vers la salle des câbles situés au-dessous de la salle de contrôle. Plusieurs sys- tèmes de commande d'éléments essentiels des deux réacteurs en fonctionnement ont été mis hors service, y compris certains câbles de commande d'une partie du système de refroidissement de

secours des réacteurs. Les deux réacteurs ont été arrêtés manu- ellement.

Une enquête sur cet incident a été ouverte par la commission américaine de réglementation nucléaire N.R.C. Les critiques des centrales nucléaires font remar- quer qu'un tel incident ne devrait arriver, selon le récent rapport de sûreté du professeur Basmsen, qu'une fois tous les milliards d'années. Les responsables de la centrale soulignent en revanche qu'il restait encore un recours après la mise hors service de plusieurs systèmes de commande pour éviter la fusion du cœur des réacteurs et que les multiples sécurités prévues ont bien joué leur rôle.

Il n'empêche que la norme qui voudrait que le feu ne puisse pas se propager d'un câble électrique à l'autre n'est pas respectée et qu'elle est à l'origine de l'arrêt des deux réacteurs, qui promet d'être long. Ces deux réacteurs sont de type à eau légère bouil- lante et ont été construits par General Electric.

Deux autres réacteurs de Gene- ral Electric, d'une puissance unitaire de 190 mégawatts, vien- nent de faire parler d'eux pour d'autres raisons en Inde. La commission indienne pour l'éner- gie nucléaire a révélé devant un comité parlementaire que le ni- veau de radio-activité de la cen- trale de Tarapur, où sont ins- tallés ces deux réacteurs, était anormal et qu'il gênait le travail du personnel. La fuite serait due à des défauts de gainage des éléments combustibles. La cen- trale de Tarapur a commencé à fonctionner en 1969.

### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT TROIS DIRIGEANTS DE LA SHELL

Après avoir reçu les lettres de créance des ambassadeurs du Mexique, du Japon, du Congo, du Botswana, de Monaco et s'être entretenu avec M. Jean-François Deniau, secrétaire d'Etat à l'agri- culture, M. Valéry Giscard d'Es- tang devait donner audience, dans l'après-midi, à trois dirigeants du groupe Royal Dutch-Shell : MM. Gerrit-Abram Wagner, pré- sident-directeur général ; André Bénard, directeur général ; et Léon- nard Carous, président-directeur général de Shell française. En fin d'après-midi, le chef de l'Etat devait recevoir M. Christian de La Malène, député U.D.R. de Paris, président de la Société d'économie mixte d'aménagement, de rénova- tion et de restauration du secteur des Halles (SEMHA).

## VOUS ETES ACTIF. VIVEZ AU CALME.

A quoi bon se donner tant de mal pour vivre à l'étroit dans un Paris invivable (loyers catastrophiques, garages impossibles, pollution, bruit, écoles bondées) ? A quelques minutes de plus de votre bureau, vous pouvez habiter une grande et luxueuse maison, dans un grand jardin. Dans un domaine privé comprenant club-house, tennis, commerces, écoles. Dans un site magnifique et préservé. Réagissez vite. Demain, des maisons comme celles-là, si proches de Paris, seront aussi rares et chères que les appartements du Bois de Boulogne.



**DOMAINE DE MARSINVAL**  
 78 Vernouillet.  
 Tél. 965.87.00 et 88.60.  
**à 27 km**  
 du Pont de St-Cloud  
 par l'Autoroute A 13



**DOMAINE DU BOIS+LA+CROIX**  
 77 Pontault-Combault.  
 Tél. : 406.53.56 et 64.63.  
**à 18 km**  
 du Bd Périphérique.  
 A 12 mn à pied de la gare.

Livrables immédiatement : mai- sons de 161, 182, 230 m<sup>2</sup>, 5, 6, 7 pièces. Facade brique. Garage double. Jar- din 800 à 1800 m<sup>2</sup>. Cuisine équipée (réfrig. 390 l, lave-vaisselle). 2 à 3 a. de b. Club-house. Tennis. Ecoles. Piscine chauffée. Crédits LA HENIN.

Nouveaux programmes. 5 modèles de maisons de 90 à 150 m<sup>2</sup>. 3 à 7 pièces livrées complètement terminées. Grand jardin. Garage. 1 à 3 s. de b. Club-house (un majestueux cha- teau). Tennis. Ecoles. Centre com- mercial. Crédits LA HENIN. Prix de 220 à 320 000 F.

VISITE DES MAISONS MODÈLES TOUTS LES JOURS DE 10 A 19 H.  
 Téléphonez ou écrivez pour recevoir une documentation gratuite.

## Breguet Construction

## assurez-vous sans vous déranger

des  
**Intérêts**  
 au taux actuariel  
 annuel brut de  
**10.50 12.50%**

en ouvrant  
 un compte bancaire  
 à échéance  
 de 6 à 12 ans  
 — à partir de 5000 F —



**SOCIETE DE BANQUE  
 ET  
 D'INVESTISSEMENTS**

Directrice : Mlle Marie-Françoise  
 26, Bd d'Italie MONTE-CARLO  
 (Principauté de Monaco)